



L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

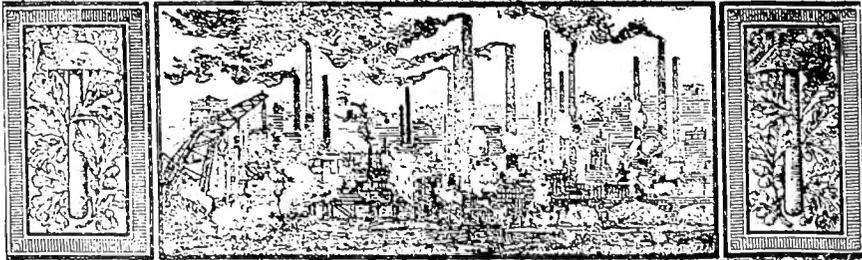
PARAIT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSÉ,
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de G. Zinoviev, avec la collaboration
immédiate des camarades Lénine, Trotsky, Boukharine, Louna-
tcharsky, Pokrovsky, Riazanov, Kaménef, Rakovsky (Russie),
Sirola, Manner, Kuusinen (Finlande), Högland, Ström, Nörrin,
Grinlund, Kilbom (Suède), Tranmel, Shefflé (Norvège), Rohand-
Holst, Wijncup, Rutgers, Roverstejn (Hollande), Blagouf, Kolarov,
Kishoktchiff (Bulgarie), Steinhilf, Tomann (Autriche), C. Zékin,
Heckert, Tülheimer, K. Radek (Allemagne), Rotstein, Parkhurst
(Angleterre), Loriot, Destinières, Monatte, Souvarine, Guilleux,
Sadoul (France), Bordiga, Bombacci, Terracini (Italie), Platten,
Münzenberg, Humbert-Droz (Suisse), Bela-Kun, Rudas, Roud-
niansky (Hongrie), Markhlevsky (Pologne), Jim Larkin, Haywood
(Amérique), etc., etc.

№ 18

5^e ANNÉE
OCTOBRE 1921

BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE G. ZINOVIEV



A NOS LECTEURS

Par décision du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, notre revue L'INTERNATIONALE COMMUNISTE commence, à partir du présent numéro, à se transformer. Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste a imposé de nouvelles tâches à notre périodique. Une certaine division du travail doit commencer à être introduite dans les organes centraux de l'Internationale Communiste. Conformément à la décision du III-e Congrès, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste tente pour la première fois d'éditer en Europe Occidentale une CORRESPONDANCE COMMUNISTE HEBDOMADAIRE qui, au début, paraîtra chaque semaine et, dans la suite, plus fréquemment. Ce journal sera surtout un journal d'information. Tous les partis seront tenus d'avoir leurs correspondants attirés à cet organe, auquel ils enverront régulièrement des comptes rendus sur tout ce qui se passe dans leur pays. La même règle s'applique aux communistes travaillant dans les syndicats. Et ainsi la partie information ressortira principalement de ce journal. Cela nous permettra, jusqu'à un certain point, de délester notre revue L'INTERNATIONALE COMMUNISTE qui, les derniers temps, était devenue par trop volumineuse.

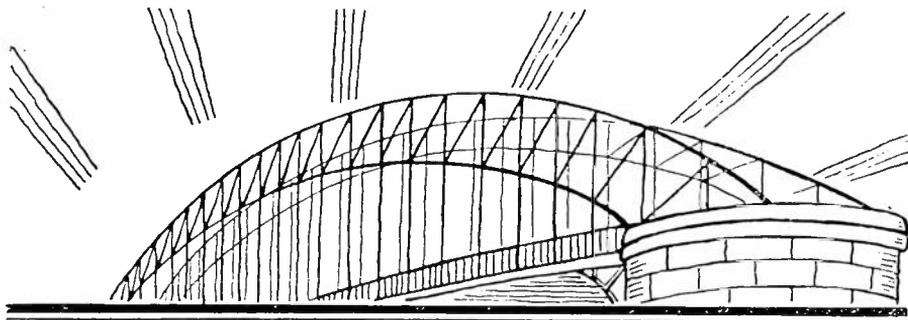
N'ayant plus à s'occuper de la partie information, la Rédaction de la revue pourra consacrer plus de place à la théorie et à la tactique. L'INTERNATIONALE COMMUNISTE doit devenir l'organe directeur par excellence de l'Internationale Communiste sur

toutes les questions de théorie, de tactique et d'organisation. En même temps, la Rédaction prend toutes les mesures nécessaires pour que la parution de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ait lieu régulièrement une fois par mois; en russe le 1-er du mois, en allemand le 15 et, nous l'espérons, en français et en anglais à peu près à la même date.

Notre revue s'enrichit de nouvelles rubriques extrêmement importantes, telles que la revue de la presse ouvrière internationale, la rubrique bibliographique, la rubrique d'organisation, etc. Chacune des rubriques, nouvelles et anciennes, est dirigée par des camarades spéciaux, choisis parmi les meilleurs écrivains du mouvement communiste.

La Rédaction de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE demande à tous les partis communistes et à tous les écrivains communistes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la plus grande régularité possible dans leur collaboration à L'INTERNATIONALE COMMUNISTE réorganisée. La Rédaction prie les lecteurs de lui adresser non seulement des articles et des notices, mais encore des appréciations, des critiques sur les numéros parus de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE, et de lui formuler leurs desiderata. La Rédaction insiste particulièrement auprès de toutes les organisations du parti pour qu'elles fassent parvenir plus régulièrement à notre revue tous les journaux, brochures, feuilles volantes qui viennent de paraître.





G. ZINOVIEV.

LA TACTIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Les décisions du III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste sont interprétées à tort et à travers. Nos adversaires, quelques-uns même de nos amis, n'ont pas encore compris la signification de ce Congrès. Et cependant, pour participer consciemment à la lutte actuelle, il est nécessaire à tout communiste d'avoir une idée nette du rôle et de la signification du III-e Congrès, ainsi que de la place qu'il occupe dans la lutte émancipatrice du prolétariat mondial.

Que la position occupée par le III-e Congrès ait surpris certains représentants de la bourgeoisie, il n'y a rien là que de naturel. Que plusieurs des grands bourgeois du Capital mondial trompent notre soi-disant renoncement au communisme «pur», la chose est parfaitement compréhensible. Messieurs les bourgeois voudraient bien que nous fussions des communistes «purs», au sens qu'ils attribuent à ce mot. Un communiste «pur» pour eux, c'est une sorte de Don Quichotte. Un communiste «pur», c'est celui qui plane dans l'irréel, au-dessus des contingences du temps et de l'espace. Un communiste «pur», c'est celui qui mord étourdiment à chaque appât que lui jette la bourgeoisie et tombe facilement dans chaque piège que lui tendent ses ennemis de classe.

Un communiste «pur», c'est celui qui entreprend la lutte décisive, non pas quand la saine raison le lui ordonne, alors qu'il y a des chances de vaincre, mais quand il plaît à la bourgeoisie; un communiste «pur», c'est celui qui se laisse prendre à chaque provocation, à chaque embûche. En un mot, dans l'esprit de la bourgeoisie, un communiste «pur» n'est pas loin d'être un pur imbécile.

Aussi, le III-e Congrès de l'Internationale Com-

muniste a-t-il fortement déçu la bourgeoisie mondiale. Il lui a montré que les communistes organisés dans l'Internationale Communiste ne sont pas du tout les imbéciles qu'elle voudrait avoir pour adversaires et qu'elle décore du nom de «purs». Voilà pourquoi les représentants de la bourgeoisie, avec un dépit mal dissimulé, racontent à qui veut les entendre que le vaisseau communiste a cinglé vers la droite et que le III-e Congrès—horreur!—s'est écarté du communisme.

Les héros de la II-e Internationale et de l'Internationale 2^e emboîtent naturellement le pas à la bourgeoisie. Martov parle du «crépuscule» de l'Internationale Communiste qui, en 1919 et 1920, on ne peut le nier, entraîna dans son sillage la masse ouvrière (ce qui ne l'empêchait pas de dire alors que l'Internationale Communiste ne groupait qu'une poignée de sectaires). Dans le *Berner Tagwacht* du 23 juillet, Grimm annonce triomphalement que, au III-e Congrès, «le communisme a mis de l'eau dans son vin», que «l'on a renoncé à l'application intégrale des 21 conditions» et, en homme qui ne doute de rien, termine par cette déclaration: «Ce n'est ni plus ni moins qu'un rapprochement vers la tactique de l'Internationale de Vienne». C'est dans le même esprit que la *Freiheit*, le *Vorwärts*, le *Populaire*, le *Social-Democraten* de Branting et le *Peuple* belge ont interprété l'œuvre du III-e Congrès.

Que nos ennemis aient compris ainsi le III-e Congrès, il n'y a là rien d'étonnant. Leur en expliquer le sens véritable et la portée serait chose parfaitement inutile. Mais l'incompréhension manifestée par quelques-uns des amis de l'Internationale Communiste doit nous arrêter. Dans son rapport sur le III-e Congrès, notre camarade suédois, Ström, écrit: «La droite était re-

présentée au Congrès par le parti russe et le parti français». Et de même que Höglund, Ström constate avec joie la victoire de celle «droite» au Congrès. Le seul fait de l'association par les camarades Ström et Höglund de ces deux partis montre qu'ils ne se rendent pas nettement compte de ce qui s'est passé au III-e Congrès. La victoire de la ligne tactique du parti français au III-e Congrès! Mais les représentants du parti français au III-e Congrès ont maintes et maintes fois reconnu eux-mêmes que leur parti ne faisait encore que se développer en parti communiste. A cela rien de mauvais, rien d'étonnant non plus. Le III-e Congrès a constaté avec joie les progrès considérables accomplis par le parti français pendant la dernière année de son développement. Mais en même temps, d'accord en cela avec la meilleure partie des délégués français, il a reconnu que ce parti avait encore beaucoup à s'amender pour devenir un parti véritablement communiste.

Les nouvelles qui nous arrivent d'Allemagne montrent que, là également, nombre de camarades n'ont pas compris la signification vraie du III-e Congrès. Dans une lettre écrite durant le Congrès d'Iéna, un des nouveaux membres du Comité Central du Parti Communiste Allemand nous dit:

«Le III-e Congrès a produit l'impression que vous avez condamné non seulement la théorie de l'offensive, mais la lutte des ouvriers qui ont participé aux batailles de mars. Cette impression est, certes, fautive, mais c'est un facteur psychologique qu'il ne faut pas négliger, si l'on veut bien comprendre la lutte qui se déroule à l'intérieur du Parti Communiste Allemand».

Il va de soi que les camarades allemands de «gauche», qui estiment que le III-e Congrès a condamné non seulement la théorie de l'offensive, mais la lutte des ouvriers en mars, ne sont pas plus dans le vrai que les perspicaces camarades suédois qui ont vu dans le III-e Congrès la victoire de la ligne de tactique du parti français.

Que s'est-il donc passé, en définitive, au III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste? Quel est le sens véritable des décisions de ce dernier? Quelle est la nature de la nouvelle tactique de l'Internationale Communiste? Voilà ce qu'il faut élucider.

La chose n'est pas bien compliquée. Au III-e Congrès, l'Internationale Communiste, en présence de conditions nouvelles, y a tout simplement adapté sa tactique. L'Internationale Communiste va au même but qu'auparavant et, au fond, par les mêmes voies. Mais elle tient compte des obstacles nouveaux, ralentit l'allure où il le faut, contourne les précipices, recule aujourd'hui pour mieux organiser l'offensive de demain, et modère l'ardeur excessive de l'avant-garde quand l'arrière-garde ne peut suivre.

Durant les deux années de l'existence de l'Internationale Communiste, le mouvement ouvrier, au point de vue de l'organisation, a fait des progrès considérables. Les partis communistes, à n'en pas douter, représentent en 1921 une force organisée, incomparablement plus grande qu'en 1919. Mais l'élan, l'initiative, ce que l'on pourrait appeler l'élément de *spontanéité* dans la lutte des masses, a diminué pendant ces deux années. Nos

adversaires sont devenus plus forts; la bourgeoisie a consolidé ses positions et parfait son organisation; remédiant au désarroi où elle se trouvait après la guerre, elle a reformé ses rangs et, adversaire sérieux, par endroits menaçant, elle se dresse de nouveau devant nous et nous barre la voie. Les social-démocrates de la II-e Internationale et de l'Internationale 2^{1/2} ont, pendant ces deux dernières années, tout fait pour *aider la bourgeoisie* à reconstituer ses forces. A l'époque où la bourgeoisie était impuissante, pendant les mois où les chefs des capitalistes tremblaient de peur, où les partis bourgeois chancelaient sur leurs bases, beaucoup, presque tout dépendait d'un facteur subjectif: du degré de préparation des ouvriers, de la volonté révolutionnaire et de la décision de leurs partis et de leurs syndicats. A ce moment décisif, les social-démocrates de la II-e Internationale et de l'Internationale 2^{1/2} jetèrent toutes leurs forces dans la balance sur le plateau de la bourgeoisie. Voilà pourquoi ce que, en 1919, l'on pouvait gagner d'un seul coup ne sera obtenu maintenant qu'à grand-peine. Voilà pourquoi le III-e Congrès de l'Internationale Communiste a dû modifier sa tactique et l'adapter aux nouvelles circonstances.

Nulla part, la marche des événements n'a été aussi nette qu'en Italie. En 1919 et pendant une partie de l'année 1920, il existait en Italie toutes les conditions d'une révolution victorieuse, sauf une seule: l'organisation et l'esprit révolutionnaire au sein du parti socialiste et des syndicats. La bourgeoisie s'agitait, impuissante, mais n'avait aucune force armée sérieuse contre les ouvriers. L'élan révolutionnaire spontané des masses, leur enthousiasme étaient immenses. Une grande partie de la paysannerie et la majorité de l'armée démobilisée étaient incontestablement pour les ouvriers. C'était le moment critique. D'un seul coup, les ouvriers italiens pouvaient remporter des victoires décisives. Mais une chose les en empêcha: le parti de la classe ouvrière italienne, constitué par un travail de plusieurs dizaines d'années, ne se trouva pas, au moment décisif, à la hauteur de sa tâche révolutionnaire. Le parti italien ne sut point répondre aux exigences du moment. Rongé depuis longtemps par le ver du réformisme, il se trouva complètement pourri à la minute décisive. La conduite du parti et des syndicats en septembre 1920, lorsque les ouvriers commencèrent à s'emparer des fabriques et des usines, montra aux plus aveugles que le Parti Socialiste Italien commençait à jouer en Italie le rôle contre-révolutionnaire de la social-démocratie en Allemagne. On ne peut, il va de soi, expliquer tout cela exclusivement par le hasard ou la mauvaise volonté d'un groupe quelconque de chefs; la situation actuelle du Parti Socialiste Italien est l'aboutissement nécessaire de son développement historique. Mais la classe ouvrière n'en est pas plus heureuse pour cela. Le servage en Russie, l'autocratie tsariste, les Guillaume, les Noske et les Briand, tout cela aussi, c'est le résultat du développement historique.

Et ainsi le moment favorable ne fut point mis à profit. Actuellement, l'Italie est comme rejetée en arrière, elle est dans un certain sens plus loin

de la victoire de la révolution prolétarienne qu'en 1919. Les communistes italiens, il va de soi, ne peuvent pas ne pas le voir. Ils doivent tenir compte de cette particularité, comprendre qu'ils élaborent leur tactique non en 1919, mais en 1921. Cela ne veut pas dire que les communistes italiens doivent cesser d'être communistes, qu'ils doivent renoncer à l'idée de la révolution prolétarienne, qu'ils doivent se rapprocher de l'Internationale 2^e. Pas du tout. Cela signifie que la nouvelle conjoncture les oblige à manœuvrer avec plus de prudence, à tenir compte de la nécessité d'un stade plus long de préparation, à comprendre l'inévitabilité d'une période de transition prolongée et à travailler sans arrêt afin de conquérir, pendant cette période de transition, la grande majorité des ouvriers italiens.

Et c'est à peu près ce qu'ont dû se dire au III^e Congrès les communistes de tous les autres pays, c'est-à-dire toute la III^e Internationale.

Dans un article publié dans l'*Avanti* de Milan, le 9 juillet, Livio Agostini l'a exprimé très clairement. Il dit :

« Nous nous mentirions à nous-mêmes si nous continuions à affirmer que le parti traverse actuellement les jours mémorables de 1919. Alors, le communisme qui avait déjà triomphé en Russie et en Hongrie, qui couvrait en Allemagne et qui ébranlait toute l'Europe secouée des convulsions de l'enlèvement d'un monde nouveau, nous incitait — nous qui entendions aussi autour de nous les cris de fureur de la foule insurgée contre les partisans et les auteurs de la guerre et qui constatons la soumission humble de la bourgeoisie incapable et impuissante — à tenter d'obtenir également la victoire immédiate dans notre pays. Et alors notre unique aspiration était de triompher de cette parcelle de résistance que pouvait encore nous opposer la bourgeoisie. Par contre, notre situation à l'heure présente est tout autre. Nous tromperions les masses si nous leur disions que nous considérons la révolution comme proche... Et nous ne pouvons reconnaître aux fascistes le droit d'attribuer le revirement de la situation au triomphe de leur violence. Ce triomphe n'est même pas l'un des facteurs de ce revirement. Les fascistes se sont mis à employer la violence contre notre mouvement au moment où ce dernier commençait à faiblir sous l'influence de la déception profonde provoquée par nos hésitations et nos fautes, au moment où la bourgeoisie, après avoir créé un nouveau moyen de lutte et perfectionné l'ancien, avait déjà eu le temps d'organiser suffisamment sa défense pour réprimer toute tentative d'insurrection de notre parti » (*Avanti*, N° 164).

Les causes de la crise du mouvement ouvrier italien sont ici très justement indiquées. L'auteur, qui écrit dans l'organe de Serrati, reconnaît sincèrement que ce sont « nos hésitations » (c'est-à-dire celle du P. S. I.) qui ont provoqué la déception dans les masses, et que la bourgeoisie a très bien su profiter du moment pour rejeter la classe ouvrière en arrière. C'est dans ses conclusions seulement que l'auteur se trompe. Il ne voit pas le tort immense causé par les « hésitations » en 1919-1920, et il cherche le remède à la situation... dans de nouvelles hésitations.

Voici ce qu'il écrit plus loin :

« Dans son dernier discours à Moscou, le camarade Zinoviev recommande de renforcer la lutte afin que, dans la crise que traverse la bourgeoisie et à laquelle elle est impuissante à trouver une issue, le prolétariat acquière les forces nécessaires à la réalis-

tion de sa dictature. Si ce programme doit diriger l'activité générale de notre parti, nous sommes complètement d'accord avec le camarade Zinoviev, car ce programme concorde entièrement avec nos idées. Mais s'il prétend exprimer ce qui est nécessaire à l'heure actuelle, la simple comparaison de nos forces à celles de nos adversaires, sous le rapport des moyens de lutte, nous montre l'impossibilité du succès d'une pareille tentative. Il suffit de considérer la situation économique de notre pays pour reconnaître qu'elle est extrêmement défavorable en ce moment. Nous dirons plus. Non seulement nous n'admettons pas la possibilité, mais nous ne voyons pas le sens ni la nécessité du renforcement de la lutte de classes... En voulant renforcer la lutte, nous ferions les sources de la richesse de la bourgeoisie, mais en même temps nous détruirions les sources de l'existence des ouvriers... L'inaction des fabriques et des usines, le chômage de la main-d'œuvre ont une répercussion douloureuse dans les demeures des ouvriers. Toute aspiration à un avenir meilleur doit céder le pas à un besoin plus pressant : la conservation, et seulement la conservation du pain, pour soi et pour sa famille; c'est une lutte trop difficile pour que l'organisation ouvrière qui voudrait la mener ne s'effondre pas et que les efforts en vue de nouvelles conquêtes n'échouent point... Mais si la réalité historique ne nous permet pas de faire en ce moment une puissante tentative pour instaurer notre dictature et si, à notre avis, elle rend complètement impossible le renforcement de la lutte de classes, une tâche telle et bien déterminée se dresse devant notre parti : défendre avec nos seules forces et jusqu'aux dernières limites les positions déjà conquises, notre patrimoine spirituel et l'esprit de notre organisation ».

Ces raisonnements nous permettent non seulement de nous rendre compte de l'état d'esprit des meilleurs partisans de la majorité actuelle du Parti Socialiste Italien, mais de comprendre le sens de la nouvelle tactique fixée par le III^e Congrès mondial. Agostini a raison de dire que la classe ouvrière italienne a été rejetée en arrière. On pourrait le dire également de la classe ouvrière de toute une série d'autres pays. La classe ouvrière allemande, elle aussi, est rejetée en arrière et pour les mêmes raisons : s'il n'y avait pas eu une puissante social-démocratie allemande pour utiliser en faveur de la bourgeoisie tout le capital d'organisation accumulé par le prolétariat allemand pendant plus de 25 ans, s'il n'y avait pas eu cette social-démocratie pour dissoudre les soviets ouvriers et massacrer, sous la direction de Noske, des dizaines de milliers des meilleurs ouvriers allemands, la révolution allemande aurait pu triompher en 1919. Mais l'Allemagne seule n'est pas en cause : des pays comme la Hongrie, l'Autriche et même la Hollande et la Suède sont, à très peu de choses près, dans le même cas.

Agostini a encore raison lorsqu'il dit qu'il est impossible avec les forces des seuls communistes d'entreprendre immédiatement une insurrection victorieuse en Italie. Cela est vrai, non seulement de l'Italie mais aussi des autres pays, et c'est ce que le III^e Congrès a voulu signifier lorsqu'il a déclaré que la conquête de la majorité était la tâche sur laquelle les partis communistes devaient concentrer leurs efforts. Par tous ses travaux, le III^e Congrès mondial voulait dire : l'effervescence révolutionnaire, la spontanéité des mouvements de masses a diminué, la consolidation des forces de la bourgeoisie a fait un progrès marqué et, quoique, l'organisation du prolétariat communiste

ait aussi progressé pendant ce temps, sa croissance pourtant n'a pas été telle qu'elle puisse contrebalancer l'influence défavorable des deux facteurs précédents; c'est pourquoi usons de *prudence*, préparons avec infiniment plus de soin chaque action, surtout chaque action armée; allons aux masses, efforçons-nous de conquérir la majorité et pour cela mettons-nous à un travail de chaque jour, minutieux, systématique et peut-être d'assez longue durée.

Mais Agostini a complètement tort lorsque, de la constatation du renforcement de la bourgeoisie et de l'affaiblissement des mouvements spontanés de masses, il conclut que la lutte de classes n'augmentera pas d'intensité, que la victoire de la révolution prolétarienne est remise à un avenir indéterminé, sinon ajournée pour toujours, et que c'est par la collaboration des révolutionnaires avec les réformistes que le mouvement prolétarien reprendra une nouvelle vigueur. Agostini n'a pas raison de conclure du fait de l'aggravation de la crise économique et de la croissance du chômage qu'aucune lutte révolutionnaire n'est possible en ce moment. Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste a indiqué dans ses thèses que, si l'on ne saurait lier le mouvement révolutionnaire des masses uniquement aux périodes de dépression économique, on ne saurait non plus en nier la possibilité et la nécessité pendant lesdites périodes. Et ces indications du III-e Congrès de l'Internationale Communiste valent non seulement pour l'Italie, mais pour le mouvement ouvrier du monde entier.

Oui, en Italie et dans une série d'autres pays, par les efforts combinés de la bourgeoisie et des social-démocrates de la II-e Internationale et de l'Internationale 2^e, le mouvement révolutionnaire prolétarien a été rejeté en arrière. Oui, en Italie et dans une série d'autres pays, au lieu de livrer les batailles décisives, nous n'en sommes encore qu'à la période de préparation de ces batailles. Mais de cela il ne résulte pas que nous devons rester dans le même parti que les réformistes; bien au contraire. Oui, la réaction bourgeoise a relevé la tête presque dans toute l'Europe. Oui, le Capital mène l'offensive sur toute la ligne. Mais il n'en résulte pas que nous devons rester aux côtés du menchévisme international et collaborer avec ce dernier; bien au contraire. Aux époques de réaction, aux époques où le moral baisse, le réformisme est un ennemi beaucoup plus dangereux qu'aux époques d'effervescence révolutionnaire. En s'efforçant d'être toujours avec la majorité, les opportunistes ne font que suivre leur nature. Lorsque la vague de la révolution prolétarienne enfile, elle sonlève avec elle une partie des réformistes. Ainsi, il est certain que beaucoup de réformistes italiens étaient sincères quand, en 1919, ils se prononçaient pour l'Internationale et la révolution prolétarienne. Mais, par contre, quand la vague baisse, quand la bourgeoisie saisit les ouvriers à la gorge, les meilleurs des réformistes deviennent les ennemis les plus dangereux de la classe ouvrière. Toujours et partout, ils soufflent à l'oreille de l'ouvrier affamé: «Rends-toi!» Toujours et partout, en désagréant les forces morales du prolé-

tariat, ils parachèvent l'œuvre du Capital qui tient l'ouvrier à la gorge.

Et ainsi la nouvelle tactique de l'Internationale Communiste peut se résumer en ces mots:

Aux masses, au plus profond des masses prolétariennes et demi-prolétariennes! Participation à la lutte journalière du prolétariat même pour les améliorations les plus insensibles de ses conditions d'existence. Participation à toutes les organisations ouvrières, depuis les soviets de députés ouvriers jusqu'aux clubs de sport et aux cercles musicaux. Propagande infatigable de l'idée de la dictature du prolétariat dans chacune de ces organisations. Conquête de la majorité de la classe ouvrière au communisme. Préparation systématique, infatigable, continue des masses ouvrières aux batailles imminentes. Travail minutieux pour la création d'organisations illégales. Travail méthodique, opiniâtre, pour l'armement des ouvriers. Création de partis communistes forts, autonomes, débarrassés des opportunistes, des centristes et de leurs congénères. Avant tout, conquête des syndicats ouvriers.

C'est cela et seulement cela que, développant les décisions du II-e Congrès mondial, le III-e Congrès a voulu dire. Le III-e Congrès a su tirer les conclusions pratiques découlant logiquement de la nouvelle conjoncture, il a su adapter la tactique des communistes à cette conjoncture, enfin il a su appeler et préparer les partis à un travail actif en conformité avec les exigences de la nouvelle situation. C'est là son grand mérite historique.

Nous avons cité plus haut un extrait de la lettre d'un camarade allemand, où celui-ci dit que le III-e Congrès a répudié la «théorie de l'offensive», ce que d'aucuns, en Allemagne, ont compris comme une condamnation non seulement de cette théorie, mais aussi de la lutte pratique des ouvriers, en mars 1921. Le III-e Congrès, en effet, a longuement discuté la théorie de l'offensive. Déterminer exactement ce qu'il a en réalité repoussé, est chose absolument nécessaire. La question exige qu'on s'y arrête, car le débat qu'elle a provoqué touchait non seulement l'Allemagne, mais le mouvement international tout entier.

Commençons par définir les conceptions mêmes qui ont fait l'objet du débat.

Au point de vue marxiste, il n'y a pas et il ne peut y avoir de différence fondamentale entre ces deux conceptions: «lutte offensive contre le capitalisme» et «lutte défensive contre le capitalisme». La distinction ne saurait être que conventionnelle.

Rappelons-nous comment, en 1914 — 1917, les marxistes révolutionnaires posaient la question de la guerre offensive et défensive entre les Etats. Les social-patriotes et les kautskistes, comme on le sait, soutenaient que dans chaque guerre défensive les socialistes devaient prendre le parti de leur patrie, et à ce propos ils s'efforçaient par tous les moyens imaginables de démontrer que dans la guerre actuelle «leur» patrie ne faisait

que se défendre. A preuve: la puissance adverse a adressé à «notre» gouvernement telle et telle note provocatrice, la puissance adverse a commencé à mobiliser une heure et demi avant nous, ce sont les troupes de la puissance adverse qui ont tiré les premiers coups de feu, etc. Les marxistes révolutionnaires repoussaient catégoriquement une telle façon de poser la question. Ils disaient: Une guerre quelconque peut, extérieurement, au point de vue stratégique, être une guerre offensive et, au sens historique profond du mot, être en même temps une guerre défensive. Telles furent, par exemple, quelques-unes des guerres nationales entreprises au XIX^e siècle exclusivement pour lutter contre le joug étranger et réaliser l'indépendance nationale (1). Au contraire, on peut très bien concevoir une guerre quelconque qui, extérieurement, au point de vue stratégique, aurait un caractère défensif, mais qui, au sens historique profond du mot, serait par son essence même une guerre injuste, une guerre de pillage, une guerre offensive.

Il en est ainsi des guerres entre les différents pays et les différents États. La classification ordinaire ici ne saurait être de mise, à plus forte raison dans les guerres de classes. Au point de vue des social-patriotes, l'insurrection, par exemple, des ouvriers finlandais, en 1918, contre la bourgeoisie finlandaise constitutionnelle est incontestablement une lutte offensive. Sans raison aucune, la classe ouvrière «attaque» les bourgeois constitutionnels; aussi ces infortunés sont-ils, dès le début, assurés de la sympathie des social-patriotes du monde entier. Au point de vue plus profond du marxisme révolutionnaire, toute lutte, toute guerre d'une classe opprimée quelconque contre la classe de ses oppresseurs est une lutte défensive, est une guerre juste. Ce n'est pas à dire, certes, que nous ne fassions aucune distinction entre les batailles défensives et les batailles offensives que peuvent se livrer le Travail et le Capital. Mais, même dans le domaine économique, souvent la bataille défensive devient bataille offensive, et vice versa. Prenons, par exemple, la récente grève des mineurs en Angleterre. Provoquée par les propriétaires des mines qui avaient résolu de réduire le salaire des ouvriers, elle semblait par suite, à son début, une lutte défensive typique. Mais, une fois commencée, elle eut pendant quelque temps une tendance à se transformer en grève offensive; puis, sous l'influence de toute une série de facteurs, elle se termina de nouveau en grève défensive typique. La classification est nécessaire. Nous savons que dans le domaine économique les époques de dépression économique sont en général des époques de lock-outs et de batailles défensives, et les époques de développement industriel des époques de grèves et de batailles offensives. Aussi ces distinctions, les faisons-nous et continuerons-nous de les faire. Mais en même temps nous déclarons: La classe ouvrière est la classe des opprimés. Sa guerre contre les capitalistes est, au sens historique du

mot, une guerre juste, une guerre de défense. Dans cette guerre, elle peut et doit recourir à la stratégie offensive. Celui qui, en principe, répudie l'offensive contre le capitalisme n'est pas un socialiste, c'est un valet du capitalisme. C'est ce qu'a confirmé et ce que ne pouvait pas ne pas confirmer le III^e Congrès de l'Internationale Communiste. Sous ce rapport, le III^e Congrès n'a pas repoussé et ne pouvait pas repousser la lutte offensive.

Qu'est-ce donc que le III^e Congrès a repoussé?

Les discussions sur la tactique de l'offensive avaient commencé déjà avant le II^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste en 1920, mais alors elles n'avaient pas le même caractère qu'avant le III^e Congrès. Il s'agissait, en ce temps là, de la guerre russo-polonaise.

Guerre purement défensive au point de vue stratégique pour la Russie soviétique au début, elle se transforma dans la suite, au point de vue stratégique, en guerre offensive, tout en restant pendant toute la durée des opérations, au sens historique profond du mot, une guerre défensive du prolétariat russe contre la bourgeoisie polonaise et la bourgeoisie mondiale. Pendant la guerre de la Russie soviétique avec la Pologne bourgeoise en 1920, la question se posa dans toute son acuité: La classe ouvrière victorieuse d'un pays quelconque peut-elle porter «à la pointe de ses baïonnettes» le socialisme dans un autre pays encore opprimé par la bourgeoisie? En été 1920, alors que les armées soviétiques approchaient de Varsovie, ce n'était pas là une question oiseuse, une question de théorie pure, c'était une question d'une actualité brûlante. Le noyau de l'Internationale Communiste et, en premier lieu, les bolchéviks russes répondirent catégoriquement: Oui, elle le peut; non seulement elle le peut, mais elle le doit, si le rapport des forces le permet. Une telle guerre, offensive peut-être au point de vue extérieur, sera, au sens profond du mot, une guerre juste, une guerre défensive de la classe opprimée contre les rapaces internationaux. Peu avant le II^e Congrès, la *Rote Fahne* de Berlin publia un article d'un communiste polonais dirigé contre ce point de vue, et qui fut accueilli alors avec faveur par Paul Lévi et probablement par beaucoup d'autres. Au fond, ce qu'exprimait l'auteur, c'était un nationalisme discret, mais raffiné, lequel perçait dans toute son argumentation. Le II^e Congrès n'adopta point de résolution officielle à ce sujet, mais de tous ses débats et de toutes ses décisions il ressortit clairement qu'il admit tout entièrement la tactique de l'offensive, telle que nous venons de l'exposer.

Par malheur, la marche des événements militaires et le développement de la vie sociale en Europe rayèrent trop tôt de l'ordre du jour cette question, au moins en tant que question purement pratique. Le développement de l'Europe suivit une autre voie que celle que semblaient devoir faire supposer les événements de l'été 1920 et que celle que désiraient et attendaient les meilleurs des partis de l'Internationale Communiste. Par suite, la question de la tactique offen-

(1) Voir notre ouvrage: *La guerre et la crise du socialisme*. (Tome I).

sive se posa devant le III-e Congrès sous un tout autre aspect.

Peu avant le III-e Congrès, sous l'influence des événements de mars en Allemagne, il se forma une tendance qui s'efforça de faire adopter toute une nouvelle «théorie de l'offensive». Il ne s'agissait plus de la lutte offensive de la classe ouvrière contre les capitalistes en général, ni du droit pour la classe ouvrière d'un pays vainqueur de porter à la pointe de ses baïonnettes le socialisme dans un pays bourgeois; il s'agissait de tout autre chose.

À partir du deuxième semestre de 1920, le mouvement révolutionnaire spontané des masses commence à décroître dans presque tous les pays d'Europe. C'est là, il va de soi, un phénomène passager. Maintenant déjà, au moment où nous écrivons ces lignes, un mois et demi après le III-e Congrès, les masses de nouveau se réveillent à l'action. Une immense vague de grèves balaye la France, la Pologne, la Tchéco-Slovaquie, l'Italie, l'Allemagne et plusieurs autres pays. Néanmoins, les faits sont là: depuis un an — et peut-être en sera-t-il ainsi encore pendant un certain temps — la croissance du mouvement révolutionnaire spontané des masses, auparavant si rapide, s'est ralentie et, par endroits même, a subi un temps d'arrêt.

Devant cette situation, quelques éléments impatientes, dévoués au plus haut point à la révolution, mais manquant parfois de clairvoyance, se disent:

C'est la minorité active organisée dans le Parti Communiste qui doit percer le mur de la passivité, qui doit entreprendre l'offensive, et alors la voie sera ouverte et cette minorité audacieuse entrainera à sa suite la masse tout entière.

Au lieu d'une analyse concrète des faits, au lieu d'une appréciation saine de la situation, ces camarades se basent sur un facteur purement subjectif. Ne voulant pas et ne sachant pas comprendre toutes les difficultés de la situation, résultat de facteurs historiques profonds, ces camarades impatientes se sont mis, timidement tout d'abord, de plus en plus ouvertement dans la suite, à prêcher leur idée. Nous entrons actuellement, disent-ils en substance, dans l'époque de l'offensive par excellence; pour «activer» le mouvement, il suffit de «commencer», mais le plus vite possible, et, une fois mise en branle, la machine marchera d'elle-même.

C'est au printemps de cette année, comme nous pouvons le constater maintenant, que cette tendance a commencé à se manifester dans toute une série de pays. Elle était tout à fait naturelle après les années orageuses de 1919 et 1920, à ce tournant de l'année 1921 où les événements semblaient prendre une nouvelle tournure. Peut-être cette déviation à gauche était-elle nécessaire. Néanmoins, elle deviendrait extrêmement dangereuse si l'Internationale Communiste ne prenait à temps des mesures contre elle.

C'est en Allemagne que, par suite d'une série de circonstances dont nous reparlerons plus loin, cette tendance s'est manifestée avec le plus de relief. C'est dans ce pays que la «théorie de

l'offensive», telle que nous l'avons caractérisée plus haut, a surgi et prospéré.

Or, c'est justement cette «théorie» erronée et seulement cette théorie que le III-e Congrès de l'Internationale Communiste a repoussée.

Il a repoussé cette théorie erronée, d'après laquelle nous entrerions actuellement dans la période de l'offensive permanente. Il a repoussé l'idée d'après laquelle une minorité pourrait en tout temps, et particulièrement en un temps comme celui que nous traversons actuellement, par une tentative audacieuse d'insurrection, mettre fin à la passivité des masses, triompher de tous les obstacles et vaincre dans une lutte armée. Il a repoussé la théorie d'après laquelle il faudrait, lorsque les prémisses de l'insurrection sont complètement défaut, «activer» le mouvement ouvrier par l'application de stimulants «énergiques».

C'est ainsi que le III-e Congrès a lutté contre la «gauche».

Ce n'est pas à dire que le III-e Congrès se soit mis d'accord avec les communistes, qui considèrent que la tâche actuelle de tous nos partis consiste exclusivement dans la propagande. Non, le Congrès s'est parfaitement rendu compte que nos partis les plus importants doivent se préparer aux combats, que ces combats sont inévitables et nécessaires dans un avenir prochain et qu'aucune défaite partielle dans ces combats partiels n'arrêtera, en fin de compte, notre victoire. Dans sa résolution sur la tactique, le Congrès a marqué que, dans l'état d'équilibre instable qui règne actuellement en Europe, toute grande grève et même tout conflit parlementaire de quelque importance peuvent servir de prélude à la révolution, à la lutte directe pour le pouvoir. Les événements, tels qu'ils se développent après le Congrès, confirment entièrement ce pronostic. La balle du garde-blanc allemand qui a tué le député Erzberger a suffi pour rompre l'équilibre en Allemagne. Et, si la crise qui commence amène, dans un avenir plus ou moins proche, à des batailles presque décisives dans ce pays, personne ne s'en étonnera. Il se pourrait fort bien également que la formidable vague de grèves qui a envahi la Pologne y provoqué une crise où se déciderait la question de la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Naturellement, le début de la révolution prolétarienne en Pologne et en Allemagne aggraverait considérablement toute la situation et mettrait à l'ordre du jour toutes les questions de la révolution prolétarienne mondiale.

Tout cela, le III-e Congrès l'a prévu, l'a prédit et en a tenu compte. Mais c'est justement parce qu'il n'y a pas d'équilibre stable en Europe, parce que le «mur de la passivité des masses» n'est qu'un mur imaginaire, que les actions armées inconsidérées et les aventures de toutes sortes sont particulièrement dangereuses, car dans l'état actuel des choses elles ne peuvent que nuire aux communistes dans l'esprit des masses ouvrières et, par suite, aider la bourgeoisie.

La lutte contre les tendances de gauche n'est pas chose nouvelle pour l'Internationale Communiste. Au II-e Congrès déjà, nous avons entrepris une lutte décisive contre ces tendances, telles

qu'elles se manifestaient dans le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne, chez les I. W. W., les *Shops Stewards* anglais et les syndicalistes français et espagnols. Cette lutte a été menée, comme il le fallait, par le II-e Congrès; aussi a-t-elle été couronnée de succès et a-t-elle amené dans nos rangs les meilleurs éléments des organisations susmentionnées. Au III-e Congrès, nous avons dû entreprendre la lutte contre les tendances de gauche au sein des partis communistes eux-mêmes, lutte dont le succès, nous l'espérons, ne sera pas moindre.

Mais, nous a-t-on objecté au III-e Congrès, est-ce bien la peine de combattre avec un tel acharnement les tendances de cette «gauche» relativement peu nombreuse, alors que nous avons devant nous une droite extrêmement puissante. A droite de l'Internationale Communiste, disait-on, il y a la social-démocratie allemande, Amsterdam, toute la II-e Internationale, l'Internationale 2 1/2, la majorité italienne, etc. Et à gauche quelques petits groupes seulement, lesquels se distinguent d'ailleurs par leur désir ardent de la révolution, par leur dévouement extraordinaire à l'Internationale Communiste. C'est là un raisonnement par trop simpliste. C'est ce que nous avons signalé au Congrès même, dans notre discours sur la question tactique. Il ne s'agit pas de savoir combien nous avons encore d'organisations à droite de nous, et combien nous en avons qui sont touchées par la tendance de «gauche»; il s'agit de savoir quels sont les dangers que présentent pour nous l'une et l'autre tendances. Certes, notre principal ennemi est à droite; certes, l'Internationale Communiste mène toujours sur tout le front la lutte à droite, contre la bourgeoisie, contre Amsterdam, contre la II-e Internationale et l'Internationale 2 1/2, contre les Gompers, les Scheidemann et leurs acolytes. Mais c'est justement pour remporter la victoire dans cette lutte essentielle que l'Internationale Communiste doit avoir une tactique libérée des tendances de «gauche». Certes, la tendance de droite est notre ennemi principal. C'est, comme le disent les Allemands, l'ennemi par excellence (*der Feind*). La lutte contre la bourgeoisie est en même temps une lutte contre ses agents de la II-e Internationale, de l'Internationale 2 1/2 et de l'Internationale d'Amsterdam. A cela, rien à répliquer. Mais le malheur est que la tendance de gauche, contre son désir et à son insu, aide celle de droite, nous empêche de triompher de cette dernière.

Ce qui importe, nous le répétons, ce n'est pas la quantité des partisans de l'extrême «gauche», c'est la tendance en elle-même. Un exemple va nous le montrer. Au II-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, nous avons fixé notre tactique envers les syndicats. Tout communiste sensé comprend maintenant que si nous ne conquérons pas du dedans les syndicats, nous ne pourrions vaincre la bourgeoisie non plus que les social-patriotes. Mais, au II-e Congrès il s'était déjà formé un groupe qui luttait contre notre participation aux syndicats et préconisait plus ou moins ouvertement l'abandon de ces organisations par les communistes et les révolutionnaires. Ce soi-

disant mot d'ordre de gauche était soutenu au II-e Congrès par quelques camarades d'Allemagne, d'Angleterre et d'Amérique. Ne formant qu'un tout petit groupe, cette extrême «gauche», sous le rapport du nombre, n'était pas du tout dangereuse. Mais, figurons-nous pour un instant que le II-e Congrès n'ait pas tenu compte du danger que présentait pour nous dans la question syndicale cette tendance de gauche, qu'il ne l'ait pas remarquée, ou qu'il l'ait tolérée. Qu'en serait-il résulté? D'innombrables conséquences, au plus haut point funestes à l'Internationale Communiste. Au lieu d'entreprendre la conquête effective des syndicats dans lesquels nous avons obtenu depuis un an de grands succès, nous aurions livré les syndicats aux Gompers, Jouhaux, d'Aragona, Fimmen et autres. Cette gauche était numériquement insignifiante au II-e Congrès, mais la tendance qu'elle représentait était dangereuse au plus haut point pour les destinées de l'Internationale Communiste.

Le courant de gauche, tel qu'il s'était constitué avant le III-e Congrès, était encore plus dangereux.

La situation du mouvement ouvrier dans le monde entier est des plus compliquées et des plus difficiles. Les communistes doivent se rendre un compte exact de la complexité de la situation et trouver les nouvelles voies qui leur permettront d'arriver aux masses. Mais dans son impatience, la «gauche» pouvait par ses procédés anéantir en un instant tout le capital d'organisation amassé par le parti, sans attirer à elle les masses qu'elle aurait, au contraire, rejetées dans le camp des social-patriotes et des centristes. Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste avait le devoir de redresser le front et d'entreprendre une lutte décisive contre le courant de «gauche». L'unique faute d'une série de camarades, et en particulier des dirigeants du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, consistait en une appréciation inexacte du moment. Mais puisqu'ils reconnaissent leur erreur et qu'ils répudient leur «théorie» erronée de «l'offensive» (et nous sommes en mesure d'affirmer qu'une partie considérable des camarades allemands l'ont déjà fait), la question peut être considérée comme liquidée, et l'Internationale Communiste n'a plus qu'à tirer la leçon des fautes commises. Mais, tant qu'il restera en Allemagne (groupe Maslof), et peut-être dans d'autres pays (1), des cama-

(1) Un exemple de la façon dont il ne faut pas mener la propagande communiste nous est fourni par le *Kampf*, organe du Parti Communiste Luxembourgeois. Dans le numéro du 20 juillet 1921; l'article de tête intitulé: *La voie de la Révolution* se termine par les mots suivants, imprimés en caractères énormes:

«C'est pourquoi, en union avec vos frères des pays voisins, ouvriers luxembourgeois, faites appel à toute votre énergie combative, rassemblez des armes de toutes sortes:

- des fusils!
- des grenades à main
- des mitrailleuses!
- des canons!
- Constituez des organisations illégales de combat
- dans toutes les rues!
- dans toutes les usines!
- dans tous les rayons!
- dans tout le pays!

rades isolés et des groupes qui voudront ériger en théorie l'erreur commise, en faire la règle de leur action, s'obstiner dans leur «gauchisme», l'Internationale Communiste se verra obligée de mener contre ce courant, irès analogue à l'*otzovisme* russe, une lutte acharnée.

Qu'était-ce donc que l'*otzovisme* dans le mouvement ouvrier russe?

Nos camarades étrangers, auxquels la tendance désignée sous le nom de «menchévisme» est devenue familière, doivent maintenant être mis au courant d'une autre tendance à laquelle on donna le nom de «otzovisme». En 1908, lorsque la contre-révolution faisait rage en Russie, un groupe de camarades d'extrême gauche se sépara des bolchéviks. Ces camarades nous accusaient d'opportunisme et exigeaient que les membres de la fraction social-démocrate fussent rappelés de la Douma d'Empire⁽¹⁾. Déjà auparavant, ce groupe de bolchéviks de «gauche» préconisait le boycottage des élections à la III^e Douma d'Empire, estimant que la participation à ces élections équivalait à une trahison envers la classe ouvrière.

Les camarades étrangers de «gauche» croient quelquefois que le boycottage seul constituait l'essence de l'*otzovisme*. Et comme ils ont actuellement renoncé au boycottage des institutions parlementaires, ils estiment qu'ils n'ont rien de commun avec les otzovistes et que nous avons tort de les comparer à ces derniers. En réalité, la chose n'est pas si simple. Le boycottage était, en effet, l'un des traits caractéristiques du courant otzoviste, mais il n'était pas le seul.

L'*otzovisme* a pris naissance en Russie et s'y est développé dans l'intervalle entre deux vagues révolutionnaires. La vague révolutionnaire, qui avait monté si haut en 1905, s'était, vers la fin de l'année 1906, complètement affaissée. En 1911—1912, nous assistions à une nouvelle poussée révolutionnaire, laquelle, à partir de la grève de la Léna, augmente rapidement d'intensité. De 1907 à 1911, c'est la période de la plus sombre réaction, de l'affaissement du moral parmi les ouvriers, de la croissance du courant menchéviste (on disait alors du courant de liquidation), des trahisons, des défaites partielles, etc. Durant ces quatre années, le tsarisme et la bourgeoisie s'efforcèrent d'anéantir définitivement le bolchévisme. Ils conférèrent en quelque sorte le monopole de la légalité aux menchéviks et persécutèrent par tous les moyens les bolchéviks. Ils s'efforçaient de nous faire engager prématurément la lutte, afin de noyer dans le sang des ouvriers le mouvement bolchéviste et de franchir tous les liens qui nous reliaient à la classe ouvrière. Entre Stolypine, la bourgeoisie libérale russe (cadets), les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires de droite il s'établit une sorte de collaboration se-

crète, très bien organisée, dont le but était de délayer complètement les bolchéviks du mouvement ouvrier de masses, de les transformer en une secte figée et de les condamner à n'être que des brailards impuissants. A cette époque, il nous fallait à tout prix maintenir étroitement la liaison avec les masses ouvrières et garder, en même temps, fidélité au drapeau révolutionnaire. Il nous fallait nous instruire et sans plaintes, comme sans fanfaronnades inutiles, participer à toutes les organisations légales et semi-légales des ouvriers, et à chaque pas dévoiler les trahisons des menchéviks. Mais, en même temps, nous ne devions pas nous borner à une vaine phraséologie; il nous fallait être au premier rang et entreprendre un travail journalistique, méticuleux dans la fraction parlementaire de la Douma, les syndicats légaux et semi-légaux, les coopératives, les clubs ouvriers, les clubs de sport, les sociétés musicales, la presse ouvrière clandestine, etc. Parmi les otzovistes, il se trouvait alors un grand nombre d'excellents ouvriers profondément dévoués à la cause de la révolution. Les dirigeants étaient en grande partie des vieux militants, des intellectuels bolchévistes qui, dans la suite, revinrent dans nos rangs. Mais pendant cette pénible période de transition, pendant ces années où se décidait le sort du parti bolchéviste, ces camarades «d'extrême gauche» portaient un tort considérable au bolchévisme et aidaient les menchéviks. Par leur impatience révolutionnaire qui leur faisait devancer les événements, par leurs tentatives d'engager la lutte avant que les masses ne fussent prêtes—ce qui ne pouvait que décimer le parti,—par leur boycottage stupide, par leur phraséologie révolutionnaire, par leur théorie, d'après laquelle on pouvait soi-disant «activer» le mouvement en substituant aux grandes masses ouvrières un tout petit parti, ces otzovistes constituaient alors un danger des plus sérieux pour la révolution.

Nous, bolchéviks, nous fûmes obligés de mener une lutte longue et acharnée contre ce courant otzoviste de «gauche». On en vint à la scission. Après s'être séparés officiellement de nous, les otzovistes, par la logique des choses et par suite de leur position fautive, en arrivèrent bientôt à faire bloc avec les menchéviks contre nous. Plus la nouvelle vague révolutionnaire approchait, et plus l'*otzovisme* perdait de son influence, et les meilleurs des ouvriers qui le soutenaient auparavant revenaient de plus en plus nombreux dans nos rangs, dans les rangs des bolchéviks. Ils voyaient que c'était nous qui avions raison contre les brailards de gauche. Ils s'étaient convaincus que c'était grâce uniquement à notre tactique que la liaison avec les masses avait été maintenue et que notre parti, demeuré intact, n'était pas devenu une secte de phraseurs de gauche, mais un parti *directeur de masses*, parti qui, quelques années plus tard, devait mener la classe ouvrière à la bataille décisive contre la bourgeoisie et, en octobre 1917, remporter la victoire.

Nous comprenons parfaitement que, pour la classe ouvrière internationale, l'époque actuelle diffère, sous beaucoup de rapports, de celle que traversait la révolution russe de 1907 à 1910.

Ouvriers industriels et ouvriers agricoles, préparez-vous à la guerre civile! (Der Kampf, № 35).

Il est évident qu'une telle agitation ne donnera pas aux ouvriers un canon ou même une grenade à main de plus. Et l'on ne fera que rire, et avec raison, de ces communistes de «gauche».

(1) D'où le nom de «otzovisme» qui, en russe, signifie «trappel» (Note de la Réd.).

Nous n'oublions pas un instant que la guerre impérialiste et les événements révolutionnaires qui l'ont suivie ont apporté dans le monde des changements considérables. Loin de nous l'idée de faire un parallèle complet, d'assimiler entièrement les situations, de simplifier à dessein les comparaisons. Pourtant, malgré toutes les différences qui peuvent les séparer, nous devons constater l'analogie frappante de ces deux périodes de la révolution russe.

En somme, la classe ouvrière internationale traverse en ce moment, à n'en pas douter, une période de transition entre deux poussées révolutionnaires. Le mouvement spontané, impétueux des masses, qui avait commencé vers la fin de la guerre impérialiste et qui ébranla toute l'Europe pendant un an ou deux, s'est maintenant arrêté par endroits ou tout au moins apaisé. Dans toute une série de pays, la bourgeoisie est passée à l'offensive contre les ouvriers. La réaction bourgeoise fait rage. Le fascisme, l'Orgesch et les autres organisations bourgeoises garde-blanches ne sauveront certes pas le capitalisme de la ruine, mais l'existence de ces organisations et leur développement ne sont pourtant devenus possibles qu'au moment actuel où la bourgeoisie a repris des forces et, sur plusieurs points, nous a réduits à la défensive.

Cela ne veut pas dire que la révolution soit terminée, comme le pensent les Hilferding, que les années 1919 et 1920 aient marqué l'apogée du mouvement révolutionnaire et que nous n'ayons plus devant nous qu'une longue suite de mornes journées, pendant lesquelles les ouvriers devront s'en tenir à la tactique modérée des trade-unionistes ou, ce qui revient au même, à la tactique des social-démocrates. Loin de là. Vers 1908, dirigée par Stolypine, la réaction était en Russie au faite de sa gloire. Les menchéviks déclaraient partout que la révolution était finie, que nous devions commencer à lutter pour la monarchie constitutionnelle et devenir un parti social-démocrate modéré, régulier, bien pensant, en un mot un parti «européen». Mais, tout en combattant la tendance de «gauche», nous, bolchéviks, nous ne perdions pas de vue que les problèmes posés par la révolution de 1905 n'étaient pas résolus, que les nuages s'amoncelaient à l'horizon et que le développement social amènerait inévitablement une nouvelle révolution, beaucoup plus puissante que celle de 1905.

La situation est analogue maintenant, mais sur une échelle beaucoup plus vaste, sur l'échelle internationale. La social-démocratie allemande publiée en ce moment un projet de programme, qui démontre clairement que ce parti n'est plus un parti socialiste, qu'il s'est transformé ouvertement en un parti bourgeois-démocratique, en un parti de réformes pacifiques. Les aveugles-nés qui dirigent la social-démocratie allemande évitent même d'employer dans leur projet de programme les mots «lutte de classes», car la lutte de classes ils la redoutent comme le feu. Dans le fond, ils sont convaincus que la bourgeoisie a déjà entièrement triomphé de toutes les difficultés provoquées par la guerre, et que le régime bourgeois vivra encore une centaine d'années en «se renouvelant»

et en «se démocratisant» progressivement. C'est, en somme, de ce point de vue que parlent les social-démocrates Indépendants d'Allemagne et toute l'Internationale 2^e, dont il sont les inspirateurs. En comparant à l'Italie l'état de choses actuel avec la situation en Europe en 1849, Crispin entendait démontrer que, de même que la vague révolutionnaire s'était terminée alors à l'année 1848, de même l'année 1919 marquait la fin du mouvement révolutionnaire actuel. C'est ainsi que raisonnent les réformistes italiens et Serrati lui-même. Sous beaucoup de rapports, cette façon de poser la question rappelle celle des menchéviks russes pendant les années de réaction susmentionnées. Martoff et Dan demandaient alors: Quelle année traversons-nous, l'année 1847 ou l'année 1849? Et sans hésiter, ils répondaient: Evidemment l'année 1849, car l'année 1847 représente la veille de la révolution; l'année 1849, c'est la fin de la révolution. Les bolchéviks se trompaient alors sur la rapidité du processus quand ils estimaient que la nouvelle révolution arriverait bientôt. Personne ne pouvait savoir que, après 1905, la contre-révolution durerait encore plus de dix ans, en Russie. Les bolchéviks ne pouvaient prédire exactement si l'équilibre instable d'alors durerait deux, quatre ou dix ans. Mais, en tant que marxistes, ils pouvaient parfaitement prévoir et prévalent en effet que la révolution était inévitable et, en ce sens, ils avaient raison lorsqu'ils repoussaient l'hypothèse de «l'année 1849».

Il en est de même maintenant. Personne de nous n'étant prophète ne peut dire exactement combien de mois ou d'années il s'écoulera avant la première nouvelle victoire de la révolution prolétarienne dans l'un des grands pays dont dépend le sort de la révolution mondiale. Mais il est une chose dont nous sommes sûrs et dont l'appréciation de la situation économique de l'Europe au III^e Congrès nous a convaincus une fois de plus: *c'est que la révolution n'est pas finie, et que le moment n'est pas éloigné où recommenceront de nouvelles batailles qui ébranleront l'Europe et le monde tout entier plus formidablement que toutes les batailles précédentes prises ensemble.*

Après mûr examen de tous les facteurs fondamentaux du développement social, le III^e Congrès de l'Internationale Communiste en est arrivé à la ferme conviction que la révolution est proche...

Au moment où la contre-révolution faisait rage en Russie (1907-1911), les bolchéviks disaient: Objectivement, la situation reste révolutionnaire. Les tâches de la révolution ne sont pas encore accomplies. Notre perspective fondamentale, le principe directeur de tout notre programme et de toute notre tactique, c'est l'*inévitabilité d'une nouvelle révolution.* Nous ne nions pas qu'il se soit établi temporairement une sorte d'équilibre. Mais c'est justement parce que la nouvelle révolution est inévitable que nous, en tant que parti, en tant qu'avant-garde de la classe ouvrière, nous continuons à miser sur le tableau de la révolution, et, tôt ou tard, c'est nous qui l'emporterons.

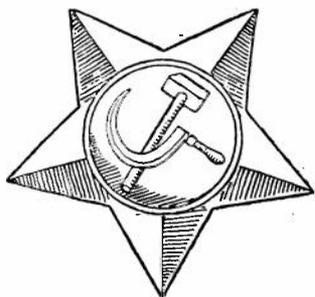
Telle est, en somme, la position de la question que le III^e Congrès de l'Internationale Communiste a adoptée maintenant sur l'échelle internationale. Tout homme qui a renoncé à la perspec-

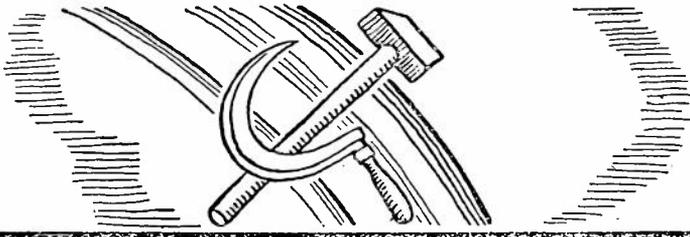
tive de la nouvelle révolution a cessé d'être un communiste et est passé dans le camp de la II-e Internationale ou de l'Internationale 2^e); cet homme n'est plus notre camarade. Et ainsi la lutte contre la droite prédomine sur tout le reste. Mais c'est justement pour que notre préparation de la victoire de la révolution prolétarienne ne soit pas une simple phrase, que nous devons mener contre la tendance de gauche la même lutte idéologique que celle qu'ont menée autrefois les bolchéviks contre les otzovistes.

La comparaison n'a rien de forcé. Le microbe de l'otzovisme flotte dans l'air. L'otzovisme *devait* nécessairement surgir dans une période aussi pénible que celle que traverse en ce moment le mouvement ouvrier international. Et c'est seulement à la condition que l'avant-garde des communistes sache profiter des leçons du passé, que nous pourrons réduire, pour ainsi dire, les frais de production et économiser à l'Internationale Communiste une lutte intestine.

C'est cela et seulement cela que voulait dire le III-e Congrès en luttant contre la «gauche». Lorsque, dans le *Politiken*, le camarade Höglund écrit que le Comité Central du Parti Communiste Russe représentait au III-e Congrès la tendance «modérée», dont «l'idée fondamentale est que la révolution mondiale demandera une plus longue période de batailles révolutionnaires et que, par suite, il faut établir notre tactique «en montant le cran de la hausse» (på längre sikt) et ne point nous baser sur la perspective d'un changement imminent dans le régime social, il confond le vrai et le faux. Que la révolution mondiale doit être précédée d'une longue période de batailles révolutionnaires, les communistes le savaient déjà avant la victoire de la révolution russe; la gauche de Zimmerwald l'avait déclaré en 1915. Aussi n'y a-t-il aucune raison de prendre pour notre tactique une «hausse supérieure». Nous pouvons continuer à nous servir de la «hausse» précédente...

G. ZINOVIEV.





LE III-e CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

(Discours prononcé par G. Zinoviev à l'ouverture du Congrès de Moscou, le 22^e juin 1921)

Camarades, notre première parole sera, comme dans tous les congrès prolétariens internationaux, consacrée à nos frères tombés pour le communisme. Aux noms inscrits au livre d'or de notre lutte, bien des noms glorieux se sont ajoutés au cours de la dernière année. Il n'y a pas si longtemps que les ouvriers berlinois conduisaient à sa dernière demeure la dépouille d'un de leurs meilleurs militants assassiné par la bourgeoisie allemande: le camarade Syll. Tout récemment, un groupe de communistes turcs, parmi lesquels se trouvait notre camarade Soukhi, membre du Premier Congrès de l'Internationale Communiste, a péri de la main des assassins. Dans les pays limitrophes de la Russie des Soviets, nous avons perdu toute une série de vaillants camarades. C'est ainsi que la bourgeoisie lettone a, tout récemment, fait fusiller tout un groupe de glorieux militants parmi lesquels se distinguaient tout particulièrement les camarades Schinf et Berns. Il n'y a pas longtemps que de semblables exécutions avaient lieu aussi en Lithuanie. Il ne se passe pas de semaine en Italie, que nos camarades ne perdent, dans la lutte qu'ils soutiennent contre les mercenaires de la bourgeoisie, quelques militants. Pendant les journées de mars, des centaines de camarades, et des meilleurs, sont tombés en Allemagne. Et nous devons aussi mentionner la fin tragique de plusieurs délégués du Deuxième Congrès. Vous vous rappelez tous la disparition de Raymond Lefebvre, de Lepetit et de Vergeat, péris en mer. Ont péri de même plusieurs communistes grecs, dont le camarade Alexakis. Sont morts pour la cause du prolétariat, Ivan Rahja et ses amis. Est morte la camarade Inessa Armand, qui avait activement participé à notre II-e congrès. Tout récemment nous avons conduit à sa dernière demeure la cam. Samoilova. En Yougoslavie, comme dans tout le sud de l'Europe, la ferreur blanche fait rage et nous arrache des groupes entiers de militants. Avant de commencer nos travaux, j'invite le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste à honorer nos morts en se levant.

Nous saluons aussi, au nom du III-e Congrès de l'Internationale Communiste, les milliers, voire

les dizaines de milliers de camarades emprisonnés en ce moment, dans différents pays. En Allemagne, nos camarades ont perdu, à la suite des journées de mars, quatre cents hommes condamnés à des peines de prison ou de travaux forcés, et sept mille autres emprisonnés. Nous savons aussi que les cachots de la République hongroise et celles de la République finlandaise regorgent de prisonniers. Dans les pays bourgeois les plus démocratiques, des milliers de communistes sont emprisonnés. En Angleterre, un des chefs de notre jeune Parti Communiste est en ce moment sous les verrous, ainsi que d'autres camarades anglais, coupables d'avoir porté aux travailleurs la parole communiste. En Tchéco-Slovaquie, les geôles sont bondées d'ouvriers, parmi lesquels figurent des militants éprouvés, des communistes tels que les camarades Muna et Zapotolsky, qui sont de tout cœur avec nous, comme nous sommes avec eux. Nous sommes convaincus que le temps n'est pas loin où toutes les prisons capitalistes sans exception seront abattues par le peuple insurgé, où nos armées des meilleurs fils de la classe ouvrière internationale enfin libres se mettront à la tête des masses prolétariennes pour monter à l'assaut du capitalisme.

L'année qui vient de s'écouler n'a pas été facile, dans l'histoire de l'Internationale Communiste. Nous avons vu se produire dans divers pays des insurrections armées qui, dans certains pays, ont revêtu l'ampleur de grandes batailles. A peine avons-nous clôturé le II-e congrès de l'Internationale Communiste, qu'en Italie, dans le pays qui était le plus proche de la révolution prolétarienne, un mouvement des masses prolétariennes se produisait, mettant en œuvre un nouveau moyen de lutte. Pendant deux semaines, les ouvriers italiens voulant la nationalisation des fabriques et des usines, s'emparaient de certaines usines et organisaient l'armée rouge, se préparant à pousser plus loin leur action. Pendant ce temps, les réformistes italiens, ceux-là mêmes qui nous avaient fait l'honneur d'une visite et qui voulaient adhérer à l'Internationale Communiste, trahissaient la classe ouvrière. La Confédération

Générale du Travail, dirigée par les vieux opportunistes, fit, au moment décisif, tout ce qui dépendait d'elle pour annuler le mouvement ouvrier. Les centristes italiens, à la tête desquels se trouvait un homme en qui nous avions confiance l'an dernier (Serrati), ne trouvaient rien de mieux que de présenter le mouvement comme purement corporatif et pacifique. Au prix de grandes pertes, les ouvriers italiens ont dû comprendre que certains de leurs chefs contrecarraient leur action.

En décembre 1920, de grandes actions de masses parfois armées se produisent en Tchéco-Slovaquie.

Le mouvement prolétarien embrasse un million d'hommes, mais, insuffisamment organisé, il subit une défaite qui néanmoins contribue à tremper le prolétariat tchéco-slovaque et précipite son éducation en l'aidant à former un parti communiste de masses dont les délégués sont aujourd'hui parmi nous pour la première fois.

Au printemps de cette année, nous avons assisté à l'insurrection du prolétariat allemand, à laquelle plus d'un million d'hommes prirent part. Elle s'acheva aussi par une défaite, mais non sans avoir joué un rôle considérable, non sans avoir trempé le nouveau parti communiste de masses, non sans avoir ajouté des pages glorieuses à l'histoire des luttes du prolétariat allemand pour son émancipation.

À côté de ces vastes mouvements, nous avons vu se produire dans plusieurs pays des mouvements ouvriers moins importants. Ils ont tous contribué à tremper nos jeunes partis communistes et à leur donner d'inappréciables leçons. Ils leur ont révélé leur faiblesse et leur permettront d'éviter à l'avenir quantité de fautes. Ils nous aideront à pénétrer notre parti d'un esprit combattif et de la conscience que nous ne pouvons nous borner à la propagande pacifique, mais que nous devons au contraire conduire notre parti de bataille en bataille, et livrer assaut sur assaut au capitalisme.

Nos adversaires, indiquant ces trois mouvements de masses, en déduisent que l'Internationale Communiste n'a subi cette année que des défaites. Certes, les gens qui ne voient pas plus loin que le bout de leur nez peuvent considérer les mouvements tchéco-slovaque et allemand comme des défaites communistes, mais nous savons que la lutte internationale du prolétariat tout entier est faite de semblables échecs. Nous savons qu'avant de vaincre, le prolétariat russe a subi de nombreuses défaites, et nous sommes convaincus que la lutte qui, en Italie, en Tchéco-Slovaquie, en Allemagne, n'a pas amené la victoire du prolétariat international, nous a cependant fait faire un grand pas en avant.

À l'époque où se réunissait notre Deuxième Congrès mondial, le capitalisme semblait traverser une époque de régénération. Maintenant que se réunit le Troisième Congrès, le capitalisme mondial traverse une crise profonde et prolongée. Il y a, en Europe et en Amérique, des millions et peut-être des dizaines de millions de chômeurs, et des quantités d'ouvriers ne font que des demi-semaines. Nous voyons l'indigence grandir en divers pays. Nous assistons à l'éton-

nante grève des mineurs anglais qui, assurément, fait date dans l'histoire de la révolution internationale prolétarienne. Cette grève est d'autant plus étonnante par l'héroïsme et la ténacité des ouvriers que les leaders des anciennes trade-unions ont, comme il fallait s'y attendre de la part de ces messieurs, trahi les travailleurs au moment décisif. Bien qu'insuffisamment soutenus par le reste du prolétariat anglais, bien que serrés de toutes parts, les mineurs anglais continuent depuis déjà plusieurs semaines une grève sans précédent dans l'histoire. Au moment où nous ouvrons notre Congrès, nous recevons de nouvelles informations sur le mouvement révolutionnaire en Italie, grève des cheminots, grève des postes et télégraphes: l'Italie entre évidemment de nouveau dans une époque de grandes luttes. L'Allemagne, où l'écho des fusillades ordonnées par les tribunaux blancs ne s'est pas encore éteint, vient de vivre une grève de 3 jours. La Bavière s'oriente de nouveau vers les batailles révolutionnaires. En France, luttes au sein des syndicats, luttes qui se terminent dans les syndicats les plus importants par la victoire des révolutionnaires sur les opportunistes. Cette lutte a une signification capitale pour le mouvement révolutionnaire prolétarien international. En un an, nos partis ont remarquablement grandi.

Considérez seulement les pays les plus importants. Au Deuxième Congrès, la France n'était représentée que par un petit groupe de l'extrême avant-garde du mouvement. Nous avons aujourd'hui ici les représentants d'un parti français; fort de 120.000 membres et qui a défait le vieux parti opportuniste, poussé tout entier vers l'Internationale 2^e. Considérez la Tchéco-Slovaquie. Au Deuxième Congrès, elle nous avait envoyé un petit groupe de propagandistes; au Troisième, elle est représentée par les délégués d'un parti communiste organisé qui compte plus de 400.000 ouvriers, tchèques et allemands. Considérez l'Angleterre qui, à l'époque du Deuxième Congrès, était représentée par 8 petits groupes dispersés, et quelques-uns parfois hostiles. Au Troisième Congrès, elle est représentée par la délégation d'un parti unique de 400.000 membres, suivant tous la même ligne de conduite et prêts à faire intervenir l'influence communiste dans le superbe mouvement prolétarien qui commence en Grande-Bretagne. Considérez l'Amérique. Au Deuxième Congrès, elle était faiblement représentée par des délégations de différents groupes. Cette année, nous avons obtenu l'unification de toutes les forces d'Amérique dans un seul parti légal, mais dont l'influence sur les masses prolétariennes va croissant. En Yougoslavie, la terreur blanche n'a pas réussi à anéantir notre parti malgré le concours des partisans de la Deuxième Internationale et de l'Internationale 2^e.

Mais nous avons aussi subi des pertes. Un grand parti unique et nombreux représentait au Deuxième Congrès l'Italie, alors que nous n'avons maintenant ici qu'un jeune Parti Communiste Italien, réunissant au total avec les jeunesse 100.000 membres. Les esprits superficiels diront que l'Internationale Communiste a beaucoup perdu en Italie. Nous ne le pensons pas. Nous avons perdu en Italie quelques illusions, quelques quantités né-

gatives, quelques éléments venus à l'Internationale Communiste par malentendu. Nous y avons perdu les groupes qui pensaient pouvoir adhérer à la III^e Internationale sans assumer d'obligations sérieuses. Tant mieux pour l'Internationale Communiste débarrassée de ce poids mort! Quand aux ouvriers italiens qui n'ont pas encore adhéré à l'Internationale Communiste, nous les appelons avec chaleur, et nous sommes persuadés que l'heure est proche où tous les travailleurs italiens seront avec nous. Mais ces messieurs qui ont trahi le mouvement ouvrier italien au moment où les ouvriers s'emparaient des usines, ces messieurs qui font de l'œil et à Amsterdam et à Moscou, nous n'en voulons pas. Ce n'est pas une perte à nos yeux, que celle des quantités négatives. Nous avons en Italie un jeune parti communiste, composé d'hommes qui ont prouvé leur dévouement à la révolution, un parti relativement peu nombreux, mais auquel l'avenir appartient; nous en sommes convaincus, et qui réunira bientôt tout ce qu'il y a d'honnête et de révolutionnaire dans le prolétariat italien.

Les éléments qui nous sont hostiles viennent de se grouper internationalement. L'année dernière, les représentants des Indépendants de droite d'Allemagne et leurs semblables venaient ici, voulant se faire admettre parmi nous, pour saboter ensuite le mouvement prolétarien comme le font partout leurs frères spirituels. Nous ne les avons pas accueillis. Ils se sont maintenant groupés et affermis, ils ont formé l'Internationale 2^{1/2}. Nous n'avons pas à nous plaindre. Tous les éléments opportunistes et demi-opportunistes, tous les débilés désireux d'élever l'action véritable se sont réunis dans l'Internationale 2^{1/2}, nous débarrassant ainsi de leur présence. L'Internationale Communiste ne peut que gagner à ce qu'ils s'en aillent et se concentrent au pôle opposé.

Voyez, d'autre part, ce qui est advenu de la Deuxième Internationale. On pouvait encore, pendant notre Deuxième Congrès, douter du sort ultérieur de la Deuxième Internationale. Mais vous savez aujourd'hui, camarades, que sa destinée est parfaitement résumée par celle de son honorable président Thomas, qui est aussi un des personnages considérables d'Amsterdam. Lorsque la grève des mineurs anglais éclata, il la trahit naturellement. Sa trahison fut si honteuse et l'indignation des ouvriers si grande, qu'il fut obligé de s'en aller pour quelque temps en Amérique. Et tout récemment, nous avons lu que lorsque ce représentant en fuite de la Deuxième Internationale, ce vénérable militant d'Amsterdam a débarqué en Amérique, le prolétariat révolutionnaire américain l'a accueilli par une démonstration hostile. Camarades, n'est-ce pas là un fait caractéristique de la situation actuelle de la Deuxième Internationale gangrenée d'un bout à l'autre et devenue aujourd'hui une organisation nettement ennemie du prolétariat? A l'heure actuelle, notre principale lutte a lieu contre l'Internationale d'Amsterdam qui a groupé la Deuxième Internationale et l'Internationale 2^{1/2}.

Après notre Congrès de Moscou, se tiendra le premier Congrès mondial des syndicats rouges.

Ce congrès est appelé à avoir une importance immense, parce que nous y réunissons pour la première fois les syndicats qui vont consciemment contre Amsterdam et qui veulent détruire ce dernier rempart du capitalisme. Le Conseil International des syndicats, dont les fondements furent jetés au moment du Deuxième Congrès mondial, a unifié au cours de cette année quinze millions de travailleurs syndiqués. Et le présent Congrès doit donner une base encore plus solide à cette organisation.

Un peu avant notre Congrès, il s'est tenu à Moscou une conférence internationale de femmes qui a rempli brillamment sa tâche. Après notre congrès, aura lieu à Moscou le congrès mondial de la jeunesse communiste, notre jeune garde prolétarienne qui, pendant et après la guerre, a mené une action excellente et qui s'est particulièrement distinguée au cours de cette année-ci. Elle a réussi à grouper sous le drapeau rouge du communisme toute l'élite de la jeunesse ouvrière.

Notre Congrès devra encore une fois scruter dans tous les sens la situation politique et économique mondiale, examiner de nouveau et éprouver notre tactique, tremper tous nos partis pour la lutte contre l'opportunisme, le centrisme qui pénètre malheureusement dans nos rangs, même dans les pays classiques du mouvement ouvrier, comme l'Allemagne. Notre Congrès trouvera la force pour dresser une barrière de fer contre ces tendances qui cherchent à saper de l'intérieur l'unité communiste. Notre Congrès trouvera assez de force, de volonté pour opposer la résistance la plus opiniâtre à tous ceux qui veulent inoculer au jeune Parti Communiste le poison du vieux centrisme et du demi-centrisme, quels que soient leurs noms et quels que soient les mérites qu'ils aient eus dans le passé.

Notre Congrès tracera une fois de plus une ligne de conduite claire et nette plus concrète et plus détaillée, qui devra être calculée également pour une marche plus rapide de la révolution prolétarienne et pour une marche plus lente, s'il s'avère que la route suivie par la révolution n'est pas celle que nous voudrions. Notre Congrès achèvera l'édification de l'Internationale Communiste, car maintenant toute une série de questions d'organisation de la plus haute importance se posent devant les différents partis et l'Internationale Communiste dans son ensemble; notre Congrès fera le bilan de notre travail au cours de cette année.

D'après la liste approximative que j'ai sous les yeux, les délégués de 43 pays assistent à notre Congrès, et il est probable que 50 pays au moins y seront représentés. A vrai dire, nous sommes en présence d'un gigantesque congrès mondial du prolétariat communiste. Nous saurons faire le bilan de cette expérience inestimable que nos frères ont accumulée dans un certain nombre de pays. Nous mettrons à l'ordre du jour de notre Congrès l'importante question de la situation intérieure et extérieure de la République Soviétique, le seul pays, en attendant, où le pouvoir se trouve entre les mains du prolétariat qui a supporté tant de

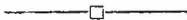
sacrifices, subi tant de souffrances dans la lutte pour ce pouvoir. Nous devons mettre nos frères venus de tous les coins du monde au courant des difficultés que nous rencontrons, les renseigner sur la véritable situation, leur montrer nos côtés forts et nos côtés faibles, leur faire un tableau de la lutte de notre prolétariat héroïque, dans laquelle il s'est épuisé pour la défense du pouvoir de la classe ouvrière. Tous comprennent combien les ouvriers de tous les pays sont intéressés à ce que le pouvoir du prolétariat se maintienne en Russie et à ce que la classe ouvrière russe puisse, une fois la guerre civile terminée et l'armée rouge démobilisée, se livrer enfin à son œuvre. Les camarades venus de tous les pays se rendent parfaitement compte que la révolution russe ne représente pas moins de la moitié de la révolution mondiale prolétarienne.

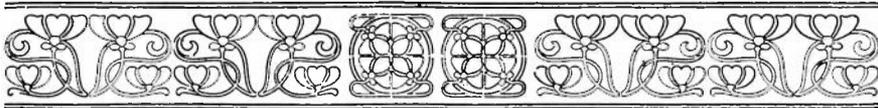
Camarades, avant même que notre Congrès ait commencé ses travaux, il a été l'objet de la haine forcénée de toute la bourgeoisie mondiale. Il n'y a pas de calomnies et de racontars qui ne soient colportés en ce moment par toute la presse bourgeoise internationale au sujet de notre Congrès. On m'a appris aujourd'hui que les journaux bourgeois polonais ont publié, il y a de cela quelques jours, qu'à Moscou il n'était arrivé que 17 délégués, alors que, comme vous le savez, il en est déjà venu plus de mille et que toutes les organisations ouvrières du monde entier y sont représentées. Bien des insanités seront encore débitées au sujet de notre Congrès, mais d'un autre côté nous sommes en droit de dire que ce dernier travaillera entouré de la sympathie et bénéficiera du soutien de tout ce qu'il y a dans le monde de conscient, d'honnête et de révolutionnaire. Nous sommes convaincus qu'après le Deuxième Congrès, qui a élaboré les statuts de l'Internationale Communiste et jeté les bases élémentaires de notre tactique, le Troisième Congrès saura mettre la dernière main à l'organisation et à la tactique de l'Internationale Communiste; il devra avant tout aider aux partis-frères des pays, comme l'Angleterre et l'Amérique, où se dresse un puissant mouvement ouvrier mais où le communisme est encore faible à pénétrer dans les masses; il

souliendra les partis qui ont déjà derrière eux la majeure partie de la classe ouvrière, comme les partis tchéco-slovaque et bulgare et certains autres, il les aidera à se grouper en vue d'une action immédiate et de la préparation de combats plus glorieux; il aidera les autres partis à tenir compte de leurs fautes et de leurs faiblesses, à redresser leur ligne de conduite, à chasser du parti les éléments opportunistes, à tremper tous les partis de façon que dans chaque pays, comme l'a voulu le Deuxième Congrès, nous ayons une véritable section d'un fraternel parti communiste mondial unifié.

Souhaitant la bienvenue à tous nos camarades étrangers ici présents, je voudrais tout particulièrement saluer les délégués qui nous viennent des pays de l'Orient.

Camarades, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier il n'y a pas eu jusqu'ici un seul congrès qui ait eu une représentation aussi nombreuse des peuples orientaux que le nôtre. Vous vous souvenez du congrès de Bakou, qui s'est tenu après le Deuxième Congrès. Depuis lors, l'influence de l'Internationale Communiste en Orient a grandi et croît de jour en jour. Dans la présence de nombreuses délégations de l'Orient nous voyons la garantie que notre organisation est non seulement une association européenne, mais une organisation internationale des ouvriers de tous les pays; nous y voyons la garantie que nous ne sommes pas seulement à la veille de la révolution prolétarienne, mais aussi de la révolution vraiment mondiale dans toute l'acceptation de ce mot. C'est pourquoi, les représentants des partis prolétariens avancés de l'Europe et de l'Amérique doivent avec une attention fraternelle se comporter à l'égard des délégués qui viennent à nous de l'Orient, leur accorder le maximum de soutien, fusionner avec eux dans une union fraternelle unique et montrer au monde entier que nous ne savons pas unir seulement les prolétaires avancés d'Europe et d'Amérique, mais aussi ceux des innombrables pays de l'Orient. Tout en saluant toutes les délégations venues ici, nous crions: «Vive la Révolution Mondiale! Vive l'Internationale Communiste!»





N. LÉNINE.

LA TACTIQUE DU PARTI COMMUNISTE RUSSE

(DISCOURS PRONONCÉ AU III-e CONGRÈS)

Pour motiver la tactique de notre parti, je crois devoir commencer par la situation internationale. Vous avez déjà discuté à fond la situation économique internationale du capitalisme, et le Congrès a déjà voté une résolution à ce sujet. Je traite ces questions très brièvement dans mes thèses, et seulement du point de vue politique. Je ne touche pas à la question économique. Je crois toutefois que, dans la situation internationale de notre République, il faut tenir compte de ce qu'aujourd'hui un certain équilibre des forces s'est établi. Certes, il faut comprendre cet équilibre dans un sens très limité: équilibre des forces qui luttèrent ouvertement, militairement les unes contre les autres, pour la domination de l'une ou de l'autre des classes dirigeantes, équilibre entre les principaux éléments de la société bourgeoise en lutte contre la Russie soviétiste. Ce n'est que par rapport à cette lutte militaire que je prétends qu'un certain équilibre s'est établi dans la situation internationale. Il faut souligner qu'il ne s'agit ici que d'un équilibre tout à fait relatif et instable. Il y a tellement de matières inflammables dans les pays capitalistes, ainsi que dans les pays qui auparavant n'étaient considérés que comme des facteurs très secondaires de l'histoire, dans tous les pays coloniaux et à demi-coloniaux, qu'il est très possible que des explosions révolutionnaires, de grandes luttes et des révolutions s'y produisent inopinément, tôt ou tard. Nous avons vu, au cours de ces dernières années, quelles luttes directes la bourgeoisie internationale a entreprises et menées pour étouffer la première République prolétarienne. C'est là-dessus qu'était concentrée toute la politique mondiale, et c'est dans cette politique qu'un changement s'est produit. Un équilibre, certes, mais un équilibre instable s'est établi dans la mesure où la tentative de la bourgeoisie internationale, cherchant à étouffer notre République, a échoué.

Certes, nous comprenons très bien que la bourgeoisie internationale est à présent plus puissante que notre République, et que seulement un certain nombre de conditions et d'événements empêchent cette bourgeoisie internationale de continuer la guerre contre nous. Déjà au cours de ces derniers temps, nous avons remarqué une nouvelle tentative en Extrême-Orient de recommencer l'invasion, et il est absolument certain que ces sortes de tentatives seront renouvelées et pour-

suivies. Là-dessus notre parti n'a aucun doute. Il importe pour nous d'établir nettement que nous nous rendons compte de l'incertitude de notre équilibre et que nous devons profiter de ce répit en analysant les symptômes caractéristiques de la situation actuelle et en adaptant notre tactique aux particularités de cette situation, sans oublier un seul instant qu'une lutte militaire peut nous être imposée à nouveau, d'un moment à l'autre. L'organisation de l'armée rouge, son renforcement reste, aujourd'hui comme hier, notre grande tâche. Relativement à la question alimentaire, nous devons également songer en premier lieu à ravitailler notre armée rouge. Étant donné la situation internationale où nous devons nous attendre à de nouvelles attaques, à de nouvelles tentatives d'invasion de la part de la bourgeoisie internationale, nous ne pouvons pas prendre d'autre voie, mais sous le rapport de notre politique pratique, le fait qu'un certain équilibre s'est établi dans la situation internationale ne signifie qu'une chose: c'est que nous devons reconnaître que le mouvement révolutionnaire, s'il a fait bien des progrès, n'a cependant pas suivi cette année, dans le développement de la révolution internationale, la ligne droite que nous espérions qu'il suivrait.

Lorsque nous avons commencé la révolution internationale, nous n'avions nullement l'impression que nous devancions le développement de la révolution. Si nous l'avons faite, c'est parce qu'une foule de circonstances nous déterminèrent à la commencer. Ou bien la révolution internationale viendra à notre secours—pensons-nous—et alors notre victoire est assurée, ou bien nous faisons notre modeste travail révolutionnaire et nous le faisons avec le sentiment que, même au cas où nous subirions une défaite, nous ne pourrions que servir la cause de la révolution en faisant profiter les autres révolutions des enseignements de notre expérience et en les déterminant à mieux faire que nous. Il était clair pour nous que, sans l'appui de la révolution mondiale internationale, la victoire de la révolution prolétarienne était impossible. Déjà avant la révolution de même qu'après, nous nous disions: Ou bien la révolution se produira simultanément ou, tout au

moins, en une succession assez rapide dans les pays capitalistes plus développés, ou bien nous serons écrasés. Malgré cette conviction, nous fîmes tout pour maintenir dans toutes circonstances le système soviétiste, car nous savions que nous ne travaillions pas seulement pour nous, mais encore pour la révolution internationale. Nous le savions bien et nous l'avons exprimé bien des fois, aussi bien avant la révolution d'Octobre qu'immédiatement après, de même que pendant la paix de Brest-Litovsk. Et, de façon générale, notre conception était juste.

Cependant, le mouvement ne suivit pas en réalité la ligne droite que nous espérions lui voir suivre. Dans les autres pays, dans les grands pays capitalistes les plus développés, la révolution ne s'est pas produite jusqu'à présent. Mais nous pouvons constater avec satisfaction qu'elle se développe bien dans le monde entier. C'est d'ailleurs la seule raison qui ait empêché la bourgeoisie internationale, quoiqu'elle soit économiquement et militairement cent fois plus puissante que nous, de nous étouffer.

Au 2^e paragraphe des thèses, j'explique comment cette situation s'est créée et quelle conclusion nous devons en tirer; j'ajoute que la conclusion que j'en tire est la suivante: le développement de la révolution internationale que nous avons prédite fait des progrès. Mais ces progrès ne sont pas aussi rectilignes que nous l'espérions. Il est clair, au premier coup d'œil, que dans les autres pays capitalistes on n'a pas réussi à déchaîner la révolution après la paix, si funeste soit-elle et quoique les circonstances, comme nous le savons, fussent très favorables et très nombreuses, bien plus favorables et bien plus nombreuses que nous ne l'avions pensé. Des brochures commencent à paraître qui nous font voir qu'au cours des dernières années et des derniers mois, les conditions propices à la révolution étaient encore plus favorables en Allemagne et en Hollande que nous ne le supposions. Que devons-nous faire, à présent? Nous devons préparer fondamentalement la révolution et étudier à jour son développement concret dans les pays capitalistes développés. Tel est le premier enseignement que nous devons tirer de la situation internationale. Quant à notre République russe, nous devons en outre profiter de ce répit pour adapter notre tactique à ce zigzag de l'histoire. Politiquement, cet équilibre est très important, car nous voyons clairement que même dans les pays de l'Europe Occidentale, où la grande masse de la classe ouvrière et, très vraisemblablement aussi, la grande majorité de la population est organisée, ce sont les organisations ennemies de la classe ouvrière qui sont affiliées à la II^e Internationale et à l'Internationale 2^{1/2} qui constituent le principal appui de la bourgeoisie. J'ai parlé là-dessus dans le § 2 des thèses; je ne vais donc jucher ici qu'à deux points qui furent déjà discutés dans nos débats sur la question de la tactique. Premièrement, la conquête de la majorité du prolétariat. Plus le prolétariat d'un pays capi-

taliste développé est organisé, et plus l'histoire exige de nous appliquer à conquérir la majorité du prolétariat organisé. Deuxièmement, le principal appui du capitalisme dans les pays capitalistes industriellement développés est constitué principalement par cette partie du prolétariat qui est organisée dans la II^e Internationale et dans l'Internationale 2^{1/2}. Si la bourgeoisie internationale ne pouvait s'appuyer sur cette partie des ouvriers, si elle n'avait pas ses éléments de la contre-révolution au sein du prolétariat, elle serait dans l'impossibilité absolue de se maintenir plus longtemps.

Je voudrais aussi mettre en relief la signification du mouvement dans les colonies. A ce sujet, nous voyons dans tous les vieux partis, dans tous les partis ouvriers bourgeois et petits-bourgeois de la II^e Internationale et de l'Internationale 2^{1/2}, les survivances des conceptions sentimentales; ils débordent de sympathie pour les peuples opprimés, coloniaux et mi-coloniaux. On considère encore aujourd'hui le mouvement dans les colonies comme un petit mouvement national pacifique. Il n'en est cependant rien. Depuis le commencement du XX^e siècle, un grand changement s'est produit sous ce rapport: *des millions, des centaines de millions, l'immense majorité de la population de la terre est devenue un facteur révolutionnaire actif.* Et il est évident que, dans les luttes décisives prochaines de la révolution mondiale, le mouvement visant l'affranchissement national de la majorité de la population terrestre contre le capitalisme et l'impérialisme jouera vraisemblablement un rôle révolutionnaire bien plus grand que nous ne le pensions. Il importe de souligner que c'est la première fois que nous avons entrepris dans notre Internationale les préparatifs en vue de cette lutte. Certes, les difficultés sur ce vaste terrain sont bien plus grandes, mais en tous cas le mouvement progresse; les masses ouvrières et paysannes des pays coloniaux, quoique encore très arriérées, joueront dans les phases successives de la révolution mondiale un très grand rôle révolutionnaire.

Pour ce qui est de la situation intérieure de notre République, je dois commencer par étudier très exactement les rapports de classes. Au cours des derniers mois, une nouvelle organisation de la classe exploitée s'est formée contre nous. La tâche du socialisme consiste à supprimer les classes. Aux premiers rangs de la classe exploitée se trouvent les grands propriétaires fonciers et les capitalistes industriels. Contre eux, la tâche des destructions est assez facile et peut être achevée en quelques mois, parfois même en quelques semaines ou en quelques jours. En Russie, nous avons exproprié notre classe exploitée, aussi bien les grands propriétaires fonciers que les grands capitalistes. Pendant la guerre, ceux-ci n'avaient pas d'organisations à eux et n'agissaient que comme partisans des forces militaires de la bourgeoisie internationale. Maintenant que nous avons repoussé cette attaque de la contre-révolution internationale, une organisation de la bourgeoisie russe et de tous les partis contre-révolutionnaires russes s'est formée à l'étranger. On

peut évaluer le nombre des émigrés russes dispersés dans tous les pays étrangers à un million et demi ou deux millions d'individus. Presque dans tous les pays ils publient des journaux, et tous les partis, ceux des gros propriétaires fonciers comme ceux des petits-bourgeois, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks compris, disposent de relations nombreuses avec les éléments bourgeois étrangers, c'est-à-dire qu'ils obtiennent assez d'argent pour avoir une presse à eux, et nous voyons que les représentants de tous nos partis politiques d'autrefois agissent à l'étranger en collaboration parfaite; nous voyons que la « libre » presse russe à l'étranger, en commençant par celle des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks jusqu'à celle des monarchistes les plus réactionnaires, défend la grande propriété. Dans une certaine mesure, cela facilite notre tâche, car nous pouvons voir plus aisément les forces de l'ennemi, son organisation et les tendances politiques qui se manifestent dans son sein. Mais sous d'autres rapports, cela complique naturellement notre travail, parce que ces émigrés contre-révolutionnaires russes emploient tous les moyens pour préparer la lutte contre nous. Et cette lutte démontre une fois de plus que, d'une façon générale, l'instinct de classe de la classe dominante est encore très puissant, plus puissant que le sentiment de classe du prolétariat opprimé, quoique la Révolution russe ait fait sous ce rapport bien plus que toutes les révolutions précédentes. Il n'y a pas un village en Russie où le peuple et les opprimés n'aient été secourus, soulevés. Cependant, nous voyons, lorsque nous observons froidement l'organisation et le point de vue politique des émigrés contre-révolutionnaires russes, que le sentiment de classe de la bourgeoisie est, à présent encore, bien plus fort que le sentiment de classe des exploités et des opprimés. Évidemment, ces gens font tous leurs efforts, ils profitent habilement de toutes les occasions pour attaquer et pour détruire la Russie soviétiste d'une façon ou d'une autre. Il serait très intéressant, et je pense que les camarades de l'étranger penseront à le faire, d'observer systématiquement les efforts les plus importants, les manœuvres tactiques, les tendances essentielles de cette contre-révolution russe. Elle travaille surtout à l'étranger, et nos camarades de là-bas n'auraient pas beaucoup de difficultés pour observer tous ses mouvements. Sous certains rapports, nous devons apprendre bien des choses de cet ennemi. Ces émigrés contre-révolutionnaires sont très avisés, très bien organisés; ce sont d'excellents stratèges, et, à mon avis, l'observation soutenue de la manière dont ils organisent telle ou telle organisation devrait avoir un grand effet de propagande sur la classe ouvrière. Ce n'est pas là de la théorie générale, c'est de la politique pratique. Et on voit ici ce que l'ennemi a appris pendant tout ce temps.

La bourgeoisie russe a subi d'effroyables défaites au cours des dernières années. Il y a un vieux mot qui dit qu'une armée battue peut

apprendre bien des choses. L'armée réactionnaire battue a beaucoup appris, elle apprend encore tous les jours et elle a fait vraiment de grands progrès. Lorsque, d'un seul coup, nous nous emparâmes du pouvoir, la bourgeoisie russe n'était pas organisée, elle n'était pas développée politiquement. A présent, je crois qu'elle est au niveau du développement de l'Europe Occidentale moderne, nous devons compter avec ce fait, nous devons améliorer aussi nos méthodes et nos organisations, et nous voulons le faire de toutes nos forces. Il était donc assez facile pour nous, et je pense qu'il sera également facile pour les autres révolutions, d'en finir avec ces deux grandes classes exploiteuses.

Outre cette classe exploiteuse, il y a une classe de producteurs et de petits cultivateurs dans presque tous les pays capitalistes, à l'exception peut-être de l'Angleterre. La grande question de la révolution, à présent, c'est la lutte contre ces deux dernières classes; nous devons employer d'autres méthodes que contre les gros propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous avons pu simplement exproprier et chasser ces deux classes. Mais avec les deux autres classes capitalistes nous ne pûmes pas agir de cette façon. Nous n'avons pas pu traiter ainsi les petits producteurs et les petits-bourgeois qui existent dans tous les pays. Dans la plupart des pays capitalistes, ces classes représentent une grande minorité, environ 30 à 45% de la population, et si nous y ajoutons les éléments petits-bourgeois du prolétariat, nous obtenons même plus de 50%. Une telle masse ne peut pas être expropriée, ni chassée. La lutte doit être menée d'une autre façon. L'importance et la signification de la période qui commence à présent en Russie consiste, du point de vue international et en considérant la révolution internationale comme un processus unique, précisément en ce que nous devons résoudre pratiquement la question des rapports du prolétariat avec la dernière classe capitaliste en Russie. Théoriquement, tous les marxistes ont assez facilement et assez bien résolu cette question, mais la théorie et la pratique sont deux choses différentes, et ce sont des choses différentes aussi que la solution pratique et la solution théorique de cette question. Nous savons que nous avons commis de grandes fautes, mais les problèmes que nous avions à résoudre étaient trop difficiles. Mais du point de vue international, c'est un progrès énorme que nous puissions nous appliquer à résoudre la question des rapports du prolétariat, lequel tient le pouvoir de l'État entre ses mains avec la dernière classe capitaliste, avec la base la plus essentielle du capitalisme: avec la petite propriété, avec le petit producteur. Cette question est posée à présent d'une manière pratique. Je crois que nous serons en mesure d'accomplir cette tâche; en tous cas, les expériences que nous faisons seront du plus grand profit pour la révolution prolétarienne qui vient, et elle pourra prendre des mesures techniques bien meilleures sur la solution de cette question.

J'ai essayé, dans mes thèses, d'analyser la question des rapports du prolétariat avec les paysans. Pour la première fois dans l'histoire, il n'y a dans

un État que ces deux classes: le prolétariat et la paysannerie. Les paysans constituent l'immense majorité de la population. Ils sont naturellement très arriérés. Quelle forme prennent en pratique, au cours du développement de la révolution, les rapports entre le prolétariat qui détient le pouvoir et les paysans? La première forme, c'est celle d'une alliance, d'une puissante alliance. C'est là une tâche très difficile, mais en tout cas économiquement et politiquement possible.

Et comment avons-nous agi dans la pratique? Nous avons conclu une alliance avec les paysans. Et voilà comment nous entendons cette alliance: le prolétariat affranchit les paysans de l'exploitation bourgeoise, il les libère de la direction et de l'influence bourgeoise, il les attire vers lui dans le but de vaincre en commun les exploités.

Les menchéviks disent: Les paysans sont la majorité; nous sommes, nous menchéviks, de purs démocrates. C'est la majorité qui décide. Mais comme les paysans ne peuvent pas être autonomes, cette théorie n'aboutit à rien moins qu'à la restauration du capitalisme. Le mot d'ordre est le même: alliance avec les paysans. Lorsque nous en parlons, nous entendons par là le renforcement du prolétariat. Nous avons essayé d'établir cette alliance entre le prolétariat et les paysans, et la première étape, ce fut un pacte de guerre. Les trois années de guerre civile ont créé d'énormes difficultés, mais sous certains rapports elles ont facilité notre tâche. Cela peut paraître étrange, mais c'est ainsi. La guerre n'est pas une nouveauté pour les paysans. La guerre contre les exploités, contre les propriétaires fonciers, leur était facile à comprendre. Malgré les grandes distances, quoique la plupart de nos paysans ne sachent ni lire ni écrire, notre propagande se poursuivait avec succès. C'est une preuve que les grandes masses apprendront, dans les pays avancés, plus par leurs propres expériences que par les livres. Chez nous, l'expérience des paysans fut facilitée par le fait que la Russie est un pays énorme et que les différentes parties de la Russie purent subir les différentes phases du développement. En Sibérie et en Ukraine, la contre-révolution put triompher un moment parce que la bourgeoisie y avait les paysans avec elle, parce que les paysans étaient contre nous, bolchéviks. Les paysans déclaraient assez souvent très simplement: Nous sommes bolchéviks, mais nous ne sommes pas communistes. Nous sommes bolchéviks parce que ceux-ci ont chassé les gros propriétaires fonciers, mais nous ne sommes pas communistes parce que ceux-ci sont contre la propriété privée. Pendant un court laps de temps, la contre-révolution put vaincre en Sibérie et en Ukraine, parce que la bourgeoisie triompha dans la lutte contre nous pour la conquête de l'influence sur les paysans. Mais il suffit de peu de temps pour ouvrir les yeux aux paysans. Très rapidement, ils firent l'expérience pratique et ils finirent par dire: Les bolchéviks sont des gens bien désagréables, nous ne les aimons guère, mais en tout cas ils valent mieux que les gar-

des-blancs et les «constituants» (!). Chez nous, le mot «constituant» est un terme injurieux, et ce non seulement chez les communistes mais aussi chez les paysans. Ils savent par la pratique que «constituant» et garde-blanc, c'est une seule et même chose. Les menchéviks aussi se servent du pacte de guerre avec les paysans, mais ils ne se rendent pas compte que ce pacte ne suffit pas. Une alliance de guerre sans une alliance économique ne peut pas exister. On ne vit pas que d'air pur. Notre alliance avec les paysans n'aurait pas pu subsister sans une base économique, nous n'aurions pas pu gagner la guerre contre notre bourgeoisie. Celle-ci s'était alliée avec toute la bourgeoisie internationale. La base de cette alliance économique entre nous et les paysans était naturellement très simple, très grossière. Le paysan obtenait de nous tout le pays et l'appui contre les grands propriétaires fonciers, et nous devions recevoir en échange des vivres. C'était là une alliance d'un genre très nouveau et qui ne reposait pas sur les rapports ordinaires entre producteurs et consommateurs. Nos paysans le comprennent bien mieux que les héros de la II^e Internationale et de l'Internationale 2^e. Ils dirent: Ces bolchéviks sont des chéfs durs, mais ils sont tout de même des nôtres. Ainsi donc, c'est de cette manière que nous dûmes créer les bases d'une nouvelle alliance économique. Les paysans donnèrent à l'armée rouge leurs produits et en reçurent la défense de leur propriété. Et c'est ce qu'oublient toujours les héros de la II^e Internationale qui, comme Otto Bauer, méconnaissent toute la situation. Nous convenons volontiers que la première forme de l'alliance était très primitive et que nous avons commis bien des fautes. Mais nous dûmes agir avec la plus grande promptitude, nous dûmes organiser le ravitaillement. Pendant la guerre civile, nous étions coupés de tous les côtés de la Russie, de toutes les régions qui avaient beaucoup de blé. Notre situation était effroyable, et c'est presque un miracle que le peuple russe et la classe ouvrière aient pu supporter tant de misères, tant de souffrances et tant de privations, qu'ils aient pu les supporter, animés constamment de la certitude de la victoire.

Après la guerre civile, notre tâche était tout autre. Si le pays n'avait pas été aussi ruiné qu'il l'était par sept années de guerres incessantes, le passage à une nouvelle forme d'alliance entre le prolétariat et les paysans eût été bien plus facile. Mais à la situation déjà si difficile du pays s'ajouta encore le fait de la mauvaise récolte, le manque de fourrage, etc. Les privations des paysans devinrent insupportables. Nous dûmes aussitôt nous appliquer à montrer clairement à la grande masse des paysans que nous étions disposés à changer, sur la voie révolutionnaire, notre politique de telle façon qu'ils soient obligés de se dire: Ces bolchéviks sont des gens qui veulent soulager notre situation intolérable, coûte que coûte.

C'est ainsi que nous dûmes amener à changer notre politique économique et à remplacer les

(1) Partisans de l'Assemblée Constituante.

réquisitions par l'impôt en nature. Cela n'alla pas tout seul. Dans la presse bolchévique on peut trouver pendant des mois toutes sortes de projets; toutefois on n'arriva pas à établir un projet vraiment efficace. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel, c'est le fait que nous avons réalisé ce changement de notre politique économique déterminé par la situation réelle et par les nécessités de cette situation. La mauvaise récolte, le manque de fourrage et le manque de combustible, tout cela a naturellement une grande influence sur toute la vie économique et aussi sur l'économie rurale. Si le paysan ne veut pas travailler, nous n'avons pas de bois, et si nous n'avons pas de bois, les usines s'arrêtent. La crise économique fut donc gigantesque au printemps 1921, par suite de la très mauvaise récolte et du manque de fourrage. Tout cela était la conséquence de la guerre civile de trois ans. A présent, il faut montrer aux paysans que nous sommes en mesure de changer promptement notre politique et que nous voulons vraiment le faire pour soulager la situation des paysans. Déjà au II^e Congrès, il a été dit que la révolution exige des sacrifices, et nous le répétons aujourd'hui. Il y a des camarades qui raisonnent ainsi dans leur propagande: Nous sommes prêts à faire la révolution, mais il ne faut pas qu'elle soit trop difficile à faire. Si je ne me trompe, c'est le camarade Smeral qui a employé cette phrase dans le discours qu'il a tenu au congrès du Parti Tchéco-Slovaque. Je l'ai lue dans le rapport du *Vorwärts* de Reichenberg. Il y a là-bas une aile quelque peu gauche, par conséquent cette source n'est pas tout à fait impartiale. En tout cas, je dois dire que si Smeral a déclaré cela, il a eu tort. Certains orateurs qui ont parlé après Smeral ont déclaré à ce congrès du parti qu'ils étaient avec Smeral parce qu'ils ne voulaient pas de guerre civile. Si tout cela est vrai, je dois dire qu'une telle agitation n'est ni communiste, ni révolutionnaire. Naturellement, toute révolution exige des sacrifices de la classe qui la fait. La révolution se distingue des luttes ordinaires en ce que cent fois plus de monde prend part au mouvement, et pour cette raison toute révolution signifie sacrifice, non seulement pour les personnes, mais aussi pour toute la classe. La dictature du prolétariat en Russie a exigé des sacrifices, elle a imposé des misères et des privations à la classe dominante, c'est-à-dire au prolétariat, comme l'histoire n'en a jamais connus, et il est très vraisemblable qu'il n'en sera pas autrement dans aucun pays du monde.

La question à présent est de savoir comment nous devons répartir ces privations? Nous sommes l'Etat, nous sommes, dans une certaine mesure, en état de répartir les privations, à les faire partager entre plusieurs classes et à soulager ainsi relativement la situation de chacune de ces classes. Comment devons-nous procéder? Est-ce sur la base de la justice ou sur celle de la majorité? Non, nous devons agir d'une manière pratique. Nous devons faire cette répartition de façon à maintenir le pouvoir du prolétariat. C'est

notre seul principe. Au début de la révolution, la classe ouvrière dut subir d'énormes privations. Je déclare ici que notre politique du ravitaillement a d'année en année plus de succès. Et la situation s'est, d'une façon générale, incontestablement améliorée. Seulement, les paysans de Russie ont bien plus gagné par la révolution que la classe ouvrière. Il n'y a pas de doute là-dessus. Du point de vue théorique, cela prouve naturellement que notre révolution a été, dans une certaine mesure, une révolution bourgeoise. Lorsque Kautsky nous a servi cet argument, nous en avons ri; il va sans dire que sans expropriation de la grande propriété foncière, sans avoir chassé le propriétaire de la terre et sans avoir distribué celle-ci, il ne peut y avoir qu'une révolution bourgeoise et non une révolution sociale. *Mais nous avons été le seul parti qui ait su mener la révolution bourgeoise jusqu'au bout et faciliter ensuite la révolution sociale. Le pouvoir soviétique et le système soviétique sont des institutions d'Etat social.* Nous avons réalisé ces institutions, mais le problème des rapports économiques entre le paysan et le prolétariat n'est pas encore résolu. Bien des choses ne sont pas encore faites, bien d'autres sont accomplies, et le résultat de la lutte dépendra de notre capacité à résoudre cette tâche. Donc, la répartition pratique des privations est un des problèmes les plus difficiles. D'une façon générale, une certaine amélioration de la situation des paysans s'est produite, et les privations les plus pénibles sont à présent le lot de la classe ouvrière, précisément parce que cette classe exerce la dictature.

Comme je l'ai déjà dit, le manque de fourrage et la mauvaise récolte entraîneront, au printemps 1921, la plus effroyable misère pour les paysans. Ceux-ci forment la majorité de la population. Sans vivre en bons rapports avec ces masses, nous ne pourrions pas exister. C'était donc notre tâche d'aider immédiatement les paysans. Pour le prolétariat, la situation est extrêmement dure; il souffre terriblement, mais il comprend les éléments politiques les plus développés; mais même parmi ceux-ci, seuls les meilleurs comprennent que nous devons faire les plus grands efforts dans l'intérêt de la dictature de la classe ouvrière pour aider les paysans, coûte que coûte. L'avant-garde du prolétariat comprit cela, mais il y avait des fractions de ce prolétariat et même des parties de l'avant-garde qui ne le comprennent pas et qui étaient trop lasses pour le comprendre. Elles y virent une faute politique, elles employèrent même le mot «opportunisme», elles considérèrent toute la tactique comme une sorte d'opportunisme, en disant: Voilà maintenant que les bolchéviques aident les paysans, les paysans qui sont nos exploiters; ce sont eux qui reçoivent tout ce qu'ils veulent, tandis que l'ouvrier endure la faim.

Est-ce là de l'opportunisme? Nous aidons les paysans, parce que sans l'alliance avec eux le pouvoir politique du prolétariat est impossible, intenable. Voilà les raisons qui furent déterminantes pour nous, et non celle de la répartition plus juste. Nous aidons les paysans, parce que cela est indispensable pour la conservation du pouvoir politique. Tel est le plus haut principe de la dicta-

lure: maintenir l'alliance du prolétariat avec les paysans, afin que le prolétariat puisse conserver le rôle dirigeant et le pouvoir dans l'Etat.

Le seul moyen que nous ayons trouvé dans ce but, c'est l'impôt en nature. En pratique, ce sont les exigences de la lutte qui nous l'ont imposé. Nous essaierions l'impôt en nature l'année prochaine. En pratique, la question n'a pas encore été éprouvée. Nous devons passer de l'alliance militaire à l'alliance économique. Et théoriquement, la seule base de cette alliance économique, c'est l'établissement de l'impôt en nature qui est la seule possibilité théorique d'arriver à une base économique réellement solide de la société. L'usine socialisée donne aux paysans ses produits, et le paysan donne en échange ses céréales. C'est la seule forme possible pour l'existence de l'ordre socialiste, c'est le seul régime possible dans un pays où le petit paysan forme la majorité. Une partie comme l'impôt, et l'autre pour l'échange contre les produits de l'usine socialisée.

Et j'en viens maintenant au point le plus difficile, le plus délicat. L'impôt en nature signifie, cela va de soi, la liberté du commerce. Le paysan peut librement échanger le reste de ses céréales après avoir acquitté son impôt en nature. Cette liberté d'échange signifie la liberté du capitalisme, nous le disons franchement et nous le répétons. Nous serions mal venus à vouloir le cacher. La liberté du commerce, c'est la liberté du capitalisme, mais c'est aussi une nouvelle forme du capitalisme; nous recréons, dans une certaine mesure, le capitalisme. Nous le faisons ouvertement; c'est du capitalisme d'Etat, mais le capitalisme d'Etat dans une société dans laquelle le pouvoir est entre les mains du capitalisme, et le capitalisme d'Etat dans un Etat prolétarien sont deux choses différentes. Dans un Etat capitaliste, le capitalisme d'Etat signifie que le capitalisme est reconnu par l'Etat, est contrôlé par l'Etat au profit de la bourgeoisie contre le prolétariat. Dans un Etat prolétarien, tout cela est au profit du prolétariat afin de pouvoir se maintenir contre une bourgeoisie encore trop forte et pour pouvoir la combattre. Nous devons donc faire des concessions à la bourgeoisie étrangère, au capital étranger. Nous donnons, sans pour cela le dénationaliser le moins du monde, des mines, des forêts, des puits de naphlé aux capitalistes étrangers, afin d'obtenir d'eux des produits industriels, des machines, etc., et afin de reconstruire de cette manière notre industrie.

Au sujet du capitalisme d'Etat nous n'étions pas, cela va sans dire, tous d'accord. Mais à cette occasion, nous pûmes établir avec joie que nos paysans se développaient d'une manière étonnante et qu'ils comprenaient l'importance historique de la lutte que nous menons en ce moment. De simples paysans des régions les plus éloignées vinrent chez nous et nous dirent: «Comment, nos capitalistes qui parlent russe ont été chassés, et à présent ce sont des capitalistes étrangers qui vont venir chez nous?» N'est-ce pas là une preuve que nos paysans se sont développés? Pour l'ouvrier économiquement instruit, nous n'avons pas besoin de lui expliquer longuement pourquoi

cela est nécessaire. Nous sommes tellement ruinés par la guerre de sept ans, que le relèvement de notre industrie exigera quelques années. Nous devons payer maintenant pour notre état arriéré, pour notre faiblesse et pour que nous puissions apprendre. Si l'on veut apprendre, il faut payer. C'est ce que nous devons rendre clair pour tout le monde. Et lorsque nous aurons montré cela en pratique, les énormes masses de paysans et d'ouvriers seront d'accord avec nous parce qu'ainsi leur situation s'améliorera immédiatement, parce que le relèvement de notre industrie redeviendra possible. Qu'est-ce qui nous y contraint? Nous ne sommes pas seuls au monde, nous existons dans un système d'Etat capitaliste comme membre de l'économie mondiale. D'une part, il y a des pays coloniaux qui ne peuvent pas encore nous aider et de l'autre, des pays capitalistes qui sont nos ennemis. C'est une sorte d'équilibre, un très mauvais équilibre, mais nous devons compter avec ce fait, nous ne devons pas fermer les yeux sur lui si nous voulons exister. Ou nous aurons la victoire immédiate sur toute la bourgeoisie, ou nous devons payer tribut. Nous convenons franchement que les concessions dans le capitalisme d'Etat, c'est un tribut payé au capitalisme, mais nous gagnons du temps, et gagner du temps, c'est tout gagner, surtout à l'époque de l'équilibre, à une époque pendant laquelle les camarades étrangers préparent sérieusement leur révolution. Et plus solidement nous la préparons, et plus la victoire sera assurée; jusque là nous paierons tribut.

Quelques mots sur notre politique alimentaire. Notre politique alimentaire était incontestablement primitive et mauvaise. Cependant elle a eu des succès. A cette occasion, nous ne devons pas oublier que la seule base économique possible, c'est le machinisme industriel au sens le plus complet du mot. Celui qui oublie cela n'est pas communiste. Cette base, nous devons l'élaborer concrètement. Nous ne devons pas poser les questions comme théoriciens du vieux socialisme. Nous devons le faire d'une manière pratique. Qu'est-ce que la grande industrie moderne? C'est l'électrification de toute la Russie. La Suède, l'Allemagne et l'Amérique sont déjà en train de réaliser cela, quoique ce soient des pays bourgeois. Un camarade de Suède m'a raconté qu'une grande partie de l'industrie y est déjà électrifiée et aussi 30% de l'économie rurale. En Allemagne et en Amérique, comme pays capitalistes encore plus développés, cette électrification est réalisée dans une bien plus grande mesure. Une grande industrie mécanique, c'est synonyme de l'électrification de tout le pays. Nous avons déjà nommé une commission spéciale composée des meilleures forces économiques et techniques. Ces forces économiques et techniques sont presque toutes contre le pouvoir soviétiste. Ces spécialistes viendront au communisme, mais pas comme nous, par vingt années de travail clandestin pendant lesquelles nous avons étudié sans cesse, nous avons répété et ruminé les éléments du communisme.

Presque tous les organes du pouvoir soviétiste étaient d'avis qu'il fallait suivre cette voie pour

aller aux spécialistes. Les spécialistes, les ingénieurs viendront à nous si nous leur démontrons en fait que de cette manière les forces productrices du pays seront relevées. Il ne suffit pas de leur prouver théoriquement, nous devons les en convaincre par la réalité. Et nous gagnerons ces gens-là en posant autrement la question et non en propageant théoriquement le communisme. Nous disons: *La grande industrie est le seul moyen pour sauver les paysans de la misère et de la famine.* Là-dessus nous sommes tous d'accord. Mais comment le faire? Reconstruire la vieille industrie, cela demande trop de temps et trop de travail. Nous devons donc former cette industrie de façon plus moderne: au moyen de l'électrification. L'électrification nécessite bien moins de temps. Nous avons déjà élaboré les plans de l'électrification. Plus de deux cents spécialistes, presque tous contre le pouvoir soviétique, y ont travaillé avec intérêt, quoiqu'ils ne soient pas communistes, mais seulement parce qu'ils ont dû reconnaître du point de vue de la technique que c'était là la seule voie. Naturellement, du projet à sa réalisation la route est longue. Les spécialistes prudents et prévoyants disent que la première série de travaux n'exigera pas moins de dix ans. Pour l'Allemagne, le professeur Ballot a calculé que trois à quatre ans suffiraient pour électrifier le pays. Pour nous, dix années ne suffisent pas. Dans mes liasses, je donne les chiffres réels afin que vous voyiez combien peu a été fait chez nous jusqu'à présent dans ce domaine. Ces chiffres que j'ai donnés sont tellement modestes qu'on voit tout de suite qu'ils ont bien plus un effet de propagande qu'un effet scientifique. Mais nous devons commencer par la propagande. Le paysan russe qui a participé à la guerre mondiale et qui a vécu plusieurs années en Allemagne, y a vu comment se poursuit la vie économique moderne et comment on agit pour triompher de la famine. Nous devons faire une grande propagande dans ce but. Ces plans n'ont qu'une maigre importance pratique, mais un effet de propagande très grand. Le paysan voit qu'il faut faire quelque chose de nouveau. Il comprend que tout l'Etat doit s'y appliquer et que chacun ne doit pas travailler seulement pour soi. Le paysan a vu, au cours de sa captivité en Allemagne, et il a appris quelle est la base réelle de la vie, de la vie civilisée. Douze mille kilowatts, c'est un commencement très modeste. L'étranger qui connaît l'électrification américaine, allemande ou suédoise, en rira peut-être, mais je dis: Rira bien qui rira le dernier. C'est un commencement modeste, mais les masses des paysans commencent à comprendre que de nouveaux travaux doivent être accomplis sur une grande échelle et qu'ils sont déjà entrepris. Il y a des difficultés énormes à surmonter. Nous essaierons d'entrer en rapports avec les pays capitalistes. Il n'y aura pas à regretter si nous mettons à la disposition des capitalistes quelques centaines de millions de kilogrammes de naphte, à la condition qu'ils nous aident à électrifier notre pays.

Et à présent, pour conclure, quelques mots sur la «démocratie pure». Je cite ce que Engels écrivait à Bebel, dans sa lettre du 2 décembre

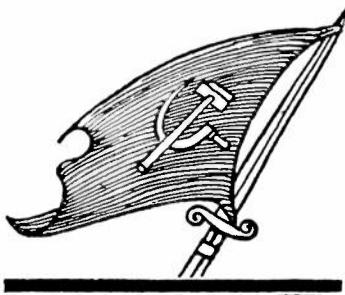
1874: «La pure démocratie, en tant que parti d'apparence bourgeoise, tel qu'il se montra à Francfort, apparut, au moment de la révolution, ancré de salut de toutes les colonies bourgeoises ou même féodales d'une importance momentanée... C'est ainsi que toute la masse bureaucratique féodale renforça de mars jusqu'en septembre 1848 les libéraux afin de maintenir les masses révolutionnaires. En tout cas, les jours de crise et les suivants, toute la réaction se groupant autour de la démocratie pure est notrè seule adversaire, et je suis d'avis qu'il ne faut pas perdre de vue ce fait».

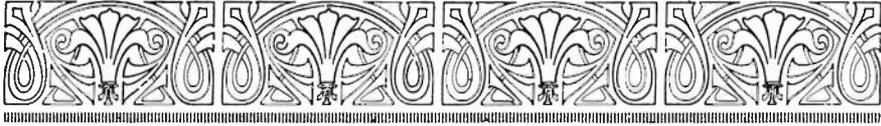
Nous ne pouvons poser les questions comme le font les théoriciens. Toute la réaction, non seulement bourgeoise mais aussi féodale, se groupe autour de la «démocratie pure». Les Allemands savent mieux que tous ce que la «démocratie pure» signifie, parce que Kautsky et les autres chefs de la II-e Internationale et de l'Internationale 2^e défendent cette démocratie pure contre les «mauvais» bolchéviks. Analysons les socialistes-révolutionnaires russes et les menchéviks, non d'après leurs paroles mais d'après leurs actes. Nous voyons alors que ce n'est là rien moins qu'une «démocratie pure», petite-bourgeoise. Dans notre révolution, ils ont montré avec une pureté classique ce que signifie la «démocratie pure». De même pendant la dernière crise, pendant le soulèvement de Cronstadt. La fermentation était grande parmi les paysans; un certain mécontentement régnait aussi parmi les ouvriers, ils étaient fatigués et épuisés. Il y a des limites à la souffrance humaine. Pendant trois années, on a été affamé. On ne peut pas rester affamé pendant quatre ou cinq ans. Naturellement, la faim a une très grande influence sur l'action politique. Que firent les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks? Pendant tout le temps, ils hésitèrent et renforcèrent ainsi la bourgeoisie. L'organisation de tous les partis russes à l'étranger a montré où en sont les choses. Les chefs les plus avisés de la grande bourgeoisie russe se sont dit qu'ils ne pouvaient plus vaincre en Russie. C'est pourquoi ils ont déclaré que leurs mots d'ordre devaient être: Les soviets sans les bolchéviks. Le chef des cadets, Milioutkof, défendit le pouvoir soviétique contre les socialistes-révolutionnaires; cela est du plus haut intérêt. Mais ce n'est que la dialectique pratique que nous étudions d'une manière particulière au cours de notre révolution, dans la pratique de notre lutte et dans la lutte de nos adversaires. Les cadets défendent les soviets sans bolchéviks, parce qu'ils comprennent très bien la situation et parce qu'ils espèrent séduire de cette manière une partie de la population. C'est ce que disent les cadets les plus avisés. Tous les cadets ne sont pas intelligents, mais une partie l'est, elle a puisé quelques expériences dans la Révolution française. Donc, le mot d'ordre à présent, c'est la lutte coûte que coûte contre les bolchéviks. Toute la bourgeoisie aide maintenant les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Ces derniers constituent à présent l'avant-garde de la réaction. Ce printemps, nous avons eu des preuves de cette fraternisation contre-révolutionnaire.

Nous devons donc faire une guerre impitoyable à ces éléments. La dictature, c'est l'état de guerre porté à son suprême degré d'acuité. Il n'y a pas d'invasion militaire en ce moment, la bourgeoisie internationale ne pouvant pas entreprendre ouvertement, immédiatement la guerre contre nous parce que la classe ouvrière, quoique en majorité elle ne soit pas encore communiste, est tout de même assez avancée pour ne pas permettre l'intervention; la bourgeoisie doit donc compter avec les masses, quoiqu'elles ne soient pas encore entièrement développées dans le sens du communisme. Aussi longtemps que le résultat final ne sera pas obtenu, il y aura un état de guerre redoutable. Jusque là, nous nous trouvons dans un état de guerre terrible et nous disons: A la guerre comme à la guerre. Nous ne promettons pas de liberté ni de démocratie, mais nous déclarons ouvertement aux paysans qu'ils

doivent choisir: Ou bien le pouvoir des bolchéviks, et nous irons jusqu'aux extrêmes limites des concessions pour maintenir le pouvoir et pour les mener ensuite au socialisme; ou bien le pouvoir bourgeois. Tout le reste n'est qu'absurdités et démagogie pure. Et c'est à ces absurdités et à cette démagogie que nous déclarons une guerre sans merci. Notre point de vue est le suivant: pour le moment, faire les plus grandes concessions en agissant avec la plus grande prudence, précisément parce qu'il y a un certain équilibre, parce que nous sommes plus faibles que nos adversaires coalisés, parce que notre base économique est trop précaire et parce que nous devons la consolider. Voilà, camarades, ce que j'avais à dire sur notre tactique, sur la tactique du Parti Communiste de Russie.

N. LÉNINE.





A. LOZOVSKY.

LE PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL DES SYNDICATS RÉVOLUTIONNAIRES

(3—19 juillet 1921)

Le premier congrès international des syndicats révolutionnaires s'est réuni 11 mois après la création du centre d'organisation provisoire des forces révolutionnaires qu'était le Conseil International des Syndicats. Pendant ce court espace de temps, le mouvement syndical mondial a subi des transformations profondes. Là où régnait sans partage les gens d'Amsterdam, il s'est constitué, organisé et développé un mouvement d'opposition qui a mis en pratique les principes préconisés par le centre international provisoire. L'exacerbation de la lutte de classes, malgré la fraternisation, pendant et après la guerre, des dirigeants du mouvement syndical avec la bourgeoisie, a posé devant les grandes masses la question des nouvelles méthodes de la lutte syndicale. Profitant des leçons de choses que leur donnait chaque jour la bourgeoisie, les ouvriers, dans certains pays plus rapidement, dans d'autres plus lentement, ont consciemment évolué à gauche, c'est-à-dire vers Moscou, vers la révolution sociale. La tâche du congrès était non seulement d'apprécier cette évolution des masses et de dénombrer ses forces, mais aussi de poser les bases de la tactique des syndicats révolutionnaires, de colliger l'expérience positive et négative de la lutte de tous les pays, d'élaborer un programme d'action unique et de souder organiquement la gauche du mouvement syndical international. Ces tâches, comme nous le verrons, ont été brillamment remplies par le congrès. Si l'on étudie attentivement le travail du congrès pendant ces deux semaines et que l'on examine avec soin les sténogrammes et les procès-verbaux de ce congrès, on se rendra compte que les discussions prolongées qui y ont eu lieu, ont reflété entièrement et avec exactitude la vie et les émotions du mouvement ouvrier mondial actuel. Notre congrès a réuni environ la moitié des ouvriers syndiqués de tous les pays. Nous ne pouvions naturellement établir pour ce premier congrès constituant la représentation homogène, normale, que serait la représentation basée sur les principes de l'élection directe des centres nationaux du mouvement syndical. Dans les conditions actuelles, c'était là chose impos-

sible. C'est pourquoi notre congrès réunissait d'une part, les représentants des centres syndicaux nationaux, comme le mouvement syndical russe, bulgare ou yougoslave et le mouvement syndical d'une série d'autres pays, et de l'autre, les minorités syndicales, ces minorités qui actuellement mènent pour leur émancipation une lutte sérieuse contre l'ancienne idéologie, les vieilles habitudes, les vieilles méthodes, l'ancienne théorie et l'ancienne pratique de la bureaucratie syndicale. Et ainsi, la composition du congrès était double: d'un côté, les représentants officiels des centres nationaux, de l'autre, les représentants des minorités organisées. Le défaut d'homogénéité et de proportionnalité de cette représentation donna immédiatement à celles des organisations qui, dès les premiers jours du congrès, se sentirent en minorité, l'occasion de soulever la question de la validité du congrès et de déclarer (timidement, il est vrai) qu'un congrès constituant de l'Internationale devrait être organisé sur d'autres principes.

Au congrès, assistaient 380 délégués de 41 pays différents, dont 336 avec voix délibérative, et 44 avec voix consultative. Et ainsi, presque tous les pays du monde étaient représentés; outre la Russie et les républiques-soeurs, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Suède, la Norvège, le Danemark, les Etats-Unis, l'Argentine, le Mexique avaient envoyé des délégués; il y avait également des représentants de la Corée, de la Finlande, de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Lithuanie, de l'Autriche, de la Tchéco-Slovaquie, de la Pologne et même des colonies néerlandaises (Java). Par la quantité des pays représentés, le congrès, à la vérité, était plus complet que tous les congrès précédents de l'ancienne Internationale. Mais plusieurs pays n'étaient représentés que par des minorités révolutionnaires, des minorités d'opposition ou des groupes communistes organisés différemment, sur des types et par des moyens divers, selon les pays. Par elle-même, la composition du congrès, c'est-à-dire la présence à ce congrès des délégués de 41 pays représentant toute la gauche du mouvement ouvrier, nous était un sûr garant que toutes les questions inté-

ressant le mouvement syndical des différents pays allaient être traitées.

Naguère, lorsque nous disions «la gauche du mouvement syndical», nous traitions, en quelque sorte, une ligne de démarcation entre deux conceptions, deux tendances irréductibles: d'une part, la collaboration de classes avec l'ancien mouvement syndical réformiste, et de l'autre, la révolution sociale et la lutte révolutionnaire de classes avec le mouvement syndical révolutionnaire. C'était cela seulement que signifiait cette expression «la gauche du mouvement ouvrier». Mais lorsque nous nous sommes approchés de cette gauche, lorsque nous avons commencé, pour parler le langage médical, à «tâter le pouls» à ses représentants, nous avons constaté que ce pouls avait des pulsations différentes, et cela parce que les représentants des divers groupes de gauche ne concevaient pas de la même façon les tâches de l'organisation ouvrière, appréciaient différemment le moment, déterminaient différemment les voies du mouvement et entreprennent avec des méthodes différentes la solution des problèmes concrets qui se posent devant eux. Et ainsi, au sein de la gauche du mouvement ouvrier, unie par la négation catégorique du réformisme et de la collaboration de classes, il existe toutes les nuances d'opinion, toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Dans cette gauche on rencontre des anarchistes purs, fermes dans leur idéologie, mais aussi des anarchistes quelque peu ébranlés dans leurs croyances; des syndicalistes-révolutionnaires ancien type, d'une intransigence absolue, et des syndicalistes que l'expérience des derniers temps a déjà libérés d'une grande partie de leurs préjugés syndicalistes; puis, des communistes et, enfin, des corporatistes qui ne se sont pas encore débarrassés des habitudes héritées du mouvement syndical réformiste. Et ainsi, sous le rapport de l'idéologie, toutes les tendances, toutes les nuances existant au sein de la gauche révolutionnaire étaient représentées au congrès. Aussi le travail du congrès offre-t-il le plus grand intérêt. En examinant attentivement les procès-verbaux, l'on voit comment, sur chaque question, ces différentes conceptions se sont heurtées et comment elles se sont reflétées dans tous les travaux du congrès.

• • •

L'ordre du jour de notre congrès était assez étendu. Outre le rapport que devait présenter le Conseil International Provisoire des Syndicats, il était une question particulièrement grave pour les syndicalistes: celle des rapports de l'Internationale Syndicale et de l'Internationale Communiste. L'ordre du jour comportait en outre les questions suivantes: tactique et tâches des syndicats, organisation, statuts, chômage, contrôle ouvrier et comités d'usines, rôle de la femme dans l'industrie et dans les syndicats, et une série d'autres questions, moins intéressantes au point de vue principe, mais très importantes au point de vue pratique. Destiné à être non seulement un congrès où s'élaboreraient des appels, des manifestes et des déclarations, mais

aussi un congrès d'action fixant une tactique précise, ferme, donnant à tout le mouvement prolétarien mondial des directives nettes pour ses actions futures, le congrès dut accorder à ces dernières questions une attention non moindre que celle qu'il avait consacrée aux questions de principes.

Notre congrès, comme nous l'avons dit plus haut, s'est rassemblé 11 mois après la création à Moscou (15 juillet 1920) du Conseil International Provisoire des Syndicats. Basé sur des concessions mutuelles et des compromis, ce dernier n'avait pu, pour des raisons indépendantes de sa volonté, développer qu'une activité restreinte pendant la première année de son existence. Néanmoins, il était devenu très populaire. Il en est d'ailleurs toujours ainsi, lorsqu'une organisation quelconque correspond aux besoins urgents de l'époque. Qu'était-ce, en effet, en 1920, que notre Conseil International Provisoire des Syndicats? C'était un centre organique autour duquel commencèrent à se cristalliser les courants opposés à l'ancien mouvement syndical. Depuis la guerre, le mouvement syndical s'est considérablement fortifié. Avant la guerre, tous les syndicats du monde comprenaient au total 9 1/2 millions de membres. Ils en ont maintenant 40 millions. Mais les différentes unités de cette gigantesque armée du travail qui englobe 40 millions de prolétaires sont de valeur inégale. Dans les différents pays, les syndiqués ne conçoivent pas et n'accomplissent pas de la même façon leurs tâches journalières. Dans cette immense armée, il est des troupes qui ont conservé intacte l'ancienne mentalité. Le monde bourgeois ne tient pas seulement la classe ouvrière dans la dépendance matérielle au moyen de l'oppression et de la contrainte physique, il la tient aussi dans l'esclavage spirituel, l'enchaînement et l'abaissement en lui inculquant ses conceptions intellectuelles et morales. Prenez la masse ouvrière dans son ensemble, et vous verrez combien elle est encore imprégnée de préjugés bourgeois et asservie à la culture et l'idéologie bourgeoises. Cette influence de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier se manifeste aussi dans les différents courants du mouvement syndical international. Des 40 millions de syndiqués, 17 millions déjà ont, pendant ces 11 derniers mois, déterminé leur position: ils ont commencé à se prononcer contre l'ancienne tactique, contre l'Internationale d'Amsterdam, son idéologie et son principe de la collaboration de classes. Ils se sont élevés contre l'ensemble des idées dont l'Internationale d'Amsterdam est le porte-drapeau, contre la théorie et la pratique préconisées par celle dernière, lesquelles se réduisent en somme à ceci: la classe ouvrière ne pourra sortir de l'impasse, où l'a acculée la guerre, que par voie de développement pacifique, d'accord avec la bourgeoisie. Ce point de vue de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam s'est heurté partout à l'opposition catégorique des masses ouvrières, et c'est ainsi qu'est né le mouvement révolutionnaire dirigé contre Amsterdam. Pendant ces 11 mois, tout le mouvement syndical a été le théâtre d'une lutte menée dans la littérature et dans la presse ouvrières sous deux

drapeaux différents: «Amsterdam ou Moscou». Bien entendu, il ne s'agissait pas là d'une question géographique, mais des points de vue soutenus par chacune des deux tendances adverses: d'un côté, la collaboration de classes, l'accord avec la bourgeoisie; de l'autre, la lutte révolutionnaire implacable, la lutte de classes, la révolution sociale et la dictature du prolétariat. C'étaient là deux systèmes, deux mondes qui luttaient entre eux au sein du mouvement syndical. Notre congrès a été, en quelque sorte, la suite logique de ce développement du mouvement ouvrier pendant 11 mois. Nous n'avons fait qu'en déduire les résultats... Et comme l'histoire était pour nous, c'est-à-dire que le mouvement ouvrier international, après la conclusion de la paix, se développait riche des leçons de la guerre, de la misère croissante, de la fermeture des fabriques et des usines, l'évolution poussait irrésistiblement la masse ouvrière à gauche, même à l'insu de cette dernière. Beaucoup d'ouvriers parlaient notre langage sans se douter qu'ils parlaient le langage de Moscou; tel ce personnage de Molière, qui faisait de la prose sans le savoir.

La question fondamentale qui préoccupait le congrès, qui se reflétait dans tous ses travaux, qui surgissait à chaque instant dans les différents points de l'ordre du jour et provoquait une certaine tension dans les rapports intérieurs, était celle des rapports entre l'Internationale Syndicale et l'Internationale Communiste, ou, autrement dit, entre le communisme et le syndicalisme. A première vue, cette question peut sembler abstraite, purement théorique. Les syndicalistes, en effet, déclarent que leur but est de renverser le capitalisme, de fonder la société communiste, et, du moment qu'il en est ainsi, on se demande involontairement: Ou est donc le motif de la division? Pourquoi des disputes si acharnées? Pourquoi pendant deux semaines avons-nous, avec une telle violence, avec une telle passion, avec la flamme caractéristique du tempérament révolutionnaire, défendu nos points de vue respectifs et n'avons-nous trouvé qu'à la fin de nos travaux une langue et des résolutions communes? Qu'y avait-il donc au fond de tout cela?

Il existait avant la guerre (maintenant les distinctions ne sont pas si franchées) trois types fondamentaux du mouvement syndical: le trade-unionisme pur, le syndicalisme révolutionnaire et le réformisme social-démocrate ou mouvement syndical austro-allemand. A notre congrès, nous n'avons pas eu affaire avec le trade-unionisme pur. Les trade-unionistes purs se trouvent à Amsterdam. Nous n'avons pas eu non plus affaire avec le réformisme pur, parce que lui aussi, il est entièrement lié à Amsterdam; par contre, le troisième courant était nettement représenté au congrès; nous avions devant nous le syndicalisme véritable, avec tous ses préjugés, avec tous les détours de son idéologie et de sa tactique.

La pensée fondamentale du syndicalisme révolutionnaire, si nettement formulée dans la fameuse Charte d'Amiens, élaborée en 1906 au congrès de la Confédération Générale du Travail,

se ramène à ceci: le syndicat est la cellule essentielle de combat de la classe ouvrière, le syndicat fera lui-même la révolution, le syndicat construira lui-même la société socialiste, aucuns groupements politiques ne peuvent et ne doivent s'immiscer dans son travail. Les syndicalistes sont autonomes, ils sont indépendants, ils n'ont rien à faire avec les sectes et groupes politiques, non plus qu'avec les systèmes philosophiques et conceptions religieuses; en somme, comme le disent les Français: «Le syndicalisme se suffit à lui-même», et il n'est besoin d'aucune autre organisation, d'aucun groupement politique pour faire la révolution et utiliser la victoire de la classe ouvrière. Telle est la pensée fondamentale du syndicalisme révolutionnaire. C'est à cette idéologie, à cette théorie et à cette pratique que nous avons eu surtout affaire à notre congrès.

Si l'on admet la justesse de la pensée fondamentale des syndicalistes, si le syndicat se suffit réellement lui-même, si aucune autre organisation ne doit s'immiscer dans la lutte que le prolétariat économiquement organisé mène contre la bourgeoisie; si le syndicat est capable de réaliser, sans le concours de personne, les revendications de la classe ouvrière, les rapports réciproques entre les syndicalistes et les partis politiques, et particulièrement le parti communiste, sont tout à fait clairs, car, du moment que le syndicat fait tout, le parti communiste est complètement inutile et ne répond à rien. C'est là-dessus que des discussions ardentes se sont élevées au congrès. Et il convient de signaler comme une victoire du congrès que, dans les discussions qui ont eu lieu, le syndicalisme révolutionnaire a fait des concessions considérables; il a renoncé, en partie, à son idéologie et à l'intégralité de son système, qui d'ailleurs s'était assez écarté des anciens principes traditionnels, car durant les 10 dernières années il s'est produit des événements d'une importance considérable, qui devaient infailliblement éclairer le système théorique et pratique du syndicalisme révolutionnaire ou du moins y introduire quelques modifications. Parmi ces événements, il en est deux particulièrement importants: la guerre mondiale et la Révolution russe. Ces deux faits ont mis à l'ordre du jour la question de la révolution sociale et sa réalisation pratique. Et, cette question étant devenue une question pratique, il était impossible de s'en tirer désormais avec des phrases, de dire que le syndicalisme «se suffit à lui-même». Il fallait donner une réponse nette au sujet de la dictature du prolétariat, au sujet de l'Etat prolétarien, au sujet du parti communiste—lequel, en dépit de la théorie syndicaliste, a bel et bien fait la révolution—et sur toute une série de questions mises à l'ordre du jour par la révolution russe.

Certes, toute notre expérience russe qui contredit les théories syndicalistes n'est pas un fait des plus agréables, mais c'est un fait; or, les faits, comme le disent les Anglais, sont entêtés. Et cela a amené un grand nombre de syndicalistes à des idées complètement nouvelles pour eux; ils ont reconnu que, quoiqu'ils fussent auparavant contre la dictature du prolétariat et contre l'Etat, la révolution avait montré que dans la

lutte contre la bourgeoisie et les forces hostiles à la classe ouvrière, cette dictature est nécessaire. Mais si l'on admet la dictature du prolétariat, l'ancien syndicalisme coulé d'un seul bloc se lézarde, tout le système s'écroule. Cette lézarde, ce quelque chose d'incomplet dans la conception syndicaliste est apparu nettement à nos yeux, au congrès qui vient de se terminer; bien plus, toute une série de syndicalistes ont déclaré nettement du haut de la tribune que leur conception sur tel et tel point était erronée; seul, un groupe infime de syndicalistes est resté irréductible.

Pour montrer comment ces irréductibles se représentent la révolution sociale, prenons quelques extraits des discours prononcés au congrès par leurs représentants: «Notre système à nous, syndicalistes, disait un syndicaliste français, par ses formes d'organisation, par son appareil administratif, en vertu de sa construction basée sur le principe territorial, peut demain, s'il le faut, par l'intermédiaire de ses fédérations et de ses unions locales de production instaurer dans notre pays le régime prolétarien, dans lequel l'organisation syndicale sera maîtresse de son sort, pourra consolider sa victoire et trouvera dans son propre sein toutes les forces physiques et morales qui lui assureront la possibilité de son développement ultérieur».

Et ainsi, d'après les syndicalistes, il existe à l'intérieur de la France actuelle une organisation déjà toute prête, capable d'y instaurer le régime prolétarien. Cette organisation dans toute sa structure est déjà adaptée au régime de l'avenir. Il ne faut plus qu'une «bagatelle»: la révolution, et alors tout ira comme sur des roulettes. Avec une telle conception sur nos organisations professionnelles, il est évident qu'il ne peut plus être question de la nécessité d'un parti politique, car, si l'organisation est déjà prête, que viendront faire les communistes et les partis politiques?

Les partisans de ce point de vue qui formaient, comme je l'ai dit plus haut, un groupe infime parmi les syndicalistes du congrès, ont développé cette pensée pendant toute la durée du congrès. Le mouvement syndical, disaient-ils, est «indépendant de la politique», il fait face à tout, il embrasse tous les côtés de la vie de l'ouvrier; par suite, il doit être autonome; le syndical est la seule forme d'union véritable du prolétariat, car il est l'union des producteurs, tandis que le parti politique est un mélange de représentants de différentes classes. C'est ce qui détermine la priorité de l'économie sur la politique, c'est-à-dire des syndicalistes sur les partis politiques. L'erreur fondamentale, théorique et pratique, de ce groupe de syndicalistes consiste en ce qu'ils séparent la politique de l'économie. Fait caractéristique: chaque fois que les débats portaient sur cette question des rapports politiques et économiques et que je tentais d'obtenir de ces camarades une définition de l'économie, ils me servaient des formules très éloquentes, très bien tournées, mais vides de sens. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement, car il est impossible de séparer la politique de l'économie, à moins, comme le font les syndicalistes, d'entendre uniquement

par politique la «politicaillerie» et la cuisine parlementaire.

Les élections parlementaires, dont ils argumentent si fréquemment pour «dénoncer» la politique, sont un des moments, une des manifestations de la lutte politique, mais pas toute la politique. La politique; c'est l'opposition déterminée d'une classe à une autre, une ligne déterminée de lutte, l'organisation des masses, destinée à permettre à une classe de renverser l'autre. Voilà ce que c'est que la politique. Tout le reste n'est pas de la politique; c'est le détail, la manifestation extérieure, la forme temporaire de la lutte politique, mais ce n'est pas l'essence de la politique. Et qu'est-ce que l'économie? Je disais aux syndicalistes: «Parfait, vous êtes pour la prédominance des syndicalistes sur le parti, vous êtes pour la priorité de l'économie. Mais, par exemple, la grève des mineurs en Angleterre, qu'est-ce, de l'économie ou de la politique? N'avons-nous là qu'une lutte économique, ou bien aussi une lutte politique grandiose, entièrement nouvelle en Angleterre, pour la bourgeoisie et pour la classe ouvrière?» A cette question ils ne peuvent donner de réponse raisonnable, car, depuis longtemps déjà, Marx a dit que toute lutte économique est en même temps une lutte politique. Quand les ouvriers en masse organisée s'opposent à l'Etat et aux employeurs organisés, entreprennent, ne fût-ce que pour une question de salaires, une action quelconque, cette action est une action politique, car elle est une action de classe. Toute la conception des syndicalistes, toute leur idéologie et toute leur théorie sont basées sur cette dualité de la politique et de l'économie et, tant qu'ils l'admettent, il leur est naturellement impossible de se tirer d'affaire.

S'il faut séparer l'économie de la politique, il faut également séparer l'organisation économique du prolétariat de l'organisation politique, et l'Internationale Syndicale n'a rien à faire avec l'Internationale Communiste. Sur la question des rapports actuels de ces deux Internationales, nous avons discuté presque trois jours. 30 orateurs environ ont pris la parole. Tous les courants, toutes les nuances de pensée ont été exprimés, tous ceux qui avaient quelque chose à dire à ce sujet, se sont prononcés. Et maintenant, lorsqu'on résume ces points de vue et qu'on les revoit attentivement, on remarque que les syndicalistes français et les représentants des I. W. W. américains, les délégués des syndicalistes hollandais et les représentants des groupes communistes allemands de gauche, tous, en des termes différents, avec des points de départ différents, arrivaient à une même conclusion finale: «Il faut séparer le mouvement professionnel du mouvement politique, il faut construire sa propre maison et ne pas concubiner avec l'Internationale Communiste». Telle était la pensée maîtresse qui revenait à chaque instant, dans les discours prononcés par les syndicalistes au congrès. A une des séances, je posai à un des syndicalistes les questions suivantes: «Vous affirmez que le syndicalisme a pour but le communisme, qu'il va au

communisme? — Oui, répondit-il, nous sommes communistes par le but. — L'Internationale Communiste et le parti communiste vont au communisme? — Oui. — Mais si ces deux organisations vont au communisme, vont à un même but, leurs voies ne sauraient être parallèles, elles doivent nécessairement se couper. D'autre part, si vous, syndicalistes, reconnaissez que l'Internationale Communiste lutte contre le capitalisme, il faut établir une liaison quelconque entre ces deux voies, même en admettant qu'elles soient parallèles. Il faut établir entre elles un pont. Quel pont? Je le déclare, si nous voulons passer par ce pont, il faut construire un pont de fer. — Non, répond le syndicaliste, ce n'est pas un pont qu'il faut construire, mais une mince passerelle. — Mais si vous ne faites qu'une petite passerelle, nous ne pourrions l'utiliser, elle ne pourra pas nous porter. Cette conversation sur le pont et la passerelle est éminemment caractéristique de la conception des syndicalistes, de leur façon d'aborder la question qui se pose à nous. «Indépendance et autonomie», tel est le mot d'ordre qu'ils ont soutenu avec le plus d'acharnement au congrès. «Nous sommes indépendants, nous ne permettrons pas qu'une organisation quelconque attente à nous, à notre indépendance, à notre autonomie», répétaient-ils sans fin. Comment ils comprennent cette indépendance, ils nous l'ont dit eux-mêmes à la tribune: «La particularité du syndicalisme révolutionnaire, c'est qu'il se propose de libérer la classe ouvrière sans aucune tutelle — ouverte ou voilée — de tous ceux qui proclament le principe de la priorité de la politique sur l'économie. — Nous ne pouvons permettre que les intellectuels de la bourgeoisie prétendent constamment penser pour la classe ouvrière et être toujours pour cette dernière des pasteurs spirituels ou des chefs». Ces citations, je l'espère, suffisent à faire la lumière sur l'idéologie du syndicalisme. Mais je m'en voudrais de ne pas citer encore un passage de la déclaration d'un autre représentant du syndicalisme révolutionnaire, du délégué d'une organisation française qui porte un titre des plus sonores: *Confédération des Travailleurs du Monde*, mais qui groupe dans toute la France quelque chose comme 900 personnes. Soit dit en passant, nous avons pu voir à ce congrès que nombre de petites organisations avaient une faiblesse marquée pour les dénominations pompeuses. Donc, ce représentant de cette petite organisation au grand nom disait: «L'Etat, après la révolution, et même l'Etat socialiste restera une force centralisée d'oppression. Pour se préserver de cette oppression, les ouvriers qui chérissent leur liberté doivent conserver l'autonomie de leur organisation». Celui qui parlait ainsi était le délégué Boisson. Ceux qui se souviennent de nos discussions à nous, Russes, au sujet de l'indépendance du mouvement syndical percevront nettement dans cette déclaration quelques petites notes menchevistes que nous avons déjà eu l'occasion d'entendre en Russie. «Qu'est-ce qui est à la base d'un parti politique?» demande le délégué Boisson, et il répond lui-même: «C'est le mélange des intérêts, car le parti politique confond systématiquement dans ses rangs les ouvriers et

les patrons, les intellectuels et les gens d'affaires, les producteurs et ceux qui ne vivent pas du produit de leur travail. Par suite, il est incapable de mener une lutte systématique et ne peut se maintenir que par le mensonge et les réticences». Et ainsi, le parti politique est le réceptacle de tous les vices. Il ne peut se maintenir que par le mensonge, tandis que le syndicat, c'est le réceptacle de toutes les vertus, et ce réceptacle est le seul instrument de la révolution sociale et, dans l'avenir, de la construction de la société socialiste. Mais de pareils discours ne sont que l'écho de l'ancien syndicalisme révolutionnaire, de ce syndicalisme qui a dormi pendant 15 ans, qui n'a rien remarqué de tout ce qui s'est fait autour de lui (cela arrive parfois) et qui a laissé passer sans les voir la guerre mondiale et la Révolution russe; ni plus, ni moins. Et comme les syndicalistes révolutionnaires de ce type ont laissé passer ces deux faits d'une importance capitale, il n'est pas étonnant que, lors de l'examen de la question des rapports de l'Internationale Communiste et des syndicalistes révolutionnaires, ils tirent du fond de leur sac leur vieille théorie et, après 4 ans de révolution, nous la servent comme quelque chose de nouveau, propre à déterminer ces rapports dans la période de lutte où nous vivons.

Une autre partie des syndicalistes, notamment les Espagnols, soutenaient un autre point de vue. Leur représentant disait: «Nous, syndicalistes-révolutionnaires, nous sommes les disciples de Bakounine, nous sommes des anarchistes purs; c'est de l'anarchisme que nous avons vécu pendant des dizaines d'années, mais la vie nous a appris que la dictature du prolétariat est absolument nécessaire». Celui qui accepte la dictature du prolétariat en accepte également toutes les conséquences, car la dictature du prolétariat représente un système déterminé, un tout unique, dont on ne peut rejeter une seule des parties.

La dictature du prolétariat est le pseudonyme de l'Etat prolétarien. Il est impossible à l'anarchisme d'accepter «l'Etat prolétarien» parce que, comme on le sait, d'après l'anarchisme, l'Etat, qu'il soit bourgeois ou prolétarien, est toujours un appareil d'oppression des travailleurs. Mais cette dictature du prolétariat, les anarchistes-syndicalistes d'aujourd'hui l'acceptent et disent: «Dans la mesure où nous adoptons le point de vue de la dictature du prolétariat, nous sommes pour une liaison étroite avec l'Internationale Communiste sans renoncer, néanmoins, à notre indépendance et à notre autonomie». Et ainsi, dans les rangs des syndicalistes il y a des partisans de l'indépendance et de l'autonomie sans réserve et des partisans de l'indépendance et de l'autonomie avec réserve. Il existe encore, parmi les syndicalistes, un troisième courant: c'est le courant de ceux à qui l'expérience a appris davantage et qui, par suite, jugent nécessaire de reviser, sur la base des enseignements fournis par la révolution russe, toute la conception, toute la théorie syndicaliste, et d'élaborer un nouveau programme adapté aux nouvelles conditions de vie. Telles sont les trois tendances qui se sont manifestées au sein du syndicalisme révolutionnaire, et la lutte qui se déroulait entre ces trois tendances a trouvé son expression complète dans

les débats et les déclarations du congrès. Après des discussions passionnées, violentes, le congrès a adopté une résolution portant que, tout en étant un organisme autonome et indépendant, l'Internationale Syndicale doit coordonner son action avec celle de l'Internationale Communiste, s'efforcer de s'unir avec cette dernière dans toutes ses actions, afin que dans la lutte défensive et offensive toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière soit constamment concentrée en un bloc puissant, unique.

Quelle position la majorité a-t-elle adoptée dans la question des rapports entre l'Internationale Syndicale Rouge et l'Internationale Communiste? Au sein de cette majorité également, il existait des divergences de vue, mais ces divergences étaient d'un genre tout autre. Mon point de vue personnel était que l'Internationale doit être une, car l'Internationale, à condition de la comprendre comme l'union mondiale pour les actions défensives et offensives, n'est pas la somme mécanique des partis politiques, des groupes politiques. L'Internationale doit concentrer en elle toute l'énergie révolutionnaire des masses, dans quelque organisation, parti, syndicat ou coopérative que cette énergie se manifeste. C'était là le point de vue qui avait été adopté à notre 4^e Congrès des syndicats russes, où il avait été proclamé au nom de tout le mouvement syndical russe que nous considérons comme l'idéal la création d'une Internationale unique, incarnant en elle toutes les formes et tous les aspects du mouvement ouvrier révolutionnaire. Contre nous, nous avions à notre congrès des communistes qui étaient pour une délimitation nette entre le mouvement syndical et le mouvement communiste. Ce point de vue était soutenu avec une opiniâtreté particulière par les communistes français et les communistes de quelques autres pays, où le parti communiste est faible et le mouvement syndical relativement puissant. A vrai dire, cette question était pour le congrès extrêmement difficile à résoudre, car presque chaque pays la pose différemment, selon les rapports entre son mouvement syndical et son parti communiste, selon la force comparative de l'une et de l'autre organisation. Ainsi, pour les ouvriers norvégiens cette question n'existe pas, car chez eux presque tous les syndicats sont membres du parti et vice versa. Elle n'existe pas non plus pour la Tchéco-Slovaquie, où le parti et les syndicats sont étroitement liés. Il en est de même, soit dit en passant, pour beaucoup de syndicats réformistes qui n'assistaient pas à notre congrès. Ainsi en Angleterre, ce sont les trade-unionistes qui ont constitué le Labour Party et qui en sont les membres. Par suite, si l'on proposait aux trade-unionistes anglais de séparer le mouvement politique d'avec le mouvement professionnel, ils n'accepteraient pas cette séparation, parce qu'entre eux et le parti il existe un lien organique. Au contraire, des relations toutes différentes se sont formées en France et en Espagne. En Espagne, la question des rapports entre le parti communiste et les syndicats ne s'était presque pas posée jusqu'à présent. Dans ce pays, le mouvement syndicaliste est depuis longtemps très fort. Vers le commencement de l'année 1920, il englobait

jusqu'à un million de membres. Le parti communiste, lui, n'a qu'une demi-année d'existence et ne compte au total que 10.000 membres environ. La question des rapports entre un ancien mouvement syndical révolutionnaire et un petit parti communiste de date récente peut-elle se poser sous la même forme que celle des rapports entre un vieux parti communiste et un jeune mouvement syndical? C'est justement cette diversité des conditions nationales et cette différence des rapports entre le parti et les organisations professionnelles des différents pays qui rendait difficile pour le congrès la solution de la question. Pour nous tous il était clair qu'il fallait établir une collaboration étroite avec la III^e Internationale; les syndicalistes les plus opiniâtres, eux-mêmes, ne refusaient pas de se rencontrer de temps en temps avec l'Internationale Communiste, mais ils considéraient ces rencontres comme un «flirt passager» et non comme des rapports d'affaires constants. Après trois jours de débats, de lutte acharnée, après une série d'ultimatums, le congrès trouva, enfin, la ligne moyenne. Il n'adopta ni le point de vue du dernier congrès des syndicats russes, ni celui de l'extrême gauche des syndicalistes, mais se prononça pour l'autonomie d'organisation de l'Internationale Syndicale Rouge, pour la collaboration étroite, pour la représentation réciproque avec indépendance complète dans la vie intérieure des deux Internationales. La solution de la question des rapports des deux Internationales préterminait la solution d'une série d'autres questions plus complexes, mais pratiquement plus faciles à résoudre. En effet, si avant la solution de la question fondamentale des rapports, nous étions arrêtés par les syndicalistes qui nous opposaient l'idée de l'indépendance, proclamant cette indépendance condition *sine qua non* (la délégation française avait même reçu le mandat de ne pas adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge avant la reconnaissance de l'indépendance de cette dernière), par contre, après l'adoption de la résolution sur les rapports avec l'Internationale Communiste nous avions devant nous le terrain déjà déblayé au point de vue principe, ce qui nous permettait de continuer notre marche en avant.

• • •

La deuxième question qui préoccupait fortement le congrès était celle du mouvement syndical italien et de l'Internationale Rouge. Le 15 juillet 1920, nous avions signé avec la Confédération Italienne du Travail un accord pour la création d'un Conseil Provisoire des Syndicats. C'était de cet accord qu'était née l'Internationale Rouge, mais depuis ce temps les dirigeants de la Confédération Italienne, au lieu de continuer leur marche en avant, avaient rétrogradé. En effet, après la scission du Parti Socialiste Italien au congrès de Livourne, les réformistes qui formaient la droite du mouvement ouvrier italien avaient constamment défendu, dans la question «Moscou ou Amsterdam», la thèse de l'appartenance simultanée aux deux Internationales. Autre fait caractéristique: au mois d'avril 1921, la Confédération Italienne du Travail avait adressé à l'Internationale d'Amsterdam une

déclaration sur les pillages et les assassinats commis par les fascistes. En réponse, Amsterdam avait envoyé 50.000 lire; la Confédération Italienne du Travail avait répondu par une adresse des plus gracieuses, et ainsi les rapports s'étaient rétablis et la Confédération Italienne du Travail avait bel et bien réussi à se caser dans les deux Internationales à la fois.

La Confédération Générale du Travail compte environ 2.000.000 d'ouvriers organisés, en outre elle est en rapports avec deux syndicats indépendants: celui des marins et des cheminots englobant environ 600.000 ouvriers, et celui des syndicalistes qui en compte 400.000. A la veille du congrès, nous reçûmes de la Confédération Générale du Travail un télégramme, dans lequel on nous proposait, sous prétexte de faciliter le contrôle des mandats, de transférer notre congrès à Réval ou à Stockholm. Cette proposition nous étant parvenue 10 jours avant l'ouverture du congrès, nous répondîmes que nous irions n'importe où, à condition toutefois que la Confédération Générale du Travail voulût bien assurer elle-même la liberté de déplacement de tous les délégués, mais que nous n'avions pas l'intention d'ajourner le congrès. Les Italiens envoyèrent alors, en les chargeant d'une mission d'information, leurs délégués, Arzimondi et Bianchi, qui exposèrent au congrès le point de vue de la Confédération Italienne du Travail. Le camarade Bianchi défendit l'appartenance simultanée aux deux Internationales, assurant que ses camarades restaient dans l'Internationale d'Amsterdam uniquement afin d'y mener une agitation révolutionnaire, d'y organiser une gauche et de rallier autour d'eux tous les éléments mécontents de l'action de l'Internationale d'Amsterdam. Autant qu'on pouvait le comprendre, ils complétaient confiner leur double jeu, et cela malgré la décision formelle du congrès de Livourne qui, comme on le sait, avait voté l'adhésion à l'Internationale Rouge, à condition que fussent maintenus les rapports existant alors entre la Confédération du Travail et le parti socialiste. Relater tous les débats sur cette question serait trop long. En somme, voici ce que le congrès a déclaré aux Italiens: «Onze mois durant vous avez ménagé la chèvre et le chou, maintenant vous devez dire nettement si vous êtes, oui ou non, avec nous, car les deux Internationales sont inconciliables». C'est ce que pendant le congrès je disais, sous une autre forme, à Bianchi: «De vos déclarations il ressort que vous voulez vivre légalement avec Amsterdam, et illégalement avec Moscou. Nous ne voulons pas du rôle de concubine». Le congrès a été unanime sur cette question et a décidé d'en appeler aux ouvriers d'Italie. Nous espérons que ces derniers se prononceront pour Moscou. Fait caractéristique: pendant ces discussions, le camarade Arzimondi, parlant de la création d'une université ouvrière en Italie, dit littéralement: «Nous fonderons un institut, où les ouvriers apprendront à se débarrasser des rêveries sur l'insurrection et les drapeaux rouges, et à regarder la vie en gens pratiques». Un des Italiens lui ayant alors crié: «Tu es réformiste?», il répondit: «Oui, je suis réformiste, mais pendant les journées de septembre

j'étais maire de ma ville et, lorsque je reçus du parti l'ordre de me préparer à une action armée, je procédai immédiatement à l'armement des ouvriers et je n'eusse pas hésité à agir si le signal en avait été donné». Les camarades d'Arzimondi contestent d'ailleurs la véracité de ses affirmations. Quoi qu'il en soit, le congrès a demandé aux Italiens de se prononcer nettement pour Moscou ou pour Amsterdam.

Une des questions les plus compliquées était celle des tâches et de la tactique des syndicats. En effet, il ne s'agissait pas de formuler des mots d'ordre simplistes comme: «A bas la bourgeoisie!» ou autres, mais d'indiquer en détail les méthodes et les voies, les formes et les moyens divers de lutte que réclament, dans les cadres du mouvement syndical, les conditions spéciales de chaque pays. Ce que nous avions à faire, c'était jalonier, sommairement tout au moins, la voie du mouvement mondial. Aussi, est-il tout naturel que cela nous ait pris beaucoup de temps et que tous les débats se soient concentrés sur quelques questions fondamentales.

La première question qui se posait à nous dans ce domaine était celle de l'attitude à adopter envers les anciennes unions de masses: faut-il les détruire ou les conquérir? Nous avions au congrès deux points de vue diamétralement opposés sur ce sujet. Un premier groupe, composé de l'Union Ouvrière Générale, de l'Union Libre de Gelsenkirchen, des représentants des syndicalistes allemands et des représentants des I. W. W. d'Amérique, soutenait qu'il fallait détruire les anciens syndicats, que ce soit là des organisations contre-révolutionnaires et qu'en voulant les révolutionner on perd son temps et ses forces au plus grand profit de la bureaucratie syndicale. «Mais qu'est-ce donc, selon vous, qu'un syndicat? demandions-nous à ces camarades. Est-ce seulement la direction, la bureaucratie, le local, la caisse, les cartes de membres? Ou bien, doit-on entendre par syndicat les ouvriers qui le composent? Qu'est-ce que vous voulez détruire: la forme ou autre chose? N'oubliez pas que les ouvriers qui ont créé ces syndicats les considèrent comme leur œuvre, comme leur maison. Dans ces syndicats, il est vrai, il se trouve beaucoup de gens qui ont trompé le prolétariat, mais est-ce une raison pour brûler la maison elle-même? Si vous estimez qu'il est impossible de révolutionner les syndicats, que ceux-ci sont incapables d'une action quelconque, que, par exemple, les 10 millions d'ouvriers allemands organisés suivront toujours leur bureaucratie syndicale, aucune révolution n'est possible. Il nous faut conquérir, coûte que coûte, les syndicats et ne pas nous en détourner comme de la source de tous les maux». En somme, toutes les théories, d'après lesquelles il est impossible de conquérir les syndicats et de les gagner à notre cause, ont été l'objet des critiques sérieuses de la grande majorité du congrès. La plupart des syndicalistes eux-mêmes ont été contre ces théories. C'est cette question, comme je l'ai déjà dit, qui a suscité les discussions les plus longues, car c'est elle qui a pro-

voqué la scission en Allemagne, et c'est autour d'elle que se déroule actuellement la lutte au sein de la gauche du mouvement ouvrier.

Mais ce n'est pas là la seule question de tactique. Il fallait élaborer les méthodes fondamentales et les moyens de lutte. Il y avait à notre congrès des camarades qui pensaient sérieusement que notre tâche consistait à organiser le plus possible de grèves. Mais c'est là une méthode trop facile, et le congrès a fortement souligné la nécessité de peser sérieusement toutes les raisons avant d'entreprendre une action quelconque, de tenir exactement compte de la situation, des conditions générales, de la force de l'adversaire, etc. Il a indiqué qu'il faut savoir quelquefois reculer et que, dans certains cas, une retraite effectuée en bon ordre est aussi méritoire qu'une heureuse offensive. Quant aux mots d'ordre et aux tâches pratiques, le congrès les a formulés dans le programme d'action suivant: 1) La méthode de «l'action directe», c'est-à-dire l'opposition violente, l'opposition de combat de la classe ouvrière à la bourgeoisie doit être mise à la base du mouvement ouvrier professionnel; 2) les anciens syndicats doivent être transformés sur le principe de la production. Pour nous, cette dernière question est déjà depuis longtemps résolue, mais dans la plupart des pays européens elle est encore nouvelle, et la reconstruction des organisations syndicales sur le principe de la production constitue la révolution véritable.

Le congrès a préconisé ensuite l'exercice du contrôle ouvrier et étudié toute une série de problèmes devant être mis à l'ordre du jour comme tâches pratiques. En somme, les directives, le programme général d'action ont été adoptés à l'unanimité. Cette unanimité a été obtenue, il convient de le signaler, par des concessions mutuelles, c'est-à-dire que les groupes adverses se sont efforcés de ne pas aggraver les divergences de vue qui nous séparent, mais, au contraire, de les atténuer afin de trouver une ligne générale de conduite. Cette entente tacite s'explique par le fait que tous les membres du congrès reconnaissent également la création d'un front révolutionnaire unique comme une nécessité de l'heure présente: c'était justement pour créer ce front unique qu'ils avaient fait des milliers de verses pour venir à Moscou. Relisez ce programme d'action, et vous verrez qu'il embrasse toutes les formes et tous les aspects de la lutte de classes, et qu'il pose aux syndicats les tâches pratiques, dans l'accomplissement desquelles ils doivent nécessairement se heurter à l'État bourgeois.

La question du contrôle ouvrier, qui était en somme l'axe de ce programme d'action, n'a pas suscité de désaccords sensibles au sein de notre congrès. La raison principale en est que les syndicats russes avaient la possibilité de proposer une série de mesures concrètes, pratiques, basées sur l'expérience de la Russie. Les formes embryonnaires de contrôle ouvrier, préconisées actuellement en Europe Occidentale, sont toutes basées sur l'accord avec la bourgeoisie et font une part prédominante aux intérêts des employeurs sur

ceux des salariés. Les projets de contrôle ouvrier présentés par le gouvernement italien, après la mainmise sur les fabriques en Italie, les projets anglais, les projets élaborés par la fédération française des métallurgistes n'assurent pas le véritable contrôle ouvrier; ce qu'ils tendent à établir, c'est une sorte de contrôle étatique avec participation des ouvriers dans le genre de celui que proposaient les menchéviks russes à la troisième conférence des syndicats russes (20-28 juin 1917), lorsqu'ils demandaient d'attirer au relèvement de l'économie populaire toutes les «classes productrices de la population». Sur le contrôle ouvrier une résolution détaillée a été adoptée. Cette résolution expose non seulement les formes existantes de contrôle ouvrier, l'origine de l'idée même de ce contrôle, mais indique d'une façon concrète comment, contrairement à l'idée réformiste, d'après laquelle le contrôle de la production peut être effectué par voie d'accord avec la bourgeoisie, les ouvriers doivent mener la lutte pour l'application effective de ce contrôle dans la production. La résolution souligne clairement que le contrôle ouvrier ne peut être que le résultat d'une lutte systématique et acharnée contre la volonté des entrepreneurs, et qu'il ne servira vraiment les intérêts des ouvriers que dans la mesure où il sera instauré contre la volonté des classes dominantes.

Le programme d'action du Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge est le même que celui du III-e Congrès de l'Internationale Communiste. Mieux que toutes les résolutions, ce fait prouve l'unité véritable qui existe entre ces deux organisations internationales. Pour peu que l'on soit au courant du mouvement ouvrier international et des conditions de lutte, il est évident que la seule force d'organisation sur laquelle les syndicats révolutionnaires puissent compter pour les aider à réaliser leur programme d'action, est représentée par les partis communistes et leur état-major international: l'Internationale Communiste. Cette coïncidence du programme d'action des deux Internationales est loin d'être fortuite. Elle atteste que les organisations révolutionnaires politiques et économiques de la classe ouvrière ne sont pas des puissances hostiles rivalisant entre elles, mais un tout organique.

Quelques mots, pour terminer, sur la question d'organisation. Cette question, semble-t-il, est la suite logique de la question de tactique et, du moment que notre ligne tactique avait été fermement établie par les résolutions antérieures, la question d'organisation aurait dû être facilement et rapidement décidée. Néanmoins elle nous prit beaucoup de temps car, lorsque dans mes thèses je me mis à exposer les tâches d'organisation en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Amérique, etc., le représentant de l'Angleterre déclara: Ces thèses sont justes, mais pas pour mon pays; celui de l'Amérique: Je reconnais que ces thèses sont bonnes, mais pas pour l'Amérique. Ce raisonnement que nous finrent presque tous les délégués prouve que dans chaque pays, il y a une série de questions urgentes qui réclament une solution spéciale. Prenons, par exemple,

l'Amérique. Il y existe une Fédération Américaine du Travail, des unions professionnelles indépendantes, la petite organisation des I. W. W., laquelle prétend être la seule représentante du mouvement professionnel révolutionnaire en Amérique.

Lorsque nous avons tenté de coordonner l'action des I. W. W. avec celle des organisations locales de la Fédération Américaine du Travail qui adhèrent à l'Internationale Syndicale Rouge, les «industrialistes» ont poussé les hauts cris, car ils considèrent comme indigne d'eux d'agir de concert avec des gens appartenant à la Fédération Américaine du Travail, à qui l'Internationale d'Amsterdam même semble trop gauche.

Nous avons eu beau leur démontrer que les organisations en question s'étaient déjà moralement détachées d'Amsterdam, qu'elles ne lui étaient plus rattachées que par un mince lien d'organisation: il n'y a pas eu moyen de leur faire entendre raison. Cet exemple suffit à montrer la complexité de la question que nous avions à débrouiller.

Autre exemple: l'Espagne. Dans ce pays, les anarchistes-syndicalistes, adversaires de la centralisation, ont détruit tous les comités centraux de production, déclarant que ces comités ne font qu'engendrer le bureaucratisme et que, par conséquent, il faut les supprimer. Lorsqu'ils sont venus à Moscou, nous avons commencé à les interroger sur la situation des affaires en Espagne et sur les principes de l'organisation. Ils nous ont répondu: Nous sommes pour le fédéralisme, et c'est pourquoi nous ne voulons pas de comités centraux.—Mais comment faites-vous pour mener la lutte? leur avons-nous demandé. A cela, ils nous ont répondu qu'ils avaient dans les villes des syndicats appartenant à une organisation générale, à des conseils, et que ces conseils étaient groupés dans la Confédération Générale du Travail. Mais comment menez-vous la lutte? Il est impossible que les fractions isolées puissent aller de conserve.—En effet, nous avons vu les derniers temps que cela n'était pas très commode et nous avons créé des comités pour coordonner la lutte dans les différentes régions de l'Espagne». J'ai alors fait insérer dans les thèses pour l'Espagne l'obligation de restaurer les comités centraux sur le principe de la production. Et la Confédération Espagnole du Travail étant réduite maintenant à l'action clandestine, la suppression des unions de production et des fédérations syndicales a incontestablement diminué la force de résistance des ouvriers organisés. Tous ces centres nationaux ont une très grande importance.

Le troisième exemple que je citerai est tiré également de la pratique de l'Espagne. En Espagne, il existe une Confédération Nationale du Travail qui adhère à notre Internationale, et une Union Ouvrière Générale réformatrice. Les unions réformatrices renferment des noyaux communistes groupant les ouvriers d'esprit révolutionnaire. En outre, une série de syndicats isolés se sont séparés des unions réformatrices, de sorte qu'ils n'appartiennent ni aux unions réformatrices, ni aux

unions syndicalistes. Partout ils ont à leur tête des communistes. Nous avons adopté une décision portant que les syndicalistes qui ont abandonné les unions réformatrices doivent entrer dans la Confédération Nationale du Travail, laquelle adhère à notre Internationale, et que les noyaux communistes doivent rester dans les unions réformatrices et coordonner leur action avec les syndicalistes. Peut-être dira-t-on que ce sont là des minuties, mais ce sont ces minuties qui déterminent le sort du mouvement professionnel dans chaque pays, qui fixent la direction de l'activité, et c'est pourquoi la question d'organisation nous a pris beaucoup, beaucoup de temps.

Nous avons consacré presque deux jours aux affaires allemandes, car en Allemagne il existe des unions libres renfermant des groupes, des noyaux communistes, ou une opposition révolutionnaire quelconque. En outre, il existe des organisations syndicalistes, comme l'Union Ouvrière Libre, les Syndicats de Gelsenkirchen et toute une série d'autres petites fédérations. Enfin, il existe encore en Allemagne des unions exclues du mouvement syndical. Nous avons alors déclaré que puisque l'on exclut des unions, il serait bon de les grouper et d'en constituer une fédération spéciale d'unions exclues. Mais plusieurs camarades allemands ont alors protesté: «Quoi, nous allons encore créer une organisation, quand nous avons déjà cinq!»...

La question n'était pas moins compliquée en Italie, où il existe trois types d'organisations. Elle était plus simple en France et en Angleterre. Mais chaque question que nous soulevions nous montrait combien dans tous les pays le mouvement ouvrier est différent, combien ses formes sont variées, combien bizarrement s'entremêlent les principes acceptés par tous dans leur ensemble, et de combien de zigzags est marquée la marche du mouvement ouvrier mondial.

• •

Je ne ferai qu'effleurer les autres questions examinées par le congrès. Le congrès a adopté une résolution sur la question du rôle de la femme dans la production et dans les syndicats. Pour nous, Russes, cette question n'existe pas, mais pour beaucoup de syndicats en différents pays elle doit être mise à l'ordre du jour. Ainsi en Angleterre, lorsque la crise économique a commencé après la guerre; ce sont les syndicats eux-mêmes qui ont pris l'initiative du renvoi des femmes des fabriques et des usines. Par suite, des centaines de milliers de femmes ont été jetées sur le pavé par les syndicats eux-mêmes. Comme on le voit, les ouvriers des «anciens» syndicats ont des idées spéciales sur la composition «normale» des syndicats. Ils divisent les travailleurs non par métier, non par industrie, mais par sexe. Du moment que l'on est homme, on a droit au travail; mais si l'on est femme, on est congédié de l'usine. Ce point de vue moyen-âgeux sur le travail des femmes ne pouvait manquer de se heurter à une opposition catégorique à un congrès comme le nôtre, et nous avons adopté une résolution précise invitant tous

les syndicats révolutionnaires à lutter contre ce point de vue aussi humiliant pour les hommes que pour les femmes, contre cette classification des travailleurs d'après le sexe auquel ils appartiennent. Notre congrès a adopté également une résolution sur le chômage et sur les formes concrètes de lutte contre le chômage. Après avoir énuméré quelques palliatifs, nous avons dit nettement dans cette résolution, que le seul remède efficace contre le chômage était le socialisme; ce remède, la bourgeoisie se refuse à le prendre, mais il faudra l'y contraindre car en dehors de lui il n'existe aucun moyen de mettre fin au chômage, et toute tentative d'en trouver un autre est vouée d'avance à l'insuccès, le chômage étant un fait normal, inhérent au régime capitaliste même.

Une question à laquelle le congrès a accordé une attention spéciale est celle du mouvement ouvrier en Orient et dans les pays coloniaux. Il est à signaler que les dernières années ont été marquées par un développement, par une croissance extraordinaire du mouvement ouvrier dans les pays d'Extrême-Orient les plus arriérés. Ainsi au Japon, le mouvement ouvrier s'est développé avec une rapidité incroyable. L'Inde est le théâtre de grèves gigantesques auxquelles participent des centaines de milliers d'ouvriers. Il n'est pas un pays d'Orient qui ne s'éveille au mouvement révolutionnaire. Une des particularités de ce mouvement consiste en ce qu'il se confond parfois avec le mouvement purement national, dont le but est de délivrer le pays de la domination étrangère; pourtant c'est là un mouvement révolutionnaire, car il est dirigé contre les oppresseurs. Mais, cette conscience nationale qui s'éveille dans plusieurs pays, comme l'Inde, les îles de la Malaisie, Java, etc., oppose souvent la race jaune à la race blanche; et ainsi c'est un mouvement de race, dont le mobile est la haine de race, développée par l'exploitation: les exploités, en effet, sont les blancs, représentés par les capitalistes qui ont amené en ces pays des instructeurs et des ingénieurs de race blanche. Cette haine de race, à n'en pas douter, est un phénomène profondément réactionnaire, mais le soulèvement même contre les oppresseurs blancs contient en germe la haine révolutionnaire de classe. Le représentant des ouvriers de Java, un Malais, a lui-même indiqué dans son discours au congrès que notre tâche consistait à transformer en haine de classe cette haine de race qui croît dans la conscience de la masse jaune. Évidemment, on ne peut qu'approuver ce point de vue, car aucun ouvrier révolutionnaire ne saurait défendre le point de vue de la haine de race; toujours il se placera sur la plate-forme de la lutte de classes, de l'opposition de l'ouvrier, en tant que classe, à l'employeur en tant que classe.

Le congrès a également adopté une résolution relative aux syndicats organisés sur le principe des nationalités ou des races. Il existe encore des syndicats de ce genre dans plusieurs pays. Ainsi, en Tchéco-Slovaquie, il y a des syndicats qui ne groupent que des Tchèques, d'autres qui ne renferment que des Allemands; en Pologne,

les Polonais ont leurs organisations spéciales, et les Juifs les leurs; en Amérique, il existe des unions de blancs et des unions de nègres, car les ouvriers américains de race blanche refusent d'accepter dans leurs syndicats les noirs dont la présence, soi-disant, blesse leurs sentiments «aristocratiques». Notre congrès ne pouvait passer sous silence cette influence de l'idéologie bourgeoise, et nous avons adopté sur ce point une résolution des plus catégoriques.

En terminant, je signalerai la multiplicité des travaux de notre congrès qui a pu embrasser tous les côtés, tous les domaines du mouvement ouvrier, et où les nuances de pensée les plus diverses ont pu librement s'exprimer. La lecture attentive de ses procès-verbaux fait passer devant nos yeux toute une période historique. C'est le passé, le présent et l'avenir qui apparaissent dans ces procès-verbaux. Les anciens préjugés ont trouvé leur expression théorique dans une série de déclarations de différents groupes participant au congrès. Tout ce que nous avons vécu à ce congrès, tous ces discours, résolutions, appels, décisions ont une portée historique considérable. Nous avons eu des délégués de partout, même d'Australie; les représentants de 41 pays se sont réunis, animés d'un seul désir: accélérer la révolution sociale, tracer les voies conduisant au but final, étudier à la lumière de l'expérience russe et de celle des autres pays la façon dont s'accomplit la révolution. Et nos décisions ne sont que la conclusion, l'extrait, la synthèse de l'expérience que nous avons réunie de tous les représentants des différents pays. Chacun d'eux a apporté l'expérience restreinte de son propre pays, mais si de chacune de ces expériences on retire la partie positive en rejetant le reste, on a la synthèse, le résultat auquel est arrivé le congrès. La résolution fondamentale sur la tactique a été adoptée par 337 voix contre 11 et 5 abstentions. A ce congrès, il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus. Ceux qui ont été mis en minorité ne se sont pas sentis vaincus, car notre but n'était pas d'écraser mécaniquement tel ou tel courant, mais d'unir sur des formules et des tâches pratiques, uniques, le plus grand nombre possible d'éléments révolutionnaires de la classe ouvrière... Si, pourtant, il y a eu un vainqueur; et ce vainqueur, c'est le communisme.

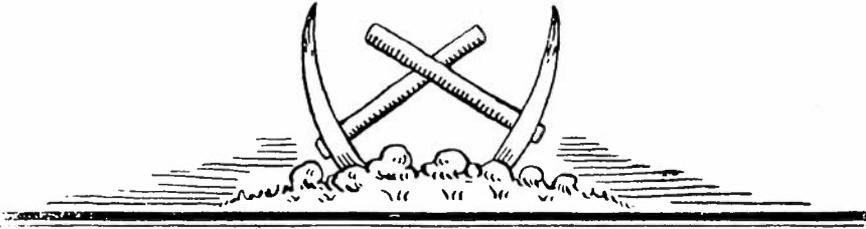
Notre congrès constitue le point de départ pour la lutte révolutionnaire de tous les pays. Ses décisions auront partout un vaste écho qui ira frapper l'oreille des masses ouvrières les plus lointaines. Le congrès les forcera à se prononcer ouvertement pour Moscou ou pour Amsterdam. Le grand mérite du congrès est d'avoir étudié toutes les questions urgentes du moment dont aucune n'a été éludée. Mais le congrès n'a pas seulement donné des réponses quelconques aux questions qui préoccupent les masses ouvrières, il a donné des réponses communistes. Il a condamné la neutralité et l'indépendance des syndicats à l'égard du communisme, il s'est prononcé pour un front communiste syndicaliste unique, il

a donné un sûr appui aux syndicats gauches dans leur lutte, il a élaboré une ligne de conduite révolutionnaire, ferme et souple à la fois; il a créé enfin et organisé l'Internationale Syndicale Rouge, et ainsi il a donné au mouvement ouvrier mondial un nouvel instrument puissant pour la destruction du capitalisme. Et c'est ce qui fait l'immense importance historique du congrès qui vient de tenir ses assises à Moscou.

Quant aux clameurs soulevées contre l'Internationale Syndicale Rouge par nos ennemis de classe et à l'opposition aux décisions du congrès, qui a germé parmi les syndicalistes-révolutionnaires et s'est épanouie sur le généreux sol français, il nous faudra y consacrer une étude spéciale. C'est ce que nous ferons dans le prochain numéro.

A. LOZOVSKY.





V. VOÏOVITCH

LE DEUXIÈME CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

C'est dans la Russie des Soviets, dans la capitale rouge du mouvement révolutionnaire international, à Moscou, que, cette fois, les jeunes communistes du monde entier se sont réunis en congrès, afin de jeter un regard sur le travail accompli au cours des vingt derniers mois, mesurer leur force actuelle et déterminer leur action future. Loin de l'influence délétère du monde bourgeois, libéré de la crainte de voir à chaque instant ses travaux interrompus par les bandes de Noske, sous la garde sûre des baïonnettes de l'armée rouge et de tout le prolétariat de Russie, le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes a pu étudier dans le calme l'expérience révolutionnaire du prolétariat international et celle du prolétariat russe en particulier, et apporter des décisions répondant à la situation actuelle du mouvement révolutionnaire mondial et au développement intense du mouvement communiste des jeunes au cours de l'année dernière.

En effet, lorsque le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes se tint en novembre 1919 à Berlin, au plus fort de la réaction de la social-démocratie allemande contre le mouvement ouvrier, 14 pays seulement y étaient représentés. C'étaient les organisations de la jeunesse qui avaient su s'opposer avec un courage et une énergie admirables à toutes les tentatives des social-patriotes d'étouffer la haine des jeunes contre la guerre et le régime capitaliste. Là se retrouvaient ceux qui les premiers, en pleine guerre encore, osaient briser « l'union sacrée » et élever leurs protestations véhémentes contre la tuerie mondiale. Un représentant de la Russie rouge et de son admirable jeunesse communiste était venu resserrer les liens entre les différentes unités de la même armée révolutionnaire et inviter ses jeunes frères de l'Europe Occidentale à redoubler d'énergie dans la lutte contre la bourgeoisie, contre le réformisme, pour l'Internationale Communiste récemment constituée.

L'union des forces éparses de la jeunesse révolutionnaire fut atteinte à ce premier congrès d'où

sortit l'Internationale Communiste des Jeunes, avec le programme immédiat imposé par la situation d'alors: contre les social-patriotes, contre les réformistes, pour la formation de partis communistes, pour l'Internationale Communiste de Moscou. Avec l'enthousiasme qui lui est propre, la jeunesse s'en alla clamer des mots d'ordre partout où se trouvaient les masses prolétariennes, et l'Internationale des Jeunes gagna bientôt à elle les fédérations des jeunes dans presque tous les pays, ou accéléra leur formation là où elles n'existaient pas encore, et contribua largement à la formation rapide et à la victoire définitive des partis communistes en Europe Occidentale et Centrale.

Le but principal posé par le congrès de Berlin se trouvait donc atteint depuis quelques mois déjà. De forts partis communistes s'étaient créés partout et avaient pris la direction politique du mouvement ouvrier tout entier. Les centristes et les réformistes avaient été complètement battus, mais d'autres problèmes commencèrent alors à se poser devant le prolétariat révolutionnaire et, en particulier, devant la jeunesse. La discussion menée dans l'Internationale des Jeunes ces derniers mois démontra clairement qu'il fallait trouver de nouveaux mots d'ordre, fixer un nouveau programme qui, modifiant la tâche fondamentale imposée à la jeunesse, correspondrait mieux à la situation nouvelle. L'Internationale Communiste des Jeunes recherchait donc sa nouvelle voie déjà bien avant le II-e Congrès. C'étaient les questions de la lutte sur le terrain économique et de l'élargissement du travail d'éducation qui préoccupaient surtout la grande majorité du jeune prolétariat révolutionnaire groupé dans l'Internationale.

Le Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes marquera une date dans le mouvement international de la jeunesse. Rarement on vit un congrès aussi imposant! Trente-neuf pays, entre autres: l'Amérique, les Indes, le Japon, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., y étaient représentés par 133 délégués. C'est pour la première fois dans les annales du mouvement révolutionnaire

naire de la jeunesse, que les représentants de presque tous les pays de l'Orient prennent une part active dans un congrès international, à côté de leurs frères d'Occident, et forgent avec eux les armes pour le combat commun contre l'impérialisme et le capitalisme. C'est une grande armée révolutionnaire de 800.000 jeunes prolétaires du monde entier qui était représentée à ce congrès. Unie et fortement disciplinée, elle recherche le meilleur moyen pour aider, dans la mesure du possible, à la victoire prochaine et complète de son grand chef: l'Internationale Communiste, c'est-à-dire de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire mondial. Le congrès fut dominé par cette préoccupation, qui d'ailleurs était la seule pouvant lui permettre d'éviter tout errement et de prendre des décisions salutaires au développement ultérieur des organisations communistes de la jeunesse.

Le congrès ayant tout d'abord accepté à l'unanimité les décisions du II-e Congrès de l'Internationale Communiste sur la nouvelle tactique et les buts immédiats des partis communistes, il en découle logiquement la disparition de l'autonomie politique des jeunes. Le développement considérable des partis communistes dans tous les pays, leur victoire complète contre les centristes exigent une direction politique unique, une forte centralisation qui, seule, pourra assurer la victoire du prolétariat. Le congrès, à l'unanimité, a décidé qu'il fallait en finir avec les interminables discussions sur les relations entre les partis et les jeunes, et consacrer toute son énergie aux questions qui intéressent plus particulièrement les grandes masses de la jeunesse, afin de pouvoir les attirer à nous. C'est avec une entière confiance en nos partis communistes et sous leur direction politique, que les organisations de la jeunesse entreprendront le grand travail de l'éducation vraiment révolutionnaire du jeune prolétariat, — tâche quelque peu négligée jusqu'à présent par l'Internationale des Jeunes devant l'urgence de la lutte contre les centristes et de la formation de partis communistes.

La tâche fondamentale, prescrite à l'Internationale Communiste des Jeunes par le II-e Congrès, est de gagner les masses, de constituer, dans tous les pays, de vastes et nombreuses organisations de la jeunesse. Le congrès a aussi étudié et déterminé les méthodes et les formes de la propagande qui nous permettra d'arriver à notre but. C'est, en premier lieu, par *l'organisation systématique de la lutte sur le terrain économique*, par l'étude approfondie des besoins de la vie quotidienne des jeunes ouvriers et une propagande intense dans les syndicats en faveur des actions partielles pour l'amélioration de la situation de la jeunesse travaillant à l'usine et dans les ateliers, que les jeunes communistes réussiront à intéresser à eux la plus grande partie du jeune prolétariat. Le congrès s'est prononcé contre la création des sections particulières de jeunes dans les syndicats, sur la base sacro-sainte du syndicalisme révolutionnaire: le neutralisme politique. Ce sont les organisations de la jeunesse communiste qui, à l'aide de noyaux qu'elles auront constitués, doivent acquérir la prédominance

complète chez les jeunes syndiqués, organiser une propagande active pour les revendications spéciales des jeunes et provoquer les actions des syndicats tout entiers en faveur de ces derniers. Une fois l'action engagée, les noyaux doivent tout faire pour en avoir la direction. Ainsi les jeunes communistes arriveront à gagner la confiance des grandes masses des jeunes syndiqués et à attirer ces derniers dans leur sein. Là où il existe déjà dans les syndicats des sections particulières de jeunes (Allemagne, Autriche, etc.), le devoir des organisations communistes de la jeunesse sera de tirer les jeunes syndiqués de leur apathie, de les émouvoir au moyen des actions partielles, bref, de transformer ces groupements en véritables groupements communistes.

Un autre champ — vaste aussi — s'offre à l'activité des jeunes communistes: la campagne. Le II-e Congrès ne l'a pas méconnu. Il a adopté des thèses qui déterminent exactement l'attitude à tenir envers les différents couches de la population paysanne et a invité toutes les fédérations de la jeunesse à consacrer la plus grande attention à la propagande parmi la jeunesse paysanne. En effet, si jusqu'à présent on ne peut affirmer que la campagne ait été complètement négligée par l'Internationale des Jeunes, il n'en est pas moins vrai que nulle part on n'a procédé à une propagande méthodique et centralisée. C'est un travail immense et de longue haleine qui attend les fédérations de la jeunesse dans cette voie, mais dans un grand nombre de pays il est d'une importance capitale pour le succès de la révolution de gagner la majorité de la jeunesse des campagnes qui forme actuellement le gros de l'armée bourgeoise. Les jeunes communistes sauront être à la hauteur de cette grande tâche, et l'application intégrale des décisions du II-e Congrès leur permettra de gagner rapidement les masses de jeunes paysans au communisme.

La récente campagne antimilitariste de la Fédération de France a permis au congrès de compléter les anciennes thèses et de souligner davantage la nécessité absolue de la recrudescence de la propagande antimilitariste. Elle facilite, en effet, très notablement notre pénétration à la campagne et nous acquiert tout d'abord les sympathies des paysans. De plus, elle permet la propagation, parmi les jeunes prolétaires des villes, de l'idée de l'armement du prolétariat. C'est avec les grands mots d'ordre de la Révolution russe: «Contre les guerres impérialistes, pour l'armement du prolétariat», que nous mènerons notre action de pénétration dans le dernier bastion de la bourgeoisie. Sous notre puissante action, la désagrégation de l'armée capitaliste internationale sera inévitable, et nos fédérations de la jeunesse finiront par englober bientôt les éléments les plus sains des masses paysannes.

La centralisation de notre propagande en Orient, son renforcement et son perfectionnement ont fait aussi l'objet des débats du II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes. On a consacré, en outre, une attention particulière au travail parmi les étudiants et les intellectuels, en général. On a adopté des thèses dont l'application

facilitera la propagande dans les milieux intellectuels et, *assurant à ces derniers un contact étroit et constant avec les masses prolétariennes, leur fournira l'élément indispensable à leur éducation communiste.* L'expérience de la Révolution russe nous a démontré la nécessité absolue pour le prolétariat d'avoir un grand nombre de techniciens sortis des rangs ou lui étant complètement dévoués. L'Internationale Communiste des Jeunes et son nouveau Comité Exécutif ne négligeront pas ce travail, pas plus que la grande œuvre de *propagande déjà entreprise parmi les enfants.* Tous les enfants des prolétaires doivent, dès le plus bas âge, être groupés, afin de développer en commun leur esprit internationaliste et d'aviver leur haine contre cette bourgeoisie responsable de la misère de leur existence. À l'éducation bourgeoise il faut en opposer une autre: l'éducation communiste, et cela afin que les préjugés bourgeois, acquis par les enfants dans les écoles capitalistes, ne restent profondément ancrés en eux.

Tout ce travail de propagande intense, dans tous les sens, dans tous les milieux prolétariens, travail qui nous permettra de pénétrer au cœur même des masses et de les intéresser immédiatement à nous, doit être complété, dans la suite, par une *éducation communiste plus profonde qui fera ces masses nôtres définitivement.* Le II-e Congrès, en conséquence, a adopté des thèses ayant trait à la *réorganisation profonde du travail d'éducation, sur de nouvelles bases adaptées aux besoins des masses prolétariennes non encore touchées par notre propagande.* D'autre part, l'éducation communiste, dans nos organisations mêmes, doit être complétée et intensifiée, afin de permettre la transformation à brève échéance de tout membre de la jeunesse en un propagandiste qualifié.

C'est donc, en définitive, une tâche difficile et complexe que le II-e Congrès International impose à toutes les fédérations adhérant à l'Internationale des Jeunes et à son nouveau Comité Exécutif.

D'où, la nécessité d'une modification dans la forme d'organisation jusqu'alors existante. La centralisation démocratique indispensable devra être réalisée partout; d'autre part, l'autorité du Comité Exécutif aussi bien que des organes centraux est renforcée au II-e Congrès. La formation des noyaux dans les usines, ateliers, écoles et, en général, en tout endroit où sont concentrées des masses prolétariennes, doit être le premier devoir de toutes les fédérations, ainsi que la réorganisation des sections communistes de jeunes, partout où cela est possible, en prenant, cette fois, comme base, l'atelier ou l'usine. Alors seulement il sera possible d'arriver à la réalisation essentielle: la formation des organisations de masses.

Les délégués au II-e Congrès rentrent dans leurs pays respectifs, pleins d'énergie et de confiance. Ils ont réussi à donner au mouvement communiste des jeunes une base solide et en accord avec la nouvelle situation mondiale. En transférant le siège du Comité Exécutif à Moscou, ils ont, d'un côté, renforcé son autorité, et de l'autre, rendu possible une collaboration étroite et totale avec le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, au plus grand profit du mouvement des jeunes tout entier. D'autre part, l'Internationale Communiste, par la bouche de son Président, le camarade Zinoviev, a rendu hommage à la jeunesse communiste internationale pour le travail accompli et lui a promis toute l'aide morale et matérielle indispensables à la réalisation de sa nouvelle tâche. Ainsi l'Internationale Communiste des Jeunes pourra faire face aux nouvelles obligations que lui impose sa situation particulière sur le front immense du prolétariat révolutionnaire mondial, et marchera, de pair avec son aînée et sous la direction politique de cette dernière, vers la victoire finale de la Révolution Mondiale.

V. VOÏOVITCH.

I. LEKAI.

LE BILAN DU DEUXIEME CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE DES JEUNES

«L'Internationale des Jeunes a une tâche historique... Rejeter le mensonge des compromis, appeler ardemment à la vie et construire une nouvelle, une grande, une puissante Internationale».

Ces paroles de Karl Liebknecht, publiées au début de la guerre dans les colonnes de la *Jugend Internationale*, ne devaient pas rester lettre morte. Elles sont devenues le programme de l'Internationale des Jeunes. Au moment où elles étaient prononcées, il était nécessaire de réclamer aux partis traitres de la social-démocratie

en décomposition l'autonomie complète de l'organisation de la jeunesse; non pas que l'émancipation de l'humanité et de la classe ouvrière fût exclusivement l'œuvre de la jeunesse, mais il fallait aider alors à l'Internationale, qui se reconstituait à nouveau, à pousser ses premières racines.

Telle était la tâche historique de l'Internationale des Jeunes. L'Internationale Communiste ayant été fondée, c'était à elle que revenait la direction politique du mouvement prolétarien révolutionnaire, mais pour réaliser sa théorie, elle

devait se mettre à l'organisation des partis communistes dans les différents pays.

L'Internationale Communiste des Jeunes consacra le temps qui s'écoula entre son premier et son deuxième congrès à une double tâche; d'une part, à l'organisation et à la consolidation des partis communistes et de l'autre, à sa propre régénération.

Le fait que dans presque tous les pays l'Internationale Communiste dirige actuellement, sous le rapport de l'organisation, les partis de masses et entraîne à sa suite le prolétariat dans la lutte, exige de l'Internationale des Jeunes qu'elle fasse un pas en avant.

C'est pourquoi, 135 délégués, représentant 35 unions de la jeunesse, se sont réunis à Moscou pour déterminer la ligne de conduite de l'Internationale Communiste des Jeunes.

Nous avons adopté nos résolutions au II-e Congrès dans la ferme conviction qu'il fallait en finir une fois pour toutes avec les bavardages sur le «rôle de l'avant-garde de la jeunesse» et avec l'idéologie syndicaliste confuse inhérente à l'ancienne conception du rôle des jeunes. L'unanimité avec laquelle ces résolutions ont été adoptées a montré que tous nos camarades étaient prêts à accepter la nouvelle tactique et à agir dans leurs pays respectifs en conformité avec cette tactique.

Les organisations de la jeunesse ont, en ce moment, une tâche de la plus haute importance: elles doivent se rapprocher des grandes masses de jeunes gens indifférents à la politique et se transformer effectivement en organisations de masse. Elles doivent devenir des écoles de combat préparant l'accès aux partis communistes. Lorsqu'il en sera ainsi, ce sera pour elles le commencement de la régénération véritable. Les jeunes forces rendues disponibles pourront accomplir un travail utile dans les partis, au sein desquels elles introduiront un courant nouveau, vivifiant.

Après avoir entendu le rapport du camarade Trotsky, le Congrès de la Jeunesse a décidé de faire de son côté tout ce qui serait en son pouvoir pour traduire en actes les résolutions du III-e Congrès.

Le point le plus important à l'ordre du jour était celui de l'établissement de rapports déterminés entre le parti communiste et l'organisation communiste de la jeunesse. Il était nécessaire d'établir en principe, que notre attitude envers les partis communistes est tout autre qu'envers les partis social-démocrates.

L'autonomie était naguère absolument indispensable pour le travail révolutionnaire. La jeunesse révolutionnaire ne pouvait reconnaître le parti social-démocrate comme son chef dans sa lutte; c'est pourquoi le mot d'ordre par lequel elle invitait ses membres à quitter l'ancien parti était un mot d'ordre révolutionnaire, et son autonomie pendant la guerre un facteur révolutionnaire. Mais, depuis la fondation des partis communistes il n'en est plus ainsi. La jeunesse ne sera jamais considérée comme le chef du prolétariat. Par sa vaillance et son enthousiasme, elle peut contribuer à la formation de partis communistes, accélérer leur développe-

ment, mais *jamais* elle ne sera en état d'assumer la direction spirituelle du mouvement communiste. Cette direction se trouve entre les mains des partis, et l'esprit révolutionnaire de l'Internationale Communiste nous est un sûr garant que cette direction fera constamment progresser le mouvement. Les temps sont passés où la jeunesse lut-tait seule. Il nous faut fondre en un seul bloc ces forces que représentent d'une part, l'expérience, la prudence, l'esprit pratique et le bon sens des camarades adultes et de l'autre, l'enthousiasme, le courage, l'ardeur de la jeunesse. La subordination politique aux partis communistes est le principe fondamental de la collaboration dans la lutte, mais elle n'entraîne pas pour les organisations de la jeunesse la disparition de leur autonomie d'organisation. L'autonomie d'organisation est bonne et nécessaire sous le rapport de l'éducation; de plus, de nouvelles tâches à accomplir se présentant, elle permettra d'élargir les formes d'organisation des unions de la jeunesse bien au delà des limites des formes d'organisation des partis communistes fermés.

Les organisations de la jeunesse s'efforceront de réaliser la collaboration la plus étroite avec les partis, ce qui se manifestera, sous le rapport de l'organisation, par une représentation réciproque aux comités centraux des partis communistes et au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

La collaboration pendant les actions directes devra être encore plus centralisée; au sein des organisations illégales et militaires elle aura aussi une très grande importance. Les organisations de la jeunesse transmettront régulièrement leurs membres les plus âgés aux partis communistes, afin de pouvoir donner accès à l'Internationale de la Jeunesse aux camarades plus jeunes et de compléter les rangs des partis par des forces fraîches.

L'examen des thèses sur la lutte économique a donné lieu à une discussion prolongée et des plus fructueuses. Personne ne doutait de la nécessité de la lutte économique; c'est seulement sur la façon dont cette lutte devait être menée que des divergences de vue se sont produites. Quelques unions étaient d'avis que les organisations de la jeunesse, en tant qu'unions «politiques», devaient laisser aux syndicats le soin de mener la lutte économique. Les Autrichiens préconisaient une organisation mixte; au moyen de cartels, ils voulaient unir au point de vue économique toute la jeunesse ouvrière en une seule organisation sans parti. Et ainsi, on aurait pu, d'une part, démasquer les social-démocrates et de l'autre, entrer en contact direct avec les masses. Le congrès s'est prononcé contre un tel genre d'organisation. Les unions communistes de la jeunesse doivent toujours, aux yeux des masses, être les pionniers de la lutte. La lutte économique de la jeunesse doit servir à former des révolutionnaires et des militants.

Le congrès a de même, pour des raisons de principe, rejeté la création de sections spéciales dans les syndicats. Il est évident que les communistes ne laisseront pas 200.000 jeunes gens entre les mains de la bureaucratie des sections syn-

cales allemandes, mais entreront dans ces sections pour gagner ces jeunes gens au communisme. La jeunesse ouvrière doit pénétrer dans les rangs de la classe ouvrière révolutionnaire, dans les rangs de ses aînés.

Tout jeune prolétaire conscient a compris clairement que la lutte économique était pour les organisations communistes de la jeunesse une question de vie ou de mort. Seule, cette lutte permet une liaison constante, étroite avec les masses. Elle est la meilleure préparation à la création d'une organisation de combat véritable. Malgré leur insignifiance apparente, les actions partielles montreront qu'elles sont nécessaires, qu'il est impossible de changer le régime bourgeois par des réformes. Les escarmouches livrées journellement par la jeunesse luttant pour ses revendications économiques doivent devenir partie intégrante des actions économiques générales de la classe ouvrière.

La pratique de la lutte politique et économique doit être complétée, dans les organisations des jeunes, par un travail d'instruction. Le congrès a bien marqué la différence qui doit exister entre le travail des unions communistes et le travail des unions social-démocrates de la jeunesse. Dans les unions social-démocrates, on cherche uniquement à concilier l'antagonisme qui existe entre le monde bourgeois et le monde prolétarien. Les visites de musées, la glorification de l'art bourgeois, les théâtres, la science, tout cela a pour but de faire oublier à la jeunesse la prose de la vie, de lui faire croire que, grâce à des compromis, la lutte de classes deviendra inutile. Le congrès a nettement, catégoriquement déclaré que la jeunesse n'ira pas « de la science au pouvoir », mais « de la lutte à l'instruction ». La jeunesse communiste a montré ainsi qu'elle comprenait l'instruction socialiste comme l'éducation de la jeunesse ouvrière disciplinée et instruite par la participation active à la lutte révolutionnaire. Aussi, la décision adoptée à ce sujet porte-t-elle que toutes les questions d'histoire, d'économie, de technique, d'art, de religion, de sciences naturelles, de philosophie, etc., ne doivent être étudiées que dans la mesure où elles seront nécessaires pour l'action et l'agitation politiques. Le sport, la gymnastique, les excursions, la lutte contre l'alcoolisme, la littérature ordurière, la prostitution, doivent être subordonnés à la tâche principale qui est la lutte politique du prolétariat. Le travail d'éducation parmi la jeunesse est conditionné par la pratique de la lutte politique. Il n'est qu'un des moyens pour atteindre notre but. L'éducation communiste n'est qu'une arme dans la lutte révolutionnaire.

Des mesures pour l'intensification du travail d'éducation ont été également proposées.

L'une des tâches les plus importantes à l'ordre du jour était l'examen de la question du travail parmi la jeunesse des peuples coloniaux et du travail dans les campagnes. Le vif intérêt soulevé par l'examen de la première question est une preuve de la nécessité de rapprocher, sous le rapport idéologique et sous le rapport de l'organisation, la jeunesse de l'Orient de celle de l'Occident. On a particulièrement souligné l'importance

d'une liaison constante avec les masses. Le mouvement de la jeunesse a pour tâche, aux colonies, d'organiser les grandes masses de la jeunesse ouvrière dans les villes et dans les villages, de les entraîner dans la lutte nationale révolutionnaire et de les éduquer dans l'esprit de la révolution sociale. Les particularités des différents pays ne permettant pas d'élaborer un plan général de travail, on a résolu de maintenir des relations régulières spéciales avec chaque pays.

Les unions de la jeunesse social-patriote n'accordent en général aucune attention à l'organisation de la jeunesse paysanne. Les unions communistes, au contraire, considèrent comme indispensable de répandre les idées du communisme et de la lutte de classes parmi les masses ouvrières de la jeunesse des campagnes, afin de pouvoir créer un lien indissoluble entre la ville et le village. Les données obtenues au cours de l'expérience déjà effectuée ont donné lieu à un échange d'idées. Cet échange d'idées peut contribuer à consolider sous le rapport de l'organisation les unions des différents pays.

Tout en reconnaissant l'importance qu'il y a à attirer les forces intellectuelles dans les organisations de la jeunesse et, par suite, à y accepter les étudiants, le congrès n'a pas été sans remarquer le danger que présente pour le mouvement l'admission de ces éléments imprégnés de l'idéologie petite-bourgeoise. Aussi a-t-il catégoriquement rejeté l'idée de la création d'organisations communistes spéciales pour les étudiants. Les étudiants doivent entrer dans les unions communistes des jeunes et, côte à côte avec ces derniers, lutter pour l'émancipation de la classe ouvrière.

Les méthodes de travail dans les groupes enfantins ont été également exactement déterminées.

La ligne de conduite des organisations communistes des jeunes dans les questions de la tactique antimilitariste a été modifiée conformément aux nouveaux principes. Avant la guerre, la propagande de l'antimilitarisme était la tâche de la jeunesse; durant la guerre, cette propagande a été en somme la ligne de démarcation entre les organisations de la jeunesse et les organisations social-démocrates. Non pas que cette propagande fût uniquement l'œuvre de la jeunesse; l'extrême gauche en effet avait été aussi, autrefois, le directeur spirituel de ce mouvement. La question militaire ne touche pas spécialement que la jeunesse: elle est une des questions les plus graves de la révolution prolétarienne. Au mot d'ordre précédent du désarmement, il faut opposer celui de l'armement du prolétariat. Dans les anciens partis social-démocrates, la question de l'antimilitarisme donnait lieu à d'interminables discussions; dans le parti communiste; il ne saurait en être ainsi. C'est pourquoi le congrès a décrété que dans cette question il fallait se soumettre entièrement à la direction du parti, car le parallélisme d'action est inadmissible dans un mouvement aussi important et, en partie, illégal. L'examen de la question du désarmement a montré le pas immense fait par les organisations dans l'espace d'une année. Les grandes masses de la jeunesse communiste ont abandonné leurs dernières illu-

sions pacifistes; maintenant, il ne reste plus qu'à mener une lutte décisive contre le «putschisme», contre toutes les tendances hervéistes. En effet, ce n'est pas en lançant l'appel: «Ne partez pas», que l'on peut prévenir la guerre. La jeunesse communiste a déclaré à l'unanimité qu'elle n'avait rien et ne voulait rien avoir de commun avec les éléments anarchistes.

Et ainsi, toutes les questions à l'ordre du jour ont été l'objet de l'examen le plus minutieux.

La disparition de l'autonomie politique des organisations de la jeunesse permettant de consacrer plus de temps qu'auparavant aux questions ayant trait spécialement à la jeunesse, il nous faut travailler particulièrement à attirer dans nos rangs les larges couches de la jeunesse ouvrière. Par suite, nous devons adapter nos formes d'organisation de façon à pouvoir entrer en contact immédiat avec ces couches. La tâche principale du moment présent est la création systématique de noyaux dans les fabriques, dans les ateliers, dans les écoles, etc. Ce sont ces noyaux qui doivent devenir dans la suite le soutien de l'union. Le congrès a décidé de maintenir une rigoureuse centralisation dans les unions, laquelle cependant ne doit pas entraîner la disparition de l'esprit d'initiative. Au contraire, cette initiative doit se manifester plus que jamais et susciter sans cesse l'éclosion de nouvelles forces. La centralisation est surtout nécessaire aux unions illégales, dont il devient souvent urgent de réfréner les tendances social-démocrates. La centralisation est également indispensable dans les pays où il existe des minorités nationales.

Le congrès n'a pas manqué de dévoiler le caractère petit-bourgeois des organisations juives *Bund* et *Poalei Zion* et a décidé de communiquer son point de vue aux organisations susmentionnées dans un appel spécial. Les portes de l'Internationale Communiste ne sont ouvertes qu'aux camarades et aux unions qui ont définitivement rompu avec le sentimentalisme petit-bourgeois, qui ont renoncé à l'obtention de droits «spéciaux» et qui sont prêts en tant que communistes, en tant que prolétaires, à participer à la lutte générale.

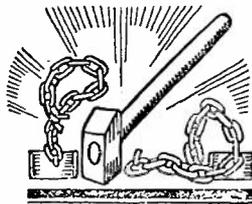
Nous avons également élucidé notre attitude envers la jeunesse ouvrière communiste allemande. Les membres de ces petits groupes, infimes par le nombre de leurs adhérents, devront maintenant décider s'ils veulent lutter loyalement dans les rangs des communistes, ou rester en dehors du mouvement prolétarien et continuer d'ébranler l'air de leurs vaines clamours et de leurs conseils inutiles.

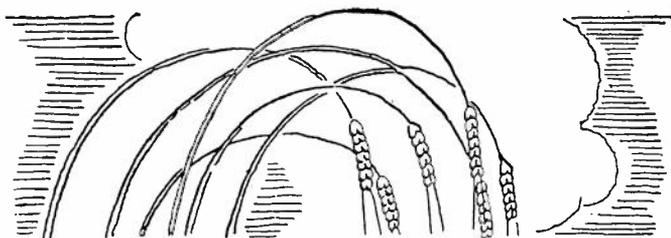
Jusqu'au début de l'année 1920, l'Internationale de la Jeunesse était la seule organisation internationale des jeunes ouvriers. Maintenant, elle a deux «concurrents» qui s'efforcent de lui enlever la jeunesse ouvrière. Quelque minime que soit leur importance au point de vue international, il faut, néanmoins, entreprendre la lutte la plus énergique contre ces ennemis, afin de les anéantir dans leur citadelle même: en Autriche et en Allemagne.

Durant notre premier congrès à Berlin, tenu à l'œil par Noske et ses chiens policiers, nous étions obligés de nous cacher pour tenir nos réunions. Cette année, nous avons siégé à l'intérieur du Kremlin, dans une salle magnifique, et notre seul maître, c'était le prolétariat. Les autres Internationales, elles, sont sous la protection de la bourgeoisie. Pour elles on ouvre des écoles, des locaux sont mis à leur disposition, elles sont les favorites des gouvernements. Nous, on nous persécute, on nous expulse, on nous chasse de pays en pays; notre seconde maison, c'est la prison. Mais, par tout le monde nos puissantes organisations sont animées d'un désir unique: du désir de servir la cause de la révolution.

Les organisations de la jeunesse du monde entier travailleront maintenant sur la base des résolutions du II^e Congrès. La direction idéologique de notre mouvement est passée au parti, mais avec une inlassable énergie les organisations de la jeunesse lutteront aux côtés du parti pour le triomphe de la révolution prolétarienne mondiale.

,ohann LEKAI.





L. CHATSKINE.

LES UNIONS COMMUNISTES DE LA JEUNESSE ET LES PARTIS COMMUNISTES

I.

Le mouvement communiste international de la jeunesse, qui s'étend actuellement sur 43 pays du monde et englobe plus de 800.000 jeunes prolétaires ouvriers et paysans, acquiert une importance de plus en plus grande pour l'Internationale Communiste. Durant la période de création de la III-e Internationale, les organisations communistes de la jeunesse de tous les pays ont pris la part la plus active à l'organisation et à la consolidation des partis communistes, et ont ainsi rendu à tout le mouvement communiste un service d'une immense portée historique. En ce moment, par suite d'une série de circonstances, l'œuvre de l'éducation communiste de la jeunesse prolétarienne devient plus importante que jamais.

Lors de l'examen de la question de la situation économique et politique mondiale, le III-e Congrès de l'Internationale Communiste avait déjà signalé le rôle croissant de la jeunesse ouvrière dans la production capitaliste et la lutte politique. Enrôlés en grande masse dans l'industrie pendant la guerre mondiale, les jeunes prolétaires représentent maintenant une fraction considérable de l'armée du travail. Grandis dans l'orage de la guerre, trempés au creuset des batailles révolutionnaires qui ont suivi la guerre, ils offrent un terrain favorable à la propagande et à l'organisation révolutionnaires et représentent actuellement, dans la classe ouvrière, l'élément le plus actif, le plus mobile.

À l'effet d'assurer l'accomplissement de la tâche fondamentale qu'il a assignée aux partis communistes de tous les pays et qui consiste dans la conquête de la majorité au sein du prolétariat, le III-e Congrès a spécialement souligné la nécessité d'une propagande intensive parmi la jeunesse ouvrière. Par un travail spécial, approprié aux con-

ditions d'existence, aux habitudes et à l'état d'esprit de la jeunesse, les unions communistes de la jeunesse doivent attirer dans les rangs du mouvement communiste de nouvelles couches de jeunes prolétaires, jusqu'alors indifférentes et étrangères au communisme.

La II-e Internationale et l'Internationale 2^{1/2} redoublent d'efforts pour mettre la main sur la jeunesse; c'est là un fait qui doit particulièrement retenir l'attention des partis communistes. Pendant les années 1919 et 1920, il n'existait pour la jeunesse qu'une Internationale: l'Internationale Communiste des Jeunes, qui était partie constitutive de la III-e Internationale Communiste. Mais dans le courant de l'année dernière, ont surgi une Internationale des Jeunes ouvrières, organisation jeune, et une Fédération des organisations socialistes des jeunes, filiale de l'Internationale 2^{1/2}. Comparativement à l'Internationale Communiste des Jeunes, ces deux organisations ne jouissent pas d'une très grande faveur parmi la jeunesse ouvrière des différents pays, mais l'appui que leur fournissent les gouvernements bourgeois, les partis social-patriotes et centristes, et surtout l'Internationale Syndicale jeune (cet appui a déjà eu pour résultat de renforcer les organisations social-patriotes des jeunes, en Allemagne et en Hollande), doivent donner l'éveil à tous les communistes et les faire redoubler d'ardeur dans la «lutte pour la jeunesse», lutte dont l'importance historique est immense à l'époque de la révolution prolétarienne.

Pour que les unions communistes de la jeunesse puissent efficacement accomplir les tâches qui leur incombent dans l'ensemble du mouvement communiste, c'est-à-dire pour qu'elles puissent, dans les conditions actuelles extrêmement pénibles, attirer à elles les grandes masses des jeunes prolétaires et leur donner une éducation communiste, il est nécessaire avant tout d'établir,

dans le domaine de la politique et de l'organisation, des rapports réguliers entre elles et les partis communistes, une collaboration journalière et un lien étroit entre les deux organisations. Cette question a fait l'objet d'un examen spécial de la part du III-e Congrès de l'Internationale Communiste et du II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes. Ces congrès ont adopté de nouvelles thèses soulignant complètement la question, tant au point de vue principe qu'au point de vue pratique.

II.

Pour bien comprendre les décisions des deux congrès sur les rapports réciproques des unions communistes de la jeunesse et des partis communistes, il est indispensable de connaître le développement de ces rapports durant toute l'histoire du mouvement prolétarien international des jeunes, qui compte déjà 35 années d'existence.

Les unions socialistes de la jeunesse, qui ont surgi vers la fin du XIX-e siècle dans presque tous les pays d'Europe, ont été créées par la jeunesse elle-même qui avait voulu avoir ses propres organisations. Elle y avait été déterminée par sa situation extrêmement pénible dans la grande et surtout dans la petite industrie ainsi que dans l'Etat bourgeois, qui militarisait moralement ou physiquement les jeunes prolétaires et, par l'école, la presse, l'église et les organisations bourgeoises de jeunes, intoxiquait la jeunesse prolétarienne. Ces premières unions furent créées, à de rares exceptions (Tchéco-Slovaquie), sans la participation des partis socialistes et souvent même contre la volonté de ces partis et des syndicats. Les organisations des ouvriers adultes manifestaient parfois envers les organisations nouvellement créées de jeunes une indifférence, une malveillance, résultat de l'esprit conservateur des ouvriers, qui les faisait traiter en inférieurs leurs frères adolescents; quelquefois même, ces organisations allaient jusqu'à une hostilité déclarée, motivée en partie par le fait que les premières unions de la jeunesse ouvrière se distinguaient par des tendances anarcho-sindicalistes marquées, tendances qui, dans plusieurs pays, provoquèrent la scission au sein des premières organisations des jeunes.

Les unions de la jeunesse ouvrière ayant revêtu un caractère nettement socialiste et leur influence parmi les grandes masses des jeunes prolétaires croissant rapidement, les partis socialistes et les syndicats furent amenés à leur accorder plus d'attention et à établir avec elles des rapports déterminés, qui furent fixés dans des statuts ou dans des décisions spéciales de leurs congrès. Dans la plupart des cas, ces règlements restèrent lettre morte, comme le démontre l'attitude de la social-démocratie allemande envers la propagande de Karl Liebknecht parmi la jeunesse prolétarienne.

En réalité, les rapports entre les unions socialistes de la jeunesse et les partis socialistes étaient déterminés par l'influence sans cesse croissante du réformisme dans ces partis et par le rapport des forces entre ces partis et les unions plus révolutionnaires de la jeunesse ou-

vière. Avant la guerre, il se dessinait dans le mouvement des jeunes prolétaires deux courants, représentés d'une façon typique: l'un en Allemagne, l'autre en Italie et Norvège. En Allemagne, profitant de la loi qui interdisait l'organisation politique des adolescents et alléguant des raisons d'ordre «pédagogique», les unions professionnelles et les partis social-démocrates supprimèrent les organisations autonomes des jeunes et les remplacèrent par des comités, composés de représentants du parti, des syndicats et—pour une part infime—de la jeunesse. Au mouvement des jeunes on substitua la mise en tutelle de la jeunesse. Les nouveaux comités donnèrent au travail parmi la jeunesse un caractère presque exclusivement d'instruction et de divertissement et ne permirent pas aux jeunes prolétaires qu'ils tenaient en tutelle de participer à une lutte quelconque du parti, que cette lutte fût menée spécialement pour les intérêts économiques de la jeunesse ouvrière elle-même ou que ce fût une lutte politique de tout le prolétariat révolutionnaire.

En Italie et en Norvège, dès les premières années de la pénétration de l'opportunisme dans les partis socialistes, les unions socialistes de la jeunesse adoptèrent à l'égard de cet opportunisme l'attitude révolutionnaire la plus intransigeante et menèrent contre lui une lutte implacable. En Italie, elles soutinrent résolument les maximalistes contre les réformistes et, au moment des dures épreuves du renforcement des tendances irrédentistes et de la guerre de Tripolitaine, donnèrent leur appui sans réserve à la fraction révolutionnaire du Parti Socialiste Italien. En Norvège, elles furent des protagonistes ardents de la tendance Tranmel. En Norvège comme en Italie, développant une grande activité politique, les organisations des jeunes restèrent néanmoins, tant au point de vue politique qu'au point de vue organisation, complètement indépendantes des partis.

Tels furent, dans les grandes lignes, les rapports entre les organisations de la jeunesse et les partis socialistes jusqu'à la guerre mondiale, qui y apporta des changements considérables.

III.

La trahison de l'immense majorité de l'ancienne social-démocratie à la cause de la lutte prolétarienne joua un rôle décisif dans la transformation des rapports entre les unions et les partis. Elle provoqua parmi les milieux plus révolutionnaires de la jeunesse prolétarienne une opposition catégorique. La guerre frappa particulièrement la jeunesse ouvrière, qui fut exploitée plus durement que jamais. En effet, les règlements sur la protection du travail ayant été abolis, les enfants prolétaires furent enrôlés en masse dans l'industrie de guerre, des mobilisations continues fauchèrent la fleur de la jeunesse, et la bourgeoisie s'efforça par tous les moyens de militariser les couches de la jeunesse ouvrière non encore touchées par la mobilisation. La trahison de la social-démocratie renforça l'activité politique des unions socialistes de la jeunesse dans les pays où

ces unions menaient, avant la guerre, la lutte politique indépendamment du parti, et les obligea à concentrer tout leur travail sur la lutte active contre la guerre et le social-patriotisme. Dans les pays où les partis réformistes avaient réussi à mettre en tutelle les unions socialistes de la jeunesse, une opposition surgit contre la politique social-patriote des dirigeants officiels du mouvement des jeunes, opposition qui amena en Allemagne la scission et la création, en 1916, d'une nouvelle «Union Socialiste de la Jeunesse Allemande», à laquelle participa Karl Liebknecht.

Et ainsi on eut, presque dans tous les pays, face aux partis socialistes réformistes et social-patriotes, des organisations révolutionnaires de jeunes. L'absence de parti révolutionnaire internationaliste dans la plupart des pays européens obligea les organisations révolutionnaires des jeunes à en assumer le rôle et à se transformer effectivement en «partis de jeunes», lesquels devinrent également des centres de ralliement pour les éléments révolutionnaires du prolétariat adulte. Cette circonstance ainsi que l'abîme politique qui séparait les social-patriotes adultes et les jeunes révolutionnaires, créèrent des conditions dans lesquelles il ne pouvait être question, non seulement de soumission au parti socialiste, mais d'une collaboration politique quelconque avec ce dernier. Les groupes révolutionnaires internationalistes d'ouvriers adultes étaient encore très faibles et n'existaient, la plupart du temps, qu'en qualité de groupes au sein des anciens partis socialistes. Et ainsi, dans tous les pays, les unions socialistes de la jeunesse qui donnèrent plus tard naissance aux unions communistes de la jeunesse étaient, durant la guerre, des organisations complètement indépendantes, tant au point de vue politique qu'au point de vue de l'organisation. Cette situation donna naissance, dans le mouvement des jeunes, à une idéologie particulière: celle de l'indépendance absolue de leur mouvement, idéologie qui, pendant la guerre, joua un rôle révolutionnaire important.

Les années qui suivirent la guerre virent la formation des partis communistes, formation à laquelle les unions communistes de la jeunesse prirent la part la plus active. Il se manifesta alors une tendance de plus en plus marquée au rapprochement entre les unions communistes de la jeunesse et les partis communistes. La raison première en fut la communauté de principes politiques entre les unions et les partis communistes. Mais jusqu'à ces derniers temps, les partis communistes étant encore faibles et en voie d'organisation, le mouvement des jeunes n'ayant pas encore renoncé complètement à l'idée de son indépendance absolue et ayant d'ailleurs conscience de sa supériorité sur le parti sous le rapport de l'ancienneté et de pureté révolutionnaires de ses éléments, les deux organisations continuaient d'exister en qualité d'organisations séparées, complètement indépendantes l'une de l'autre.

Le premier pas dans la voie du rapprochement fut fait au congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes qui se tint à Berlin, en novembre 1919, et fixa: tout d'abord, l'obligation pour les unions communistes de la jeunesse de reconnaître le

programme des partis communistes dans leurs pays respectifs et, en second lieu, la nécessité d'établir une liaison organique entre les deux organisations. En été 1920, conformément à la décision du II-e Congrès de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste publia sur le mouvement des jeunes des thèses, dans lesquelles, marquant les différentes étapes du développement des rapports entre les unions communistes de la jeunesse et les partis communistes dans les différents pays, depuis la complète indépendance jusqu'à la subordination politique (Russie), il indiquait la nécessité de l'établissement progressif, dans tous les pays, d'une subordination politique des unions aux partis communistes, les premières devant conserver, néanmoins, leur autonomie d'organisation. Depuis l'année 1919, conformément à la décision du congrès de Berlin, l'Internationale Communiste des Jeunes entre dans l'Internationale Communiste, aux directives de laquelle elle se conforme. Ces rapports entre les deux Internationales, ainsi que la représentation réciproque (avec voix délibérative) des Comités Exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Communiste des Jeunes ont été fixés dans les statuts de l'Internationale Communiste adoptés par le II-e Congrès.

Au moment du III-e Congrès de l'Internationale Communiste, la situation dans l'ensemble du mouvement communiste avait tellement changé, l'expérience d'une année avait apporté une telle quantité de données nouvelles, qu'il apparut d'une nécessité absolue pour l'Internationale Communiste, comme pour la jeunesse communiste elle-même, de reviser la question des rapports entre les unions de la jeunesse et les partis communistes.

IV.

La jeunesse ouvrière constitue une partie de la classe ouvrière, son mouvement est une partie du mouvement prolétarien; c'est pourquoi, le rôle des organisations prolétariennes de jeunes dépend des conditions dans lesquelles se trouve le mouvement prolétarien, et change lorsque ces conditions se modifient. C'est ce qu'on a pu observer, avant et pendant la guerre, par rapport à l'opportunisme dans le mouvement ouvrier, et c'est ce qui doit se produire maintenant, alors que le communisme progresse dans le monde entier.

Fondée en 1919, l'Internationale Communiste est actuellement l'organisation des ouvriers opprimés de tous les pays; fortement cimentée, puissante, elle est l'organisation directrice de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans le monde entier. A l'heure présente, dans tous les pays il existe des partis communistes qui, dans quelques-uns, sont devenus des partis de masses. Comparativement à ce qu'elle était pendant la guerre et les premières années qui l'ont suivie, la situation est maintenant tout autre et, si naguère le rôle des organisations révolutionnaires des jeunes était déterminé dans son ensemble par l'absence ou l'état encore embryonnaire des partis communistes, actuellement, par contre, il est déterminé par l'existence et la consolidation de ces partis; c'est pourquoi, le III-e Congrès de l'Inter-

nationale Communiste et le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes ont dû reviser cette question.

Quel rôle, par rapport aux partis communistes, jouent les unions communistes de la jeunesse existant aux côtés de ces partis, et par quoi doivent-elles se distinguer desdits partis? C'est ainsi que les deux congrès ont abordé la question des rapports entre les unions communistes de la jeunesse et les partis communistes. En effet, le maintien de la situation antérieure, où les unions de la jeunesse ne se distinguaient des partis que par l'âge de leurs adhérents et constituaient en réalité des partis communistes de jeunes, devait, avec la croissance et la consolidation du mouvement communiste, mener à des conséquences absurdes. Il est clair que, actuellement, les unions communistes de la jeunesse doivent renoncer aux tâches qui sont le propre des partis communistes et qu'elles avaient été obligées d'assumer naguère par la force des circonstances, et remplir les fonctions spéciales aux organisations de jeunes.

Les partis communistes sont l'avant-garde de la classe ouvrière. Ce sont eux qui déterminent sa ligne politique et la stratégie de sa lutte révolutionnaire; c'est là leur travail essentiel. Ce rôle des partis communistes, même des partis de masses, fixe les limites de leur expansion et détermine leur composition. Les unions communistes de la jeunesse doivent, par l'intermédiaire de leurs organisations, attirer au mouvement communiste les nouvelles couches encore indifférentes de la jeunesse prolétarienne, qui ne peuvent être atteintes directement par le parti et qui doivent, dans les rangs des unions de la jeunesse sur la base d'une large autonomie, être élevées dans l'esprit communiste. Et ainsi, les unions communistes de la jeunesse qui, comparativement aux partis communistes de masses, ne représentent en ce moment que des groupes restreints, insignifiants (ainsi en Allemagne, les unions communistes englobent 26.000 membres, tandis que le parti communiste en compte 300.000), doivent se transformer en organisations de masses de la jeunesse ouvrière, englobant non seulement les « communistes purs », mais aussi les jeunes prolétaires encore étrangers à la politique. Et par suite, les unions communistes de la jeunesse qui, jusqu'à présent, faisaient du travail à l'intérieur des partis communistes le centre de leur action, doivent maintenant se tourner vers les grandes masses de la jeunesse ouvrière, dont nous avons déjà, au début de cet article, signalé l'immense importance pour la révolution prolétarienne. Dans ce but, le centre de gravité du travail des unions communistes de la jeunesse, qui se trouvait jusqu'à maintenant dans les questions politiques et tactiques, doit être transféré sur les questions directement liées au travail, à la vie, à la lutte et à l'éducation de la jeunesse ouvrière elle-même. En un mot, les unions communistes de la jeunesse ont perdu leur rôle antérieur de directeurs politiques du mouvement ouvrier tout entier et doivent s'assigner une nouvelle tâche: devenir spécialement des organisations pour l'éducation communiste des masses des jeunes ouvriers et ouvrières.

Cela ne saurait vouloir dire que les unions communistes doivent, à l'instar des organisations social-patriotes de la jeunesse, se transformer en organisations apolitiques. Contrairement à l'éducation social-démocrate, l'éducation communiste a toujours eu et doit continuer à avoir à sa base la participation active à la lutte du prolétariat. Les unions communistes de la jeunesse doivent également continuer à participer aux discussions des questions intéressant le parti. Néanmoins, il ne faut pas qu'elles se transforment en clubs de pères et que les discussions leur fassent oublier leurs obligations directes, fondamentales envers les masses de la jeunesse ouvrière.

V

Le rôle actuel des unions communistes de la jeunesse dans le mouvement communiste ayant été déterminé, les deux congrès ont voulu fixer les rapports, dans le sens étroit du mot, entre les unions communistes de la jeunesse et les partis communistes. La question essentielle est celle des rapports entre les unions communistes et les partis communistes.

Durant la guerre, la nécessité de l'autonomie politique des organisations de jeunes était motivée par les divergences de vue fondamentales existant en matière politique entre les unions et les partis socialistes, divergences qui obligeaient par suite les unions communistes de la jeunesse à mener une lutte politique autonome. Maintenant, cette raison, on le sait, n'existe plus, et nous avons montré dans le paragraphe précédent que, avec la croissance et la consolidation des partis communistes, le maintien de l'autonomie politique des unions communistes menait à l'absurde.

Renonçant à l'indépendance de leur rôle politique, les unions communistes de la jeunesse ne renoncent pas, néanmoins, à la participation active à la lutte politique, car elles constituent la base de l'éducation communiste. Par suite, elles restent dans chaque pays, comme par le passé, des fractions de l'armée communiste dans laquelle leur rôle acquiert d'autant plus d'importance qu'elles ont su attirer dans leurs rangs et éduquer dans l'esprit communiste des masses plus nombreuses. Le principe du centralisme dans le mouvement communiste n'a jamais été contesté par l'Internationale Communiste. La justesse de ce principe a été encore confirmée par les défaites sanglantes que les ouvriers ont essuyées lorsqu'ils ont organisé des soulèvements isolés. Déjà le II-e Congrès de l'Internationale Communiste avait déterminé le rôle des partis communistes dont il avait fait l'état-major unique, directeur de la lutte de toutes les fractions du prolétariat révolutionnaire et, par suite, de la jeunesse communiste.

C'est pourquoi, le III-e Congrès de l'Internationale Communiste et le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes ont reconnu la nécessité de la subordination politique des unions communistes de la jeunesse aux partis communistes, c'est-à-dire la soumission au programme, à la tactique et aux directives de ces derniers. Il ne s'ensuit pas que les unions communistes ne puis-

sent participer au travail du parti, mais cette participation doit s'effectuer dans les cadres du parti, à l'intérieur de ce dernier.

Tout en reconnaissant la nécessité pour les unions communistes de la jeunesse, dans leur travail spécial parmi des couches déterminées du prolétariat, de suivre la ligne politique générale du parti, on ne doit pas oublier non plus les particularités du mouvement des jeunes. Les deux congrès ont pris ces particularités en considération, lorsqu'ils ont reconnu la nécessité de maintenir l'autonomie d'organisation des unions communistes de la jeunesse. Cette autonomie est nécessaire aux organisations communistes des jeunes, afin qu'elles puissent attirer dans leurs rangs les couches de la jeunesse ouvrière encore étrangères au mouvement communiste et, ce qui importe surtout, les éduquer dans l'esprit communiste. Déjà dans son premier appel au sujet du congrès de Berlin des unions communistes de la jeunesse, l'Internationale Communiste avait indiqué qu'elle était résolument contre la méthode de tutelle, employée à l'égard de la jeunesse par l'Internationale jeune. Les unions communistes autonomes doivent former des communistes révolutionnaires qui, ayant acquis dans leur travail, au sein de l'organisation des jeunes, l'expérience de l'organisation et l'esprit d'initiative, sauront résoudre les questions les plus compliquées et porter la responsabilité des décisions qu'ils auront prises. L'autonomie de l'organisation est, en somme, la faculté pour les unions communistes de la jeunesse de se gouverner elles-mêmes et de trancher elles-mêmes les questions relatives aux tâches particulières de leur organisation.

VI.

Outre la question de l'établissement des rapports dans le domaine politique et dans le domaine de l'organisation entre les unions communistes de la jeunesse et les partis communistes, il en est une autre qui se pose maintenant dans toute son ampleur: celle de l'établissement d'une collaboration effective, étroite, et d'une entraide réciproque des deux organisations. Les conditions nécessaires à l'accomplissement de cette tâche sont:

1) La disparition parmi les membres des unions communistes de la jeunesse des derniers restes de l'ancienne idéologie de l'indépendance absolue à l'égard du parti, ainsi que du «patriotisme d'union», comme on le nomme en Russie, en vertu duquel les jeunes traitaient de haut le parti; le renforcement du travail effectué par les unions communistes de la jeunesse à l'effet de développer parmi leurs membres le sentiment de l'appartenance au mouvement communiste général et la conscience de la nécessité de la centralisation et de la discipline de ce dernier.

2) La disparition dans les partis communistes des derniers restes de l'esprit conservateur, qui se manifeste encore chez l'ouvrier adulte arriéré dans ses rapports avec ceux qu'il considère comme des apprentis, ainsi que de l'attitude par trop «pédagogique», c'est-à-dire par trop tutélaire

des opportunistes ancien type et nouveau type envers la jeunesse. Les militants du parti doivent savoir comprendre l'état d'esprit de la jeunesse, apprécier la moindre manifestation d'initiative de la part de cette dernière et, évitant les interventions injustifiées dans les menus détails de la vie de l'union, exercer avec tact et intelligence le rôle de directeurs idéologiques que leur a confié le parti.

3) L'information réciproque, qui jusqu'à présent faisait presque complètement défaut dans les unions de la jeunesse et les partis communistes. C'est pourquoi, les unions communistes de la jeunesse doivent redoubler d'efforts pour faire connaître aux membres de leurs organisations et aux grandes masses de la jeunesse ouvrière le rôle du parti, son histoire, son programme, sa structure et sa tactique. De plus, il est nécessaire dans la presse, aux congrès et aux réunions du parti, d'examiner régulièrement non seulement la situation d'organisation des unions communistes de la jeunesse, mais leur activité dans tous les domaines (et, en premier lieu, la situation économique et la lutte économique de la jeunesse ouvrière, la question de l'éducation scolaire et le travail de formation politique).

La condition indispensable à la réalisation de la collaboration des unions communistes de la jeunesse et des partis communistes a été fixée par le congrès sous la forme d'une représentation réciproque qui, jusqu'à présent, s'est effectuée en Russie et a été essayée partiellement en Allemagne. Cette représentation réciproque doit être réalisée de bas en haut, c'est-à-dire des noyaux de fabriques et d'usines jusqu'aux comités centraux des deux organisations. Elle ne doit pas se borner aux comités, mais s'étendre aux différents organes spéciaux du parti qui mènent un travail fixe, régulier, ou une campagne temporaire dans un domaine quelconque (comités d'instruction, sections pour la propagande dans les campagnes, organes centraux des fractions syndicales, bureaux d'éditions, etc.). L'application de cette décision se heurtera, certes, à des difficultés considérables, mais ces difficultés ne doivent pas nous effrayer. L'important pour les deux parties, c'est de choisir des représentants à la hauteur de leur tâche, capables de s'acquitter avec succès du travail considérable et relativement compliqué qui leur incombe.

VII.

En quoi la collaboration du parti et de l'union et leur entraide peuvent-elles s'exprimer concrètement? Tout d'abord, dans la coordination du plan de leurs travaux et dans l'utilisation des forces dans les domaines, où les partis communistes et les unions de la jeunesse mènent leur travail. Nous avons déjà plus haut énuméré brièvement ces domaines (syndicats, campagne, travail d'instruction, presse, etc.). Le peu de forces, comparativement à l'étendue de leur tâche, dont disposent les deux organisations, doit être utilisé rationnellement, avec mesure, sans parallélisme inutile.

De nouvelles masses affluant sans cesse dans les unions communistes de la jeunesse, les partis communistes doivent veiller spécialement au renforcement du noyau communiste de ces dernières, lequel, lorsque le mouvement des jeunes se transformera en un mouvement de masses, pourrait être submergé. Il est indispensable que tous les membres du parti travaillent dans les unions de la jeunesse jusqu'à un certain âge, fixé dans chaque pays par les congrès ou les comités centraux du parti; ce travail doit être imposé par le parti et s'effectuer sur la base de la discipline du parti.

Les partis communistes doivent se charger de créer des unions communistes de la jeunesse dans tous les endroits où ces dernières n'existent pas encore, mais où il y a des organisations du parti. Naguère, les unions de la jeunesse créaient des noyaux par leurs propres forces; maintenant qu'elles ont donné le meilleur de leurs forces au parti et se sont ainsi affaiblies, les partis, à leur tour, doivent les aider à reprendre le mouvement communiste parmi la jeunesse.

Les partis communistes doivent soutenir activement, dans tous les domaines, le travail des unions de la jeunesse, ainsi que toutes les actions de ces dernières. Il importe particulièrement de souligner la nécessité de soutenir les unions de la jeunesse dans la lutte économique de la jeunesse ouvrière qui, dans la plupart des pays, ne fait que commencer, ainsi que dans leur travail au sein des syndicats. Non moins importants sont le travail d'éducation politique et d'agitation des unions de la jeunesse, auxquelles les partis prêteront une aide efficace en leur envoyant des conférenciers et des agitateurs, en créant des feuilles spéciales pour la jeunesse, lesquelles seront éditées régulièrement (ce qui se fait déjà en Russie et en Allemagne) par tous les organes du parti, en créant auprès des écoles du parti des sections spéciales pour la jeunesse, en faisant participer tous les membres des organisations de la jeunesse aux conférences et aux assemblées générales du parti, etc.

Les partis doivent assurer la participation régulière des unions communistes de la jeunesse à toutes leurs actions et campagnes. Sous ce rapport, en effet, les organisations communistes de jeunes peuvent, surtout au moment de l'exacerbation de la lutte révolutionnaire, rendre aux partis communistes des services inappréciables sous le rapport de l'agitation (comme l'a démontré l'expérience de la Russie, de l'Allemagne, de l'Italie et des autres pays).

Voilà ce qu'ont dit le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes et, dans une

circulaire spéciale, le Comité de l'Internationale Communiste sur la collaboration pratique des unions de la jeunesse et des partis communistes. Dans chaque pays, on pourra, au cours du travail pratique, rechercher, appliquer et vérifier sur les données de l'expérience une infinité d'autres formes de collaboration, susceptibles de contribuer à la croissance et au renforcement des deux organisations.

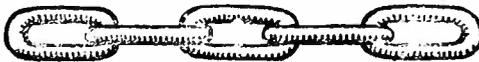
VIII.

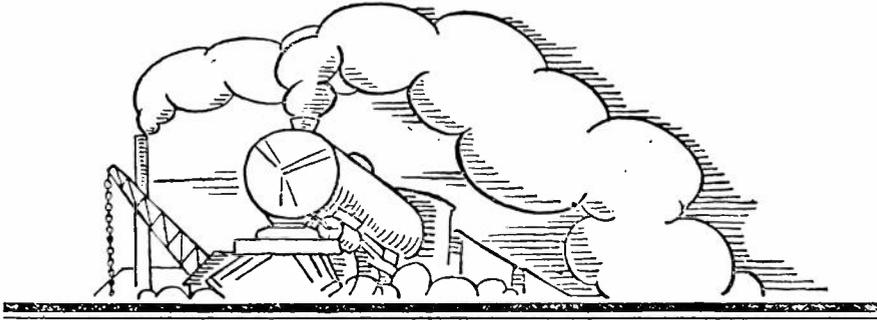
Pour terminer, quelques mots sur les rapports des Comités Exécutifs de l'Internationale Communiste et de l'Internationale Communiste des Jeunes. Ce qu'il faut à l'organisation communiste internationale des jeunes, c'est une liaison étroite, une collaboration de tous les instants avec l'organe directeur du mouvement communiste tout entier, avec l'Exécutif de l'Internationale Communiste. Cette liaison lui est infiniment plus nécessaire qu'à un parti communiste quelconque, car l'union de la jeunesse est une organisation *internationale* et mène un travail *international*.

Jusqu'à ces derniers temps, la liaison entre les deux Comités Exécutifs était trop faible, ce qui s'explique principalement par le fait que l'Exécutif de l'Internationale Communiste résidait à Moscou, et celui de l'Internationale Communiste des Jeunes à Berlin. Le II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes a décidé à l'unanimité de transférer à Moscou le siège du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste des Jeunes, et de ne laisser en Occident qu'un Bureau et, dans les différents pays, des représentants chargés d'informer Moscou, d'assurer la liaison avec l'Exécutif et de diriger l'appareil technique des unions communistes de la jeunesse. L'expérience du travail pratique effectué pendant un mois et demi, depuis la clôture du II-e Congrès, a démontré la possibilité réelle d'une collaboration étroite entre les deux Comités Exécutifs, collaboration actuellement complètement réalisée. Ce qui a été obtenu sur l'échelle internationale dans le domaine des rapports entre l'Internationale Communiste des Jeunes et l'Internationale Communiste doit, au moyen d'un travail opiniâtre dans lequel il sera tenu compte des conditions spéciales de chaque pays, être obtenu également sur l'échelle nationale. C'est aux partis communistes, comme aux unions communistes de la jeunesse, de mener à bien cette tâche.

Lazare CHATSKINE.

Moscou, 15 septembre 1921.





N. LÉNINE.

IMPÉRIALISME ET CAPITALISME

(Préface aux éditions française et allemande du livre de N. Lénine: *L'IMPÉRIALISME, DERNIER STADE DU CAPITALISME*)

I.

Cet opuscule, comme l'indique la préface de l'édition russe, a été écrit en 1916, alors que sévissait la censure tsariste. Le temps nous manque pour le refaire; ce serait d'ailleurs inutile, car le but fondamental de l'ouvrage était et est encore de montrer, par les données d'une statistique bourgeoise incontestable et les aveux de savants bourgeois de tous les pays, le tableau des résultats de l'économie capitaliste mondiale dans ses rapports internationaux au commencement du XX-e siècle, à la veille de la première guerre impérialiste mondiale.

De plus, il ne sera pas inutile pour nombre de communistes dans les pays capitalistes avancés de se convaincre, par l'exemple de ce livre autorisé par la censure tsariste, de la possibilité et même de la nécessité d'utiliser les dernières garanties légales existant encore pour les communistes, dans des pays comme l'Angleterre ou la France, où ils ont été récemment presque tous arrêtés, afin de dévoiler tout le mensonge des points de vue social-pacifistes et des espérances en «la démocratie mondiale». Dans cette préface, je me bornerai à donner les compléments les plus indispensables à ce livre écrit sous le régime de la censure.

II.

Ce livre démontre que la guerre de 1914—1918 a été pour les deux partis en présence une guerre impérialiste (c'est-à-dire une guerre de conquêtes, de brigandage et de rapine), une guerre pour le partage du monde, pour le partage des

colonies, des «sphères d'influence» du capital financier, etc.

Car la preuve du caractère éminemment social ou, plus exactement, du caractère de classe de la guerre n'est pas contenu, il va de soi, dans l'histoire diplomatique de la guerre, mais dans l'analyse de la situation objective des classes dominantes dans tous les pays belligérants. Pour représenter cette situation objective, il faut prendre non des exemples ou des données isolées (car, dans l'immense complexité des faits de la vie sociale, on peut toujours trouver suffisamment d'exemples ou de données isolées pour confirmer une thèse quelconque), mais l'ensemble des données existantes sur les bases de la vie économique de toutes les puissances belligérantes et du monde entier.

Ce sont justement ces données irréfutables que j'ai reproduites dans le tableau du partage du monde en 1876 et 1914 (voir § 6), et du partage des voies ferrées du monde entier en 1890 et 1913 (voir § 7). Les voies ferrées sont l'aboutissement des branches les plus importantes de l'industrie capitaliste, représentées par l'industrie houillère et l'industrie sidérurgique, et les indicateurs les plus remarquables du développement du commerce mondial et de la civilisation bourgeoise démocratique. De quelle façon les chemins de fer sont liés à la grande industrie, aux monopoles, aux syndicats, aux cartels, aux trusts, aux banques, à l'oligarchie financière, je le montre dans les chapitres précédents de mon livre. La répartition du réseau ferroviaire existant, l'inégalité de cette répartition, les disproportions dans le développement des chemins de fer, ce sont là les résultats du monopole mondial du capitalisme contemporain. Et ces résultats montrent l'inévitabilité absolue

des guerres impérialistes tant que subsistera la base économique actuelle, c'est-à-dire tant que subsistera la propriété individuelle sur les moyens de production.

La construction des voies ferrées semble une entreprise simple, naturelle, démocratique, civilisatrice: telle elle apparaît aux professeurs bourgeois payés pour farder l'esclavage capitaliste et aux esprits superficiels des petits-bourgeois. En réalité, les liens capitalistes, qui par milliers relient ces entreprises à la propriété individuelle sur les moyens de production, ont transformé cette construction en un instrument d'oppression d'un milliard d'hommes (colonies et demi-colonies), c'est-à-dire de plus de la moitié de la population des pays asservis et tous les îlots du Capital dans les pays «civilisés».

La propriété privée fondée sur le travail du petit propriétaire, la concurrence libre, la démocratie, toutes ces devises avec lesquelles les capitalistes et leur presse dupent les ouvriers et les paysans ne sont plus que des mots vides de sens. Le capitalisme s'est transformé en un système mondial d'exploitation coloniale et d'oppression financière de l'immense majorité de la population du globe par quelques pays «avancés». Et le partage du butin se fait entre deux ou trois rapaces puissants, armés de pied en cap (Amérique, Angleterre, Japon), qui entraînent dans leur guerre pour le partage de leur butin toute la terre.

III.

La paix de Brest-Litovsk dictée par l'Allemagne monarchique, ainsi que la paix de Versailles, encore beaucoup plus féroce et plus abjecte, dictée par les républiques démocratiques américaine et française et par la «libre Angleterre» ont rendu à l'humanité un service des plus précieux en démasquant les mercenaires attirés de l'impérialisme, ainsi que les petits-bourgeois essentiellement réactionnaires, même s'ils se nomment pacifistes et socialistes, qui glorifiaient le «wilsonisme», démontraient la possibilité de la paix et des réformes sous le régime de l'impérialisme.

Ménée pour décider auquel de deux groupes, allemand ou anglais, de requins de la finance devait revenir la plus grosse part de butin, la guerre, avec les dizaines de millions de morts qu'elle a causés et de blessés qu'elle a faits, ainsi que les deux «traités de paix» ouvrent les yeux avec une rapidité extraordinaire aux millions et aux dizaines de millions de gens comprimés, humiliés, trompés, bernés par la bourgeoisie. Et ainsi, la ruine mondiale, fruit de la guerre, engendre une crise révolutionnaire mondiale, qui, par quelques phases qu'elle se développe, ne peut qu'aboutir à la révolution prolétarienne et à sa victoire.

Le manifeste de Bâle' de la II-e Internationale qui, en 1912, caractérisait justement non la guerre en général (les guerres sont différentes, il y en a même de révolutionnaires), mais la guerre survenue en 1914, est resté un monument durable, mettant à nu la faillite honteuse des renégats de la II-e Internationale.

C'est pourquoi, je reproduis ce manifeste dans l'annexe à la présente édition et j'attire encore une fois l'attention du lecteur sur le fait que les héros de la II-e Internationale évitent—aussi soigneusement que le voleur évite l'endroit où il a commis son vol—les passages de ce manifeste où il est parlé nettement, clairement, sans ambages, de la liaison de cette guerre imminente avec la révolution prolétarienne.

IV.

J'ai consacré une attention spéciale dans cet opuscule à la critique du «kautskisme», courant idéologique international, représenté dans toutes les parties du monde par les «théoriciens les plus en vue», les chefs de la II-e Internationale (en Autriche—Otto Bauer et ses adeptes, en Angleterre—Ramsay Macdonald et autres, en France—Albert Thomas, etc., etc.) et par une foule de socialistes, de réformistes, de pacifistes, de démocrates bourgeois, et de calotins.

Ce courant est, d'une part, le produit de la ruine, de la putrescence de la II-e Internationale et de l'autre, le fruit inévitable de l'idéologie des petits-bourgeois qui toute la vie tient assujettis aux préjugés bourgeois et démocratiques.

Les points de vue de Kautsky et de ses pareils sont la négation complète des bases révolutionnaires du marxisme que cet écrivain a défendues pendant des dizaines d'années, spécialement, entre autres, dans sa lutte contre l'opportunisme socialiste (Bernstein, Millerand, Hyndman, Gompers, etc.). Aussi, n'est-ce point par hasard que, dans tout le monde, les «kautskistes» ont fusionné maintenant en politique avec les opportunistes les plus avérés (par la II-e Internationale jaune) et avec les gouvernements bourgeois (dans les gouvernements bourgeois de coalition où participent les socialistes).

Le mouvement prolétarien révolutionnaire, et spécialement le mouvement communiste, en croissance continue dans le monde entier, ne peuvent laisser passer, sans les analyser et les dévoiler, les erreurs théoriques du «kautskisme». Et cela d'autant plus que le pacifisme et le «démocratisme», qui ne se piquent pas de marxisme, mais qui, comme Kautsky et ses pareils, voient la profondeur des contradictions de l'impérialisme et l'inévitabilité de la crise révolutionnaire qu'il engendre, sont encore extrêmement répandus dans tout le monde. La lutte contre ces courants est obligatoire pour le parti du prolétariat, qui doit enlever de haute lutte à la bourgeoisie les millions de petits propriétaires et de travailleurs qu'elle a dupés et qui se trouvent dans des conditions plus ou moins petites-bourgeoises de vie.

V.

Quelques mots sur le chapitre 8: *Le parasitisme et la décomposition du capitalisme*. Comme je le signale dans ce livre, Hilferding, ex-marxiste, actuellement émule de Kautsky et l'un des principaux représentants de la politique bourgeoise,

réformiste, au sein du parti social-démocrate des Indépendants d'Allemagne retardé même, dans cette question, sur le pacifiste et le réformiste *avéré* qu'est l'Anglais Hobson. La scission internationale du mouvement ouvrier est déjà apparue dans toute son étendue (II-e et III-e Internationales). Nous avons vu également la lutte armée et la guerre civile entre les deux courants: en Russie, les menchéviks et les «socialistes-révolutionnaires» ont combattu avec Koltchak et Dénikine contre les bolchéviks; en Allemagne, les *Scheidemänner* et les Noske se sont alliés à la bourgeoisie contre les Spartaciens; en Finlande, en Pologne, en Hongrie, il en a été de même. Quelle est donc la base économique de ce phénomène d'une importance historique mondiale?

C'est justement le parasitisme et la décomposition du capitalisme à l'apogée de son développement historique, c'est-à-dire du capitalisme arrivé à l'impérialisme. Comme le démontre ce livre, le capitalisme a maintenant mis en vedette une poignée (moins d'un dixième de la population du globe et, en faisant la mesure large, moins d'un cinquième) d'États particulièrement riches et puissants qui, par la simple opération du détachement, à époque fixe, des coupons des valeurs, mettent en coupe réglée le monde entier. L'exportation du capital donne, d'après la statistique bourgeoise d'avant-guerre, un revenu annuel de 8 à 10 milliards de francs. Maintenant, naturellement, ces chiffres doivent être considérablement majorés.

Il est évident que l'on peut prendre sur cette gigantesque *plus-value* (car elle ne rentre pas dans

le profit que retirent les capitalistes en pressurant les ouvriers de leur pays) pour *acheter* les chefs ouvriers et la couche supérieure de l'aristocratie ouvrière. C'est ce que font les capitalistes des pays avancés qui corrompent ces chefs et ces ouvriers par une infinité de moyens, directs ou indirects, ouverts ou voilés.

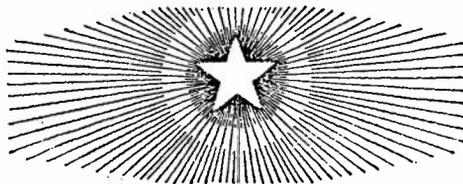
Cette couche d'ouvriers embourgeoisés, cette aristocratie ouvrière, bourgeoise par son genre de vie, par ses salaires, par toute son idéologie, est le rempart de la II-e Internationale et, de nos jours, le principal *appui social* (mais non militaire) de la bourgeoisie. Car ces ouvriers sont les véritables agents de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier, les lieutenants ouvriers de la classe capitaliste, les vrais pionniers du réformisme et du chauvinisme. Dans la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, un très grand nombre d'entre eux se rangent inévitablement du côté de la bourgeoisie, du côté des «versailleurs» contre les «communards».

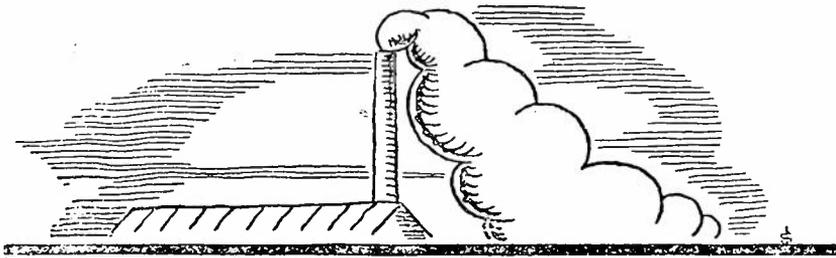
Sans comprendre les racines économiques de ce phénomène, sans en apprécier l'importance politique et sociale, on ne peut faire un seul pas dans le domaine de la solution des tâches pratiques du mouvement communiste et de la révolution sociale.

L'impérialisme est la veille de la révolution sociale du prolétariat. C'est ce qui a été confirmé depuis 1917, dans le monde entier.

N. LÉNINE.

6 juillet 1920.





K. RADEK.

APERÇU DE POLITIQUE MONDIALE

La politique mondiale, après la grande guerre, est devenue si mouvante, qu'il est extrêmement difficile de représenter son développement d'une façon méthodique dans un court aperçu.

Pourtant, il importe de le faire afin de pouvoir tracer les cadres pour l'étude des questions capitales et des principales contradictions du régime actuel. C'est pourquoi il faut, avant tout, formuler ces questions qui sont à la base du nouveau développement des événements, établir leur liaison réciproque afin de pouvoir ensuite déterminer les forces et les tendances qui se groupent autour d'elles. Quelque conventionnel que soit un tel schéma de la politique mondiale—peut-être même paraîtra-t-il paradoxal,—quelques modifications qu'il faille dans la suite lui faire subir, il est nécessaire néanmoins de le tracer. Nous entreprenons aujourd'hui ce travail et, dans les numéros suivants de l'*Internationale Communiste*, nous nous efforcerons avec d'autres camarades compétents en la matière de donner la caractéristique des nouvelles tendances de la politique mondiale.

I.

Commençons par la caractéristique de la situation et du développement de l'économie mondiale. Le siècle de l'impérialisme a été le siècle des tarifs douaniers protectionnistes, tarifs qui ne correspondaient plus à leur destination primitive. En effet, leur but n'était point d'encourager l'industrie nationale, mais de la mettre à même de triompher sur le marché mondial de la concurrence des autres pays et de conquérir des marchés coloniaux dans les pays arriérés. Lorsque le protectionnisme capitaliste se sentit à l'étroit dans son en rétrécissant différents pays en une seule union douanière. La tendance à la suppression du libre-échange en Angleterre, l'union des colonies anglaises avec la métropole en une seule région douanière, et, pour contre-balancer cette politique, la tendance

des Etats-Unis à se rattacher le Canada, le mouvement puissant né pendant la guerre en faveur d'une union douanière englobant l'Europe Centrale et ayant des ramifications au sud-est: c'étaient là de grands courants historiques, dont l'impérialisme, puis la guerre furent les instruments. A quels résultats ces importants courants économiques ont-ils amené? Quelle solution leur a apportée la guerre? A la fin de la guerre, il semblait que le gigantesque essai de leurs forces que tenaient les tendances des pays capitalistes, tendances qui se contrecarraient et se faisaient contrepoids, dût amener la fin de la lutte et l'union mondiale du Capital. Si l'idée de la Société des Nations n'était pas simplement un immense bluff politique—et elle n'était certes pas que cela,—mais une idée positive, elle était basée sur la tendance à la formation d'un trust capitaliste international qui eût soumis à sa domination le monde entier. L'écroulement catastrophique de l'impérialisme allemand fit échouer cette idée. Cela ne veut pas dire que l'impérialisme allemand en fût le partisan. Au contraire, son plan d'arrangement de l'Europe Centrale se résumait, selon l'expression de Naumann, à l'idée des tranchées économiques. Si l'Allemagne avait vaincu, il est évident qu'elle ne se fût pas plus occupée de la création d'un trust économique mondial que ne le fait actuellement l'Entente victorieuse. Elle n'aurait pensé également qu'à son propre butin. Le postulat de la réalisation de l'idée d'une union capitaliste mondiale est une guerre sans résultats, une guerre sans vainqueur, qui enlèverait à tous les participants tout espoir de butin et contraindrait tous les Etats capitalistes à un accord réciproque, basé sur leur collaboration mutuelle, pour réparer les désastres économiques causés par la guerre. L'Entente victorieuse a enterré l'idée du trust capitaliste international. Elle n'a laissé que le nom de la Société des Nations et, permettant l'accès à cette société exclusivement aux Etats vainqueurs et neutres, elle lui a enlevé la force qui lui était nécessaire pour être le régulateur économique

suprême. Les capitalistes ne forment des trusts que lorsqu'ils ne peuvent pas se vaincre. La faillite d'une firme n'entraîne pas la formation d'un trust, mais son rachat. Les Alliés comptaient améliorer leur situation par le butin qu'ils retireraient de l'Allemagne ou par la suppression de la concurrence allemande. Et ainsi, la période qui a suivi la guerre a été une *période de concurrence*, avec cette seule différence sur la période antérieure que les principaux concurrents, au lieu d'être l'Angleterre et l'Allemagne, étaient *l'Angleterre et l'Amérique*. En même temps, la question se posa: Comment faire pour dépeupler complètement le vaincu, lui enlever tout ce qu'il a et, néanmoins, conserver en lui un acheteur avantageux? Ce n'est pas là un problème affectant uniquement l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie, il touche aussi la Russie. Alors que la concurrence des pays capitalistes faisait déferler une nouvelle vague de *protectionnisme douanier*, ce problème insoluble a provoqué la *crise économique mondiale*, dans laquelle le monde capitaliste est plongé depuis l'éclat de l'année dernière. Tel est, très résumé, le tableau de la lutte des principales tendances.

Le résultat concret, c'est la *diminution de la capacité de production de toute l'Europe*, de sorte qu'il serait téméraire maintenant de songer à l'expansion économique. Rien de plus caractéristique, sous ce rapport, que la discussion qui s'est élevée parmi les impérialistes anglais: l'Empire anglais, se demandent-ils, peut-il se permettre le luxe de réaliser l'ancien rêve de l'impérialisme britannique, la réunion de l'Égypte à l'Inde par l'Arabie et la Mésopotamie (ce qui, soit dit en passant, a été une des causes principales de la guerre)?

Les États-Unis et le Japon, au contraire, sont sortis de la guerre mondiale considérablement fortifiés au point de vue économique. L'industrie américaine a maintenant des difficultés immenses à surmonter pour trouver des marchés où écouler ses marchandises: produits agricoles et articles manufacturés. Lorsqu'il s'agit de l'exportation des produits agricoles, céréales ou coton, la question se résout par l'octroi de crédits à long terme aux capitalistes de l'Europe Centrale et Méridionale, mais ces crédits, tout en sauvant le fermier américain, portent préjudice aux industriels, car ils donnent à l'Allemagne la possibilité de les concurrencer sur le marché industriel. La question de l'exportation dans les pays étrangers, en Asie Orientale et en Russie, acquiert pour les États-Unis une importance de plus en plus grande.

Pour le Japon, la question de l'expansion économique entre dans sa phase décisive; sans charbon, sans fer, sans une réserve suffisante de produits alimentaires et sa population s'accroissant annuellement de 600 à 800.000 hommes, il tombe dans la situation où *se trouvait naguère l'Allemagne*, mais n'est pas en état (comme l'était incontestablement l'Allemagne, par suite du développement de sa technique), au cas où il voudrait renoncer à ses projets d'expansion, de conserver sa situation mondiale en passant de l'industrie lourde à l'industrie manufacturière. Tel est le tableau général de l'économie mondiale avec ses problèmes

économiques qui attendent leur solution de la politique mondiale.

Comme les armes sont en fin de compte le dernier argument de la politique mondiale, il se trouve que, après trois ans de discours enthousiastes où l'on a célébré sur tous les tons la victoire sur le militarisme, la guerre est encore au centre de toutes les questions. La dernière a montré avec quelle facilité les armées se créent, comment elles sortent pour ainsi dire de dessous terre. Les États-Unis et l'Angleterre qui, sous ce rapport, ont fait merveille pendant la guerre, maintenant encore comptent sur leur faculté d'improvisation militaire et, se bornant à conserver les *cadres* indispensables pour la formation de l'armée future, concentrent toute leur attention sur le développement de leurs flottes. Le Japon construit une flotte et organise en même temps une armée. La France et les nouveaux États de l'Europe Centrale s'efforcent de dépasser les armements de la période d'avant-guerre. Le désarmement de l'Allemagne n'a en rien diminué le militarisme européen. Il n'a fait qu'augmenter l'insolence des États armés envers les États désarmés. En un mot, l'argument suprême pour le capitalisme continue d'être les armes et, derrière toutes les combinaisons que la politique mondiale ébauche, se dresse le spectre de la guerre.

II.

La guerre s'est terminée par la *victoire des États-Unis sur l'échelle mondiale*, par le triomphe de l'Angleterre en Europe et du Japon en Asie Orientale. Les États-Unis s'efforcent d'empêcher le Japon de profiter de sa victoire. L'Angleterre contrecarre l'hégémonie économique des États-Unis. La France que la victoire a comblée de lauriers, mais qui a perdu le plus d'hommes, qui a fait les sacrifices les plus considérables et que la ruine économique a le plus profondément atteinte, dispute l'hégémonie à la Grande-Bretagne. Dans une étude sur la politique mondiale, seuls doivent être pris en considération les rapports entre ces quatre pays, car l'Amérique, l'Angleterre, le Japon et la France, auxquels il faut ajouter la Russie soviétiste, sont les seuls facteurs importants de la politique mondiale. Tous les autres pays ne sont que des comparses.

L'Angleterre a entrepris la guerre pour anéantir la force économique de l'Allemagne qui concurrençait l'impérialisme britannique non seulement par le bon marché de ses produits, mais aussi par sa flotte de guerre. L'Angleterre a complètement atteint son but. Mais, malgré sa victoire sur l'Allemagne, elle n'a pu contraindre l'histoire à faire machine en arrière, elle n'a pu créer dans le monde une situation qui lui assurât une hégémonie industrielle incontestée. La guerre a définitivement transformé les États-Unis en un pays industriel occupant actuellement la première place sous le rapport de la technique et, dans le domaine financier, dépassant de beaucoup les autres pays par ses possibilités d'avenir. Les États-Unis possèdent une industrie houillère et métallurgique plus développée que celle de l'Angleterre. Ils détiennent

nent 60% du pétrole du monde entier, et ainsi cette houille liquide, qui devient de plus en plus le principal aliment de l'industrie et le facteur capital du développement économique, leur assure une situation privilégiée. Par suite de son système de protectionnisme, l'Amérique n'avait pour ainsi dire pas de marine marchande, lorsqu'elle est entrée dans la guerre mondiale. Durant cette guerre, profitant de l'insuffisance générale des transports maritimes et des bénéfices immenses que lui assureraient les commandes des Alliés, elle s'est construite une immense flotte commerciale. Quant à ses besoins vitaux, elle est en mesure de les satisfaire elle-même; son prolétariat ayant une capacité de production plus grande que celle du prolétariat des autres pays, elle est—pour l'avenir prochain tout au moins—à l'abri de toute éventualité fâcheuse. Aussi n'est-il pas étonnant que le capital anglais, pressentant dans les États-Unis son nouvel ennemi, suive avec méfiance le développement de ce pays. Fidèle à sa tradition de faire les idées qu'il serait dangereux pour la politique anglaise d'exprimer, la presse capitaliste anglaise fait parade de ses sentiments amicaux, affectueux même pour l'Amérique. Elle va jusqu'à célébrer avec cette dernière l'anniversaire de la défaite historique de l'Angleterre, de la séparation des États-Unis.

Lloyd-George a reconnu l'amitié avec l'Amérique comme la base principale de la politique actuelle de l'Angleterre. Les champions du libéralisme anglais, les sages de la «Nation» et les nouveaux hommes d'État déclarent que l'idée même de la possibilité d'une guerre anglo-américaine est une absurdité, car les Américains, eux aussi, sont des Anglo-Saxons. Mais d'un autre côté, Winston Churchill déclare au Parlement que l'Angleterre ne peut devenir une puissance navale de second ordre, que la seule pensée en est «intolérable» et que son pays ne peut se rendre aux pourparlers amicaux de Washington sans un programme militaire qui lui assure la sécurité complète lorsqu'il lui deviendra impossible de feindre l'amitié. *La concurrence anglo-américaine est, depuis la guerre, le fait le plus important de la politique mondiale.* Certes, la concurrence ne signifie pas encore la guerre. Du jour où la *Saturday Review* a publié son *Germaniam delendam esse* jusqu'à celui de Scapa Flow, il s'est écoulé plus de 15 ans. Mais le danger de la solution de la question par la guerre n'en existe pas moins, et les constructions maritimes démontrent que les classes dominantes des deux pays se rendent parfaitement compte de la situation. La guerre mondiale a glacé d'effroi les classes possédantes du monde entier. Celles-ci mènent les unes contre les autres des guerres continuelles, mais elles craignent la Guerre comme la peste. C'est pourquoi elles feront tout pour concilier leurs intérêts par des transactions économiques et politiques pacifiques. La *City* aspire à la tranquillité. L'Amérique est un adolescent conscient de sa force, qui ne s'embarrasse pas de longues réflexions et de temps en temps marche sur le pied à son cousin. Pourtant il est certain que la diplomatie anglaise et américaine, dans laquelle le bon sens des commerçants britanni-

ques voisine avec le dilettantisme des étudiants de l'université de Howard, n'est pas animée d'intentions belliqueuses. Où et quand les intérêts de l'Angleterre et de l'Amérique se heurteront-ils, là est la question. La collision, selon toutes probabilités, se produira *en Asie Orientale et en Europe Orientale.*

Dans un autre article, nous examinerons les questions d'Europe Orientale dans leur ensemble, les rapports des différents pays vainqueurs envers la Russie. Pour le moment, nous nous bornerons à marquer le rôle du Japon.

Quoiqu'il se soit libéré d'une partie de ses dettes, qu'il ait considérablement développé son industrie pendant la guerre et que sa balance commerciale se soldât temporairement par un excédent, le Japon n'en reste pas moins un pays pauvre. Il n'a pas suffisamment de ressources naturelles pour jouer le rôle de puissance économique de premier ordre. Il est venu trop tard au capitalisme pour jouer le rôle dominant parmi les anciennes grandes puissances capitalistes.

Sa puissance relative provient de ce que, voisin de l'Asie Orientale, il a su acquérir, sur ses étroits fondements capitalistes, une grande force sur terre et sur mer. Il a su profiter du temps où l'Angleterre était l'antagoniste de la France à laquelle elle disputait l'Afrique du Nord, où l'Angleterre était obligée de se battre pour la possession de l'Afrique du Sud et devait concentrer son attention sur la mer du Nord; il a su profiter du temps où les États-Unis passaient à l'impérialisme, pour s'installer en Chine; il a profité de la grande guerre mondiale pour s'assurer des gages territoriaux en Chine et en Sibérie. Il lui faudra maintenant lutter pour le charbon, le fer et le riz dont la Chine abonde. Mais après la faute qu'il a commise en 1918, malgré tous ses préparatifs diplomatiques, de ne pas passer du côté de l'Allemagne et de ne pas tourner ses armes contre l'Amérique, le Japon devra maintenant, dans les circonstances les plus défavorables, lutter pour conserver les positions qu'il a conquises pendant la guerre et tirer parti de ses acquisitions. L'Amérique dispose d'une complète liberté d'action, elle a en outre en main un fouet menaçant, dont elle peut cingler les Alliés qui sont ses débiteurs. Elle peut se servir des Alliés dont elle est la créancière, pour leur faire exercer une pression contre le Japon. Les journaux qui parlent du cadavre que représente soi-disant l'alliance anglo-japonaise, exagèrent considérablement. Malgré l'hostilité du Canada, de l'Australie et de l'Afrique du Sud envers l'alliance anglo-japonaise, l'Angleterre y regardera à deux fois avant de renoncer à cette alliance. Lorsque Lloyd-George, dans son grand discours-rapport sur la conférence d'Empire, demandait au Parlement, avec une feinte naïveté, de quelle façon l'amitié anglo-japonaise pourrait bien nuire aux bonnes relations avec l'Amérique, ce politique avisé voulait simplement donner à entendre que l'Angleterre n'avait nullement l'intention de se défaire de l'allout que représente pour elle l'alliance japonaise. Lloyd-George rêve d'un «ménage à trois» qui lui permette de courtiser la jolie madame Chrysanthème plutôt que le rébarbatif Oncle

Sam. Ce petit jeu signifie tout simplement que l'Angleterre n'est pas décidée à renoncer à *utiliser le Japon contre les Etats-Unis*, comme elle l'a déjà utilisé en 1904 contre la Russie; mais ce jeu peut amener à une crise dans les rapports anglo-américains.

Il est possible que le *Foreign Office* ne songe pas encore à un dénouement aussi tragique, qu'il veuille se servir de ses relations avec le Japon uniquement comme d'une carte dans le jeu diplomatique, persuadé que lorsque le jeu deviendra sérieux on pourra toujours l'arrêter à temps.

Mais l'Allemagne, non plus, auparavant ne pensait pas en arriver avec l'Autriche jusqu'à la guerre avec l'Angleterre. Du moment que le fusil est chargé, personne ne peut fixer avec certitude le moment où sera pressée la détente. Dans une vingtaine d'années, l'historien impartial dira certainement qu'en 1914 les fusils sont, pour ainsi dire, partis tout seuls.

Si le Japon représente un atout entre les mains de l'Angleterre contre les Etats-Unis, par contre, la France constitue l'atout de l'Amérique contre l'Angleterre. Les trois dernières années ont été marquées par la lutte entre la France et l'Angleterre pour l'hégémonie en Europe. L'alliance franco-russe s'étant effondrée, la France est, comme le Japon, et même plus que ce dernier, dans une situation périlleuse. Ses tentatives d'obtenir de l'Amérique et de l'Angleterre qu'elles lui garantissent les annexions qu'elle a faites pendant la guerre ont complètement échoué. L'Angleterre consentait à donner ces garanties à la condition exclusive que les Etats-Unis en assumassent également la responsabilité. Mais ceux-ci n'ont pas voulu s'engager. Le Sénat n'a pas ratifié les obligations prises par Wilson. La paix de Versailles ne se maintient que par les baïonnettes françaises. Par suite, la France s'efforce de remplacer tant bien que mal la Russie. Elle espère y arriver au moyen de la Pologne, de la Tchéco-Slovaquie et de la Roumanie. C'est dans la possibilité d'une alliance entre l'Allemagne et la Russie, entre l'Allemagne révolutionnaire et la Russie révolutionnaire ou entre la Russie monarchique et l'Allemagne monarchique, peu importe, que la France voit le plus grand danger pour ses rapports futurs avec l'Allemagne. C'est pourquoi il lui faut allonger encore la liste de ses Etats vassaux, y faire entrer tous les pays baltes, afin de couper complètement l'Allemagne de la Russie.

L'hégémonie française en Europe constitue le plus grand danger pour l'Angleterre, car avant tout elle menace la paix qui doit donner à cette dernière le temps de renforcer au moyen d'une politique impérialiste libérale (octroi de quelques droits politiques à la bourgeoisie coloniale) sa puissance dans l'Inde et en Egypte. Elle représente aussi un danger économique des plus graves pour la Grande-Bretagne, car pour conquérir le pouvoir politique la France doit, en allant jusqu'à la limite de ses forces et même au delà, soutenir économiquement à tout prix ses vassaux, dont elle recevra en échange différents avantages économiques qui mellrrent en fait toute leur industrie nationale aux mains des banques françaises.

Dans leur politique à l'égard de l'Europe, les Etats-Unis en sont encore à la période de tâtonnements. Le résultat de ces tâtonnements dépendra en premier lieu de la politique que les Etats-Unis se résoudront à mener en Asie Orientale. S'ils se décident pour la politique d'expansion, l'Allemagne deviendra pour eux le champ des compensations dans la politique mondiale. Si l'Amérique en vient à un désaccord sérieux avec l'Angleterre, elle donnera carte blanche à la France afin de s'assurer l'appui de cette dernière dans sa lutte contre l'Angleterre. La presse bourgeoise anglaise sait parfaitement ce qu'elle fait quand elle attaque le militarisme français. Celui-ci menace de plus en plus l'Angleterre. Il peut devenir pour l'Angleterre un danger beaucoup plus considérable que ne l'était naguère le militarisme allemand. La France est la proche voisine de l'Angleterre. Avec le développement actuel de la flotte sous-marine, de l'aviation et de l'artillerie lourde, la France, appuyée par l'Amérique, pourrait non seulement bloquer les îles Britanniques, mais y débarquer une armée d'occupation.

III.

Tels sont les rapports des Etats capitalistes victorieux, qui ont encore maintenant à réaliser économiquement — en Europe Centrale et Orientale et en Asie Centrale — les avantages militaires qu'ils ont retirés de la guerre.

Le problème allemand, au point de vue économique, est des plus complexes. L'Allemagne est condamnée par les Alliés à une impuissance absolue sur terre et sur mer. La flotte allemande est anéantie. Sur terre, l'Allemagne est complètement désarmée. Mais maintenant que la flotte allemande est détruite et que se révèle l'antagonisme anglo-français, l'Angleterre n'a plus le même intérêt à empêcher l'Allemagne de devenir une forte puissance continentale et, dans les différends que suscite la question allemande parmi les Alliés, elle n'intervient plus qu'en qualité d'arbitre.

L'Angleterre rappelle constamment la France à la modération et se gagne ainsi la confiance de l'Allemagne qui, dans certaines conditions, pourrait redevenir un facteur important de la politique mondiale. Si l'industrie allemande n'est pas complètement anéantie ou si l'Angleterre, à l'occasion, fournit des armes à l'Allemagne, cette dernière peut encore, dans les conflits à venir, servir aux Anglais dans leur lutte contre la France ou même contre la Russie, ce à quoi nous reviendrons plus tard.

Au point de vue économique, la politique des deux alliés, dont dépend la solution de la question allemande, est hérissée de contradictions irréductibles. Le but que se propose la France par rapport à l'Allemagne est irréalisable, à moins que la France ne prête à l'Allemagne l'appui de ses canons et de ses capitaux pour lui permettre de développer son industrie. Un expert financier anglais, Meynard Keynes, vient de «découvrir» qu'il est difficile de vendre des marchandises à un homme, que l'on a complètement dépouillé;

par cette constatation, il n'a fait que dévoiler le désarroi où se trouve actuellement le monde capitaliste. Keynes a raison d'affirmer que, pendant longtemps encore, l'Allemagne sera incapable de remplir les obligations qu'elle a prises. En effet, il est impossible qu'elle s'acquitte de ses obligations, à moins que les anciennes mines de fer françaises et les mines de fer volées à l'Allemagne par la France ne soient réunies au charbon allemand. Seule, la création d'un trust économique franco-allemand pourrait accroître suffisamment la production de l'Allemagne pour donner à celle dernière la possibilité de tenir ses engagements. Mais ce plan à contre lui les cercles militaristes français et les milieux capitalistes anglais.

Le parti militaire en France vit dans la crainte continuelle d'une restauration de l'Allemagne. Celle-ci, en effet, a une population plus forte et une organisation économique plus perfectionnée que la France. Une Allemagne qui serait en état de tenir ses engagements économiques envers la France serait, dans l'union économique franco-allemande, le partenaire le plus fort et pourrait dans la suite rompre l'accord et entrer en lutte — seul ou avec un autre nouvel allié — contre la France. Le parti militaire français cherche à émietter l'Allemagne, à transporter la frontière française sur le Rhin et à faire de la Bavière et de l'Autriche Allemande un Etat catholique dont la France disposerait à son gré. L'impossibilité de remplir les clauses de l'ultimatum du 5 mai servira au parti militaire français de prétexte pour annuler, si les circonstances le permettent, la paix de Versailles et réaliser la paix de Clémenceau. Cette politique se heurte à l'opposition de quelques milieux financiers importants dirigés par Loucheur. Leurs partisans sont en Allemagne les représentants de l'industrie manufacturière, Rathenau en tête. Mais il suffit du plus léger indice de rapprochement entre les milieux capitalistes allemands et français, pour que l'Angleterre mette tout en œuvre afin d'empêcher ce rapprochement. Elle ne se borne pas à des intrigues secrètes pour attirer à elle l'industrie lourde allemande. Elle exige que la France « l'informe » des pourparlers qu'elle mène de son propre chef. La politique anglaise réelle envers l'Allemagne contredit l'impression que s'efforce d'en donner la diplomatie anglaise par les discours de ses représentants. Lloyd-George, qui a toujours à la bouche une lapalissade, a déclaré récemment qu'il existait envers l'Allemagne deux politiques possibles : ou bien traire la vache, ou bien la découper en biftecks. Mais comme l'Angleterre a maintes fois laissé la France tailler des biftecks dans la vache allemande, elle a montré ainsi qu'elle n'avait pas grande envie de voir la France traire cette vache, à moins que, contrairement à Lloyd-George, la diplomatie britannique estime que l'on peut à la fois et traire la vache et en faire des biftecks. Toutes ces contradictions dans la politique des Alliés envers l'Allemagne, politique qui accule cette dernière à la ruine politique et économique ou à la révolution prolétarienne, ne sont que la manifestation des contradictions profondes de la politique mondiale qui font du camp des Alliés le foyer d'une nouvelle guerre.

IV.

Les rapports des Alliés envers la Russie soviétiste ont un caractère des plus complexes. La Russie soviétiste n'est pas le champ d'expériences de la politique mondiale, elle en est un facteur actif. Elle le doit à la force créatrice de l'idée de la révolution prolétarienne, aux baïonnettes de l'armée rouge et à son immense territoire. Les rapports des Alliés envers la Russie soviétiste sont encore compliqués par le fait que la Russie est, en même temps qu'une puissance européenne, un pays asiatique. La politique des Alliés envers la Russie n'a jamais été une. Déjà pendant le blocus de la Russie et l'organisation des armées contre-révolutionnaires par l'Entente, deux courants bien distincts se manifestaient dans la politique des Alliés. La France menait une politique d'anéantissement complet de la Russie soviétiste. Si elle agissait ainsi, ce n'était pas seulement à cause des 20 milliards de francs que lui ont empruntés le gouvernement tsariste et Kérénsky et que les blancs s'engageaient à lui rembourser, c'était encore parce qu'elle désirait avoir dans une Russie monarchique puissante la garantie de l'entière soumission de l'Allemagne. Elle ne tenait pas compte de l'impossibilité de déterminer à l'avance la nature de la politique future de la Russie blanche envers l'Allemagne. Elle ne prenait point en considération que la Russie, pour obtenir des Alliés la reconnaissance de ses intérêts dans les détroits et dans l'Océan Pacifique, pourrait fort bien chercher à se rapprocher de l'Allemagne. Les politiciens français étaient persuadés qu'en prêtant leur appui aux blancs, ils prévenaient ce danger. En Angleterre, au contraire, malgré les discours retentissants de Churchill qui soutenait la France, le point de vue de la politique de l'anéantissement de la Russie soviétiste était beaucoup moins en faveur. Non seulement le ton du *Manchester Guardian* et du *Daily News* montrait que les milieux commerciaux anglais n'avaient aucun enthousiasme pour la politique d'aventures, mais la nomination, au moment décisif de la lutte, de lord Kerson au ministère des Affaires Etrangères démontrait que les intérêts de l'Angleterre en Asie étaient un obstacle considérable à l'application de la politique de Winston Churchill. Le gouvernement anglais feignait de redouter que les idées révolutionnaires ne pénétrassent de Russie dans les pays orientaux et, en premier lieu, dans l'Inde. Mais, en réalité, les diplomates anglais qui en ont vu bien d'autres eslimaient les idées beaucoup moins dangereuses que les canons. En effet, ils n'ont pas interdit, jusqu'à présent, la diffusion dans l'Inde des ouvrages des libéraux anglais, et pourtant les théories développées dans ces ouvrages ont pour la jeune bourgeoisie hindoue une force d'attraction bien plus grande que le communisme qui prêche l'expropriation de la bourgeoisie. Quant aux armes, messieurs Nicolson et Kerson sont persuadés que la Russie blanche pourrait en avoir beaucoup plus que la Russie soviétiste, car elle pourrait compter sur le Creusot et la Bethlehem Steel Corporation. La fraction du ministère anglais des Affaires Etrangères, qui considère le monde entier

comme le corridor de l'Inde, redouté que la Russie blanche, dès qu'elle se sera fortifiée, ne concentre toute son attention sur l'Asie Centrale. C'est pourquoi Kerson a abandonné la politique de lord Beaconsfield, qui consistait à affaiblir le plus possible la Russie. Il soutient les blancs suffisamment pour affaiblir la Russie soviétiste, mais pas assez pour leur permettre de triompher.

Ces désaccords dans le camp des blancs ont été une des raisons, et non la moins importante, de la victoire de la Russie soviétiste sur les forces de l'intervention. Après la destruction des bandes de Dénikine, le courant Lloyd-George-Kerson a pris définitivement en Angleterre le dessus sur la tendance Churchill. Une année entière, l'Angleterre a mené avec la Russie soviétiste des pourparlers en vue d'un accord commercial; la lenteur de ces pourparlers a été le résultat de l'influence des cercles interventionnistes qui s'y opposaient. Mais, en fin de compte, l'accord a été signé au mois de mars 1921, et cet accord équivalait à la reconnaissance du gouvernement soviétiste. Le but que poursuivait l'Angleterre par la conclusion de cet accord a été particulièrement mis en relief dans le discours prononcé par Lloyd-George le 16 août, discours dans lequel le premier ministre anglais, parlant de la famine en Russie, développe un plan dont l'application ne serait rien moins qu'une tentative d'instituer le monopole économique de l'Angleterre en Russie. En effet, il est clair que la Russie, affaiblie par la guerre impérialiste et la guerre civile, n'a pas encore assez de matières brutes pour l'exportation, ni de ressources suffisantes pour satisfaire elle-même à ses propres besoins en articles manufacturés. C'est pourquoi Lloyd-George propose un plan, prévoyant le subventionnement par l'Etat des maisons anglaises qui s'occuperaient d'exporter des marchandises en Russie où, au moyen de leur propre appareil, elles les échangeaient contre des céréales. Ce plan, s'il était réalisé, permettrait à l'Angleterre de pénétrer directement dans la vie économique de la Russie, ce qui signifierait, vu l'absence de traités commerciaux entre la Russie d'une part, la France et l'Amérique de l'autre, le monopole effectif de l'Angleterre en Russie.

La publication récente de la *correspondance diplomatique entre la France et l'Angleterre au sujet des pourparlers avec la Russie* a révélé que l'Angleterre était loin de chercher à lutter énergiquement contre le courant interventionniste en France, qu'elle faisait tout, au contraire, pour empêcher la victoire de la faible tendance au rapprochement avec la Russie soviétiste qui existe en France. Vers la fin de novembre 1920, la France a adressé à l'Entente une note, dans laquelle elle signale que l'on ne saurait entrer en pourparlers avec la Russie, tant que le gouvernement soviétiste n'aura pas reconnu les dettes de ses prédécesseurs envers la France, mais déclare en même temps que le gouvernement français se rend parfaitement compte que la Russie soviétiste ne sera pas en état, avant un certain temps, de commencer à payer ses dettes. Cette note parle de la nécessité d'examiner les conditions susceptibles d'accroître la solvabilité de la Russie, mais il ne s'y

trouve pas un mot que l'on puisse interpréter comme un refus formel d'entrer en pourparlers avec la Russie soviétiste. Malgré les demandes répétées du gouvernement français, le gouvernement anglais a laissé plusieurs mois cette note sans réponse. Ce n'est qu'après la conclusion de l'accord commercial avec la Russie, que l'Angleterre a répondu au gouvernement français par une froide invitation de s'associer à cet accord, c'est-à-dire de renoncer à entreprendre des pourparlers séparés avec la Russie et à mener une politique indépendante à l'égard de cette dernière. Certes, il serait ridicule de considérer la France comme une victime de la politique anglaise, de croire que, seule, cette politique l'empêche d'entrer en relations avec la Russie. Si le gouvernement français avait fermement résolu de conclure un accord avec la Russie soviétiste, il aurait certainement trouvé les voies et les moyens pour entamer des pourparlers directs avec cette dernière. En France, il existe deux courants, dont l'un espère l'anéantissement de la Russie soviétiste, et l'autre commence à comprendre que cet espoir est dénué de tout fondement. Le dernier courant n'a pas encore triomphé, et la famine qui sévit en Russie a remis à l'ordre du jour les plans d'intervention dans les affaires russes. Mais il est bien certain que l'Angleterre ne fera absolument rien pour servir d'intermédiaire entre la France et la Russie, car elle veut rester «seule à seule» avec cette dernière pour la tenir en mains; lui accorder des emprunts à petites doses afin de la maintenir dans une impuissance complète, jusqu'au moment où elle aura pu fortifier sa situation, dans l'Inde et où la question turque sera résolue.

L'attitude des Etats-Unis envers la Russie soviétiste n'est pas encore complètement élucidée. Wilson penchait pour un rapprochement avec cette dernière, rapprochement dont le but était d'assurer le marché russe à l'industrie américaine formidablement développée. C'est ce que montre le télégramme adressé par Wilson à la Russie soviétiste au moment des pourparlers de Brest-Litovsk, ainsi que l'envoi de la mission Bullitt, en février 1919. Le gouvernement de Harding en est encore à la période de tâtonnements. Mais l'Amérique, en tant qu'exportateur de produits industriels, étant intéressée au développement de l'économie rurale russe, elle sera bientôt obligée d'adopter une politique déterminée; elle y sera d'ailleurs forcée par ses intérêts en Asie Orientale et par sa concurrence avec l'Angleterre. Ou bien elle se décidera à nouer des relations avec la Russie soviétiste, ou, bien, au moment favorable, elle se ruera sur elle pour lui porter un coup décisif. De même que la politique américaine à l'égard de la Russie soviétiste influe sur la politique française, de même cette dernière, à son tour, influe sur la politique américaine. Peut-être la création du comité Hoover pour l'assistance à la Russie signifie-t-elle un revirement dans la politique américaine.

La lutte de l'Europe capitaliste dans la question de la Russie soviétiste révèle la fissure produite par la guerre dans le système capitaliste mondial. Si la Russie soviétiste réussit à tenir, si

elle parvient à forcer les pays capitalistes à entrer avec elle en relations commerciales régulières—ce qui doit en fin de compte amener sa reconnaissance comme Etat, cela signifiera l'entrée dans le concert des grandes puissances du premier Etat dont la politique mondiale est basée sur les intérêts du prolétariat mondial, c'est-à-dire l'avènement d'un état de choses rappelant la coexistence antérieure des Etats capitalistes et féodaux. Pourtant, l'existence d'un Etat prolétarien inquiète beaucoup plus les gouvernements capitalistes que ne les inquiétait auparavant l'existence des Etats féodaux. Si les contradictions susmentionnées dans la politique mondiale sont des contradictions inhérentes au capitalisme à son déclin, au capitalisme en décomposition, par contre, les contradictions entre le monde capitaliste et la Russie sont le problème des rapports du monde capitaliste avec le nouveau monde socialiste qui se lève, problème dont la gravité se fera sentir encore beaucoup plus fortement lorsque l'Allemagne prolétarienne viendra se ranger aux côtés de la Russie soviétiste affermie.

V.

La question du littoral de l'Océan Pacifique où se heurtent des intérêts contraires est destinée à devenir le centre de conflits formidables. Mais si le problème de l'Océan Pacifique a une importance prédominante, celui du Proche Orient est également des plus graves. En Proche Orient, l'Angleterre lutte pour sa situation mondiale qu'elle ne pourra maintenir que si elle réussit, au moyen de la formation d'un trust anglo-saxon, à éviter la guerre avec les Etats-Unis. *La domination sur le continent européen pour laquelle luttent entre elles la France et l'Angleterre est une utopie.* Les masses ouvrières de l'Europe Centrale ne peuvent être asservies à un pouvoir étranger. L'Europe Centrale se transformera en un monceau de débris, ou bien elle deviendra un Etat capitaliste indépendant (au cas où, profitant de l'antagonisme entre les pays de l'Entente, la bourgeoisie allemande réussirait à sortir de sa pénible situation), ou une république prolétarienne autonome. 70 millions d'hommes sachant lire, écrire et travailler ne se laisseront pas longtemps mener à coups de fouet par une puissance étrangère. La lutte entre la France et l'Angleterre pour l'Europe Centrale ne peut être qu'une lutte pour la participation temporaire à l'exploitation économique de l'Allemagne et de l'Autriche. Quant à la Russie, quoiqu'elle soit par excellence un pays agricole, elle est trop vaste pour qu'on puisse la vaincre et la transformer en colonie anglaise. Elle excite trop de convoitises qui se contrecarrent et se contrebalancent les unes les autres. Par suite de sa détresse économique, sa dépendance à l'égard des Etats capitalistes (si toutefois le capitalisme réussit à maintenir sa domination) pourra peser plus ou moins lourdement sur elle, mais jamais la Russie ne sera sous la férule du Capital étranger, à plus forte raison d'un Etat capitaliste quelconque. La seule région que l'Angleterre puisse tenir fortement, c'est l'Asie Centrale. La lutte pour

la partie sud-orientale de l'Europe et la Turquie a été une des causes de la guerre mondiale qui continue encore dans ces régions. L'Angleterre veut effectuer le plus vite possible le partage de la Turquie, afin de prendre pied à Constantinople avant que la Russie, en tant que pays riverain de la mer Noire, ne fasse valoir ses droits sur cette ville. L'Angleterre se hâte de créer des Etats arabes qui ne seront que des pantins dont elle tirera la ficelle. Soutenir dans l'Hedjaz et en Mésopotamie la dynastie des Hussein, possesseur nominal des sources de naphthé de Mossoul, afin d'assurer la domination de l'Angleterre sur la voie ferrée reliant l'Inde à l'Egypte: tel est le plan de la politique anglaise en Proche Orient. La possession de ces régions est d'une très grande importance pour l'Angleterre qui, malgré d'énormes difficultés financières, ne renonce pas à sa politique en Mésopotamie. Conformément à son habitude de concentrer ses forces sur le point le plus important, elle recule temporairement en Perse, eslimant avec justesse qu'il lui sera plus facile d'assurer son front nord, lorsqu'elle sera solidement installée en Mésopotamie. Mais pour s'installer en Mésopotamie, il lui faut triompher de la seule force morale existante dans le monde mahométan: l'idée jeune-turque. Elle cherche à atteindre ce but non seulement en luttant contre Kémal-pacha (dont le gouvernement, malgré tous ses différends avec celui d'Enver-pacha, est pourtant un gouvernement jeune-turc), mais en tentant de faire un calife du chef des croyants de la Mecque. Cette tentative est menée prudemment, mais avec la ténacité particulière à l'Angleterre. La politique de l'Angleterre est menacée non seulement par l'influence de la révolution russe et par la force du mouvement jeune-turc, mais par la politique de la France en Orient. Se consolidant en Syrie, celle-ci menace le flanc gauche de l'Angleterre, et cela en un point dont l'importance est décisive pour toute la domination mondiale de l'Angleterre. La France, qui de Toulon et Bizerte menace déjà les communications de l'Angleterre avec ses colonies, se retranche maintenant près du canal de Suez. La France maçonnique qui, pour justifier la conquête de la Syrie, se réclame de l'héritage politique de ses rois catholiques, se pose maintenant en défenseur de l'Islam. La rivalité anglo-française en Orient influe sur l'antagonisme anglo-français en Europe, et vice versa. Cette rivalité en Proche Orient revêt un caractère de contradiction générale entre les intérêts des deux Etats. L'attitude de l'Amérique dans la question de Mossoul est l'expression de la protestation du capital américain contre le monopole économique que l'Angleterre réalise en fait dans ses colonies.

VI.

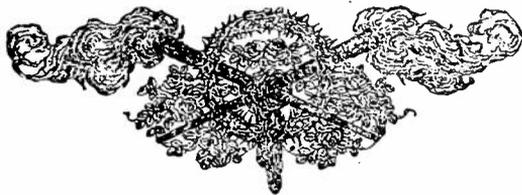
Telles sont, succinctement exposées, les contradictions les plus importantes qui se manifestent dans le développement de la politique mondiale à sa période actuelle de fermentation violente. Ces contradictions nous offrent le tableau d'un chaos complet où se croisent et s'entremêlent les

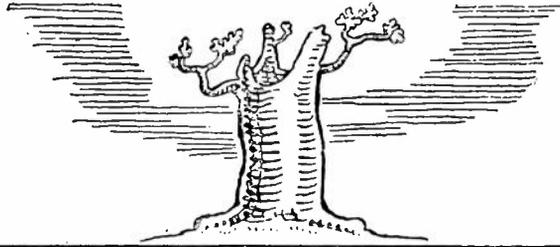
tendances les plus diverses, d'un chaos auquel il n'est pas d'issue. Il ne peut être question d'un *équilibre quelconque dans la situation politique mondiale*. Seul, le souvenir de la grande guerre joue encore le rôle de soupape de sûreté et empêche la chaudière d'éclater. Toutes les contradictions du capitalisme sont des contradictions qui révolutionnent le monde, au sens littéral du mot, car elles sont provoquées par la décomposition du système économique. Le fardeau insupportable des dettes d'Etat qui menace à chaque instant de s'écrouler sur la tête des puissances capitalistes

en lutte entre elles, la crise économique, les nouveaux armements, la faillite de l'idée de la Société des Nations montrent l'impuissance du capitalisme à restaurer l'économie mondiale. Quand cette impuissance suscitera l'éclosion du grand mouvement prolétarien, ce mouvement sera la force qui balayera les ruines du régime capitaliste et insaurera le nouvel ordre de choses mondial.

K. RADEK.

Moscou, 10 septembre 1921.





V. MILIOUTINE.

LA FAMINE EN RUSSIE SOVIÉTISTE

La question de la famine en Russie soviétiste est devenue une question internationale. Le malheur qui a frappé la Russie soviétiste a ému le monde entier; en même temps, il a fait ressortir d'une façon saisissante le rôle de la Russie soviétiste dans l'économie mondiale et obligé les gouvernements bourgeois des pays capitalistes à mettre à l'ordre du jour la question de la Russie soviétiste ainsi que la lutte contre la famine et ses conséquences.

Les conséquences du désastre qui atteint la Russie soviétiste se feront sentir encore très longtemps dans toute la vie et l'activité de cette dernière. Mais la question de la famine est devenue, à la foire internationale, une question politique autant qu'économique, et l'effroyable malheur survenu aux ouvriers et aux paysans de la Russie soviétiste a provoqué les intrigues de leurs ennemis, des ennemis du prolétariat mondial, qui s'apprêtent en ce moment à porter un nouveau coup à la République ouvrière.

Le prolétariat mondial, qui a toujours suivi avec le plus vif intérêt le développement et la vie économique de la Russie soviétiste, s'est profondément ému devant ce désastre, et ses organisations, dans les différents pays, commencent à organiser l'assistance à la Russie soviétiste.

Il importe donc au plus haut point de faire l'entière lumière sur la question de la famine et sur tout ce qui a trait à la lutte contre ce terrible fléau.

L'étendue du désastre

Sur un espace immense, et principalement dans les régions de la Volga, la récolte a été entièrement détruite. 15 gouvernements et rayons ont été atteints, et plus de 20 millions d'hommes sont en proie aux horreurs de la famine. Les gouvernements et les régions éprouvés sont les suivants: 1) Samara, 2) Saratov, 3) Tsaritzyn, 4) République Tartare, 5) Simbirsk, 6) Astrakhan, 7) Commune

de travail Allemande de la Volga, 8) pays des Tchouvaches, 9) districts de Bêlçbeiev et de Bîrsk (gouvernement d'Oufa), 10) région de Mariisk, 11) quatre districts du gouvernement de Viatka (Varansk, Ourjoumsk, Sovietsky et Malmychsky).

Le rôle de ces régions dans le ravitaillement de la Russie soviétiste était auparavant des plus considérables, comme le démontrent les chiffres suivants:

Années.	Quantité totale du blé réquisitionné par l'Etat en Russie soviétiste.	Quantité réquisitionnée dans les régions éprouvées par la sécheresse.	
	Quantité en millions de pouds (1).		%
1917—18	30	11	37
1918—19	111	66	59,4
1919—20	212	87	41,1
1920—21	287	64	22
Total . . .	640	228	36

Comme on le voit, ces gouvernements fournissaient presque 40% de la quantité totale des céréales monopolisées.

De plus, avant la guerre, ils étaient les principaux exportateurs du blé à l'étranger. Et ainsi on peut juger de la gravité du dommage causé à l'économie de la Russie tout entière et à l'exportation future.

D'après les évaluations les plus modestes, la Russie soviétiste perd cette année dans ces gouvernements jusqu'à 70 millions de pouds de blé, nécessaires à sa consommation.

(1) 1 poud=16½ kilog.

La récolte a été nulle. La raison en est la sécheresse extraordinaire, qui a sévi pendant toute cette année et qui a été particulièrement funeste pour les régions de la Volga et les steppes, où la récolte a été complètement brûlée.

Les résultats de la sécheresse ont été particulièrement désastreux par suite de l'état primitif de la technique agricole. Le labourage tardif, le mode d'ensemencement, le système de culture impuissant à combattre la sécheresse, tout cela a contribué à aggraver les conséquences de la sécheresse.

Le président du Comité Central Exécutif Panrusse, le camarade Kalinine, qui a parcouru spécialement les gouvernements affamés, décrit ainsi l'aspect des champs: «En allant de Penza à Samara, on voit que les champs deviennent de plus en plus maigres. Tout d'abord, les céréales sont moyennes, puis la hauteur des plants diminue de plus en plus, fréquemment apparaissent de grandes taches sombres où il n'y a rien, et ce sont, enfin, de vastes étendues complètement nues, brûlées par le soleil». Mais outre les raisons indiquées, il en est encore d'autres, qui ont été signalées par le camarade Kaménéf dans un de ses rapports: «Ce fléau, dit-il, s'est abattu sur nous, au moment où l'agriculture en Russie était dans la situation la plus lamentable. Vous savez que la production totale du blé en Russie a baissé, comparativement à l'époque d'avant-guerre, de 48%, c'est-à-dire que nous récoltons maintenant en Russie presque moitié moins de blé que nous n'en récoltions avant la guerre».

C'est là le résultat de la guerre impérialiste et civile de sept ans, qui a arraché des millions de paysans à leurs terres pour les envoyer sur le front.

Les régions de l'Oural, de la Volga et du sud-est ont été les champs de bataille par excellence de la guerre civile; c'est justement sur la Volga qu'a eu lieu le premier soulèvement des Tchéco-Slovaques, c'est dans la région de la Volga qu'a commencé la fameuse insurrection des partisans de la Constituante et que le gouvernement socialiste-révolutionnaire d'Axentia a résidé durant quelques mois. Pendant un temps, toute cette région a été occupée au nord par Koltchak et au sud par les bandes cosaques; elle est passée ainsi plusieurs fois de mains en mains, ce qui n'a pas peu contribué à affaiblir sa capacité de production.

Signalons que, pendant les trois premières années de la guerre impérialiste, la récolte n'avait cessé de baisser. De 1909 à 1913, la récolte moyenne en Russie (sans la Transcaucasie et le Turkestan) se montait à 3.402 millions de pouds, mais en 1916, elle avait déchu de 366 millions de pouds et n'était plus que de 3.036 millions de pouds; en 1917, elle descendit à 2.646 millions de pouds, c'est-à-dire diminua de 390 millions de pouds; et ainsi, avant la révolution d'Octobre, la diminution de la récolte avait atteint le chiffre énorme de 756 millions de pouds.

Mais c'est en 1921 que la statistique accuse la réduction la plus forte de la production. D'après les données de la Direction Statistique Centrale, la récolte brute des principales céréales

pour toute la Russie soviétiste et l'Ukraine sera environ de 1.964 millions de pouds, c'est-à-dire à peu près la moitié de ce qu'elle était avant la guerre.

Les données suivantes nous permettront de nous faire une idée de la situation dans les régions affamées ou plus ou moins éprouvées par la sécheresse:

Dans ces régions, la récolte totale probable des principales céréales est évaluée à 461 millions de pouds. Il faut 149 millions de pouds pour les semences et 417 millions de pouds pour les besoins de la population, c'est-à-dire en tout, pour l'ensemencement et la consommation, 566 millions de pouds, ce qui porte le déficit à 105 millions de pouds.

Par suite, l'ensemencement des champs est fortement compromis et l'alimentation de la population gravement menacée.

Dans beaucoup d'endroits, la population se nourrissant exclusivement de succédanés divers, est profondément débilitée et offre une proie facile aux maladies et aux épidémies.

Ce qu'il faut, c'est combler le déficit de ces 105 millions de pouds, sinon la vie économique de ce riche rayon sera complètement détruite et la population condamnée à des souffrances inouïes.

Toutes les forces doivent être employées à la lutte contre ce fléau. Quant à l'étendue de cette lutte, les chiffres susmentionnés suffisent à en donner une idée.

La lutte contre la famine

Le gouvernement soviétiste a immédiatement porté à la connaissance générale le danger de la famine qui menaçait les régions du sud-est. Cet acte du gouvernement soviétiste contraste avec la politique habituelle, menée en pareil cas, avant la révolution en Russie et actuellement encore dans les pays bourgeois, par les classes dominantes qui s'efforcent de dissimuler le fléau frappant le pays, cherchent à l'atténuer et à voiler la détresse des masses. Pour la classe des bourgeois et des grands propriétaires et les autorités gouvernementales, une telle politique est tout à fait naturelle et découle logiquement de l'essence même de la classe bourgeoise. Celle-ci n'aime pas à délier les cordons de sa bourse pour venir en aide au peuple.

Pour le pouvoir ouvrier et paysan, au contraire, il importe de mesurer immédiatement toute l'étendue du danger et de concentrer toutes ses forces, toutes ses ressources pour le combattre.

Et ainsi, le gouvernement soviétiste n'a pas entrepris de dissimuler le fléau; au contraire, il s'est efforcé de le mettre en lumière, de l'apprécier exactement afin de pouvoir mieux lutter contre lui.

Il fallait organiser la lutte contre la famine d'une façon systématique, élaborer et appliquer le plus rapidement possible le plan de cette lutte.

Au mois de juillet, sous la présidence du camarade Kalinine, il se forma près le Comité Central Exécutif Panrusse une *Commission Centrale de Secours aux Affamés*, qui prit en main la direction

de tout le travail pour la lutte contre la famine.

Des camarades occupant des postes de confiance, des membres du Comité Central Exécutif Panrusse furent envoyés dans les gouvernements affamés et dans ceux qui devaient fournir des semences pour les rayons éprouvés par la famine. Il se forma également des commissions spéciales près les soviets locaux.

Toute la presse soviétiste, tous les organes du parti et les organes gouvernementaux d'agitation et de propagande s'assignèrent pour tâche principale d'éclaircir la question de la famine et d'appeler à la lutte contre ce fléau.

Tout l'appareil soviétiste concentra ses forces sur la lutte contre la famine.

Dans l'élaboration du plan de lutte, le gouvernement soviétiste ne se guida pas par des considérations philanthropiques, mais par des considérations économiques. Il fallait, en premier lieu, s'occuper de la production future dans les rayons affamés et fournir avant tout des graines aux paysans, afin qu'ils pussent ensemençer leurs champs pour l'hiver.

Il était clair que si l'on ne venait pas immédiatement en aide à l'économie paysanne, le désastre serait beaucoup plus étendu l'année prochaine que celle-ci. Aider aux cultivateurs à ensemençer, coûte que coûte, leurs champs, durant le mois d'août et les premiers jours de septembre, réunir les semences nécessaires et les envoyer dans la région de la Volga: telle fut la tâche assignée par le Comité Central Exécutif Panrusse à tous les organes locaux.

Comment l'appareil soviétiste s'est-il acquitté de cette première tâche? La réponse à cette question nous est fournie par une déclaration officielle publiée dans la presse, le 16 septembre, au nom de la Commission Centrale de Secours aux Affamés près le Comité Central Exécutif Panrusse.

«Dans la deuxième quinzaine de juillet, la perte complète de la récolte dans une série de gouvernements de l'Oural et de la Volga ayant été établie ainsi que le manque total de réserves de semences au Commissariat du Ravitaillement, la Commission Centrale de Secours aux Affamés se trouva dans l'obligation de prendre une série de mesures urgentes pour faire parvenir aux rayons éprouvés par la famine le plus possible de semences pour les céréales d'hiver.

«Un examen préliminaire de la situation au Conseil des Commissaires du Peuple et à la Commission Centrale de Secours aux Affamés permit de fixer à 12 millions de pouds la quantité de graines devant être transportées dans les régions affamées, dans l'intervalle entre la nouvelle récolte et la fin de la période des semailles, c'est-à-dire, approximativement, dans l'espace d'un mois...

Maintenant, la campagne d'ensemencement peut être considérée comme terminée. Le travail intensif des différentes institutions a donné les résultats suivants: le 13 septembre, il avait été dirigé sur les gouvernements affamés 13.400.000 pouds de graines au lieu des 12 millions de pouds fixés dans le plan.

«Sur les 13.400.000 pouds expédiés, une grande partie est déjà arrivée dans les régions affamées et employée à l'ensemencement, une petite partie est encore en chemin et parviendra certainement

à destination avant la fin de la période des semailles.

«Et ainsi, la Commission Centrale de Secours aux Affamés constate que la tâche fondamentale qui lui avait été assignée dans l'œuvre du secours aux régions affamées a été accomplie, et cela grâce à la tension des forces et à la rapide adaptation des différentes institutions aux tâches nouvelles qui leur avaient été fixées.

En effet, rassembler et expédier 13.000.000 de pouds de graines (dont 2.000.000 'achetés à l'étranger), c'était, dans les conditions existantes, une tâche extrêmement pénible; aussi peut-on dire que nous avons remporté une grande victoire dans la lutte contre la famine.

Fournir des semences aux régions affamées, c'était là le premier pas dans l'œuvre du secours. De plus, une série de mesures furent prises pour alléger la situation des gouvernements affamés. L'organisation de la Collecte Volontaire s'employa à réunir des denrées alimentaires pour les affamés qui furent exonérés, en outre, de tous les impôts d'Etat. De plus, toute la production des gouvernements affamés fut laissée à leur disposition; rien ne fut monopolisé. Enfin, une partie des affamés furent transportés dans d'autres gouvernements, où ils reçurent l'assistance à laquelle ils avaient droit.

Et ainsi, l'organisation de la lutte contre la famine a été l'œuvre de tous les ouvriers et de tous les paysans de la Russie soviétiste.

Mais cette lutte ne fait que commencer, il n'y a encore que les premiers pas de faits. Le pouvoir soviétiste se rend parfaitement compte que, par ses seules forces, par ses seules ressources, il ne parviendra pas à s'acquitter complètement de sa tâche.

C'est pourquoi, il faut organiser l'œuvre de l'assistance à l'extérieur et, en premier lieu, parmi les ouvriers et les paysans des autres pays.

Il faut organiser la lutte contre la famine sur l'échelle internationale.

Le plus difficile est encore à faire.

Dans sa lutte contre la famine, la Russie soviétiste a reçu tout d'abord l'aide du prolétariat mondial. Les organisations ouvrières du monde entier ont répondu à l'appel du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Des collectes ont été faites, les ouvriers ont donné une partie de leurs salaires, et une forte agitation a été organisée en faveur de l'aide à la Russie soviétiste.

Nous n'avons pas encore un état détaillé de tout le travail effectué, mais les renseignements que nous possédons nous montrent clairement toute l'étendue et la profondeur du mouvement et la magnifique solidarité de classe dont le prolétariat a fait preuve.

Dans tous les pays, les partis communistes, conformément à l'appel de l'Internationale Communiste, ont développé une grande activité en faveur du secours à la Russie soviétiste.

Les journaux relaient chaque jour la façon dont les fabriques, les usines et même les petites entreprises ont répondu à cet appel.

Citons quelques exemples.

Allemagne: «L'assemblée générale du syndicat des ouvriers du bâtiment du rayon de Solingen

a décidé de travailler une heure supplémentaire par semaine en faveur des affamés.

«Les ouvriers de l'usine Brandt et fils, à Dortmund, ont décidé de consacrer aux affamés le salaire d'une journée de travail. Les ouvriers mariés et pères de trois enfants au moins donneront la moitié de leur salaire d'une journée de travail.

«Les ouvriers des entreprises Schwarzkopf ont décidé de travailler, deux dimanches durant, en faveur des affamés» (*Rote Fahne*, 17 août).

«Les ouvriers de la fabrique de chaussures de Hauessen (Wurtemberg) ont décidé de consacrer aux affamés le salaire de cinq heures de travail. La somme réunie de ce fait (environ 40.000 marks) sera employée à l'achat de chaussures qui seront envoyées en Russie soviétiste» (*Leipziger Volkszeitung*, 20 août).

Italie. «A Castellfranco Vepelo, la Chambre de Commerce impose ses membres d'une cotisation de 10 lire chacun en faveur des affamés» (*Avanti*, 17 août).

«A Brescia, les membres des organisations socialistes consacrent aux affamés le salaire d'une journée de travail. L'union des coopérateurs de Brescia fait une donation de 3.000 lire» (*Avanti*, 21 août).

Tchéco-Slovaquie. «L'assemblée des représentants de tous les partis socialistes, syndicats, coopératives de travail et de production, sans distinction de nationalité, décide (2 août) d'inviter les ouvriers organisés de Tchéco-Slovaquie à consacrer aux affamés, pendant quatre semaines, le salaire d'une heure de travail par semaine. Il est décidé également d'ouvrir un bureau pour la réception des dons volontaires. Un appel spécial est lancé» (*Kommunist*, 9 août).

Amérique. D'après le *New York Call* du 12 août, en réponse à l'appel de Lénine, une conférence de 100 organisations ouvrières est convoquée, sur l'initiative de l'organisation du Massachusetts, pour le 13 août, à Boston. Cette conférence examinera les mesures à prendre pour assurer une prompt assistance aux affamés. La Russie soviétiste a déjà reçu 500.000 dollars des ouvriers américains.

Danemark. «Le Parti Communiste Danois fixe le 18 août comme «Journée de secours à la Russie» et demande aux ouvriers de donner aux affamés le salaire d'une journée de travail» (*Rote Fahne*).

Suède. «A Stockholm, les ouvriers métallurgistes organisent du 15 au 21 août une «Semaine de secours aux affamés russes» (*Social-Democraten*, 16 août).

France. «Le Parti Communiste Français décide d'inviter tous ses membres ainsi que tous les ouvriers à consacrer le salaire d'une journée de travail aux affamés de la Russie soviétiste» (*L'Humanité*, 3 et 4 août).

«L'union des cordonniers propose à tous les cordonniers, membres ou non de l'union, de consacrer aux affamés de Russie le salaire d'une journée de travail» (22-23 francs); en outre, elle donne 1000 francs recueillis par souscription» (*L'Humanité*, 7 août).

Angleterre. «La session du Conseil de la Fédération Nationale de l'Union Ouvrière Générale

décide d'appeler tous les ouvriers organisés à fournir des secours matériels de toute sorte aux affamés de la Russie soviétiste» (*Daily Herald*, 20 août).

«Le Comité Exécutif de la Fédération Social-Démocrate décide de réclamer du gouvernement une aide immédiate aux affamés de Russie» (*Daily Herald*, 16 août).

«Le Conseil National de l'*Independent Labour Party* adresse à toutes les sections du parti un appel, où il demande d'organiser une collecte spéciale en faveur des affamés de Russie et d'entreprendre une campagne de meetings à cet effet» (*Daily Herald*).

«Le Comité Exécutif du Parti Communiste Anglais décide de consacrer toutes les forces du parti à l'œuvre de secours aux camarades russes affamés. Les sections du parti devront organiser une «Semaine de l'aide à la Russie», faire des collectes et entreprendre une série de meetings en faveur de l'assistance. Il est décidé également de s'adresser aux autres organisations ouvrières socialistes et coopératives, et de les inviter à unir leurs efforts pour venir en aide à la Russie affamée» (*Daily Herald*, 4 août).

Telles sont les données pour une période de deux à trois semaines. Les faits montrent nettement l'état d'esprit actuel de la classe ouvrière dans tous les pays. Nous voyons des manifestations effectives et non verbales de la solidarité de classe véritable. C'est là l'aide réelle et précieuse qu'il faut à la Russie soviétiste. Cette aide sera, en même temps, une aide réelle pour les affamés de la Russie soviétiste.

Une série de gouvernements bourgeois nous sont venus en aide dans la lutte contre la famine.

La question de la famine en Russie a défrayé les conversations de la bourgeoisie du monde entier. Comme il fallait s'y attendre, celle-ci a prononcé quantité de belles phrases sur l'humanité, le devoir de l'entraide, etc.

Mais dans cette question la bourgeoisie, comme il est naturel, a agi dans le sens que lui commandaient ses intérêts de classe. Et comme dans la question des relations économiques avec la Russie soviétiste elle a des intérêts radicalement différents selon les pays, son attitude aussi a été différente.

Une partie des gouvernements bourgeois sont venus offrir aux affamés de la Russie soviétiste un secours réel; tels sont les gouvernements d'Allemagne, d'Amérique, de Suède, de Norvège, d'Esthonie.

D'autres pays au contraire, tels la France, la Pologne, la Roumanie et quelques autres, ont commencé à édifier des plans contre-révolutionnaires et à préparer une lutte acharnée contre la Russie soviétiste.

Examinons tout d'abord les méthodes et l'étendue du secours que nous fournit actuellement le premier de ces groupes d'Etats bourgeois.

Auparavant déjà, comme on le sait, la crise économique mondiale incitait une série d'Etats bourgeois à un rapprochement économique avec la Russie soviétiste. Les économistes et les politiciens bourgeois eux-mêmes reconnaissent toute l'importance du rôle de la Russie dans l'économie

mondiale. Le relèvement économique de la Russie est nécessaire à toute l'économie mondiale. Mais le désir de resserrer les relations économiques avec la Russie, d'accéder à son marché, conduit naturellement à l'adoption des mesures à cet effet.

C'est pourquoi, les plus avancés et les plus stables des pays capitalistes, qui avaient déjà noué des rapports économiques avec la Russie soviétiste, cherchent à les développer et, par suite, sont amenés à prêter une assistance directe aux affamés.

Ils comprennent que cette assistance permettra à la Russie soviétiste de traverser la crise économique et, par suite, de nouer avec eux des relations économiques plus étroites, qui leur donneront des avantages compensant de beaucoup le secours qu'ils accordent en ce moment à cette dernière. Tels sont les mobiles intérieurs de l'assistance prêté à la Russie soviétiste.

Jusqu'à présent, cette assistance se manifeste exclusivement sous forme d'envoi de vivres dans les régions affamées. Elle s'effectue sur la base des accords conclus par le pouvoir soviétiste avec Nansen et Hoover. Les tentatives faites par Nansen pour organiser plus largement l'œuvre de secours aux affamés, obtenir un emprunt spécial, qui permettrait d'acheter à l'étranger et d'amener en Russie de grandes quantités de vivres, n'ont, jusqu'à l'heure actuelle, pas donné de résultats réels.

Si une partie du monde bourgeois, mue par les considérations que nous avons indiquées, est venue en aide à la Russie soviétiste dans sa lutte contre la famine, une autre partie par contre a cherché à profiter de cette famine pour porter de nouveaux coups à la Russie soviétiste. Et ainsi cette dernière, dans sa lutte contre la famine, n'a pas seulement à surmonter les terribles difficultés provenant du fait de la famine, elle doit être prête à repousser le danger qui la menace de la part de ses ennemis de l'étranger.

«Nous ne sommes pas des rêveurs, nous sommes des réalistes, et c'est pourquoi nous voulons la lutte armée qui engloutira beaucoup moins de ressources que l'alimentation de dizaines de millions d'affamés»...

Certes, tous ces «réalistes», comme Bourtzeff, Yablonsky, Pervoukhine, etc., qui réclament la lutte armée, n'ont pas grande importance par eux-mêmes, mais ils reflètent les espoirs secrets que nourrissent les milieux contre-révolutionnaires.

Ces gens-là, en effet, formulent nettement leurs espérances, tandis que les *Posledny Novosti* (les *Dernières Nouvelles*) de Milioukof et la *Volia Rossyi* (la *Volonté de la Russie*) des socialistes-révolutionnaires les expriment sous une forme plus modérée, plus voilée.

Au mois de juillet, il s'organise en Russie un «Comité Panrusse d'Assistance aux Affamés». Il est presque entièrement composé de personnalités du monde bourgeois. Dans son désir d'attirer tous les membres de la société à la lutte contre la famine, le pouvoir soviétiste n'a pas craint de former une organisation centrale composée de personnes qui lui étaient entièrement étrangères

par la mentalité, mais qui pouvaient être utiles dans l'œuvre de l'assistance aux affamés. Le Comité fut créé avec, pour principaux dirigeants, Kichkine, Golovine, Procopovitch et Kouskof.

Dans l'organisation de ce Comité, la contre-révolution vit le centre autour duquel elle pourrait concentrer ses forces, à l'intérieur de la Russie comme à l'étranger.

Le journal de Milioukof, les *Posledny Novosti*, écrivait le 11 août: «En Russie, la coalition est réalisée, quoique sous une forme restreinte. Le Comité Central d'Assistance aux Affamés en est une preuve évidente. Peut-être serait-il prématuré et même exagéré de dire que ce Comité servira à former la base du gouvernement futur, mais les forces qui ont obligé des gens de divers partis à s'unir pour le travail social les obligeront à s'unir pour le travail gouvernemental» (article: *Une Leçon non superflue*).

Toute la garde blanche de l'émigration, tous les contre-révolutionnaires de toutes les couleurs et de toutes les nuances, cadets, monarchistes, socialistes-révolutionnaires, etc., commencent à s'agiter.

Le Comité Panrusse d'assistance aux affamés se transforme en un centre politique.

La dissolution du Comité, dont les membres refusaient de se rendre dans les gouvernements affamés pour y travailler et voulaient au contraire partir pour l'étranger, ainsi que l'arrestation par le gouvernement soviétiste d'une partie de ces derniers, mirent fin aux menées de la contre-révolution à l'intérieur.

Les contre-révolutionnaires transportent alors à l'étranger le centre de gravité de leur lutte contre la Russie soviétiste et préparent contre cette dernière une agression armée.

Nous avons indiqué plus haut qu'il existait un groupe d'Etats bourgeois dirigés par la France, qui menait constamment une politique des plus agressives à l'égard de la Russie soviétiste. La France a toujours été le protagoniste des interventions de tous genres dirigées contre la Russie soviétiste. Economiquement moins avancée que les autres grands Etats capitalistes, plus fortement éprouvée par la guerre, elle mène, devant la banqueroute financière imminente qui la menace, une politique impudente de rapace cherchant partout une proie.

Elle s'est soumise la Pologne et la Roumanie, ce qui lui permet d'une part, d'isoler plus complètement l'Allemagne, et de l'autre, d'ouvrir plus facilement ses menées odieuses contre la Russie soviétiste.

La famine en Russie! L'occasion a paru bonne à la France pour exercer contre la République ouvrière et paysanne un chantage politique.

Certes, l'hypocrisie est le propre de tous les politiciens bourgeois, mais en particulier des politiciens français. Sous les auspices de la France, il se constitue, dans la Société des Nations, une Commission extraordinaire d'assistance aux affamés de Russie, sous la présidence de l'ennemi juré de la Russie soviétiste, de l'organisateur d'innombrables complots contre-révolutionnaires, — nous avons nommé Noulens.

Au lieu de venir en aide à la Russie, la Commission s'assigne une tâche des plus étranges: faire une enquête détaillée sur la Russie soviétiste.

Certes, il fallait qu'elle crût le gouvernement soviétiste bien naïf pour oser lui faire une telle proposition.

Se voyant refuser catégoriquement par le gouvernement soviétiste le droit de faire leurs «enquêtes» et de réunir leurs «données statistiques», ces messieurs ouvrent alors leur jeu en plein.

En ce moment, des détachements de gardes-blancs, dirigés par Savinkof et Pellura, se lorient en Pologne et en Roumanie, franchissent par endroits la frontière et, par leurs incursions, s'efforcent d'enfraver la perception des impôts et l'expédition des semences dans les gouvernements affamés.

Par eux-mêmes, ces détachements sont infimes, ils ne font qu'irriter la population. Le gouvernement soviétiste proteste énergiquement et exige que les gouvernements polonais et roumain prennent des mesures pour mettre fin à ces incursions et expulser les états-majors contre-révolutionnaires fonctionnant légalement sur leurs territoires. Mais ils n'en font rien, et les incursions continuent. Sous la pression de la France, le gouvernement polonais présente au gouvernement soviétiste un ultimatum sur l'exécution de quelques-unes des clauses du traité de Riga. La teneur et la forme même de l'ultimatum montrent clairement que la Pologne a un but secret.

La France met tout en œuvre pour organiser une nouvelle pression des États capitalistes sur la Russie soviétiste; pour cela, elle se sert des petits États limitrophes de la Russie qu'elle espère entraîner dans une nouvelle aventure contre cette dernière.

Tel est le développement de la contre-révolution autour de la famine qui atteint la Russie soviétiste. Le danger est sérieux: la Russie doit en tenir compte, et toutes ses forces intérieures ainsi que celles du prolétariat international doivent tendre à le prévenir.

Conclusion

Le relèvement de la vie économique de la Russie soviétiste est le moyen le plus radical de lutte contre la famine.

L'aide directe à la population affamée a, certes, une immense importance. Mais le centre de gravité est dans le relèvement économique du pays, dans l'amélioration de sa technique, dans le développement de sa production. Le développement à tout prix de la production a toujours été, depuis la révolution d'Octobre, le but fondamental du pouvoir soviétiste, du parti communiste et des syndicats.

Mais ce développement a été empêché par la guerre que le pouvoir soviétiste a dû soutenir contre les ennemis qui l'assaillaient de tous côtés. A partir du commencement de l'année 1921, c'est-à-dire à partir du moment où la situation s'est modifiée, toute la politique économique a subi un revirement: une large part a été faite à l'initiative des producteurs isolés et des groupements de producteurs.

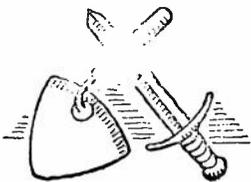
Deux tâches précises ont été mises à l'ordre du jour: le relèvement de la grande industrie nationale par les forces et les ressources de l'État, et le développement de la petite industrie par l'octroi de droits étendus aux petits producteurs.

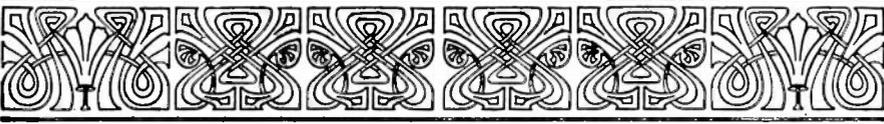
Les ennemis de la Russie soviétiste mettent tout en œuvre pour l'empêcher d'améliorer sa situation économique. Empêtré dans ses contradictions intérieures, le capital mondial, d'un côté, s'efforce de nouer des relations économiques avec la Russie soviétiste et, de l'autre, profite de chaque occasion favorable pour lui nuire.

Cette politique contradictoire se manifeste également dans la question de la famine: tandis que quelques-uns des pays capitalistes viennent en aide à la Russie, les autres tentent de lui porter un nouveau coup, et profitent de la famine pour préparer une nouvelle expédition contre elle.

Mais le prolétariat mondial et le prolétariat russe tendront toutes leurs forces pour empêcher la famine et les capitalistes avides de saisir la Russie soviétiste à la gorge.

V. MILIOUTINE.





E. VARGA.

REVIREMENT DANS LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA RUSSIE SOVIÉTISTE

Jusqu'au mois de mars 1921, il semblait que la politique économique de la Russie dût aller en droite ligne jusqu'à l'étatisation de toute la production. En décembre 1920, avait paru le décret de la nationalisation des entreprises industrielles occupant de 5 à 10 ouvriers. En mars 1921, ce fut un revirement brusque. La réquisition totale de la récolte des céréales fut abolie et remplacée par un impôt en nature, relativement modéré. En même temps, les paysans furent autorisés à disposer librement, après paiement de l'impôt, de tous les fruits de leur travail. C'était, par suite, le rétablissement du commerce et de l'industrie privée. Et ainsi on peut de nouveau maintenant en Russie ouvrir des fabriques, embaucher des ouvriers, trafiquer, amasser une fortune, tout comme dans le premier pays bourgeois venu.

Changer sa politique, c'est reconnaître qu'elle n'est pas juste, mais cela peut vouloir dire, ou que la politique précédente n'était pas juste, parce que basée sur une estimation erronée des rapports de classes, ou bien que dans ces rapports mêmes, sur lesquels était basée la politique, il est survenu un changement; dans ce dernier cas, la politique était historiquement juste. La presse bourgeoise et social-démocrate s'efforce de prouver que la politique antérieure des communistes était fautive. Il nous semble que cette politique était historiquement juste.

Son but: le maintien de la dictature du prolétariat, condition politique indispensable du passage au socialisme, n'était réalisable qu'au moyen de la politique menée jusqu'à présent. La nouvelle politique poursuit le même but que l'ancienne, mais en tenant compte du changement survenu dans les rapports de classes. Lénine l'a déclaré nettement:

« Ou bien nous devons donner économiquement satisfaction à la paysannerie moyenne et consentir à la liberté du commerce, ou bien, la révolution internationale se faisant attendre, nous ne pourrions, dans la situation économique où nous sommes, maintenir le pouvoir du prolétariat en Russie. Ceci, il faut bien s'en rendre compte et ne pas avoir peur de le dire » (1).

(1) Discours de Lénine au Congrès du P. C. R., mars 1921. Publié en allemand dans la *Correspondance Russe*, mars-avril 1921. Ce journal contient d'excellents matériaux pour l'étude de cette question.

Afin de faire profiter de la précieuse expérience des camarades russes le prolétariat du monde entier, il nous faut établir dans quelle mesure cette politique est la conséquence nécessaire du fait même de la dictature et devra par suite se répéter à chaque dictature, et dans quelle mesure elle provient du caractère spécifique de la dictature russe. C'est ce que nous allons essayer de faire; mais nous ne pourrions donner ici, on le comprendra, qu'une esquisse très générale.

Les postulats de la dictature du prolétariat en Russie

La première possibilité de réalisation du socialisme, la première dictature du prolétariat, n'a pas surgi au moment et dans le pays où les conditions étaient le plus favorables à l'éclosion d'une nouvelle société; elle a surgi dans le pays où la résistance des classes dirigeantes à la poussée du prolétariat était la moindre: en Russie.

Comment se fait-il que les choses se soient passées ainsi?

Il nous semble qu'il faut en chercher les raisons dans l'alliage sui generis des éléments anti-capitalistes et super-capitalistes qui entraînent avant la révolution dans la structure économique et sociale de la Russie.

Sous le tsarisme, toute la structure économique et sociale est anti-capitaliste. Preuves: prédominance de l'économie rurale, densité infime de la population, insuffisance des voies de communication, développement insignifiant des échanges commerciaux dans les campagnes, usage du troc entre les agriculteurs et les artisans des campagnes.

Dans la superstructure sociale, absolutisme féodal: masses ouvrières privées de tous droits politiques; absence presque complète de conscience de classe chez les paysans; survivances du féodalisme (propriété communautaire du sol, *mir*); dépendance complète des paysans (dont l'émancipation ne s'est pas effectuée par voie révolutionnaire) à l'égard de la noblesse et de l'Etat féodal; influence considérable de l'Eglise; ignorance générale.

L'économie rurale est anti-capitaliste. Absence de propriété individuelle sur la terre. Partages périodiques de toute la terre appartenant à la communauté. Système routinier de culture: jachère. Productivité insignifiante du sol. Tendance marquée à ne produire que pour sa consommation personnelle. Par suite de l'état primitif de la technique agricole, mauvaises récoltes et famines périodiques. Malgré la faible densité de la population et l'étendue du territoire, manque de terres chez les paysans. Domaines immenses, mais quantité infime de grandes exploitations (le seigneur affermant sa terre par petites parcelles aux paysans). La différenciation de la population paysanne, le développement (provoqué par la réforme agraire de Stolypine) de la couche aisée des paysans n'en est encore qu'à son premier stade (1).

L'industrie rurale est anti-capitaliste. Métiers primitifs exercés par les paysans (*koustari*), système de prêt usuraire, développement insignifiant du capital commercial.

Sur cette base anti-capitaliste paysanne avec une structure étatique féodale et aristocratique, se greffent des éléments capitalistes avancés, des éléments super-capitalistes. Militarisme, imposition des charges monstrueuses à la nation; armée immense, munie d'un matériel de guerre moderne et dont l'entretien pèse lourdement sur l'économie paysanne arriérée. Exportation considérable des produits alimentaires; famines dans les campagnes. Grande industrie de création récente, constituée principalement à l'aide des capitaux étrangers et plus concentrée que dans la plupart des autres pays de l'Europe, fournissant l'équipement militaire aux troupes, satisfaisant aux besoins de la masse paysanne (besoins qui pour chaque individu sont minimes, mais qui, multipliés par 175 millions, donnent un total imposant), exportant dans les pays retardataires de l'Orient et commençant à manifester des tendances impérialistes. Superstructure sociale: prolétariat industriel de formation récente, concentré dans quelques grandes agglomérations.

La situation des ouvriers, traités comme des serfs par l'Etat féodal, est intolérable. Les capitalistes eux-mêmes, en tant que classe, sont exclus de l'administration du pays. La classe intellectuelle est persécutée et, le mouvement révolutionnaire bourgeois faisant défaut, participe au mouvement révolutionnaire ouvrier. Contradictions entre l'industrie super-capitaliste et la structure féodale de l'Etat: l'organisation légale des ouvriers d'industrie est réprimée, de même que le mouvement professionnel et politique; par suite, il se forme un parti révolutionnaire clandestin et un mouvement ouvrier illégal.

(1) Nous compléterons cette esquisse par d'abondantes données statistiques dans le livre que nous nous proposons d'écrire sur la Russie soviétique. Cette esquisse porte principalement sur la partie centrale de la Russie d'Europe dont l'importance est décisive pour la révolution. Aux confins de la Russie, le développement a été un peu plus rapide. En Ukraine, la différenciation dans les campagnes est plus marquée; la Sibérie est une sorte de pays colonial abondant en terres avec culture extensive et emploi généralisé des machines, etc.

En résumé: structure double de la société, éléments anti-capitalistes juxtaposés à des éléments super-capitalistes, absence des couches intermédiaires de la bourgeoisie moyenne et de la paysannerie capitaliste; couche dirigeante extrêmement mince. L'illusion de la participation à la direction des affaires publiques que créent les institutions démocratiques fait presque complètement défaut. Pays qui n'a pas eu de révolution bourgeoise, pays dans lequel la grande bourgeoisie a été réactionnaire dès le premier jour de sa naissance et, par suite, incapable de faire la révolution sociale. Passivité politique de l'immense majorité de la population, paysannerie presque complètement dénuée de conscience de classe. Rassemblé dans quelques points politiquement importants et dans les grands centres, le prolétariat de la grande industrie est opprimé, révolutionné et possède dans le parti communiste une avant-garde résolue (toutes conditions n'existant dans aucun autre pays du monde). Avec ce régime économique et social double, la Russie entre en guerre. Le faible fondement économique n'est pas en état de supporter le poids de la guerre. Les défaites ébranlent le prestige et la puissance du système gouvernemental féodal et absolutiste. Le tsar est contraint d'abdiquer. La bourgeoisie s'efforce sous Kérénsky de devenir la classe dirigeante et de gouverner le pays; elle est soutenue par l'Entente, les grands propriétaires fonciers et les différents partis socialistes-bourgeois (menchéviki, socialistes-révolutionnaires). Mais comme la classe bourgeoise est numériquement trop faible, la révolution bourgeoise ne peut se développer et la grande bourgeoisie dirigeante se trouve obligée de faire face à la poussée du prolétariat révolutionnaire. Le gouvernement bourgeois ne peut trouver d'appui ferme dans la paysannerie, car celle-ci désire avant tout la paix et ensuite la terre (au moyen du partage sans rachat de la grande propriété agraire); deux choses qu'aucun gouvernement bourgeois ne peut lui donner. Le mécontentement de la politique du gouvernement bourgeois étant général, le pouvoir est conquis presque sans effort par le prolétariat révolutionnaire, sous la direction des communistes.

Les bases sociales de la dictature

La base sociale de la dictature en Russie était et est encore l'alliance du prolétariat industriel avec la paysannerie. Le prolétariat industriel étant très peu nombreux et concentré dans quelques rayons industriels, la dictature du prolétariat ne pouvait s'appuyer que sur les masses paysannes. L'alliance de classes fut conclue au début avec toute la paysannerie, quoique cette dernière renfermât des couches différentes: paysans aisés, moyens et indigents. Le pacte fut conclu pour la lutte commune contre les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie. Tandis que les ouvriers occupaient les grandes fabriques et usines, les voies de communication, les grandes banques, les paysans s'emparaient des terres des seigneurs. La mainmise sur ces biens s'effectua de façon différente, suivant le degré de développe-

ment économique du prolétariat et de la paysannerie. Les ouvriers s'emparèrent pour le compte de l'Etat des entreprises industrielles importantes qui ne pouvaient être utilisées que par le travail commun d'une grande quantité d'hommes. Les paysans se partagèrent la terre, le bétail et les machines à la manière anarchique; en nombre d'endroits, ils détruisirent, brûlèrent les propriétés des seigneurs.

Pour les paysans riches, la mainmise sur les terres des grands propriétaires fonciers marquait le terme de la révolution. Sur ces entrefaites, le prolétariat avait eu le temps d'organiser et de consolider sa domination. Bientôt il lui fallut lutter contre les paysans riches qui, ne faisant aucune distinction entre l'Etat bourgeois de Kérensky et l'Etat prolétarien, refusaient de livrer à ce dernier pour du papier-monnaie les vivres dont il avait besoin, agissant ainsi de la même façon que les paysans de l'Europe Centrale et Occidentale envers leurs gouvernements. La crise du ravitaillement dans les villes, qui avait déjà commencé à se faire sentir à l'époque de Kérensky (1), s'accroissait de plus en plus.

Le prolétariat dut modifier sa politique. La paysannerie tout entière était l'alliée du prolétariat dans la lutte de ce dernier contre les classes dominantes, mais elle n'était pas disposée dans son ensemble à fournir une aide active au prolétariat dans la construction de l'économie communiste. Le prolétariat ne pouvait trouver un appui effectif que chez les paysans pauvres, chez les demi-prolétaires des villages qui, possesseurs de lopins de terre insignifiants, étaient obligés de louer leur main-d'œuvre. Ce fut alors la période des *comités de paysans pauvres*. Ces comités aidèrent le prolétariat à ravitailler les villes. Pour les récompenser, on procéda sur une vaste échelle à une nouvelle répartition de toutes les terres, y compris celles des paysans riches qui n'avaient point été acquises par l'expropriation révolutionnaire des seigneurs. Tous les habitants d'un rayon déterminé, assez restreint d'ailleurs, reçurent la même superficie de terrain. Pratiquement ce fut le nivellement relatif de la population paysanne de la Russie d'Europe (2). Maintenant le prolétariat n'a plus affaire à une population rurale hétérogène, mais à une masse presque homogène de paysans moyens, à des dizaines de millions de petits propriétaires cultivant eux-

mêmes leur bien et désireux d'échanger l'excédent de leurs récoltes contre des instruments agricoles, des articles manufacturés, du fer, du sel, du pétrole, c'est-à-dire contre des produits industriels. Dans sa majorité, cette masse défend la dictature du prolétariat contre les capitalistes et les propriétaires fonciers, mais, en tant que masse de petits producteurs autonomes, est étrangère, même hostile, non seulement au socialisme, mais à toute immixtion de l'Etat dans ses affaires.

Cet état de choses est-il inhérent à la dictature du prolétariat et doit-il se répéter fatalement dans chaque pays? C'est ce que pensent nombre de communistes, prêts à emprunter aux Russes non seulement leurs méthodes politiques, basées sur une analyse rigoureuse du rapport effectif des forces, mais aussi le contenu social et économique de ces méthodes. C'est là, à n'en pas douter, une erreur, que Lénine lui-même a dénoncée (3):

«... Toute une série de mesures spéciales de transition... seraient complètement inutiles dans les pays où le capitalisme est développé, où les ouvriers industriels et agricoles forment l'immense majorité de la population. Dans les pays à capitalisme développé, il existe toute une classe de salariés agricoles qui s'est constituée peu à peu, durant des dizaines d'années.

«Seule, cette classe peut être socialement, économiquement et politiquement l'appui indispensable pour le passage immédiat au socialisme. Dans toute une série d'ouvrages, dans tous nos discours, dans toute la presse, nous avons constamment souligné qu'il n'en est pas ainsi en Russie, que l'immense majorité de la population est formée de petits propriétaires fonciers, et l'infime minorité d'ouvriers industriels.

«Dans un tel pays, la révolution sociale ne peut triompher définitivement que... par l'accord du prolétariat avec la majorité de la population paysanne».

Seule, la classe des journaliers agricoles, comme le dit Lénine, peut être l'appui social, économique et politique dans la période de transition au socialisme, c'est-à-dire dans la période de la dictature.

Que faut-il en conclure?

Que, dans les pays où il existe une classe d'ouvriers agricoles, cette classe doit être *conservée, si possible, en tant que classe d'ouvriers salariés*. Par suite, les grands domaines ne sauraient être morcelés. Si l'on procède au dépeçement des grandes exploitations agricoles, cette classe d'ouvriers agricoles disparaîtra, et à la classe des petits paysans il s'ajoutera une nouvelle couche. Cette nouvelle couche de petits paysans sera certainement prête à défendre, sous la direction du prolétariat urbain, la dictature du prolétariat contre les attaques de la bourgeoisie et des grands propriétaires fonciers. En effet, en défendant cette dictature, elle ne fera que défendre la terre que lui aura donnée la révolution. Mais l'alliance ne sera que temporaire. Devenu possesseur de son petit lopin de terre, le journalier agricole se transformera en un petit propriétaire que sa situation économique rendra hostile non seulement au socialisme, mais à toute régularisation étatique de l'agriculture—même sur la base du capitalisme d'Etat. C'est pourquoi, dans les pays où il existe

(1) Voir la brochure de Lénine: *L'imminence de la catastrophe et les moyens de la conjurer* (Arbeiter Buchhandlung, Vienne 1921).

(2) Nous disposons des chiffres suivants pour 24 gouvernements de la Russie d'Europe.

	Années	
	1917	1919
Paysans sans terres aucunes	11,4	6,5
Possédant une superficie maximum		
d'un hectare	10,7	18,8
de 2 à 4 hectares	48,5	55,2
de 4 à 8 hectares	21,6	16,4
de 8 à 22 hectares	7,7	3,1
plus de 22 hectares	0,2	—

(Voir Bogdanov: *L'économie rurale en Russie à la fin de l'année 1920*.)

(3) Discours de Lénine au X-e Congrès du P. C. R., mars 1921 (*Deutsch-Russ. Korresp.* mars—avril 1921, p. 222).

de grandes exploitations agricoles avec un prolétariat rural relativement concentré—en Roumanie, en Pologne, en Hongrie, en Italie—ce serait, à notre avis, faire fausse route que de suivre aveuglément l'exemple de la Russie (1).

Il ne faut pas par le partage des grands domaines transformer les journaliers agricoles en petits propriétaires, à moins que la nécessité nous y force. En effet, seule cette classe peut être «l'appui social, politique et économique permettant le passage direct au socialisme». En Russie, la situation était autre. Ce qui prédominait dans ce pays, ce n'était pas la grande exploitation, mais la grande propriété. La terre des seigneurs était affermée, la plupart du temps, par petites parcelles aux paysans (2).

Même les grands domaines étaient cultivés non par des prolétaires sans terre, mais par des paysans pauvres, des demi-prolétaires. C'est pourquoi leur partage ne transformait pas des prolétaires véritables en petits paysans, mais des paysans pauvres en paysans moyens; il n'y avait pas là passage à une nouvelle classe, mais accroissement de la propriété au sein de la même classe (3).

Le morcellement de la propriété foncière a, au point de vue économique aussi bien qu'au point de vue politique, des résultats désastreux. La récolte des céréales dans une petite ferme est proportionnellement très inférieure à ce qu'elle est dans un grand domaine (4). Cela complique d'autant plus la question de l'alimentation du prolétariat urbain, question extrêmement difficile à résoudre pendant la dictature. Au point de vue de l'organisation, les inconvénients sont encore plus grands. L'excédent de la récolte est facilement et rapidement réalisable dans un grand domaine; dans les petites propriétés au contraire, il se dissimule, il échappe aux investigations et va au marché libre. Pour cette raison encore

il convient de conserver les grandes exploitations rurales.

Mais, revenons à la Russie:

Le communisme militaire

Le développement de la politique économique russe jusqu'en mars 1921 nous donne à peu près le tableau suivant:

Dans l'économie rurale: contradiction flagrante entre la production paysanne privée d'une part, la réquisition et la répartition nationale des produits, de l'autre. En principe, le paysan est considéré comme le chaînon principal de l'économie nationale. De sa production on ne lui permet de garder que ce qui est nécessaire pour l'alimentation de sa famille, plus ce qu'il lui faut pour continuer à mettre en valeur sa propriété (nourriture pour les bestiaux, graines pour l'ensemencement); tout le reste lui est enlevé par l'Etat. Par suite, le commerce des grains, des pommes de terre, etc., est interdit. D'autre part, le gouvernement fournit en principe au paysan tous les produits industriels nécessaires (sel, pétrole, articles manufacturés, fer, instruments agricoles, etc.).

Dans l'industrie: Nationalisation progressive des entreprises: en décembre 1920, elle s'étend aux entreprises occupant de 5 à 10 ouvriers; union des différentes branches de l'industrie en immenses trusts centraux; tentatives de soumettre à la direction étatique la petite industrie domestique (artisans); interdiction presque absolue de tous les échanges locaux (5). Les organes économiques centraux disposent de tous les produits.

Dans le commerce: Le petit commerce local n'est autorisé à trafiquer que des produits non monopolisés par l'Etat. Monopolisation du commerce extérieur.

Dans les moyens de communication: Les transports mécaniques (chemins de fer, batellerie, etc.) et, en partie, le charroi, sont affectés presque exclusivement aux besoins de l'économie nationale.

Dans la circulation monétaire: Dépréciation rapide du papier-monnaie. Adoption du système du paiement en nature pour tous les ouvriers et employés de l'appareil économique étatique.

En résumé: Développement rectiligne apparent vers le communisme, mais en même temps contradictions internes essentielles. Lénine a justement qualifié ce système de «communisme militaire». L'essence des contradictions provient de ce que le système de l'économie organisée sur des bases nationales englobe des éléments à caractère anti-capitaliste, pour la plupart.

C'est pourquoi, les résultats économiques de cette période sont notablement insuffisants. Cette insuffisance se manifeste:

Dans l'économie rurale: Réduction considérable des emblavures (6). Abaissement sensible de la moyenne de la récolte. Tendence à revenir à la pro-

(1) Pendant la dictature en Hongrie, nous avons nationalisé toutes les propriétés de plus de 50 hectares. Chaque domaine était remis à une association composée des ouvriers salariés/employés auparavant à sa culture; de plus, des mesures avaient été prises pour que les ouvriers des villages voisins, ne demeurant pas dans le domaine mais y travaillant constamment, fussent compris dans cette association. La durée éphémère de la dictature hongroise ne nous permet pas de porter un jugement définitif sur ce système qui, au moment de son application, a soulevé de nombreuses discussions même dans les milieux communistes hongrois (Voir mon livre: *Les tâches economico-politiques de la dictature du prolétariat*, 2^e édition. Bibliothèque de l'Internationale Communiste). Actuellement, instruit par l'expérience de la Russie, je suis plus favorable à la solution hongroise du problème que je ne l'étais immédiatement après la chute du régime communiste en Hongrie, lorsque j'écrivais mon ouvrage.

(2) En 1916, les seigneurs n'exploitaient eux-mêmes que 9% de leurs terres (V. Popof: *La production des céréales en Russie soviétique*, p. 27).

(3) Cette déduction, comme d'ailleurs toutes les autres de cet article, est basée sur l'étude générale des faits, mais il est évident qu'elle ne peut s'appliquer à tous les cas. Par suite de l'immense superficie du territoire et de la diversité des conditions agraires, toutes les formes d'exploitation agricole existaient en Russie; les grandes exploitations existaient surtout dans les régions frontalières, ainsi qu'en Pologne et en Ukraine.

(4) Popof estime à 16 millions de quintaux la réduction de la récolte des céréales causée par le partage des grandes propriétés.

(5) Cette interdiction est fréquemment violée. Dans les villes des provinces reculées, les paysans des villages environnants continuent à échanger leurs produits contre des articles manufacturés.

(6) On pourra trouver des chiffres précis dans la brochure de Popof.

duction domestique: le paysan sème juste ce qu'il lui faut pour sa propre consommation et s'efforce de produire lui-même tout ce qui lui est nécessaire. Disparition progressive du système de la division du travail. Abandon des cultures spéciales, culture exclusive des céréales. Impuissance du gouvernement à fournir les produits industriels nécessaires au paysan. Par suite, réapparition des formes les plus primitives des petits métiers.

Dans l'industrie: Entraves insupportables apportées à la production par la bureaucratie pénétrant partout et rendant impossible toute initiative privée; décadence de la grande industrie; abaissement de la productivité du travail à 30-40% et de la production à 3-30% de celles d'avant guerre.

Dans le commerce: Trafic clandestin, spéculation, fraudes.

Dans le ravitaillement: Insuffisance du ravitaillement par l'Etat; acquisition par les particuliers des objets de première nécessité; voyages lointains pour l'achat du minimum de produits alimentaires nécessaire à la consommation. Tout le mobilier de la population urbaine passe peu à peu aux paysans.

Seuls, les personnes mal intentionnées et les ennemis du régime soviétiste attribueront l'insuffisance de ces résultats économiques exclusivement à la dictature. La décadence de l'économie populaire russe, qui avait déjà commencé avant la révolution, est principalement l'effet de la guerre ininterrompue que la Russie a dû soutenir pendant sept ans. Elle est analogue à celle qui a atteint tous les pays belligérants de l'Europe Centrale. En un mot, c'est une crise de "sous-production", une conséquence inévitable de la guerre mondiale, qui n'a rien à voir avec la forme de gouvernement.

Le communisme militaire a donné de fâcheux résultats économiques. Et pourtant, il était la seule voie possible pour arriver au but politique final: le maintien du pouvoir de la classe ouvrière, et était rigoureusement imposé par les circonstances.

«Ce système a été dicté par des raisons et des exigences militaires et non par les besoins de l'économie populaire. Dans le bouleversement inouï de toutes les conditions de vie en Russie, alors que, la grande guerre terminée, nous étions obligés de mener toute une série de guerres civiles, il n'y avait pas d'autre issue. Certes, dans l'application de cette politique toute une série d'erreurs et d'exagérations furent commises... Mais, en principe, cette politique était juste dans les conditions de guerre qui étaient celles où nous vivions. Nous n'avions d'autre possibilité que l'application intégrale et immédiate du monopole...» (1).

Pour résister à l'assaut des forces contre-révolutionnaires soutenues par tous les gouvernements capitalistes, la Russie soviétiste dut faire servir à la guerre toutes les ressources du pays. Elle mit la main sur l'outillage agricole, réquisitionna pour les besoins de l'armée les produits de la petite industrie et, empêchant les échanges commerciaux, réduisit au minimum la consumma-

tion de la population. Certes, tout le mécanisme de l'économie populaire en souffrit profondément. Mais tant que dura la guerre civile, les ouvriers des villes et les paysans supportèrent toutes les privations, comprenant qu'il fallait avant tout songer à la défense du pays (1).

Il est nécessaire de souligner expressément qu'au début il n'entrait pas dans le programme des communistes d'introduire en Russie le système du communisme militaire. On peut en donner de nombreuses preuves.

La principale est, en somme, la brochure publiée par Lénine en 1918 et à laquelle il se réfère dans sa brochure sur l'impôt alimentaire. De l'analyse des rapports concrets de classes en Russie, il conclut qu'il faut tout d'abord à la Russie une période de transition, un «capitalisme d'Etat», car le milieu petit-bourgeois et les conditions de vie des paysans ne permettent pas la réalisation immédiate du socialisme.

La date de l'établissement de l'impôt alimentaire dans l'économie rurale remonte, comme on peut s'en convaincre par le texte de la loi promulguée à cet effet, au 30 octobre 1918; cet impôt avait donc été décidé par les bolchéviks une année après leur conquête du pouvoir.

Des instructions pour la péréquation et le recouvrement de cet impôt furent également publiées, mais la guerre civile en empêcha l'application et força le pouvoir à décréter le monopole des céréales.

La législation de la première année de la domination des communistes montre clairement l'intention qu'avaient ces derniers de ne nationaliser que les branches de l'industrie «mûres» pour la nationalisation et de se borner à contrôler les autres, qui devaient rester la propriété privée des capitalistes. A ce sujet, Larine écrit (2):

«La bourgeoisie urbaine se refusa catégoriquement à commercer, à continuer de diriger les entreprises industrielles... Les patrons ne voulaient plus «risquer de perdre leur argent avec les bolchéviks...» ils voulaient attendre la chute de ces derniers, car ils avaient les moyens de le faire... C'était le temps où les propriétaires de la batellerie de la Volga arrêtaient complètement les travaux de réparation, où les marchands de bois cessaient de renouveler leurs approvisionnements, etc.»

Mais, la bourgeoisie ne se borna pas à une résistance passive.

«Les grandes banques, en 1917, immédiatement après la mainmise sur la Banque d'Etat, financèrent la grève des employés et l'insurrection armée des officiers. Les tentatives de réaliser un contrôle sur les banques échouèrent... Toutes les formes de compromis économiques, comme l'autorisation accordée aux capitalistes de continuer, sous le contrôle du pouvoir ouvrier, à gérer les banques, furent utilisées par la bourgeoisie contre le prolétariat... Il en fut de même également dans les entreprises industrielles et les maisons de commerce dont les caisses, après la nationalisation des banques, servirent à subventionner

(1) Lénine, *L'attitude de la classe ouvrière envers la paysannerie*. Discours au Congrès du P. C. R., mars 1921 (*Correspondance russe*, mars-avril 1921, p. 230).

(2) «Le communisme militaire consistait, pour satisfaire aux besoins de l'armée et des ouvriers, à enlever aux paysans tout l'excédent de leur récolte et, souvent même, les vivres qui leur étaient nécessaires... Cette politique ne correspondait pas et ne pouvait pas correspondre aux tâches économiques du prolétariat», souligne encore Lénine (*L'impôt alimentaire*).

(3) *Correspondance russe*, juin 1921, p. 438.

les associations des blancs et à financer les grèves des employés des banques nationalisées. Les directeurs des usines et des fabriques entraînaient consciemment la production et l'amenaient à une stagnation complète... (1).

Les besoins pressants de la guerre, la résistance et le sabotage de la bourgeoisie obligèrent le pouvoir soviétique à recourir, bien malgré lui, à la nationalisation et à instaurer le système du communisme militaire dans lequel, une fois déclenché, le mécanisme bureaucratique, il est vrai, outrepassa souvent le but. Ce système, dont la base sociale était l'union militaire des ouvriers des villes avec les couches les plus pauvres des paysans, devait être aboli dès le moment où l'on pourrait considérer la guerre comme terminée.

Et ainsi, la question se pose: quelle est la partie de l'expérience russe qui a une valeur générale et quelle est la partie valable seulement pour la Russie? Comme moyen de vérification, nous avons l'expérience de la Hongrie. Quelque important et désirable qu'il soit pour le prolétariat de se borner à nationaliser les seules branches de l'industrie déjà «mûres» et pour les autres de conclure un accord avec les capitalistes, de proposer—comme l'écrivit Lénine—une «sorte d'indemnisation» à ceux des capitalistes les plus expérimentés, les plus talentueux, qui seront décidés à entrer au service du pouvoir soviétique et à aider loyalement à organiser la grande production étatique, il faut reconnaître que toute tentative en ce sens, au début de la dictature, se brise fatalement contre la résistance des capitalistes et des ouvriers.

Les capitalistes résistent parce qu'ils sont persuadés de la durabilité de leur pouvoir, parce qu'ils considèrent la dictature du prolétariat comme un phénomène éphémère; c'est pourquoi ils sabotent la production nationale en arrêtant le fonctionnement de leurs propres entreprises. D'ailleurs, cette tactique concorde avec les intérêts privés de chaque capitaliste. En effet, dans la première période de la dictature, lors de la hausse générale des salaires, de la complète absence de discipline parmi les ouvriers et de la baisse considérable de la productivité, il est difficile que les usines et les fabriques puissent donner un revenu quelconque. D'autre part, le capitaliste nourrit une défiance sans bornes envers le gouvernement prolétarien. Il n'a pas la moindre garantie que le gouvernement ouvrier ne fera pas dans un avenir prochain un nouveau pas dans la voie de l'expropriation et que son entreprise ne sera pas nationalisée, elle aussi. Quel intérêt a-t-il, dans ce cas, à transmettre à un gouvernement odieux son entreprise en parfait état, en pleine activité? Il s'efforce au contraire d'en retirer tout ce qu'il peut pour le transformer en biens meubles: or, brillants, billets de banque, valeurs étrangères, et le premier emploi qu'il fait de son argent est de subventionner la contre-révolution. Pour toutes ces raisons, toute tentative d'accord avec la

bourgeoisie est, à notre avis, dans les premiers temps, fatalement vouée à l'insuccès (1).

De plus, le pouvoir soviétique est obligé d'aller de plus en plus loin dans la voie de l'expropriation; sinon, des branches importantes de l'industrie déjà nationalisée manquant des produits de la petite et de la moyenne industrie, déperiraient inévitablement.

Pour parer à la résistance des ouvriers, nous n'avions nationalisé en Hongrie que les entreprises comptant plus de 20 ouvriers. Mais les ouvriers des entreprises occupant de 10 à 20 personnes ne pouvaient admettre qu'ils fussent restés sous l'autorité des employeurs, pour la seule raison qu'il manquait «par hasard» quelques ouvriers pour faire le compte de 20. Ils se mirent, de leur propre chef, à nationaliser les entreprises et à chasser les patrons sous le prétexte que ceux-ci se livraient au sabotage, qu'ils avaient congédié exprès des ouvriers pour éviter la nationalisation, que l'entreprise dans les conditions «normales» d'avant-guerre devrait occuper plus de 20 ouvriers, etc. Que pouvait-on opposer à cela? Nous ne pouvions pourtant pas réinstaller de force dans son entreprise, le capitaliste que les ouvriers en avaient expulsé (2).

Cet état de choses, à notre avis, se répètera fatalement au début de toute dictature du prolétariat. Il est impossible de songer à un accord quelconque avec la bourgeoisie, tant que le pouvoir soviétique n'aura pas été définitivement consolidé.

Seuls, quelques petits pays, dans lesquels la dictature du prolétariat s'établira à la fin de la révolution mondiale sans lutte de classe aigüe, feront peut-être exception à la règle. Il est possible que là les capitalistes comprennent l'inutilité de la résistance et aident autant qu'ils le pourront à réaliser sans douleur le passage au communisme. Mais il n'est pas impossible non plus que ces pays, devenus le refuge des capitalistes expulsés des pays voisins, se transforment en citadelles de la bourgeoisie aux abois.

Il est donc à peu près certain que chaque pouvoir soviétique devra construire son «communisme militaire» sur l'expropriation de toutes les entreprises industrielles plus ou moins importantes et sur la monopolarisation générale des produits (exception faite toutefois pour le petit commerce local). Et ainsi le problème international qui se pose maintenant est celui-ci: Le «communisme militaire» donnera-t-il et doit-il donner partout des résultats aussi déplorables qu'en Russie, et faudra-t-il partout revenir en arrière dans la suite?

(1) Dans mon ouvrage: *La socialisation complète et le communisme*, j'écrivais à ce sujet: «L'expropriation, même sans rachat, est un acte économique et révolutionnaire de la plus haute importance. En enlevant immédiatement à la bourgeoisie ses moyens matériels d'action, on détruit toute possibilité de contre-révolution. La socialisation lente, méthodique, basée sur le rachat, est impossible pour la dictature du prolétariat. L'expropriation, en effet, est un acte de la lutte de classes» (p. 60).

(2) Pendant la dictature du prolétariat en Hongrie, l'organe du syndicat des coiffeurs m'agonissait d'injures, disant que j'étais intéressé personnellement au maintien de la propriété individuelle dans la coiffure, et tout cela parce que je m'opposais à la nationalisation des boutiques de coiffeurs.

(1) *L'ancienne et la nouvelle politique des communistes (Correspondance russe, juin 1921, page 508).*

Nous croyons que non.

Les mauvais résultats obtenus par la Russie ont des causes spéciales: la Russie est le premier Etat prolétarien, elle est le pionnier qui fraye la voie, c'est pourquoi il lui a fallu, des années durant, repousser sur les champs de bataille la bourgeoisie internationale; elle a été privée des avantages de la division internationale du travail; le peuple russe dans l'ensemble manque d'organisateur, car le capitalisme qui est une école d'organisation ne s'est implanté que tard en Russie, où les meilleurs organisateurs ont été jusqu'à la Révolution des étrangers; les prolétaires les plus doués au point de vue des capacités d'organisation travaillaient dans l'armée, dans le parti et dans l'administration, ou bien ont péri sur les champs de bataille; le pays immense, faiblement peuplé, a un réseau ferroviaire, téléphonique et télégraphique très peu développé, ce qui entrave l'établissement d'une économie rationnelle et accentue les contradictions entre le centralisme et le séparatisme. Malgré le résultat désastreux de l'expérience russe et le résultat guère plus favorable de l'expérience hongroise, nous estimons que dans les pays à capitalisme développé, lesquels, par suite, disposent d'un prolétariat nombreux, instruit et doué de capacités organisatrices, dans les pays ayant une population dense et de bonnes voies de communication, dans les pays limifrophes en partie d'Etats soviétiques et n'ayant pas par suite à lutter sur toutes leurs frontières contre des Etats capitalistes, le passage immédiat du «communisme militaire» au socialisme sera possible sans période intermédiaire de régression.

La nouvelle politique économique de la Russie

Au début de l'année 1921, la situation exigeait impérieusement la transformation radicale de la politique économique, suivie jusqu'alors en Russie.

Cette transformation était nécessaire au point de vue politique, parce que les paysans pauvres étaient passés à la classes moyenne et réclamaient une politique économique en conformité avec leurs besoins (1).

«Nous savons, dit Lénine, que, tant que les autres pays n'auront pas fait leur révolution, il n'y a que l'accord avec la paysannerie qui puisse sauver la révolution socialiste en Russie. Et cela, il faut le dire franchement, ouvertement à toutes nos assemblées, dans toute notre presse. Nous ne devons rien dissimuler, nous devons dire nettement et ouvertement que la paysannerie est mécontente de la forme de rapports établie par nous, qu'elle n'en veut pas et qu'elle ne la tolérera pas plus longtemps. C'est là un fait incontestable. Cette volonté s'est manifestée d'une façon catégorique. C'est la volonté de l'immense masse de la population travailleuse. Nous devons en tenir compte et nous avons assez d'esprit politique pratique pour dire carrément: «Revisons cela» (2).

(1) Un exemple des plus frappants du changement de l'état d'esprit des masses nous est fourni par les mots d'ordre de quelques insurrections paysannes:

«Vivent les bolchéviks (qui nous ont donné la terre)!» — «Vive le commerce libre!» — «A bas les communistes (qui nous réquisitionnent notre blé)!»

Il fallait absolument mettre fin à cette contradiction, entre la propriété privée de la terre et la répartition nationale de la récolte de cette terre.

(2) Discours prononcé au X^e Congrès du parti (Correspondance russ., 1921, N^o 3-4, p. 222).

Cette transformation était nécessaire au point de vue économique, parce que les emblavures et les récoltes diminuaient continuellement. Le paysan n'avait plus rien qui le stimulât à produire plus que pour sa consommation personnelle et à gérer soigneusement son bien. La grande industrie étant paralysée et sa production n'atteignant que 3 à 30% de celle d'avant-guerre, l'Etat ne pouvait, malgré toute sa bonne volonté, fournir au paysan les moyens de production et les articles manufacturés dont celui-ci avait besoin. Le commerce étant interdit et le système du communisme militaire étant appliqué à la petite et à la moyenne industrie, celles-ci se trouvaient également paralysées. Le paysan ne pouvait se procurer ce dont il avait besoin. Mais, la révolution internationale se faisant attendre, la grande industrie étatique ne peut se développer qu'après la restauration de l'économie rurale. La décadence de la grande industrie étatique est due principalement à l'insuffisance de produits alimentaires pour les ouvriers et de combustible pour les machines. Or, c'est la restauration de l'économie rurale qui permettra de se procurer ces produits alimentaires et ce combustible. Le principal combustible en Russie est actuellement le bois, mais pour le transporter, il faut des millions de chevaux et de véhicules que l'on ne peut trouver chez les paysans. C'est pourquoi, la première tâche qui s'impose est le relèvement de l'économie rurale. Pour cela, il faut avant tout redonner au paysan le stimulant matériel qui l'incite à accroître sa production. Ce but est atteint par l'établissement de l'impôt alimentaire et de la liberté du commerce et la restauration de l'industrie privée.

L'impôt alimentaire remet l'économie rurale sur l'ancien pied: le système de la propriété privée rentre en vigueur. Après avoir acquitté l'impôt, le paysan dispose librement de toute sa production. Et ainsi, il est incité à produire davantage. Ce qui l'y incite, c'est la modalité même de l'impôt: ce dernier est calculé d'après la superficie totale de la propriété et non d'après la surface ensemencée; les cultures spéciales supérieures ne sont pas soumises à l'impôt; l'impôt est calculé sur la récolte moyenne dans le district. C'est en somme une sorte de prime accordée au cultivateur qui a su obtenir un rendement au-dessus de la moyenne, et une punition pour le mauvais agriculteur.

Mais le paysan n'a aucun intérêt à produire plus que pour sa consommation, s'il ne peut échanger l'excédent de sa production contre les objets dont il a besoin. La grande industrie étatique étant temporairement dans un marasme complet, cet échange ne peut s'effectuer que contre les produits de la moyenne et de la petite industrie. Par suite, il faut insituer la liberté du commerce et des métiers, rétablir en somme le capitalisme libre dans ses degrés inférieurs.

«La liberté de l'échange, dit Lénine, c'est la liberté du commerce, et la liberté du commerce, c'est le retour au capitalisme. La liberté de l'échange et la liberté du commerce, c'est la faculté pour les petits producteurs de trafiquer entre eux de leurs produits. Pour tous ceux d'entre nous qui connaissent l'ABC du marxisme, il est évident que cette liberté de l'échange et du commerce entraîne fatalement la divi-

sion des producteurs en propriétaires de capitaux et en propriétaires de main-d'œuvre, c'est-à-dire la restauration du salariat et le rétablissement de l'esclavage capitaliste, qui ne tombe pas tout droit du ciel mais qui, sur tout le globe, surgit de l'échange des produits agricoles.

La renonciation aux points les plus essentiels du système du communisme militaire: au monopole du blé et à l'interdiction du commerce privé, entraîne la liquidation de l'appareil économique central, développé bien au delà des limites permises par les possibilités d'organisation actuellement existantes. Les entreprises industrielles, petites et moyennes, sont rétablies et louées à des associations de travailleurs ou même à des capitalistes privés; la majorité des entreprises qui restent sous la direction de l'Etat sont mises à la disposition des autorités locales. Quant aux entreprises étatiques elles-mêmes, on leur laisse, conformément aux nouvelles conditions, beaucoup plus d'initiative, on leur donne la liberté d'effectuer certaines opérations commerciales: elles peuvent elles-mêmes écouler une partie de leurs produits, acheter des marchandises au marché libre, etc. Par suite, la politique financière du pouvoir soviétique se modifie. Pour assurer l'équilibre du budget de l'Etat, les tarifs des chemins de fer ont déjà été augmentés de 400 fois; l'Etat pour tout ce qu'il fournit (sauf les salaires en nature et l'assurance sociale) percevra désormais un paiement en argent⁽¹⁾. Tous les artisans privés, tous les marchands, tous les industriels devront acquitter un impôt en espèces⁽²⁾.

En résumé: sous le régime du communisme militaire, l'Etat considérait en principe, que tous les habitants du pays sont ses employés et qu'il doit se charger de satisfaire en nature à leurs besoins. Maintenant, au contraire, il s'assimile à un propriétaire ordinaire menant une entreprise privée. Comme tel, il perçoit une partie du salaire de tous les citoyens et un certain prix pour tous les services qu'il rend: le paysan s'acquitte en nature, les commerçants et les artisans en espèces. L'Etat n'a plus qu'à s'occuper désormais de ses propres ouvriers et employés, dont le nombre est considérablement réduit, et de l'assurance sociale. L'Etat prolétarien occupe, par rapport aux citoyens, la même position qu'un gouvernement bourgeois quelconque, mais le caractère de classes de ces deux types d'Etat continue de subsister.

Perspectives et conséquences de la nouvelle politique

Comment la nouvelle politique a-t-elle été accueillie par les différentes couches de la population? Nous avons encore à notre disposition trop peu de données pour pouvoir répondre d'une façon définitive à cette question. Toutefois on peut dire que les paysans ont été satisfaits de la nouvelle politique. Dans tous les villages, on remarque une recrudescence d'activité,

(1) Jusqu'à la fixation définitive des prix des produits délivrés par l'Etat, ces prix ne pourront pas être moindres que ceux qui existent sur le marché libre (Décret du 5 août 1921, § 3).

(2) Décret du 21 juin 1921.

la surface cultivée augmente et, sans le fléau de la mauvaise récolte provoquée par la sécheresse, les résultats favorables de la nouvelle politique se feraient déjà sentir cette année. Il n'est pas douteux non plus que les petits commerçants, les spéculateurs et les vendeurs clandestins, qui étaient obligés jusqu'à présent de s'occuper de leur métier illégalement et par suite vivaient dans la crainte continuelle d'être arrêtés et condamnés par la justice prolétarienne, aient accueilli avec enthousiasme le décret sur la liberté du commerce. D'autre part, les raisons qui rendent impossible tout accord avec la bourgeoisie et empêchent les capitalistes de travailler comme tous les citoyens dans l'économie étatique prolétarienne subsistent encore en Russie. Les capitalistes se méfient: ils ont peur de créer des entreprises, car l'Etat prolétarien ne leur garantit pas qu'il ne confisquera pas, en vertu d'un nouveau décret, les biens qu'il leur rend ou ceux qu'ils acquerront. En vain Lénine souligne-t-il que la nouvelle politique a été «élaborée sérieusement et pour longtemps»; les capitalistes n'ont pas confiance, et il s'écoulera encore beaucoup de temps avant qu'ils renoncent à l'espoir d'assister au renversement de la dictature du prolétariat et qu'ils se mettent énergiquement au travail. Quant aux ouvriers épuisés par les privations des dernières années, il est peu probable qu'ils opposent une résistance quelconque à la réapparition du capitalisme. Seuls, dans le parti communiste, quelques éléments abandonnant avec regret l'illusion qui leur faisait voir dans le communisme de guerre le prédécesseur immédiat du communisme véritable, voient dans la nouvelle politique un danger pour la dictature. Ce danger existe-t-il véritablement?

Nous estimons que non.

La nouvelle politique satisfait la paysannerie moyenne qui forme actuellement à peu près les 3/4 de la population de la Russie. Le prolétariat conserve entre ses mains la force armée, l'appareil gouvernemental, les transports, la grande industrie, le commerce extérieur, l'argent. Ce sont là des positions assez fortes pour qu'on puisse y résister à la montée extrêmement lente du capitalisme et maintenir celui-ci dans des limites n'offrant aucun danger pour le pouvoir du prolétariat.

Mais le danger vient d'un autre côté. Je l'ai signalé dans la préface à la 2^e édition de mon livre, le 3 janvier 1921, c'est-à-dire bien longtemps avant le revirement dans la politique économique de la Russie (1).

«Ceux qui se plaignent des difficultés économiques dans lesquelles se débat la Russie ne doivent pas oublier que la Russie est isolée, qu'elle est le tirailleur avancé qui, seul depuis 3 ans, lutte contre tout le monde capitaliste pour l'émancipation de l'humanité. Une charge trop lourde est imposée à la Russie. Il est temps, il est grand temps que la révolution internationale vienne mettre fin à l'isolement de la Russie... Et cela, non pas seulement dans l'intérêt de la Russie

(1) E. Varga: *Les problèmes économiques de la dictature du prolétariat*, 2^e éd. p. 11.

elle-même, car son prolétariat, même sans le secours de celui des autres nations, ne sera pas vaincu, comme l'a été le prolétariat de la petite Hongrie soviétiste. Mais il est à redouter que la Russie cesse d'être le moteur de la révolution internationale. Il ne faut pas se le dissimuler. Il existe en Russie des communistes qui en ont assez d'attendre la révolution européenne et qui ont l'intention de construire définitivement la Russie sur les bases de son isolement, c'est-à-dire de faire la paix avec les impérialistes, d'établir des échanges commerciaux réguliers avec les pays capitalistes, de leur accorder différentes sortes de concessions et de cesser toute propagande à l'étranger. Et ainsi se formera un nouveau type d'Etat, dans lequel la classe ouvrière tiendra en mains le pouvoir en s'appuyant sur les grandes masses paysannes. Cet Etat échangera ses matières brutes et l'excédent de ses produits alimentaires contre les produits du monde capitaliste et ainsi contribuera indirectement au renforcement de la société capitaliste. Ce courant

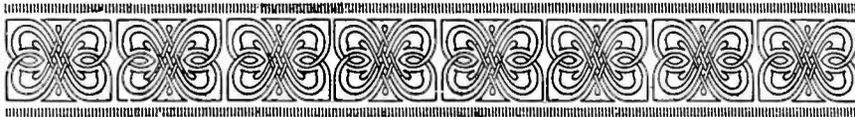
tendant à conserver l'Etat prolétarien et l'économie prolétarienne dans les cadres du monde capitaliste, c'est-à-dire dans l'isolement, est encore faible et sans influence. Mais il ne peut pas ne pas devenir fort si la Russie prolétarienne reste encore longtemps isolée.

Loin de moi la pensée qu'un tel isolement de la Russie révolutionnaire puisse arrêter la marche de la révolution mondiale. Mais il peut la retarder. Il peut arriver qu'on laisse échapper l'occasion — actuellement extrêmement favorable — d'ébranler le capitalisme. Dans ce cas, la lutte de classes pourrait rester encore longtemps dans cette période indécise de succès et de revers alternatifs, elle pourrait y rester jusqu'à la prochaine guerre mondiale entre les vainqueurs actuels: l'Amérique, le Japon et l'Angleterre. Et cet état de choses serait des plus dangereux».

A cela nous n'avons rien à ajouter.

E. VARGA.





F. G.

LE CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND (V. K. P. D.)

Du 22 au 26 août, le Congrès du Parti Communiste Unifié d'Allemagne a tenu ses assises à Léna. Ce congrès était attendu avec le plus vif intérêt non seulement par les communistes allemands, mais par les partis communistes de tous les autres pays. En effet, il devait être, après le III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, le premier congrès d'un grand parti communiste, le congrès du parti dont la tactique, pendant l'action de mars, avait fait l'objet des débats animés du Congrès mondial. Durant ce congrès, nos frères de l'étranger étaient quelque peu anxieux, car ils redoutaient que le parti allemand n'eût trop souffert de l'action de mars et du conflit intérieur qui avait suivi cette action.

Le congrès des communistes allemands qui s'est tenu à la fin de l'été, époque où presque tous les partis politiques d'Allemagne ont l'habitude d'organiser leurs congrès, était également cette année le premier en date des congrès des grands partis politiques allemands. Au moment de sa réunion, la situation politique générale n'était pas encore élucidée, le pays traversait une période d'accalmie politique et économique relative. L'on ne pouvait s'attendre avant l'automne à une recrudescence d'activité dans la lutte politique et économique du prolétariat contre la bourgeoisie. C'est pourquoi il était à craindre que le congrès du parti, convoqué à une période d'accalmie politique, ne se réduisit à des querelles sans fin sur les fautes et les désaccords passés. Dans l'attente de ces querelles, les adversaires du V. K. P. D., les social-démocrates et les Indépendants, ne dissimulaient pas leur joie. Avec quelques-uns de ses amis, Paul Lévi, l'ancien chef du V. K. P. D., s'efforçait dans son journal *Unser Weg* (Notre Voie) de fomenter parmi nous la discorde et de faire de notre congrès un foyer de dissensions intestines.

Mais, ni les craintes de nos amis, ni les espoirs de nos adversaires ne se réalisèrent, car plus de 300.000 membres étaient représentés au congrès par 278 délégués avec voix délibérative. Quelques circonscriptions du parti n'avaient pas entièrement profité de leur droit de représentation. Assistaient au congrès, mais sans voix délibérative, les membres du Comité Central, les membres du Comité Central élargi et les dirigeants des sections, ainsi qu'une série de visiteurs étrangers.

L'état d'esprit des délégués se manifesta à la première séance du congrès. Malgré l'arrêté du III-e Congrès de l'Internationale Communiste interdisant la collaboration à l'organe de Paul Lévi, Curt Geyer, Fritz Duvell et Waldmar avaient inséré dans le numéro 8-9 du *Unser Weg* des articles relatifs au congrès, dictés par le désir marqué de compromettre publiquement le parti.

Dans ce journal, Duvell et Geyer avaient publié des articles et une résolution élaborée avec Paul Lévi, et Waldmar quelques lettres privées, dérobées au camarade Talheimer. Le Comité Central proposa d'exclure ces trois messieurs du parti pour insertion d'articles dans le *Unser Weg*. Quelques délégués renchérèrent sur la proposition du Comité Central et réclamèrent l'exclusion immédiate sans discussion, par vote nominal. Le résultat du vote fut le suivant: 273 délégués se prononcèrent pour l'exclusion absolue, et 4 pour l'exclusion conditionnelle; il y eut une abstention. Cette épuration du parti d'éléments qui, au lieu de rechercher les intérêts du parti, poursuivaient des buts personnels, fut accueillie par un tonnerre d'applaudissements.

Au congrès étaient représentés les courants suivants: une gauche de 60 membres (qui d'ailleurs n'étaient pas complètement d'accord entre eux), une opposition de droite comptant 15 représentants, et un centre qui formait la partie principale du congrès, mais qui ne participa pas à tous les votes en qualité de bloc unique, la majorité de ses membres penchant à gauche, la minorité à droite. La cohésion du centre eût été beaucoup plus grande si le Comité Central lui-même n'avait pas été désuni par le précédent conflit du parti. Le Comité Central ne tint pas toujours une ligne ferme et nette; dans plusieurs questions il laissa l'initiative aux éléments de gauche et, si ces derniers recueillirent parfois plus de voix que ne le comportait leur influence véritable, la faute en est au Comité Central.

Trois lettres: une du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, une du camarade Lénine et une autre de Radek avaient été reçues à l'ouverture du Congrès. La teneur et le ton de ces lettres donnèrent à penser aux camarades que les dirigeants de l'Internationale Communiste n'étaient pas d'accord sur l'appréciation des principaux événements et sur les questions de tactique. Une grande partie du congrès vit une

contradiction dans ces lettres. Le passage de la lettre du Comité Exécutif, où celui-ci parlait du danger de l'otzovisme au sein du V. K. P. D. et attaquait l'organisation berlinoise, souleva une protestation particulièrement violente. D'après la majorité des membres du congrès, le Comité Exécutif au lieu de contribuer à atténuer les divergences de vue à l'intérieur du parti ne faisait par sa polémique que les accentuer, et c'était là un fait des plus regrettables. Le reproche du Comité Exécutif parut injuste, car après l'action de mars l'organisation berlinoise s'était considérablement renforcée, sa cohésion intérieure était devenue beaucoup plus forte et tous ses membres avaient déployé une très grande ardeur au travail. Il en était de même de plusieurs autres organisations qui, comme celle de Berlin, n'avaient pas été à la hauteur de leur tâche pendant les journées de mars.

Le premier point à l'ordre du jour était les décisions du Congrès mondial. Les rapporteurs, Heckert et Berla Sturm, indiquèrent qu'il ne fallait point examiner les décisions du III^e Congrès avec l'idée préconçue que ce dernier avait furieusement attaqué le parti allemand pour sa tactique, sans avoir étudié suffisamment et bien apprécié toutes les conditions dans lesquelles agissait le parti. Ce n'était pas à un point de vue étroitement allemand, mais au point de vue de leur signification internationale que l'on devait examiner ces décisions. La critique du parti allemand au congrès mondial n'avait pas été seulement une critique des fautes spéciales commises par ce parti, elle avait été surtout une critique générale ayant pour but de bien montrer la nature de ces fautes, afin d'empêcher qu'elles ne se répétassent en Allemagne comme dans les autres pays. L'approbation générale par laquelle furent accueillis les rapports prouva que les communistes allemands étaient prêts à reconnaître l'obligation absolue pour eux de se conformer aux décisions du congrès mondial. Seul, le discours sur la tactique, prononcé par le camarade Trotsky au III^e Congrès, discours exploité par Lévi et par la Ligue antifolchéviste, ainsi que par tous les éléments intermédiaires dans leur polémique contre les communistes allemands, souleva les protestations d'un grand nombre de délégués. De plus, différentes assertions dans les thèses économiques du congrès et dans le discours de Trotsky à ce sujet donnèrent lieu à quelques objections. L'un des orateurs, Heinrich, tenta de démontrer que les thèses et le discours de Trotsky étaient en contradiction avec les conclusions auxquelles était arrivée Rosa Luxembourgeois dans son travail sur *l'Accumulation du capital*. Il proposa d'élire une commission chargée de vérifier la justesse des thèses économiques du Congrès mondial en les confrontant avec celles de l'ouvrage de Rosa Luxembourgeois. Quelques autres orateurs signalèrent également que Trotsky exagérât l'importance du processus de consolidation du capitalisme et que, parlant de cette appréciation exagérée, il encourageait la tactique du renoncement à la lutte, la tactique de la passivité. Ces points de vue furent vivement réfutés par les deux rapporteurs dans leurs con-

clusions. Néanmoins, quantité de délégués conservèrent l'impression que les décisions du Congrès mondial tendaient à inoculer la passivité au parti. Cette impression se refléta dans la résolution où le congrès exprimait sa solidarité avec les décisions du Congrès mondial et qu'il serait erroné de considérer comme une manifestation des «âneries gauchistes». Des discussions sur le rapport du Comité Central et de la critique de l'action de mars, il ressortit clairement que les camarades allemands se sont bien rendu compte des fautes commises dans le passé et comprennent la nécessité de faire tous leurs efforts pour en prévenir la répétition. Une forte activité se fait sentir dans tout le parti.

Partout les camarades s'efforcent d'entrer en contact étroit avec les masses, dont ils ne veulent à aucun prix rester isolés. Mais l'esprit combattif du parti et sa préparation à la lutte ne doivent pas en souffrir. Les extraordinaires difficultés économiques dans lesquelles se débattaient les ouvriers allemands, la désorganisation croissante de l'économie nationale et l'instabilité politique, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays, peuvent à tout moment provoquer une violente crise économique ou politique, et il faut qu'à ce moment critique le parti soit prêt au combat.

Le rapport sur le Congrès mondial et le rapport du Comité Central soulevèrent des débats qui mirent en lumière l'attitude de l'ancienne opposition. La droite et la gauche se prirent bien à partie dans quelques projets de résolutions. Mais la majorité du congrès manifesta la volonté ferme de défendre l'accord conclu avec l'opposition au Congrès mondial. Voyant l'inévitabilité de la défaite, l'extrême gauche, au moment même du vote, retraits ses résolutions par trop extrémistes, tandis qu'une partie de la droite continuait à soutenir ses amendements. Lors du vote général, Clara Zetkine se prononça pour la résolution du Congrès mondial, à laquelle 9 membres de la droite seulement refusèrent de donner leurs voix. Ce vote mit fin au conflit qui divisait le parti et qui ne se manifesta plus dans la discussion d'aucun des autres points à l'ordre du jour.

La situation économique de l'Allemagne empire de jour en jour. Pour maintenir leur situation sur le marché mondial, les employeurs allemands s'efforcent par une offensive organisée, dirigée contre la classe ouvrière, d'abaisser les salaires, d'allonger la journée de travail et d'accroître la productivité. En même temps, pour faire face au traité de Versailles, le gouvernement est obligé d'augmenter de plus en plus le fardeau des contributions. En mai 1921, le ministère des Finances a exigé pour maintenir l'équilibre du budget la création de nouveaux impôts s'élevant à un total de 60 milliards. Le poids de ces impôts doit retomber principalement sur les ouvriers. Quant aux milieux capitalistes, le fisc les épargne le plus qu'il peut. Pour récupérer les sommes dont ils sont imposés, les capitalistes s'efforcent en abaissant systématiquement le cours du change de regagner ce qu'ils ne peuvent arracher, au moyen de l'offensive directe, à la classe ouvrière. En automne, la situation deviendra intolérable pour les ouvriers. Ceux-ci doivent être prêts aux

conflits économiques les plus graves avec les capitalistes, conflits absolument inévitables.

Le congrès du V. K. Z. D. a prêté une attention sérieuse aux questions économiques et élaboré un programme d'action relatif à l'impôt. Les communistes, il est évident, doivent voter contre le budget de l'Etat capitaliste. Mais l'attitude envers tel ou tel impôt et les modalités de sa perception est d'une telle importance pour les grandes couches du prolétariat que les communistes doivent à tout prix trouver une solution réelle à la question et ne pas se borner à des phrases. Le Comité Central avait inscrit dans son projet un point où il réclamait la participation de l'Etat à la production au moyen de la nationalisation partielle de la propriété individuelle capitaliste. Et ainsi, il se prononçait pour une sorte de capitalisme d'Etat, mais sous le contrôle de la classe ouvrière. L'opposition combattit cette proposition. D'après elle, l'expropriation de quelques capitalistes isolés et la création du capitalisme d'Etat ne peuvent qu'amener la consolidation du capitalisme, et cela avec le concours de la classe ouvrière, qui tombera ainsi dans une sujétion encore plus grande. Mais les membres de l'opposition oublièrent que cette expropriation partielle des capitalistes et l'instauration du contrôle étatique sur la production ne peuvent être réalisées sans se heurter à une résistance acharnée de la part des capitalistes et que les modifications dans la forme de la propriété et dans l'administration qui seront les résultats de cette lutte affaibliront les capitalistes et augmenteront d'autant la force et la cohésion de la classe ouvrière. Clara Zetkine vota pour les amendements de l'opposition. Son intervention influença fortement sur les membres du congrès et les empêcha d'adopter une décision nette dans la question de l'impôt.

Dans la régularisation de son attitude envers les syndicats, le parti s'est conformé aux décisions du Congrès mondial et du congrès de l'Internationale Syndicale. Il a approuvé à l'unanimité les décisions des deux congrès de Moscou. L'importance de la question syndicale a été reconnue par tous les orateurs, qui ont souligné que le parti doit, plus encore qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, travailler aux côtés des prolétaires affiliés aux syndicats et les propager. Les orateurs de l'opposition, en particulier, ont souligné le devoir absolu pour les communistes de mener une lutte tenace pour la conquête des syndicats. Ce n'est pas par des injures seulement que nous pouvons vaincre les gens d'Amsterdam. On ne peut lutter avec succès contre eux que par des arguments convaincants et un travail opiniâtre à l'intérieur des syndicats. L'influence des communistes dans les syndicats croissant de jour en jour, les partisans d'Amsterdam ont dû renoncer à infliger à nos camarades des peines disciplinaires. Nous avons tout lieu de croire que, lors des batailles prochaines, les communistes auront la prépondérance dans un grand nombre d'organisations professionnelles. Le congrès du parti a élaboré pour les noyaux communistes dans les syndicats des cadres d'organi-

sation plus solides et décidé de créer un fonds spécial pour le travail dans les syndicats.

En prévision des batailles futures, une unité et une cohésion plus grandes ont été données à l'organisation du parti. Le congrès a reconnu nécessaire d'augmenter les ressources du parti en élevant le montant des cotisations et en procédant à des collectes parmi ses membres. Il faut que le parti dispose de fonds suffisants pour pouvoir s'acquitter de toutes ses tâches sans avoir à recourir à l'aide des autres partis-frères. La cotisation minimum a été doublée, et les organisations ont été chargées d'utiliser systématiquement les forces de tous les camarades pour augmenter les ressources du parti. La presse du parti doit mettre en lumière toutes les questions importantes intéressant les travailleurs. Elle doit, plus qu'elle ne l'a fait jusqu'à présent, refléter la vie et les intérêts des ouvriers. Il est absolument nécessaire de procéder à une agitation méthodique pour recruter de nouveaux abonnés. En vue d'utiliser rationnellement pour le travail communiste les forces existantes et d'épurer le parti des indésirables, le congrès a décidé le réenregistrement de tous les membres du parti.

Lors de l'examen des statuts du parti, l'unanimité se révéla pleine et entière parmi tous les participants du congrès. Les ex-membres de la gauche des Indépendants mirent aux voix une proposition dans laquelle ils demandèrent de changer le nom du parti, c'est-à-dire de rayer du nom actuel le mot: «unifié» et d'appeler désormais le parti simplement «Parti Communiste Allemand». Ce changement de dénomination devait montrer qu'il n'existe plus actuellement aucune divergence de vue entre les membres des deux groupements. La proposition fut accueillie à l'unanimité par un tonnerre d'applaudissements.

L'élection du Comité Central donna un résultat inattendu. Les camarades Stöker et Köhnen ne furent pas réélus. La majorité du congrès jugea que la position adoptée par Köhnen à son retour de Moscou manquait de netteté; quant à Stöker, on trouva qu'il était quelque peu hésitant, et ce fut là, avec sa maladie, la cause de son échec. A notre avis, en blackboulant ces deux camarades, le congrès du parti a réagi un peu trop violemment contre leur attitude, et leur réélection eût été d'une utilité incontestable pour le mouvement communiste en Allemagne. Le camarade Paul Fröhlich n'avait point posé sa candidature au Comité Central. Clara Zetkine ne fut élue au Comité Central que par une majorité insignifiante. La raison en est que beaucoup de membres du congrès, ne pouvaient oublier son ancienne solidarité avec Paul Lévi. Toujours est-il que la composition du nouveau Comité Central assure pleinement la possibilité de la collaboration de tous les membres du parti et l'utilisation de toutes les forces dans les intérêts du mouvement.

En terminant ses travaux, le congrès put constater que le parti était heureusement sorti de la période des dissensions intestines. Nombreuses sont les fautes commises dans le passé qui furent soumises à une critique sévère. Et si cette critique manqua parfois de netteté, ce n'est pas

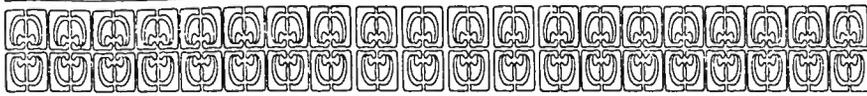
parce que le congrès voulait fermer les yeux sur ces fautes, mais parce qu'il jugeait inutile de rouvrir les anciennes blessures. Le congrès a exprimé sa volonté ferme de procéder à un travail méthodique et persévérant, basé sur les principes du communisme. Mais en même temps, il a attesté également sa résolution inébranlable de se tenir prêt à participer aux batailles imminentes. (Il faut être prêt à agir à chaque instant, c'est ce qu'a montré l'aggravation brusque des contradictions politiques, survenue immédiatement après la clôture du congrès, par suite de l'assassinat d'Erzberger). Si le congrès a montré les qualités du parti, il a mis également en lumière un de

ses grands défauts. Le parti est un parti purement ouvrier. Il lui manque de bons chefs, il lui manque surtout des forces intellectuelles, capables d'éveiller et d'organiser l'activité de ses membres et de donner à ces derniers la préparation que nécessitent les tâches politiques de la période actuelle. Ce défaut, le parti doit en triompher, en contribuant au développement intellectuel des ouvriers qui entrent dans ses rangs.

Malgré les prédictions de Lévi, le Parti Communiste Allemand n'est pas mort, il reste une section de plus en plus puissante de l'Internationale Communiste.

F. G.





W. PIK

LE CONFLIT AU SEIN DU PARTI COMMUNISTE UNIFIÉ D'ALLEMAGNE (V. K. P. D.)

Le conflit qui s'est élevé dans le Parti Communiste Unifié d'Allemagne et qui a amené l'exclusion de son ancien président, a été, à proprement parler, une altercation au sujet de l'action de mars entre le Comité Central et un groupe de dirigeants. Mais, pour en trouver la cause véritable il faut remonter beaucoup plus loin en arrière, car il existait à l'état latent dans le V. K. P. D. dès sa fondation. Cette cause réside essentiellement dans des divergences de vue sur les possibilités de restauration du capitalisme, la proximité du moment de son renversement et les chances de victoire de la classe ouvrière. La solution de ces questions prédétermine celle de la question de la tactique à suivre par le parti communiste et de la formation du front de combat. Le III-e Congrès mondial a examiné ces questions sous toutes leurs faces et exposé tout au long son point de vue dans des thèses définitives. Mais toutes les thèses et tous les pronostics historiques ne peuvent servir que de directives générales; ils ne constituent pas des solutions toutes prêtes pour chaque cas spécial des collisions qui se produisent entre la bourgeoisie et le prolétariat. Dans chacun de ces cas, le parti communiste doit agir vigoureusement pour devenir le directeur de la lutte prolétarienne. Dans l'équilibre actuel des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, ni le développement ni l'issue des batailles ne peuvent être déterminés à l'avance, ils dépendent en grande partie des décisions tactiques que prendra à un moment donné le parti communiste. L'on ne saurait, évidemment, complètement éviter les fautes, et il serait ridicule de chercher dans le changement du personnel de l'organe dirigeant du parti un moyen préventif contre ces fautes. Il est beaucoup plus rationnel de tâcher de tirer des fautes commises toutes les leçons qu'elles comportent et d'en profiter pour éviter la répétition de ces fautes dans l'avenir.

Le conflit qui a divisé le Parti Communiste Unifié d'Allemagne existait déjà dans le Parti Communiste Allemand (union Spartacus). Au congrès constituant de 1918, la question de la participation parlementaire l'avait fait surgir. Considérant la victoire de la révolution prolétarienne comme imminente, une partie des camarades estimait que c'était perdre son temps et sa peine

que de s'occuper de l'action parlementaire. Rosa Luxemburg croyait devoir se montrer indulgente envers eux et ne pas les exclure du parti, uniquement parce qu'ils professaient cette opinion erronée. A ce point de vue sur le développement de la révolution il s'en ajouta bientôt un autre, tout aussi faux, d'après lequel les ouvriers devaient sortir des syndicats dirigés par la bureaucratie contre-révolutionnaire et fonder des syndicats révolutionnaires. Les partisans de ce point de vue étaient persuadés qu'en organisant les ouvriers par entreprises, on pourrait créer une puissante force révolutionnaire d'attaque. De plus, ils comptaient que les ouvriers afflueraient dans les nouvelles organisations de fabriques et d'usines. Mais la réalité ne justifia point leurs espérances. Les points de vue que nous venons d'exposer provoquèrent en octobre 1919, au congrès de Heidelberg, une scission dans le Parti Communiste Allemand. La plupart des membres exclus ou sortis volontairement de ce parti se réunirent pour former le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K. A. P. D.). Ce dernier se piquait d'être plus radical que le Parti Communiste Allemand, car il estimait pouvoir arriver, par l'application de moyens énergiques, à stimuler davantage le développement de la révolution. Dans leur appréciation des perspectives de la révolution mondiale, les dirigeants du K. A. P. D. étaient plus optimistes que ceux du Parti Communiste Allemand.

Après la mort de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht et de Loquichés, la direction du Parti Communiste Allemand échut à la camarade Zetkin et à Paul Lévi. Aussi dans sa campagne contre le Parti Communiste Allemand, le K. A. P. D. s'attaquait-il surtout à Paul Lévi qui était considéré comme le chef de ce parti. Le K. A. P. D. ne dédaignait aucun moyen pour discréditer ses adversaires, pas même les calomnies. De son côté, Paul Lévi prenait violemment à partie les tendances *putschistes* qui se faisaient jour dans le K. A. P. D.; il alla même si loin dans cette voie, qu'il vit dans les révolutions hongroise et bavaroise des manifestations de *putschisme*. Lévi était de plus en plus porté à considérer que la lutte révolutionnaire des ouvriers devait être calculée pour un long terme, car le capitalisme recélait une telle réserve de forces vitales que

l'on ne pouvait escompter son écroulement à brève échéance. Cette opinion de Lévi se heurtait à une vigoureuse opposition au sein du Parti Communiste Allemand. Mais comme il était le chef de ce parti, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste eut l'impression que le Parti Communiste Allemand ne s'employait pas suffisamment à activer l'énergie révolutionnaire du prolétariat, et c'est pourquoi il se servit du K. A. P. D.* pour lutter contre cette prétendue passivité du Parti Communiste Allemand. Le Comité Exécutif accepta même le K. A. P. D. dans l'Internationale Communiste en qualité de parti sympathisant. Aussi, de tous les délégués du Parti Communiste Allemand au II-e Congrès de l'Internationale Communiste, Paul Lévi protesta-t-il avec le plus de force contre une telle décision, menaçant même de quitter le congrès. Le II-e Congrès mondial se prononça catégoriquement contre Lévi dans cette question, et celui-ci revint en Allemagne très irrité. Lévi n'approuvait pas non plus les 21 conditions d'adhésion posées par le II-e Congrès mondial. Mais comme à ce même congrès les chefs de la gauche des Indépendants d'Allemagne s'étaient déclarés prêts à entrer à ces conditions dans l'Internationale Communiste, ce qui donnait la possibilité de créer en Allemagne un grand parti communiste et répondait au désir de Lévi, celui-ci, pour assurer le succès de cette importante entreprise, résolut de réprimer le dépit que lui avait causé l'attitude du Comité Exécutif à son égard.

Bientôt après eut lieu le grand congrès du parti. Lévi refusa catégoriquement d'entrer dans le Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Non seulement il était offensé de la façon dont on l'avait traité à Moscou, mais l'opposition à laquelle se heurtait dans le Parti Communiste Allemand son point de vue opportuniste l'irritait profondément et il s'imagina que le parti renfermait une gauche, laquelle, selon lui, était tenue d'assumer la direction du parti. Ce n'est qu'après la décision portant que le parti aurait dès lors deux présidents ayant plein pouvoir, que Paul Lévi consentit à poser sa candidature avec Daumig. Et ainsi Lévi voyait dans le V. K. P. D. une gauche dont les représentants, quoique n'entrant pas dans le Comité Central, continuaient néanmoins, selon lui, à mener un travail clandestin à l'intérieur du parti contre ses points de vue; de plus, il considérait comme funeste la politique du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. C'est pourquoi il se donna pour but de forcer le Comité Exécutif à exclure de l'Internationale Communiste le K. A. P. D., qui y avait été admis à titre de parti sympathisant. A cet effet, il s'appliqua tout d'abord à faire du parti allemand la citadelle de la résistance à la soi-disant politique *putschiste* du Comité Exécutif. Lévi voulait une politique qui lui permit d'attirer les grandes masses au parti. Il considérait la lutte contre toute espèce de *putschisme* comme le meilleur moyen pour atteindre son but.

Délégué par le parti allemand au congrès italien, Paul Lévi décida que, dans l'intérêt de la révolution, il fallait en Italie donner résolument de la barre à droite, afin d'attirer au parti com-

muniste le plus possible d'adhérents. Il ne comprenait pas le danger que faisaient courir au parti communiste les leaders réformistes, parce que lui-même il était un de ces réformistes. Revenu en Allemagne, il entreprit la lutte contre les représentants du Comité Exécutif qui, au congrès italien, avaient, selon lui, tracé trop à gauche la ligne de démarcation et provoqué ainsi la scission parmi les chefs. Il avait vu dans la tactique du Comité Exécutif une intention bien déterminée de ne créer que des partis peu nombreux, mais purement communistes et fermés aux grandes masses. Cette politique, lui semblait-il, mettait également en danger le V. K. P. D. et quand, à sa séance de février, le Comité Central approuva l'action du Comité Exécutif, Paul Lévi et quatre de ses camarades donnèrent leur démission.

Paul Lévi aggrava de la façon la plus répréhensible la polémique qui éclata dans le parti au sujet de la question italienne. Il dévoila un manque complet des qualités qui, même dans les conflits intérieurs, permettent aux chefs dignes de ce nom de rester des hommes comprenant qu'ils sont liés avec le parti non seulement par la raison, mais par des attaches morales profondes. Lévi montra nettement qu'il avait l'intention de porter un coup décisif à la politique du Comité Exécutif afin d'attirer ainsi l'attention de toute l'Internationale Communiste sur cette politique, selon lui, des plus néfastes. De plus, il manqua au premier devoir de tout combattant: il enfreignit la discipline du parti. D'ailleurs, il était coutumier du fait: menaçant à tout bout de champ de donner sa démission, il avait auparavant manifesté à maintes reprises des tendances à décliner la responsabilité attachée à sa qualité de chef.

Lévi et ses quatre camarades abandonnèrent le Comité Central du V. K. P. D. au moment où il était plus que jamais nécessaire de mener résolument les ouvriers allemands sur le front de combat. Par une *Lettre ouverte*, le parti réussit à inciter les ouvriers des fabriques et des usines, ainsi que les travailleurs syndiqués, à s'occuper de l'examen des mesures susceptibles d'atténuer leur détresse matérielle. Mais ce n'était pas assez; il fallait encore continuer à développer l'énergie au sein des masses. La démission de Lévi avait provoqué une crise au sein du V. K. P. D. et contribué sensiblement à empêcher l'union des masses pour la lutte. Néanmoins, le parti ne pouvait rester les bras croisés et, à son assemblée du 17 mars 1921, le Comité Central au complet décida de renforcer l'agitation afin de préparer le terrain pour une action prochaine. Cette décision coïncida avec la provocation de Hürsing, ce qui obligea le Comité Central nouvellement élu du V. K. P. D. à appeler tous les prolétaires allemands à la défense de leurs frères d'Allemagne Centrale. Le Comité Central lança un appel à la grève générale. L'issue de la lutte est connue de tous. L'influence des chefs du Parti Social-Démocrate, du parti des Indépendants et de l'Union des syndicaux fut si forte que les masses ne songèrent même pas à entreprendre la lutte au moment où il était nécessaire de défendre leurs camarades de classe contre l'attaque de la contre-révolution. De plus, il s'avéra que le parti communiste lui-

même ne possédait pas encore une organisation assez fortement cimentée pour se lancer dans la bataille.

De cette dure vérité le parti allemand dut se convaincre par l'expérience, et sa tâche principale devint dès lors de tirer de cette expérience la leçon qu'elle comportait. Sous ce rapport, Paul Lévi aurait pu nous rendre un service inestimable s'il avait commencé, à l'intérieur du parti, par soumettre à une critique judicieuse les faiblesses et les défauts du parti et les fautes commises durant l'action. Mais son indiscipline et son irritation personnelle contre les chefs de la prétendue gauche du parti firent que, le lendemain de l'action, il publia une brochure dans laquelle il qualifiait de crime grave et de *putsch* bakouniste la lutte défensive contre la provocation de Hürsing et déclarait que le parti était maintenant écrasé et réduit à l'impuissance pour de longues années. On ne pouvait, selon Lévi, sauver le parti d'une destruction complète qu'en changeant tout le Comité Central et en clouant au pilori les représentants du Comité Exécutif en Allemagne. Une telle attitude envers l'action de mars enlevait à l'avance à Lévi toute possibilité de s'en faire une idée juste. Bien plus, par sa conduite il mit la confusion dans les rangs de nos camarades et contribua ainsi à empêcher de tirer immédiatement de l'action de mars les deductions qui s'imposaient et qui auraient permis de remédier aux défauts de l'organisation du parti. Et ainsi, sans le vouloir, Lévi fournit un appui à la terreur blanche et aux tribunaux allemands contre les combattants de mars. Une partie des chefs se rangea de son côté, mais l'accord complet était loin de régner dans le nouveau groupe d'opposition, ainsi formé: en effet, les motifs pour lesquels chacun des représentants de ce groupe était entré en lutte contre le Comité Central étaient d'un ordre très différent. Et comme ce groupe, ainsi que Lévi lui-même, au lieu de s'occuper à dégager les leçons de la lutte de mars, s'efforçait surtout d'obtenir le renouvellement du Comité Central, il ne réussit pas à recruter dans les organisations du parti un nombre plus ou moins important d'adeptes. Continuant de rester isolé, il provoquait de plus en plus par sa conduite l'indignation des membres du parti. Lévi ne se borna pas à publier sa brochure; avec quelques-uns de ses camarades, il se hâta d'organiser une union spéciale des chefs de l'opposition, qui se mirent à organiser des réunions entre eux. Lévi commença la publication d'un nouveau journal: *le Soviet*, dans lequel, soutenu par quelques représentants du groupe d'opposition, il entreprit une campagne contre le Comité Central du parti. Les articles de Lévi et de ses amis ne contenaient pas un mot sur les leçons de l'action de mars; on y chercherait vainement une proposition pratique quelconque sur les moyens de renforcer le parti. *Le Soviet* parlait exclusivement de l'effondrement du parti et du crime des membres du Comité Central.

Aussi, ce dernier se vit-il obligé d'exclure Lévi du parti pour la publication de sa brochure et la grave infraction à la discipline qu'il avait commise, et d'exiger de lui qu'il résignât ses fonc-

tions parlementaires. Lévi s'y refusa, déclarant que, d'accord en cela avec ses adeptes restés au sein du parti, il conservait son mandat parlementaire. Huit camarades se déclarèrent ouvertement solidaires de Lévi. Et lorsque le Comité Central interdit à ces huit camarades de se servir de leurs mandats parlementaires pour convoquer une assemblée extraordinaire du Comité Central élargi, huit autres camarades encore se rangèrent de leur côté. Et ainsi, les chefs du parti portaient systématiquement atteinte à la discipline du parti. Aussi une indignation de plus en plus grande contre une telle violation de la discipline de la part des dirigeants se manifestait-elle au sein du parti.

Si le Comité Central ne prit pas des mesures plus rigoureuses envers ces camarades qui enfreignaient ainsi la discipline, la raison en est qu'il voulait porter le conflit du parti devant le III-e Congrès mondial. Clara Zetkine se trouvait également dans le groupe d'opposition, mais sa situation spéciale et les motifs qui la guidaient doivent nous faire juger sa conduite autrement que celle de Paul Lévi. La camarade Zetkine est une ancienne militante qui a fait ses preuves; par tout son passé elle a montré qu'elle savait mettre les intérêts du prolétariat au-dessus de ses intérêts personnels et observer la discipline du parti. Elle avait été incontestablement induite en erreur par les circonstances qui avaient accompagné la discussion au Comité Central du rapport sur la scission italienne et avait été entraînée dans le conflit du parti par l'acuité que Lévi avait réussi à donner à cette question. Après avoir, au Congrès mondial, amplement pris connaissance de toutes les données sur la scission italienne, la camarade Zetkine déclara ouvertement qu'elle avait modifié son point de vue. Les circonstances dont nous venons de parler expliquent également que dans l'appréciation de l'action de mars elle se soit rangée du côté des chefs de l'opposition. Si la camarade Zetkine était restée dans le Comité Central, il est certain que, lors de l'examen des mesures à prendre pour réagir contre la provocation de Hürsing, elle eût adhéré à la résolution du Comité Central pour lequel les indications d'une militante aussi expérimentée que la camarade Clara Zetkine eussent été des plus précieuses durant l'action de mars. Si le Comité Central fut privé de la possibilité de recourir à ses conseils, la faute en tout cas n'en est pas à lui.

Le journal de Lévi, *le Soviet*, qui prit plus tard le nom prétentieux de *Unser Weg*, attaqua sans vergogne le Comité Central et discrédita, jusqu'à un certain point, l'autorité de cet organe dirigeant du parti. Le Comité Central avait interdit aux membres du parti de collaborer à ce journal, mais les camarades Anna Geyer, Curt Geyer, Bernhard Duvell et Marcou ne se soumièrent pas à cette décision. Ils ne se décidèrent pas, il est vrai, à collaborer ouvertement, ils insérèrent leurs articles sous le voile de l'anonymat. Espérant que le conflit du parti serait, dans son ensemble, résolu définitivement au III-e Congrès mondial, le Comité Central ne crut pas nécessaire de recourir à de nouvelles mesures disciplinaires. Cel

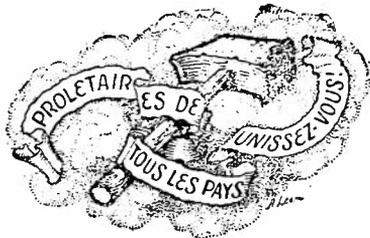
espoir fut complètement justifié: toutes les leçons théoriques et pratiques nécessaires furent tirées de l'action de mars, et une nouvelle tactique fut fixée à laquelle devront se conformer les communistes dans la période actuelle. Lévi fut condamné pour la publication de sa brochure, et son exclusion du parti fut ratifiée. Toute collaboration ultérieure avec Lévi fut interdite aux membres du parti. A la fin du Congrès, un accord sur les moyens de liquider le conflit au sein du V. K. D. fut conclu par l'intermédiaire de Lénine lui-même entre les représentants de l'opposition et la délégation officielle du parti. A sa séance du mois d'août, le Comité Central tout entier adopta les décisions et les accords de Moscou, auxquels adhéra également l'opposition.

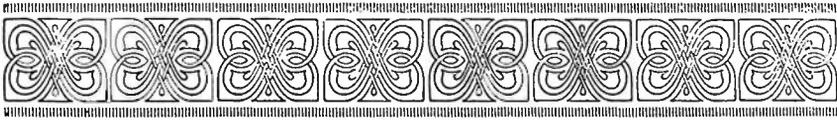
Mais les représentants de l'opposition s'étaient catégoriquement refusés à déclarer—comme l'exigeait la majorité du Comité Central élargi—qu'ils cesseraient immédiatement toute collaboration avec Lévi et n'organiserait pas de réunions spéciales. Ils avaient fait dépendre de la conduite ultérieure du Comité Central l'exécution de cette condition. Cette façon d'agir des représentants de l'opposition empêchait l'application immédiate de l'accord de Moscou, quoique le Comité Central eût fait de son côté tout ce qui était en son pouvoir pour contribuer, dans l'intérêt du mouvement, à une collaboration amicale. Une telle situation nécessitait la convocation à bref délai du congrès du parti, qui devait élucider l'attitude du parti envers les décisions du III-e Congrès mondial et mettre ainsi fin au conflit.

La composition du congrès montra que les chefs de l'opposition ne disposaient dans les différentes organisations que d'un nombre infime de partisans. Sur 278 délégués, l'opposition ne comptait que 15 représentants. Le congrès prouva qu'il

avait résolu de mettre fin, une fois pour toutes, à l'action—funeste pour le parti—de quelques camarades. A l'unanimité, sans discussion, il décida d'exclure du parti Curt Geyer, Bernhard Duvell et Valdmir qui, malgré les décisions du III-e Congrès mondial, continuaient à collaborer ouvertement au journal de Lévi. La camarade Clara Zetkine maintenant a vu clairement où mène la voie choisie par Paul Lévi et, comme il fallait s'y attendre, elle s'est complètement séparée de lui et a adhéré résolument aux décisions du congrès sur le conflit du parti allemand. Elle a confirmé sa nouvelle attitude par son entrée au Comité Central du V. K. D. Il est à espérer que les autres camarades de l'opposition suivront l'exemple de Clara Zetkine, et alors le conflit du parti sera définitivement liquidé, quoiqu'il ne faille pas oublier que la divergence fondamentale de vues qui a donné naissance à ce conflit subsiste encore. Il faut politiquement et organisationnellement consolider suffisamment le parti pour qu'il puisse continuer sa marche sans se laisser à l'avenir entraîner de la droite voie par les défaillances possibles de ses dirigeants. L'aggravation de la crise économique en Allemagne exige impérieusement du parti qu'il rallie les masses ouvrières sous le drapeau du communisme, qu'il soit leur directeur dans les batailles prochaines et qu'il contribue au développement de toute l'énergie révolutionnaire encore à l'état latent dans le prolétariat. De cette façon seulement, il pourra mener à la victoire, sans sacrifices excessifs, le prolétariat luttant pour le renversement de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature. De cette façon seulement, il réussira à déblayer la voie pour l'établissement du régime communiste qui supprimera à jamais la misère et l'esclavage.

Wilhelm PIK.





BELA-KUN

DU SECTARISME A LA CONTRE-RÉVOLUTION

(Sur le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne)

«Le développement du sectarisme socialiste et le développement du mouvement ouvrier véritable sont toujours en raison inverse et, tant que les sectes ont une raison d'être (historique), la classe ouvrière n'est pas encore mûre pour un mouvement historique indépendant. Lorsqu'elle atteint cette maturité, toutes les sectes deviennent essentiellement réactionnaires».

(Lettre de Marx à Bolla, 1871);

Cette variété de marxisme amateur et de dilettantisme révolutionnaire, qui a nom «école hollandaise», subit actuellement le sort de toutes les sectes. Le grand prêtre de cette «école», Hermann Gorter, dont les prênes révolutionnaires nous amusaient par leur ton mélodramatique, descend maintenant des nuées de la phraséologie révolutionnaire sur le terrain de la réalité contre-révolutionnaire.

Tout récemment encore, les homélies de «l'école hollandaise» avaient sur les militants révolutionnaires à peu près le même effet que les pieuses et naïves légendes des hagiographes du moyen âge sur les théologiens rationalistes. Ces fantaisies nébuleuses (très superficielles d'ailleurs) pouvaient au demeurant servir à occuper les heures de loisir et, comme une entière sincérité régnaient dans ces rêveries de sectaires qui n'avaient d'ailleurs nullement la prétention d'être des révélations politiques, leur extraordinaire trivialité n'affectait pas outre mesure le lecteur.

Si ces exclamations mélodramatiques sur l'impérialisme, la guerre, la solidarité internationale et la révolution n'étaient pas d'une envolée puissante, il s'y exhalait du moins un lyrisme naïf et sincère. Et maintenant que la voie de la révolution est si douloureuse, les problèmes à résoudre si ardu, les ennemis dans notre propre camp si nombreux, qui aurait le cœur de reprocher à un camarade de considérer la révolution comme un mélodrame et de se représenter la voie menant à celle révolution comme une étroite planche pouvant conduire au communisme et même au delà?

A l'heure actuelle encore, nous estimons que nous avions raison l'année dernière de ne pas empêcher l'accès de l'Internationale Communiste à Gorter et à ses camarades. Non pas, certes, par générosité révolutionnaire pour notre mélodramaturge, mais parce que, à ce moment-là, il ne faut pas l'oublier, le mouvement communiste

révolutionnaire n'avait pas encore atteint ce stade de développement où des sectes insignifiantes comme «l'école hollandaise» perdent tout droit historique à l'existence.

Malgré les obstacles dressés sur la voie de la révolution, le mouvement communiste a grandi; il est maintenant le mouvement véritable, le mouvement indépendant de la classe ouvrière, et chaque phase de son développement nous impose la plus lourde responsabilité. A l'heure actuelle, l'on ne peut plus considérer simplement comme un anachronisme amusant les gens pour qui la révolution est un mélodrame: ils portent, visible pour tous, l'empreinte du sectarisme; bien plus, ils sont, au point de vue politique, incontestablement nuisibles à la révolution.

Dans ses deux dernières brochures (*Organisation de la lutte de classes du prolétariat et l'Internationale de Moscou*), Gorter a franchi la limite qui sépare historiquement la secte révolutionnaire de la contre-révolution. Du nuage de la phraséologie révolutionnaire dont il s'enveloppait, il a fait un saut dans le marécage de la contre-révolution. Il s'y retrouve avec les factieux de Cronstadt qui, se réclamant des paysans russes, voulaient frayer la voie aux Tchernof et aux Milioukof pour le renversement du pouvoir du prolétariat; il y coudoie les syndicalistes allemands qui traînent maintenant une si misérable existence après avoir, en mars, vilipendé sans vergogne Moscou et toute l'Internationale Communiste. Non seulement il fraternise avec ces soi-disant gauches, mais il leur emprunte des armes pour ses attaques furibondes contre Moscou, contre «l'Internationale moscovite» et la Russie soviétique. Ces armes, il les prend dans le même arsenal que le vénérable Kautsky, partant en guerre contre «l'impérialisme bolchéviste qui étouffe la Géorgie démocratique».

Naguère, dans sa «simplicité» il idéalisait la révolution russe et maintenant, opposant les pervertisseurs bolchéviks à la révolution occidentale, il voit dans les paysans et les matelots insurgés de Cronstadt l'incarnation de la tendance révolutionnaire d'Occident.

Il ne comprend pas que c'est sa petite secte à lui et son petit parti à lui (K. A. P. D.) qui ont perdu définitivement tout droit historique à l'existence, il considère la catastrophe de sa secte,

catastrophe provoquée par le développement du mouvement ouvrier, comme la *catastrophe de la révolution mondiale* et en conclut que «la révolution mondiale est remise à un avenir indéterminé».

Les mélodrames révolutionnaires se sont transformés en jérémiades, et le «marxiste hollandais» dans ses prônes, devient le prédicateur de la contre-révolution.

Ce fait est une preuve de la maturité du mouvement communiste.

Il démontre également toute la justesse de la conduite du III^e Congrès dans la question du K. A. P. D.

Qu'est-ce que la politique prolétarienne?

En un clin d'œil, le «chef hollandais» du K. A. P. D. condamne à mort la révolution mondiale, l'Internationale Communiste et la Russie soviétiste. Déjà avant le Congrès, il avait commencé à se lamenter:

«Si maintenant encore, après les blessures incurables qu'elle a causées, on continue à appliquer la tactique russe de la dictature du parti et des chefs, cela sera non seulement une sottise, mais un crime, un véritable crime envers la révolution».

Pourtant ses menaces n'avaient encore rien de bien terrible.

Au nom de «l'école hollandaise», il se bornait à défendre «à Radek, à Zinoviev, à Lénine et à tous les Russes et internationalistes» de participer au mouvement ouvrier international.

En qualité de chef suprême de «l'école hollandaise», il leur donnait des ordres formels: «Bas les mains! Ne touchez pas à la révolution de l'Europe Occidentale!» leur criait-il.

Mais après le Congrès, c'est la peine de mort qu'il réclame.

Mort à l'Internationale Communiste («russe»), à la Russie soviétiste, au Parti Communiste Russe, à tous ceux qui, «afin de prolonger de quelques jours encore l'existence de la révolution russe, ont relégué à l'arrière-plan la révolution occidentale, la révolution mondiale, l'ont ajournée pour longtemps».

Tout cela s'explique, en fin de compte, selon «l'école hollandaise», qui à la veille de la cinquième année de la révolution mondiale fait preuve d'une étonnante clairvoyance, par le fait que «la révolution russe n'a été qu'en apparence une révolution prolétarienne communiste» et que la politique «équivoque» du gouvernement soviétiste, cette politique prolétarienne et bourgeoise à la fois a détourné du droit chemin l'Internationale Communiste, dont elle a fait une institution petite-bourgeoise (Signalons ici, en passant, que les principes de «l'école hollandaise» ne sont pas entièrement reconnus même par ses disciples: Gorter considère comme le devoir de sa «gauche» d'unir tous les éléments prolétariens sur la base «nationale», tandis que le K. A. P. D. rejetant cette vieille théorie prend comme mot d'ordre la création d'une «Internationale prolétarienne concurrente»).

De cette phraséologie nuageuse nous nous efforcerons avant tout d'extraire les deux thèses principales du Jérôme hollandais:

1) La révolution russe n'a été qu'en apparence une révolution prolétarienne communiste. En réalité elle a été très peu prolétarienne-communiste, elle a été surtout paysanne-démocratique.

2) Par son essence, la République n'a pas été complètement communiste, elle a été surtout prolétarienne-paysanne. Par suite, «à tactique a dû continuellement revêtir un caractère semi-prolétarien, semi-bourgeois. D'où il ressort que la domination du prolétariat sur la paysannerie en Russie soviétiste n'a été qu'extérieure. Le parti dominant du prolétariat russe, le P. C. R., ne mène qu'en apparence une politique prolétarienne, en fait il suit une politique paysanne-bourgeoise. Telle apparaît, dépouillée de l'enveloppe de la phraséologie, l'essence du «marxisme hollandais».

Pour plus de clarté, commençons par le commencement.

La question capitale de la révolution, c'est la question du pouvoir étatique. Le but de la politique prolétarienne révolutionnaire est de *conquérir le pouvoir d'Etat* et de le *conserver*, tant que le prolétariat aura besoin d'un pouvoir. Pour savoir si telle ou telle politique est prolétarienne ou bourgeoise, il faut déterminer à qui *du prolétariat ou de la bourgeoisie* cette politique s'efforce d'assurer le pouvoir.

La politique ne peut être que bourgeoise ou prolétarienne; il n'y a pas d'autre alternative. Cette autre alternative n'existe que dans le programme de l'Internationale 2^{1/2} ou dans l'imagination de Gorter. Il ne saurait y avoir d'*«équivoque»* dans cette question; la bourgeoisie, lorsqu'elle était au pouvoir, a montré clairement au prolétariat que la seule politique possible ne pouvait avoir qu'un sens.

Le fait que l'énorme majorité de la population de la Russie se compose de paysans n'influe nullement cette vérité. La Révolution russe n'a pas été du premier coup une révolution prolétarienne; le pouvoir n'est pas tombé immédiatement après la chute du tsarisme aux mains du prolétariat. Si la bourgeoisie s'en est emparée, c'est justement parce que le prolétariat n'avait pas encore une conscience de classe assez nette, ce qu'a montré la politique des partis qui s'intitulaient socialistes (menchéviks, socialistes-révolutionnaires, etc.).

La politique de ces partis ne tendait pas à la prise du pouvoir; c'est pourquoi elle n'était pas une politique prolétarienne, non plus que la tactique de ceux des bolchéviks qui, aux journées de mars et d'avril, étaient pour le soutien conditionnel du gouvernement provisoire bourgeois. Au contraire, la politique de Lénine était une politique véritablement prolétarienne, la seule tactique possible du marxisme révolutionnaire. Cette politique, Lénine l'exposait de la façon suivante dans ses thèses du 4 avril:

«Nous devons constater que dans la plupart des soviets ouvrier notre parti est en minorité. Cette minorité est actuellement très faible, comparativement au bloc de tous les éléments petits-bourgeois, opportunistes et soumis à l'influence de la bourgeoisie, lesquels transmettent cette influence au prolétariat.

«Il est nécessaire de faire comprendre aux masses que les soviets ouvriers sont la seule forme possible de gouvernement révolutionnaire et que, par suite, tant que le gouvernement actuel reste sous l'influence de la bourgeoisie, nous avons le devoir de dévoiler aux masses systématiquement, poliment et conformément à leurs besoins, les fautes et la tactique de conciliation de ces éléments» (*Pravda*, N° 226, 1917).

C'est là, en effet, la politique qui, dans ce pays rural par excellence, assura le pouvoir à la classe ouvrière.

Grâce à l'alliance des ouvriers formant la minorité avec les soldats, c'est-à-dire les paysans formant la majorité, la classe ouvrière, malgré son infériorité numérique, réussit à se saisir du pouvoir politique. La chose (comme le reconnaît lui-même Gorter) se passa ainsi: le prolétariat qui était la minorité prit le dessus sur la paysannerie qui était la majorité, et créa ainsi pour la classe ouvrière la possibilité de s'emparer du pouvoir d'Etat.

C'est ce qui, selon Gorter, est une politique communiste seulement en apparence.

Le prolétariat d'Occident n'a pas réussi à parachever l'œuvre commencée par le prolétariat russe: la conquête du pouvoir par la classe ouvrière (La Hollande même, la patrie de l'école hollandaise, n'y a pas réussi, malgré l'appui du «communisme hollandais»). La tâche principale du prolétariat russe était la conservation du pouvoir et non le développement des mesures transitoires conduisant directement au socialisme.

De quelle façon, dans ces conditions exceptionnelles, peut-on mener une politique qui soit vraiment prolétarienne? Gorter se représente ainsi la chose: il faut jeter une étroite passerelle, s'engager sur cette passerelle et déclarer que c'est la seule voie aboutissant au communisme; à droite et à gauche, ce ne sont qu'erreurs et impuretés. Il faut dire bien haut que seule est prolétarienne la politique qui mène directement au communisme. Les prolétaires n'ont rien à voir avec les paysans, encore moins avec l'Etat capitaliste, et, s'ils succombent sous les forces conjuguées de l'univers, c'est avec un geste magnifique et en déclamant les vers d'Horace: «*Et si fractus illabatur orbis, impavidum ferient ruinae*» (Et même si le monde s'écroule, ses ruines nous frapperont sans nous émuver).

Si les prolétaires révolutionnaires suivaient cette politique, on pourrait en effet l'appeler prolétarienne. Mais ce serait en tout cas pour eux une politique désastreuse.

Le Parti Communiste Russe, qui est un parti révolutionnaire marxiste, n'a pas opté pour cette désastreuse politique «prolétarienne». Il ne s'est pas jeté avec un geste héroïque sur sa propre épée, il n'a pas abandonné le pouvoir, même lorsque le prolétariat commençait à hésiter et était presque disposé à sacrifier (comme l'a fait la classe ouvrière hongroise qui manquait d'un parti communiste pour la diriger) ses grands intérêts historiques aux intérêts du moment. Le Parti Communiste Russe n'a pas non plus transmis son pouvoir à la paysannerie mécontente, indignée, afin de ne pas laisser un général tsariste quelconque arriver au pouvoir par l'intermédiaire d'un Tchernof.

La tâche centrale, capitale de la révolution russe est, nous le répétons, la conservation du pouvoir.

La conservation du pouvoir, certes, n'est pas en elle-même le but définitif; ce n'est que la condition indispensable pour la réalisation du socialisme.

Toute autre politique serait dirigée non seulement contre la conservation du pouvoir, mais contre la possibilité de réalisation du socialisme. Dans les conditions spéciales de la vie russe, la voie qui mène au communisme est, certes, des plus sinueuses. Cette voie, probablement, ne sera pas non plus recueillie dans les pays capitalistes les plus développés; à plus forte raison, ne peut-elle l'être en Russie.

D'ailleurs, les concessions faites à la bourgeoisie par le pouvoir soviétique dans le domaine de la propriété individuelle seront maintenues encore longtemps. Selon toute probabilité, elles subsisteront encore lorsque nous aurons pleinement le droit de dire que le régime économique socialiste existe. Dans les pays capitalistes les plus cultivés, on rencontre encore des survivances des époques les plus lointaines. Dans certains endroits de la Bavière, on se trouve en présence de formes moyenâgeuses de la propriété du sol. Dans tous les pays capitalistes, la petite industrie joue un certain rôle, mais personne ne contestera qu'en Allemagne et en France, c'est le régime capitaliste qui domine.

En Russie, il s'agit, au moyen de concessions, de conserver le pouvoir qui permettra au prolétariat de garder en mains les facteurs économiques décisifs de la production. Ce sera là, la garantie de la possibilité d'arriver, quoique par une voie détournée, au socialisme.

La politique prolétarienne devait se concentrer tout entière sur la question de la conservation du pouvoir. Le prolétariat et le parti dirigeant de la classe ouvrière devaient, pour atteindre ce but, tenir compte de la situation spéciale créée en Russie. Par suite de cette situation spéciale, il fallait, pour garder le pouvoir, renoncer à l'application de quelques mesures essentielles, comme la nationalisation du commerce, le monopole des céréales, etc. Il eût fallu y renoncer même dans le cas où ces mesures n'auraient pas été la conséquence de la situation de guerre, c'est-à-dire n'auraient pas été des «mesures communistes militaires», provoquées par la guerre civile.

La situation spéciale qui a nécessité cette politique est la situation actuelle de l'agriculture et de l'industrie, situation qui n'est pas, propre exclusivement à la Russie, mais qui se manifeste dans ce pays sous ses formes les plus graves. L'industrie ayant été détruite pendant la guerre, il s'est produit un arrêt dans le développement de l'agriculture dont la dépendance à l'égard de l'industrie croissait continuellement avant la guerre. Cet arrêt dans le développement de l'agriculture a eu pour résultat de modifier les rapports de cette dernière avec l'industrie. L'industrie, parce qu'elle n'avait pas de matières premières, et les villes, parce qu'elles souffraient du manque de vivres, se trouvèrent sous la dépendance de l'agriculture, c'est-à-dire de la paysannerie. C'est là

d'ailleurs, un phénomène commun à toute l'Europe Centrale. On le remarque également dans les États agricoles de l'Amérique du Sud, où ses effets se faisaient déjà sentir avant la guerre. Mais par suite du niveau du développement de la Russie, c'est dans ce pays que cette intervention des rapports entre l'agriculture et l'industrie s'est manifestée avec le plus de relief.

En Russie, où la classe ouvrière est au pouvoir, il n'existe qu'une seule possibilité de politique véritablement prolétarienne: conserver le pouvoir à tout prix, jusqu'au moment où la campagne, par suite de la restauration et du développement de la grande industrie, se trouvera de nouveau dans la dépendance de la ville, non pas dans une dépendance fondée sur la contrainte physique, mais dans une dépendance économique au sens véritable du mot. Dans la suite, le socialisme, après avoir mis fin à l'antagonisme entre la ville et le village, transformera facilement en interdépendance les rapports anormaux créés par le capitalisme et la guerre. C'est pourquoi on a fait, et avec raison, des concessions économiques aux paysans et même aux capitalistes.

Il est incontestable que toute mesure sociale politique, même entraînant la plus légère diminution de bénéfices, est de la part de la bourgeoisie au pouvoir une *concession*. Il y a concession même quand l'État capitaliste, cédant une position, compense largement cette perte (comme cela arrive presque toujours) par la conquête d'une autre position. Tout socialiste sensé, tout réformiste même, sait que la bourgeoisie s'efforce par des concessions de conserver le plus longtemps possible son pouvoir; par différentes mesures sociales et politiques, elle cherche à affaiblir la lutte de classes du prolétariat. Maintenant encore elle y a réussi, sinon pour toujours, du moins pour un temps assez long.

Aucun communiste n'ignore—quelques partisans même de l'Internationale 2^{1/2} font semblant de le savoir aussi—que la politique des concessions politiques et sociales est la *politique de classe de la bourgeoisie*. C'est là un fait incontestable; quels que soient les moyens de la lutte parlementaire ou autre, par lesquels la classe ouvrière obtient ces concessions.

Pourant, il n'est pas venu à l'esprit de Gorter de qualifier de politique prolétarienne les concessions sociales et politiques faites par Bismark ou Lloyd George pour apaiser le mécontentement de la classe ouvrière, quoique le but véritable de ces concessions fût indubitablement d'assurer le pouvoir à la bourgeoisie (mais maintenant, il est bien possible que sa pénétration marxiste, qui lui a fait voir dans les matelots de Cronstadt, natifs de la campagne, l'incarnation de la révolution occidentale, l'amène également à cette conclusion). Les concessions que le prolétariat dominant en Russie a faites à la paysannerie pour consolider le pouvoir de la classe ouvrière, il les qualifie sans hésitation de politique petite-bourgeoise ou même tout simplement de politique bourgeoise. Il est hors de doute que les concessions faites aux capitalistes étrangers et à la paysannerie par le prolétariat constituent pour ce dernier un danger beaucoup plus grand que les «conces-

sions» sociales et politiques des États bourgeois. L'appareil encore tout nouveau du pouvoir et l'organisation politique fortement ébranlée de l'État prolétarien ne peuvent résister à l'offensive économique de la contre-révolution bourgeoise et à la poussée de la paysannerie aussi longtemps que les organisations économiques et gouvernementales de la bourgeoisie à la lutte de classes du prolétariat. Si la politique du prolétariat russe n'était pas basée sur la révolution prolétarienne internationale, laquelle est imminente, quoique son développement se ralentisse, les perspectives de la Révolution russe par rapport à la paysannerie seraient, certes, des plus sombres. La révolution internationale sauvera la Russie, même si «l'école hollandaise» refuse son aide à cette dernière.

Grâce à la politique du Parti Communiste Russe, le prolétariat russe non seulement a conquis le pouvoir, mais il l'a conservé et le conserve encore maintenant dans les circonstances les plus critiques. C'est là un fait indiscutable. La machine étatique ne se trouve pas dans les mains du prolétariat et de la paysannerie, mais dans celles de la classe ouvrière. Une politique ayant pour but de conserver le pouvoir étatique en Russie est forcée de compter avec les paysans. Mais ce n'est pas une politique semi-prolétarienne, semi-bourgeoise; c'est une politique purement prolétarienne, de même que la politique de Scheidemann n'était pas une politique semi-prolétarienne, semi-bourgeoise, mais une politique purement bourgeoise, car le but qu'elle poursuivait, c'était le maintien du pouvoir étatique entre les mains de la bourgeoisie. Le prolétariat en Russie déient par rapport à la paysannerie le pouvoir véritable et non, comme l'affirme Gorter, un semblant de pouvoir. Ce qui le prouve, c'est que jusqu'à présent le pouvoir exécutif en Russie a appliqué toutes les mesures étatiques envers la paysannerie dans les limites permises par l'étendue du territoire, ayant recours à la persuasion dans la plupart des cas et employant la force quand il était impossible de faire autrement. Et ainsi, malgré tous les défauts du nouvel appareil bureaucratique gouvernemental, le but a été atteint.

Si Gorter veut trouver un exemple typique de politique petite-bourgeoise pendant la révolution, il n'a qu'à regarder la politique menée par les social-démocrates hongrois pendant l'existence en Hongrie de la République soviétiste. Cette politique était l'antipode complet de celle du Parti Communiste Russe. Les adeptes les plus fervents de la socialisation étaient représentés alors par quelques chefs social-démocrates, travestis provisoirement en communistes. Pour eux, la révolution était la socialisation et rien que la socialisation. L'un d'eux, dans un article, prit violemment à partie le gouvernement soviétiste qui laissait jusqu'à 50 hectares de terre aux paysans. La socialisation fut effectuée en Hongrie avec une rapidité foudroyante. Le principal souci étant d'assurer la continuité de la production, on cessa même d'enrôler les ouvriers dans l'armée rouge. Ces socialistes étaient et sont encore maintenant les adversaires déterminés de toute concession économique, ce qui ne les empêche pas d'être partisans des concessions politiques. Ils consentiraient plutôt à accorder à la bourgeoisie

la liberté de presse et de réunion qu'à faire aux paysans une concession économique quelconque. Lorsque, à l'insu des communistes, quelques dirigeants syndicaux entamèrent des pourparlers politiques avec l'Entente et conclurent avec la bourgeoisie un traité politique, les „partisans de la socialisation“ ne songèrent pas un instant que ce traité politique pourrait avoir comme conséquence la renonciation complète à la socialisation. Cette politique petite-bourgeoise typique, qui maintenant, après deux ans de terreur blanche, a amené la grande bourgeoisie au pouvoir en Hongrie, provenait de ce que la question du pouvoir avait été reléguée au dernier plan. La cause de la chute de la République soviétiste hongroise fut que les milieux dirigeants ne cherchaient pas tant à conserver le pouvoir qu'à réaliser la socialisation et à assurer l'inter interruption de la production. Et ainsi, ce n'est pas à cause de sa politique «à la russe», comme tente de le démontrer Gorter, mais, au contraire, à cause de sa politique qui était tout l'opposé de celle du Parti Communiste Russe, que la République soviétiste hongroise fut renversée.

Sans parler des concessions qu'elle faisait aux paysans et aux capitalistes, la politique de la République soviétiste hongroise n'était pas du tout une politique prolétarienne (et elle ne pouvait l'être, car la dictature en Hongrie ne s'appuyait pas sur la direction d'un parti). Mais la politique de la République soviétiste russe, grâce précisément à ses concessions économiques, est une politique prolétarienne, car la politique prolétarienne en Russie a pour but *fondamental* en ce moment de *conserver le pouvoir au prolétariat* par tous les moyens et par toutes les concessions économiques possibles.

Fin de l'Internationale Communiste ou fin de la secte communiste?

Les Russes: Lénine, Zinoviev, Radek (qui d'ailleurs est aussi russe que Gorter est allemand) perdent l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste périt de leur politique russe. Ainsi raisonne Gorter.

«La République soviétiste russe, dit-il, c'est-à-dire le Parti Communiste Russe dirige la III^e Internationale. Mais la démocratie petite-bourgeoise et paysanne de la Russie acquiert de plus en plus d'influence et un pouvoir économique et politique de plus en plus grand sur la République soviétiste russe.

«Les capitalistes étrangers, eux aussi, acquièrent une influence de plus en plus grande sur la République soviétiste

«Et ainsi, qui est-ce qui dirige la III^e Internationale?

«La démocratie paysanne petite-bourgeoise russe et, de plus en plus, le capitalisme».

Nous n'entrerons pas dans tous les détails de cette stupide plaisanterie. Mais nous pourrions, avec autant de raison, démontrer que la tactique du K. A. P. D., par l'intermédiaire de Gorter, est dirigée par les propriétaires de la maison Van Houten ou ceux des cafés de Java. En résumé, le sens, ou plutôt le non-sens, du long discours de Gorter se ramène à ceci:

Redoutant leur chute prochaine, les Russes ont dû se rapprocher des masses et «ont choisi la voie de l'opportunisme». Ils ont élaboré 21 conditions d'admission, grâce auxquelles ont adhéré à l'Internationale Communiste de grands partis, des partis de masses, des opportunistes genre Lévi, Serrati (qui d'ailleurs sont déjà sortis de l'Internationale) et—notre homme veut ici régler un compte personnel—Wijncup. Et ainsi, la III^e Internationale s'est transformée en une «corporation débile, pourrie et même contre-révolutionnaire».

(Remarquons en passant que Lévi justifie son point de vue mencheviste par des arguments qui sont exactement le contraire de ceux de Gorter. A son avis, les 21 conditions ont amené le sectarisme, la domination moscovite a provoqué le *putschisme* et, en fin de compte, la contre-révolution). L'Internationale est devenue soi-disant «débile et pourrie», parce que les Russes ne s'occupaient que de la quantité et non de la qualité des membres du parti. C'est justement pour cela, d'après Gorter, que la révolution mondiale périclite, cette révolution mondiale qu'il annonçait, il y a si longtemps, dans ses tirades mélodramatiques.

Gorter, nous l'avons dit, est un sectaire. Il a prédit *une fois pour toutes* la révolution mondiale comme résultat *direct*, immédiat de la guerre. Et ses prévisions ne s'étant pas complètement réalisées, il est tombé dans l'erreur, contraire à celle que commettent ceux qui ne conçoivent le développement ultérieur de la révolution que comme conséquence d'une nouvelle *guerre*. Gorter a séparé la révolution mondiale des conditions économiques concrètes, de la classe ouvrière, de tout ce qu'il y a de réel. Il s'est mis à se la représenter d'une façon abstraite, parce qu'elle ne s'accomplit pas littéralement comme il l'avait prédit. Il a fait de la révolution une *idée abstraite*, à laquelle il ne permet à personne de toucher. Mais l'Internationale Communiste, elle, tenant compte des possibilités d'erreur, ne craint pas de rectifier, quand il le faut, les perspectives qu'elle s'est tracées. Sa tactique ne s'étant jamais basée sur l'intangibilité des formules, mais sur les faits réels, sur la situation économique dans le monde, sur le degré de développement de la classe ouvrière et la quantité des forces adverses, il est naturel qu'elle paraisse opportuniste aux Gorter qui ne voient la réalité qu'à travers les lunettes du «marxisme hollandais».

Gorter ne veut pas entendre parler de la position concrète de l'Internationale Communiste. Il s'entête à considérer la révolution comme une idée abstraite, à laquelle il faut gagner les ouvriers (Mais, bien peu d'entre eux seulement peuvent se rallier autour de cette idée, car pour éviter d'en ternir la pureté, Gorter veut un parti le plus limité possible).

Le point de départ de l'Internationale Communiste diffère essentiellement de celui de Gorter. L'Internationale Communiste est convaincue que ce ne sont pas les ouvriers qui sont pour la révolution, mais la révolution qui est pour les ouvriers.

Et c'est justement parce que, suivant cette voie, l'Internationale Communiste est arrivée à des principes de tactique et d'organisation rigoureusement conformes à la situation économique et politique du monde et aux conditions actuelles du mouvement ouvrier et de la révolution, qu'elle devait être accusée par Gorter d'opportunisme. Les actions partielles et la création de partis révolutionnaires de masses ont été, selon lui, la pierre d'achoppement qui nous a fait tomber dans le marais de l'opportunisme. La participation aux élections parlementaires, les efforts pour révolutionner les syndicats, la tactique du noyautage ont été la pente fatale par laquelle l'Internationale Communiste a glissé à l'opportunisme. Et tout cela, parce que l'Internationale est dirigée par un parti qui compte plus avec la démocratie paysanne qu'avec le prolétariat et qui, obligé maintenant de continuer sa marche dans cette voie, y entraînera fatalement toute l'Internationale.

Ce raisonnement se réfute facilement par ses deux prémisses.

Le prolétariat en Russie fait des concessions à la paysannerie. Le prolétariat est forcé de tenir compte des exigences posées par la paysannerie à la classe ouvrière au pouvoir. Il est contraint de le faire, parce qu'il doit prendre en considération la situation de toute l'Internationale. Voilà ce qu'il en est en réalité. Si, par exemple, les partis allemand, italien et tchéco-slovaque, sections de l'Internationale, au lieu d'en être encore à lutter pour le pouvoir, étaient les maîtres dans leurs pays, le prolétariat russe serait, certes, moins condescendant envers la paysannerie. Le fait que le prolétariat russe est obligé envers la paysannerie à des concessions, incontestablement dangereuses pour le pouvoir de la classe ouvrière, doit détourner les partis communistes de l'opportunisme. Cela ne veut pas dire qu'ils doivent venir en aide à la révolution prolétarienne russe, sans tenir compte de la situation réelle dans leurs «patries». Cela ne veut pas dire non plus, comme le pensent d'aucuns, que les concessions du prolétariat russe, détenteur du pouvoir, permettent aux partis communistes d'Occident de concentrer, comme le préconise le programme de transition de la social-démocratie, toute leur activité sur la lutte pour les revendications partielles (Geyer et Duvell, qui avec Lévi étaient les protagonistes de ce système de revendications dans le V. K. P. D., sont déjà exclus de l'Internationale Communiste). Les concessions doivent inciter chaque communiste, après un examen sérieux des conditions concrètes propres à son pays, à prendre également en considération la situation de la Russie soviétiste.

Si un communiste agit ainsi, s'il prend en considération — même en qualité de facteur secondaire — la situation quelque peu dangereuse de la Russie soviétiste et l'importance pour la révolution mondiale de l'existence de cette dernière, cela, nous en sommes convaincus, ne l'amènera pas à l'opportunisme.

Si Gorter avait déclaré que l'existence d'éléments opportunistes dans l'Internationale Communiste se faisait sentir sur la politique de la Russie dans la question des concessions, il aurait dit

la vérité ou quelque chose d'approchant. Il ne lui serait pas difficile de prouver que les faiblesses et la trahison des scerralistes — exclus de l'Internationale Communiste — ont, en arrêtant la révolution en Italie, influé sur le développement de la révolution mondiale et, par suite, réagi défavorablement sur la situation de la Russie soviétiste.

Mais le point de départ de Gorter n'est pas le mouvement historique réel de la classe ouvrière, c'est l'intérêt de sa petite secte et l'abstraction de la révolution qui lui trotte continuellement par la tête. Et ainsi, il lui est absolument impossible de prendre contact avec la réalité.

Par suite, obligé de reconnaître que son idée abstraite a fait faillite et que sa secte reste isolée du mouvement ouvrier, Gorter voit dans sa ruine et dans celle de sa propre secte la ruine de toute la révolution mondiale et de tout le prolétariat.

Dans l'Internationale Communiste, certes, il y a eu des éléments opportunistes (Scerrati, Lévi, Geyer et autres). Il est incontestable que, maintenant encore, on pourra trouver dans chaque parti nombre d'opportunistes fauillés parmi les masses révolutionnaires. L'entrée des partis révolutionnaires de masses dans l'Internationale Communiste ne veut pas dire que celle-ci se désagrège, que la révolution mondiale périsse ou que les éléments petits-bourgeois prédominent dans l'Internationale Communiste. Au contraire, cela signifie que les grandes masses entrent de leur propre chef dans le mouvement révolutionnaire, tandis que les sectes qui se raccrochent désespérément à l'existence sont fatalement emportées par le torrent de la contre-révolution. C'est ce qui est arrivé à la secte de Gorter.

La panacée de „l'école hollandaise“

Notre chirurgien a fait son diagnostic et il a établi que la révolution mondiale est malade, qu'elle est à l'agonie. Voyons les remèdes qu'il propose pour la guérir.

Gorter ne s'embarrasse pas de la tactique. Il défend au malade l'action parlementaire et la participation aux syndicats: l'action parlementaire, pour les raisons habituelles aux syndicalistes et la participation aux syndicats, par crainte que le contact avec les grandes masses du prolétariat organisé ne nuise à la pureté de l'enseignement sectaire.

Mais il ne se borne pas à imposer la diète à la révolution mondiale malade, il lui donne également une panacée. Cette panacée, la voici:

- «1. Groupement de tous les ouvriers, de l'immense majorité des ouvriers en une union».
- «2. Groupement des ouvriers les plus éclairés en un parti».
- «3. Unité de l'union et du parti. «But: la dictature de classe du prolétariat lui-même».

Examinons méthodiquement tous les ingrédients entrant dans la composition de cette panacée. Tout d'abord, le groupement de tous les ouvriers, de la majorité du prolétariat en union.

Une question se pose: pourquoi est-ce dans l'union et non dans les syndicats que les travailleurs doivent être groupés et révolutionnés?

A quoi Gorter répond :

«Les syndicats ne peuvent remplir leur office, car ils sont, avant tout, une arme démodée des temps de l'évolution».

Pourtant, le mouvement ouvrier a à sa disposition une autre arme, remontant elle aussi aux «temps de l'évolution». Et cependant personne ne songe à la mettre au rancart, sous prétexte qu'elle est démodée. Cette arme, c'est le matérialisme historique qui est aussi un produit des temps de l'évolution, ce qui n'empêche pas Gorter de s'y référer à tout bout de champ.

Admettons que les syndicats soient véritablement une arme démodée. Reconnaissons comme incontestable le fait qu'ils sont dirigés par la bureaucratie, par une bureaucratie contre-révolutionnaire qui entrave complètement l'action de tous les militants communistes. Accordons à Gorter que le matérialisme historique prescrit au prolétariat de s'organiser non par métiers, mais par industries. Il nous sera permis pourtant de douter que le prolétaire puisse «se conduire à la fabrique en homme libre, en lutteur libre» (Gorter sans doute n'a pas été depuis longtemps, ou même n'a jamais été à une fabrique).

Reconnaissons également que les thèses de l'Internationale Communiste sur le mouvement syndical exigent que l'on révolutionne les syndicats en créant des noyaux communistes dans les différentes entreprises et dans les organisations professionnelles locales.

Mais pour révolutionner le prolétariat, il est parfaitement indifférent que ce soit le métier, l'entreprise ou enfin la branche de production qui soit à la base de l'union des organisations économiques.

Quels sont donc les avantages qu'offre, au point de vue révolutionnaire, l'union ?

Les événements de mars en Allemagne ont prouvé que les jeunes organisations des unions n'étaient pas plus exemptes des tendances contre-révolutionnaires que les anciens syndicats pétrifiés. Le K. A. P. D. lui-même a été obligé d'inscrire dans son programme le «révolutionnement des unions». Et le dernier congrès de l'Union Ouvrière Générale (A. A. U.) a montré que le révolutionnement de cette union ne renfermant qu'un petit nombre d'adhérents ne présentait pas moins de difficultés que le révolutionnement des grandes organisations de masses que sont les syndicats. C'est pourquoi se refuser maintenant au révolutionnement des syndicats, c'est désertier le travail révolutionnaire, c'est renoncer à agir sur les masses auxquelles il faut inculquer la conscience de classe révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, les unions possèdent peut-être des avantages inhérents à leur forme d'organisation, lesquels écartent à l'avance les «défauts inséparables de la forme de l'organisation syndicale» ?

Laissons la parole à Gorter :

«L'organisation, l'union, étant liée à l'entreprise, il sera toujours par suite à redouter qu'elle ne sabote la révolution, afin d'obtenir de petites améliorations, afin de conquérir un pouvoir apparent, afin de grossir le nombre de ses membres par des éléments douteux, etc.».

Et ainsi, la forme de l'union n'exclut pas le danger du *réformisme*. Par conséquent, le premier danger, c'est le *réformisme*.

«Par ignorance, par égoïsme, continue Gorter, un individu quelconque, par exemple le directeur du mouvement dans une entreprise, se mettra, mettra son intérêt personnel (de chef) au-dessus de l'intérêt de la révolution. C'est ce que pourra fort bien faire une fabrique, une localité ou un district quelconque. Et ainsi, l'unité nécessaire à la révolution disparaît. C'est ce que l'on remarque déjà dans que' usines».

Le deuxième danger, l'individualisme, n'est pas une menace seulement pour l'avenir. Cet individualisme, essentiellement petit-bourgeois, a déjà fait son nid dans les organisations «régénéralrices» que sont les unions. Mais les tendances syndicalistes, décentralisatrices, fédéralistes de l'A. A. U. ne permettent pas à un organe directeur central énergique et puissant de réprimer ces instincts petits-bourgeois.

Le troisième danger signalé par Gorter est l'*utopisme*. Nous ne ferons pas difficulté d'admettre que, là aussi, il a raison. L'*utopisme* — et, dans la période actuelle de développement de la révolution, l'*utopisme* réactionnaire, — c'est là le danger que recèle tout sectarisme.

Le *réformisme*, l'*individualisme* petit-bourgeois, l'*utopisme* réactionnaire ne constituent pas seulement une menace pour l'avenir; ils sont, d'ores et déjà, un mal aussi funeste pour l'unionisme que pour un syndicat comptant cinquante années d'existence et un nombre respectable d'adhérents. Grâce à leur organisation centralisée, les syndicats offrent du moins cet avantage que la direction communiste (ce n'est pas là une utopie) pourra toujours y paralyser et y réprimer les tendances anti-révolutionnaires dont l'unionisme, lui non plus, n'est pas exempt.

Par conséquent, la tendance à la destruction des syndicats en faveur de l'union n'est qu'un sabotage entravant le développement de la révolution, une recherche des voies détournées au lieu de la voie droite pour arriver à la révolution.

La pharmacie de Gorter renferme des remèdes à tous les maux, même à sa propre panacée. L'union est une organisation réformiste, petite-bourgeoise, individualiste, comme le reconnaît lui-même Gorter, et ainsi il faut un parti («le pilote») qui puisse grouper les éléments véritablement révolutionnaires, «les éléments entièrement conscients» du prolétariat et qui, sans être un dictateur pour le prolétariat, dirige les unions uniquement par la persuasion. Comment, selon Gorter, ce parti doit-il être constitué ?

Tout d'abord, il ne doit pas être parlementaire.

En second lieu, il doit conquérir la dictature non pour lui, mais pour la classe, pour tout le prolétariat, ou tout au moins pour la grande majorité du prolétariat.

Enfin, «le parti communiste doit être peu nombreux».

«Et ainsi, nulle part le parti ne doit être grand».

Comme on le voit, le parti doit renfermer uniquement l'élite du prolétariat. Gorter impose aux membres du parti de telles épreuves, qu'on se demande s'il ne va pas bientôt les obliger à

un séjour de deux ans dans une faculté de droit quelconque et leur faire passer un examen en règle. Même des membres des unions, il réclame des connaissances que l'on ne peut acquérir que par de longues études. Malgré toutes ces précautions, il redoute que ses disciples, au lieu d'agir par eux-mêmes, ne comptent trop sur le Parlement. Nous ne pouvons examiner en détail toutes ces élucubrations antiparlementaires, dictées par l'esprit syndicaliste, où l'intellectuel sectaire révèle son complet mépris de la classe ouvrière.

Le parti, selon Gorter, doit tendre non à sa propre dictature ou à celle de ses chefs, mais à la dictature de la classe ouvrière ou, tout au moins, de la grande majorité de la classe ouvrière. Puis ce sont, empruntées cette fois au vocabulaire de Kautsky et des partisans de l'Internationale 2^e, de copieuses injures à l'adresse de la dictature des chefs et du parti, à laquelle Gorter oppose le parti et la classe, ce qui est absolument dénué de sens puisqu'il réclame lui-même un parti «peu nombreux».

Gorter veut un «petit parti» pour que la direction du prolétariat soit en main sûre, pour que «l'œil» (le parti) puisse regarder sans crainte en avant, pour que le «cerveau» (le parti) puisse agir en pleine connaissance de cause. L'on pourrait croire que la main sûre, l'œil pénétrant, le cerveau omniscient ne sont là que pour mener les éléments retardataires du prolétariat à la conquête et à la conservation du pouvoir.

Mais notre conception de la direction n'est pas du goût de Gorter: pour lui, il n'existe qu'une seule direction: la direction social-démocrate. Comme notre sectaire propagandiste n'a pas encore réussi à se rallier au mouvement d'un groupe ouvrier qui puisse être qualifié de mouvement de «masse», ne serait-ce que dans la petite Hollande, il n'a aucune idée de ce que doit être la direction véritable.

L'œil sûr, le cerveau omniscient ne doivent pas seulement convaincre la classe ouvrière de la justesse de la théorie du matérialisme historique et résoudre les problèmes de la propagande. Ils doivent savoir deviner les désirs encore inexprimés des masses et remarquer à temps le danger de la contre-révolution.

«L'œil» et le «cerveau» doivent analyser les rapports des forces des classes en présence, peser les possibilités d'action, fixer les actions nécessaires dans la situation actuelle et chercher pour ces actions des formes et des mots d'ordre susceptibles d'assurer la concentration, en un seul point, des forces de la classe ouvrière ou, au contraire, leur répartition en différents endroits. «L'œil sûr» et «le cerveau profond» qui trouvent leur expression dans le parti constituent précisément la direction politique.

Ces qualités font complètement défaut aux sectaires, et c'est là ce qui les caractérise essentiellement: par suite, ils sont absolument incapables de diriger même les plus petits groupes.

Au contraire, la «main ferme» est l'expression de la direction organisatrice. «La main ferme» est nécessaire pour réaliser dans l'organisation la direction politique. L'appareil organisé du parti

prolétarien doit diriger politiquement les masses les plus nombreuses possible et faire disparaître toutes les hésitations que peut engendrer, parfois, le désir de satisfaire les intérêts passagers du moment au détriment du but final. Le vaisseau du prolétariat (puisqu'Gorter appelle le parti un «pilote») doit être dirigé d'une main ferme dans la voie fixée par la direction politique («l'œil et le cerveau», selon Gorter). La «main ferme» signifie la direction et la discipline, ainsi que l'application des *méthodes de coercition* aux périodes révolutionnaires (contre-révolution, guerre civile, moments d'hésitation), où les conditions spéciales et le manque de temps ne permettent pas l'emploi de *méthodes de persuasion*.

Ayant prouvé qu'il ignorait complètement l'essence même de la direction en matière politique et en matière d'organisation, Gorter, bien malgré lui, démontre également que *la dictature du parti est inévitable*.

«Le parti doit-il avoir le pouvoir suprême?» demande-t-il. A cette question, il se borne à répondre qu'il ne sait pas si c'est l'union ou le parti qui doit détenir ce pouvoir suprême.

La dictature n'est rien moins que le pouvoir. Si le pouvoir suprême se trouve entre les mains du parti, c'est alors la dictature du parti, cette dictature que Gorter combat si furieusement dans sa lutte «contre les moulins à vent». La dictature du parti, certes, n'exclut pas la dictature de classe; au contraire, elle la comporte, car l'antithèse de ces deux dictatures n'est qu'une conception artificielle créée de toutes pièces par Gorter et Kautsky, chacun de leur côté.

Le seul antidote contre la dictature du parti est, selon Gorter, un ordre de choses, dans lequel le parti aurait le pouvoir suprême, et les unions, les soviets et autres organisations de masse de la classe ouvrière se partageraient le reste du pouvoir.

Quant à la dictature des chefs, il faut pour l'empêcher, selon Gorter, que le parti soit «petit et pur» et se compose uniquement de personnes possédant de vastes connaissances et entièrement familiarisées avec le mécanisme de la politique nationale et internationale. C'est, à peu près, ce que l'on doit exiger d'un bon chef ouvrier. Et ainsi, d'après Gorter, le parti se composerait uniquement de chefs. Le parti doit rester «petit»; pourtant, il faut convaincre la majorité, «l'énorme» majorité du prolétariat de la justesse du communisme. Cette «énorme» majorité ne peut, en aucun cas, entrer dans le parti, car celui-ci doit rester «petit».

Par suite, le parti ne sera qu'un cercle fermé de propagandistes, composé de chefs peu nombreux, et devra détenir le pouvoir suprême «pour réaliser la dictature de classe du prolétariat en opposition à la dictature du parti».

Tout cela, Gorter ne l'exige pas seulement dans l'intérêt de la dictature de classe. Il l'exige au nom du matérialisme historique, pour préserver la révolution occidentale du bolchévisme oriental qui, en faveur de sa politique petite-bourgeoise, veut grouper dans des partis de masse la classe ouvrière des pays de l'Europe Occidentale autour de l'Internationale Communiste.

Le parti de masse a d'ailleurs le don spécial d'exciter la fureur des sectaires de «l'école hollandaise».

Dans son accès de rage, «le marxiste hollandais» oublie que le parti révolutionnaire de masse est précisément le résultat de la révolution prolétarienne d'Occident, le résultat de l'adaptation aux besoins de la révolution de ces pays.

Les conditions spéciales de la Russie ont donné naissance au parti bolchéviste. Les masses n'étant pas organisées et ne pouvant l'être, car la loi ne le permettait pas, c'est un parti relativement peu nombreux qui dut se charger de révolutionner et de diriger le prolétariat. Ce parti avait affaire à des masses non organisées, à des masses qui, politiquement et économiquement, n'étaient affiliées à aucun autre parti ou groupement. Il lui fallait les arracher uniquement à l'influence idéologique et non à la direction organique des partis socialistes bourgeois et petits-bourgeois.

A quoi mènera le processus de désorganisation du prolétariat allemand survenu après le réveil de la lievre d'organisation qui l'avait envahi au lendemain de la révolution de novembre, nous ne le savons pas encore. On observe, ces derniers temps, une diminution sensible du nombre des syndiqués; les partis social-démocrates, eux aussi, perdent de leurs adhérents, qui pourtant n'entrent pas dans le parti communiste. Ce phénomène contribuera-t-il à la formation de grandes masses neutres non organisées, dont il serait beaucoup plus facile au parti communiste d'obtenir la direction que d'attirer dans ses rangs les ouvriers déjà affiliés à d'autres partis—il est impossible de le dire. En Allemagne comme dans les autres pays d'Occident, les partis non-communistes groupent des masses formidables. C'est pourquoi les communistes s'efforcent également d'attirer le plus possible les masses à eux et d'en prendre la direction, au point de vue idéologique comme au point de vue organisation.

Les conditions de légalité ont contribué à accroître le parti des communistes russes. Le parti a dû ouvrir et élargir l'accès dans ses rangs à mesure que s'élargissaient les tâches liées à la direction des masses. L'idée du communisme a pénétré non seulement les masses ouvrières non organisées, mais aussi les prolétaires organisés dans les autres partis ouvriers. Le P. C. R. est devenu un parti révolutionnaire de masses et, comme tel, il a trouvé les moyens propres à assurer sa pureté malgré sa croissance numérique. Il a apporté dans l'organisation des masses toutes ses vieilles traditions révolutionnaires.

Les partis révolutionnaires d'Occident se sont trouvés, dès leur naissance, devant des tâches extrêmement vastes et compliquées.

La lutte contre les puissants partis social-démocrates et le processus de désagrégation de ces partis augmentaient la complexité de ces tâches. Les grandes masses prolétariennes étant fortement et depuis longtemps organisées, la bourgeoisie ayant également une longue expérience, les partis communistes d'Occident étaient obligés d'élargir considérablement leur sphère d'action. Or, pour cela il fallait la participation méthodique au travail d'un grand nombre de communistes. Les

conditions de l'Europe Occidentale ont créé, avant la victoire même de la révolution, des partis révolutionnaires de masses. Le moyen de parer aux dangers qui accompagnent fatalement la croissance des partis de masses consiste non seulement dans leur épuration, mais dans l'élargissement du champ de leur activité et dans le maintien d'une discipline consciente et vigoureuse. Les modes de cette épuration et les autres mesures d'organisation ne peuvent être les mêmes qu'en Russie, mais dans chaque pays le parti communiste les a déjà trouvés ou les trouvera certainement, et ainsi son caractère révolutionnaire sera assuré. Le parti de masses, le parti de masses révolutionnaire est non seulement la conséquence du développement de la révolution de l'Europe Occidentale, mais la condition préliminaire indispensable de sa victoire.

Seuls, l'aveuglement des sectaires et la peur qu'ils ont de regarder la réalité en face peuvent les empêcher de voir les faits. Seule, la mégalomanie d'un chef de secte peut lui faire imposer au prolétariat la forme d'organisation qu'il a conçue et qui ne correspond nullement aux exigences de la période actuelle du mouvement révolutionnaire de l'Europe Occidentale.

Sur les traces de Laufenberg

Le chef incontesté de «l'école hollandaise» a dénoncé toute solidarité avec l'Internationale Communiste. A vrai dire, il n'a jamais été en très grande solidarité avec le mouvement ouvrier, et cela surtout parce que précisément il ne comprenait pas ce qu'il avait toujours au bout de la langue, c'est-à-dire le marxisme, le matérialisme historique. Mais l'incompréhension ne soustrait personne aux lois de la logique, et ces lois inéluctables ont fait que Gorter, avec toute sa phraséologie pseudo-radical, a échoué dans le camp des ennemis de la révolution prolétarienne où se sont groupés maintenant les fauchés de Cronstadi, les bandits ukrainiens, Serrati, Lévi, Kautsky, Laufenberg, Wollheim, Rühle et les actionnaires du café littéraire qui a pour enseigne: *Aktion*. Tous ces gens, quoique prêts à s'entre-dévoier, hurlent en chœur contre le bolchévisme, la dictature du parti et l'opportunisme de l'Internationale Communiste.

Toute secte est condamnée fatalement à passer dans les rangs de la contre-révolution. Tous ceux qui ne peuvent renoncer à leur mouvement ouvrier à eux doivent, tôt ou tard, même si, comme Gorter, ils veulent subjectivement la révolution et la prêchent comme idée abstraite, entrer en conflit avec le mouvement ouvrier véritable. Tant que la révolution en est encore à la période de la propagande pure, tant qu'elle n'est préconisée que par de petits groupes et qu'elle ne se manifeste par aucun travail d'organisation, par aucune action de masses, la secte peut ne pas être l'ennemi lombant à l'improviste sur les masses, précisément au moment où elles commencent à traduire la révolution en organisation et en actes. Les protagonistes du bolchévisme national et de l'unionisme, Laufenberg et Wolfheim, ont, pendant quelque temps, été les

propagandistes de la révolution. Et l'isolement du mouvement ouvrier véritable, dont le «moindre pas en avant est beaucoup plus précieux qu'une douzaine de programmes» (même de bons programmes, à plus forte raison de mauvais), les a amenés tout d'abord dans la voie de la propagande contre la Russie soviétiste et l'Internationale Communiste, puis les a jetés dans les bras des nationalistes avérés que sont les officiers de Lüdendorff. Pendant les événements de mars, tout ce qu'ont fait les contre-révolutionnaires déclarés, les nationalistes allemands, n'était rien en comparaison de la déclaration par laquelle ces chefs de secte ont traîtreusement plongé le poignard dans le dos au prolétariat d'Allemagne Centrale luttant héroïquement pour sa défense. Et pourtant ces gens-là ont été naguère, à une certaine période, des révolutionnaires.

La métamorphose contre-révolutionnaire de Gorter amènera fatalement les mêmes résultats que celle de Laufenberg et de Wolfheim. A l'exemple de Laufenberg, Gorter affirme que la Russie soviétiste livre, pieds et poings liés, la révolution prolétarienne au capital anglais. Et il demande ce que la Russie et l'Internationale Communiste pourront bien opposer au capitalisme anglais.

Une fois déjà (rappelons-le à Gorter, puisqu'il a l'air de l'avoir oublié), dans des circonstances extrêmement pénibles, la Russie soviétiste a opposé son armée rouge prolétarienne et paysanne non seulement aux impérialistes anglais, mais aux impérialistes américains et français et même à tous simultanément. La situation étant autre maintenant, ce n'est pas avec l'armée rouge que nous résisterons à l'impérialisme anglais, c'est avec de nouveaux moyens de la politique prolétarienne que nous saurons choisir en conformité avec les exigences du moment.

Ces moyens tendront à neutraliser les paysans, à les attirer au pouvoir soviétiste, afin d'accroître la force de résistance de ce dernier à l'offensive économique de Lloyd-George et des concessionnaires capitalistes. C'est seulement en menant cette politique prolétarienne et en attirant à lui les paysans que le pouvoir soviétiste réussira, si les circonstances l'exigent, à enrôler de nouveau ces paysans dans l'armée rouge pour la lutte contre l'impérialisme anglais.

Aux impérialistes anglais l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge opposent le prolétariat anglais. Leurs efforts en ce sens n'ont pas donné jusqu'à présent de résultats appréciables. Prenant en considération toutes les conditions du mouvement ouvrier anglais, nous pouvons affirmer que le prolétariat anglais aura, sous peu, à sa tête un parti plus fort, plus expérimenté, plus influent et englobant de plus grandes masses que le Parti Communiste Anglais actuel qui ne compte que quelques milliers de membres, ce qui n'empêche pas «l'école hollandaise» de le qualifier avec mépris de «parti de masse».

En outre, l'Internationale Communiste soutient et coordonne l'action de tous les partis communistes, dont on ne saurait, à l'heure présente, méconnaître l'influence. Elle soutient également la révolution nationale qui se développe dans les colonies et les demi-colonies de l'Angleterre, mais elle ne saurait accepter l'aide de «l'école hollandaise».

L'Internationale Communiste a refusé également l'appui de la secte de Laufenberg et de Wolfheim. Rühle, ses amis et ses sectateurs n'avaient aucune politique mondiale, et c'est pourquoi, entraînés par leur attachement à des formes d'organisation analogues à celles de Gorter, ils ont roulé jusqu'à la contre-révolution. Rühle et Pfemfert sont devenus les ennemis de la révolution, les ennemis véritables de tout mouvement révolutionnaire de masses; la seule différence entre eux, c'est que le premier prêche la contre-révolution comme un maître d'école, et le second comme un saltimbanque.

Les chefs de secte ont enfin nettement pris parti. Le prolétariat a maintenant son opinion faite sur eux. Sans hésiter, il les range (s'il ne les a pas déjà oubliés) dans le camp où leur action leur donne droit à une place: dans le camp de la contre-révolution. Mais les ouvriers, même ceux, très peu nombreux, qu'ils avaient enrôlés dans leurs sectes, ne les suivront pas dans la voie de la contre-révolution.

BELA-KUN.

Moscou, 28 août 1921.





Ardito ROSSO.

LA CRISE RÉVOLUTIONNAIRE EN ITALIE, SES PERSPECTIVES, SES ENSEIGNEMENTS

1. La décomposition du mouvement socialiste italien

La décomposition du Parti Socialiste Italien, dont on peut sans difficulté établir la date, marque la faillite de tout le mouvement socialiste en Italie. La décomposition du «vieux et glorieux» Parti Socialiste Italien a été accompagnée de la «défaite» retentissante du mouvement prolétarien en Italie et d'une foule d'événements qui ont provoqué dans l'Internationale de la stupéfaction, un certain désarroi et, en définitive, une défiance excessive à l'égard du mouvement italien. Dans son appréciation des faits, l'Internationale prolétarienne est, en ce moment, encline à commettre l'erreur contraire à celle qui avait été faite après la guerre. Si alors on surestimait par trop les capacités révolutionnaires et les possibilités d'action du prolétariat italien, maintenant, par contre, on les sous-estime à l'excès. Ce qu'il faut à l'heure présente, c'est élucider la situation en Italie, afin de déterminer les nouvelles perspectives de la crise révolutionnaire dans ce pays et en retirer pour le prolétariat italien ainsi que pour le prolétariat international une leçon profitable. L'étude de la situation actuelle en Italie nous amène fatalement à l'étude du processus de la désagrégation du Parti Socialiste Italien. C'est là un processus grandiose, comparable à l'effondrement du colosse aux pieds d'airain, que celui de l'écroulement de cet organisme gigantesque dévoré par un feu intérieur.

Quelques chiffres d'une exactitude indiscutable suffiront pour nous donner le tableau de la croissance extraordinairement rapide du P. S. I. et de sa décomposition catastrophique.

Une année après la guerre, au congrès de Bologne, en 1919, le Parti Socialiste Italien comptait 1981 organisations locales, 91.469 membres, 47 députés et 350 conseils municipaux.

Le congrès de Livourne (janvier 1921) réunit 3.000 délégués représentant au total 4.567 organisations locales, 219.327 membres payant leurs cotisations, 156 députés et 2.220 conseils municipaux. Quatre mois plus tard à peine, les élections au Conseil National du Parti Socialiste Italien (mai 1921) mettent à nu la désagrégation effroyable de ce parti.

A ce Conseil National qui se réunit à Rome pour examiner la question de la participation aux élections parlementaires, question assez importante pour les socialistes italiens, le P. S. I. tout entier ne fut représenté, lors du vote, que par 63.000 membres, dont 48.000 se prononcèrent pour la participation aux élections et 15.000 pour l'abstention.

L'étude détaillée des organisations socialistes dans les différentes régions de l'Italie nous fournit des preuves encore plus décisives de leur décomposition.

Il suffit de constater ce qui s'est produit dans les provinces de Bologne, de Ferrare et de Reggio d'Emilie, c'est-à-dire dans ce qu'on appelle les provinces rouges. S'appuyant sur tout un réseau d'organisations économiques, l'organisation politique du parti avait acquis dans ces provinces une telle puissance, que les dirigeants du mouvement socialiste local affirmaient, de bonne foi peut-être, qu'il était inutile de faire une révolution pour instaurer le régime socialiste, car ce régime existait déjà en fait. Dans ces provinces, la grande majorité des députés et des conseillers municipaux et régionaux étaient des socialistes: les groupes politiques bourgeois ne disposaient que d'une minorité infime.

En quelques mois, tout l'édifice des organisations socialistes, politiques et économiques fut détruit de fond en comble par la réaction; mais il n'arriva pas ce qui s'était produit dans les autres pays où la réaction triomphait: on ne vit pas le mouvement légal se transformer en mouvement clandestin; le mouvement socialiste ne créa aucune organisation illégale. Ce fut l'effondrement complet du mouvement socialiste. Un grand nombre de militants des provinces susmentionnées renoncèrent à la vie politique, tandis que la masse des partisans des organisations économiques «rouges» se rangeait sous la bannière des fascistes. Ce n'est que grâce à un compromis avec les partis bourgeois, avec le fascisme, que le Parti Socialiste Italien a pu conserver ou reconquérir quelques-unes de ses positions parmi le prolétariat dans les centres révolutionnaires.

Un des cas les plus typiques est celui qui s'est produit à Trieste. Désireux d'obtenir la direc-

tion de la Chambre Ouvrière, les socialistes dans cette ville s'unirent aux républicains et présentèrent une liste commune aux élections du comité exécutif de la Chambre Ouvrière; malgré cette manœuvre, ils furent battus par les communistes.

Un fait typique et des plus honteux est celui qui eut lieu à Turin. Les industriels firent bloc contre les usines communistes, en particulier contre l'usine Fiat, où ils réussirent à congédier tous les ouvriers révolutionnaires et tous les *commissarii di reparto* communistes. Jugeant les communistes affaiblis par cette attaque des capitalistes contre Turin, la «forteresse du communisme», les socialistes firent cause commune avec les patrons et, soutenus ouvertement par ces derniers, réussirent à occuper quelques places dans les conseils de production.

Dans les journaux bourgeois comme dans la presse socialiste, il est facile de suivre le processus de la décomposition des organisations économiques et politiques du Parti Socialiste Italien. Sous l'ouragan furieux de la lutte de classes, l'organisation socialiste s'est effondrée matériellement; elle a perdu toute tactique révolutionnaire et renoncé complètement aux principes fondamentaux de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie organisée—ce dont il est facile de se convaincre par les documents officiels du Parti Socialiste Italien et de la Confédération Générale du Travail, qui est la plus grande organisation prolétarienne italienne, liée par un accord avec le Parti Socialiste.

Par suite de la ruine des chambres ouvrières, des journaux et des groupes socialistes, le prolétariat est resté sans direction politique ni économique. Ses chefs implorent la protection du gouvernement bourgeois, cherchent leur salut dans des protestations parlementaires, dans le rétablissement de l'ordre et de la paix et dans des compromis avec les fascistes.

Le graphique des forces politiques et économiques de l'organisation socialiste, en Italie, peut être figuré par une courbe allant de la fin de la guerre jusqu'à septembre 1920 (mouvement des métallurgistes), laquelle s'élève constamment et, à partir de septembre 1920, s'abaisse brusquement pour retomber beaucoup plus bas qu'à son point de départ. Lorsque le parti socialiste se trouvait au sommet de la courbe, il constituait la seule force politique et économique réelle de la vie en Italie; maintenant le mouvement socialiste est complètement impuissant et réduit, pour défendre son existence, à passer des compromis avec la bourgeoisie.

Les données sur les dernières élections parlementaires de mai 1921 semblent, à première vue, contredire les données sur la décomposition du mouvement socialiste en Italie; en réalité, elles confirment entièrement tout ce que nous venons de dire sur la ruine de ce mouvement. Il est exact que le nombre des députés socialistes n'est que légèrement inférieur à ce qu'il était dans le Parlement précédent; il est vrai également que, sans l'abstention des socialistes de la province de Reggio d'Emilie et quelques hasards défavorables, les socialistes auraient été élus en aussi

grand nombre ou, peut-être même, en plus grand nombre qu'en mai 1919. Mais pour se faire une idée juste de la situation, il faut tenir compte du fait que les voix données par le prolétariat aux candidats du P. S. I. étaient en quelque sorte une protestation contre le banditisme des fascistes. Dans la plus grande partie de l'Italie, les prolétaires ne pouvaient exprimer leur protestation en votant pour les candidats communistes, car le parti communiste n'avait presque nulle part d'organisations électorales. Sur un total de 40 circonscriptions électorales, il y en eut 13 où les communistes ne purent présenter leurs listes. Les électeurs qui votèrent pour le parti socialiste étaient pour la plupart des représentants de la petite bourgeoisie à tendances réformistes. D'après les paroles du député Casalini, ils donnèrent leurs voix au parti socialiste uniquement parce que celui-ci s'était débarrassé des communistes et avait donné un coup de barre à droite. D'autre part, si l'on considère la composition des listes socialistes et la nature des élus, on peut affirmer hardiment que, dans ces élections, le P. S. I. est entré dans la voie qui l'a mené à sa ruine, car il a complètement renoncé à son intransigeance et renié ses principes révolutionnaires. 80% des candidats et des élus socialistes sont des réformistes déclarés et des partisans de Turati qui, à l'heure actuelle, est indiscutablement le chef du groupe parlementaire et qui, à la première séance du Parlement, a prononcé un discours où il a préconisé la collaboration avec le gouvernement. Mais ce qui est pire, c'est que les socialistes ont porté sur leurs listes électorales plusieurs camarades qui, au moment des élections, venaient de rentrer dans le parti après en avoir été exclus, et avaient même mené une campagne contre lui (!).

Il convient encore de signaler certains faits qui furent la conséquence logique des élections et qui démontrent la décomposition du P. S. I. La fédération socialiste de la province de Reggio d'Emilie, numériquement la plus forte des fédérations italiennes, a été dissoute par la direction du parti pour infraction à la discipline. Dans la direction du parti, il s'est produit une crise par

(!) Le cas de Lucci et Bovio, qui furent élus à Naples comme socialistes, est des plus caractéristiques: aux élections précédentes, ces deux personnages s'étaient présentés contre les socialistes. A Mantoue, Ferris, en Apulie, Vainio furent élus; tous deux étaient exclus du parti. Plusieurs syndicalistes, qui avant les élections avaient lutté avec acharnement contre le réformisme du P. S. I., furent élus sur la liste socialiste en manière de protestation, de même que des anarchistes qui, pour un siège au Parlement, renoncèrent à leurs principes révolutionnaires. Ainsi, Fagi et Vittorio, tous deux syndicalistes, furent élus en Apulie. En Sardaigne, un certain Corsi, élu comme socialiste, se baha, aussitôt après son élection, d'aller présenter ses hommages au roi d'Italie qui se trouvait alors en Sardaigne. Des faits intéressants se produisirent au sein du parti socialiste pendant les élections. Beaucoup de députés ouvriers, comme Abbo, Bellaguarda, etc., furent blackboulés. L'un des «grands prêtres du communisme militaire», Alessandri (collaborateur du journal français *Le Populaire*), échoua également aux élections; enfin d'Aragnano, secrétaire principal de la Confédération Générale du Travail, fut blackboulé à Milan et n'entra au Parlement que grâce à Larzari qui se désista en sa faveur dans l'une des deux circonscriptions où il avait été élu.

suile de la démission de Barafono, représentant typique de l'équilibrisme centriste, à qui il n'aurait rien coûté de se mettre à former un Parti Socialiste Italien «gauche».

L'importance historique de la liquidation du maximalisme italien et du serratisme est des plus considérables.

En effet, la décomposition du mouvement socialiste italien a, au point de vue historique, une grande importance non seulement pour l'Italie, mais pour toute l'Internationale. Considérée au point de vue international, la faillite honteuse du Parti Socialiste Italien porte le coup de grâce à l'organisation de la II-e Internationale moribonde. Ce parti était en effet, parmi les autres partis similaires, le meilleur ou, plus exactement, le moins mauvais. Il était le seul qui n'eût pas sympathisé à la guerre, tandis que tous les autres partis de la II-e Internationale avaient fait bloc avec la bourgeoisie et formé avec cette dernière «l'union sacrée».

Au moment de la guerre, quoiqu'il conservât une neutralité impuissante sous le mot d'ordre: «Ne rien faire pour la guerre, mais ne pas la saboter non plus», le Parti Socialiste Italien ne trahit point le prolétariat, il ne lui fournit aucune aide, aucun soutien réel. Si le Parti Socialiste Italien ne trahit pas directement le prolétariat pendant la guerre, en tout cas il trahit la cause de la révolution. Cela prouve définitivement que tous les partis de la II-e Internationale avaient une plate-forme politique et une organisation telles qu'elles devaient nécessairement les amener à trahir les masses prolétariennes.

Le Parti Socialiste Italien, il est vrai, a péri du mal qui a fauché tous les partis de la II-e Internationale: il a péri du réformisme et du social-pacifisme. La majorité des chefs du Parti Socialiste Italien ont toujours été des réformistes et des pacifistes. Par malheur, ils étaient presque tous si malhonnêtes et si préoccupés de faire leur carrière que, après la guerre, ils se transformèrent en révolutionnaires et en bolchéviks uniquement pour se gagner la faveur des masses, obtenir des mandats de députés ou de hauts postes dans les syndicats. La masse prolétarienne était si naïve, qu'elle crut au révolutionnarisme des maximalistes et remit son sort entre les mains du Parti Socialiste Italien. Ce dernier était le seul parti prolétarien considérable en Italie, et c'est pourquoi sa désagrégation marque la faillite de tout le mouvement prolétarien en Italie.

Le développement de la réaction en Italie, pendant les derniers mois, devait naturellement introduire de la netteté dans le mouvement socialiste et ramener le parti à sa seule voie véritable, c'est-à-dire à la voie de la social-démocratie réformiste. Nous avons signalé que le Parti Socialiste Italien par ses tendances fondamentales a toujours été un parti purement social-démocrate: en 1892, à son congrès constituant de Gênes, le programme fondamental qui fut adopté avait été élaboré sur le modèle de celui de la social-démocratie allemande. Si, grâce à l'expérience de la guerre de Tripolitaine et à la situation exceptionnelle de l'Italie au début de la guerre impérialiste, le Parti Socialiste Italien ne

s'enliza pas dans le social-patriotisme, la majorité de ses membres et de ses chefs n'en restèrent pas moins des social-démocrates. Si le maximalisme ou bolchévisme «serrafiste» ne peut être considéré dans son ensemble comme une hypocrisie ou une aventure, c'est, en tout cas, un mouvement né après la guerre et basé sur une connaissance insuffisante des principes communistes. Plus tard, les nouvelles conditions de la lutte de classes et la tâche historique du prolétariat réclamant impérieusement la clarification du mouvement prolétarien, en Italie, devaient amener nécessairement la liquidation du maximalisme social-pacifiste qui, en effet, s'effectue actuellement, en Italie. Les serratistes italiens ont, en ce moment, le sort de tous les renégats de la III-e Internationale: la bourgeoisie, la social-démocratie les utilisent dans leur lutte contre les communistes, mais quand la contre-révolution en a refiré tout ce qu'elle voulait, elle les jette par-dessus bord. En effet, les réformistes tendance Turati ont maintenant le dessus dans le Parti Socialiste Italien: ils l'ont bien prouvé par leurs derniers discours. Ainsi au Parlement, Turati, parlant au nom du groupe socialiste parlementaire, a prôné la collaboration des socialistes et de la bourgeoisie et terminé en s'écriant: «Vive l'Italie!» A la séance suivante, Treves a envoyé des félicitations aux menchéviks géorgiens et protesté contre la «barbarie» du bolchévisme.

Au moment où nous écrivons, les «communistes unitaires» et les serratistes ont perdu tout contrôle sur le Parti Socialiste Italien; c'est pourquoi les «communistes unitaires» honnêtes n'ont plus que la ressource de sortir du P. S. I. et d'entrer dans le Parti Communiste Italien, à condition toutefois qu'ils veuillent véritablement se soumettre aux décisions de la III-e Internationale. En effet, même s'ils le voulaient, ils n'auraient jamais la force d'épurer le P. S. I. des réformistes et seraient obligés d'abandonner le parti.

La liquidation définitive du maximalisme et du serratisme au sein du Parti Socialiste Italien amènera l'unification du Parti Communiste, de la même façon que la scission du parti social-démocrate des Indépendants d'Allemagne a provoqué dans ce pays la constitution d'un Parti Communiste Unifié.

Un des facteurs qui ont contribué à accélérer la liquidation du maximalisme italien impuissant est le fascisme, dont la victoire a modifié radicalement, pendant l'année dernière, la situation en Italie.

Nous allons étudier maintenant ce mouvement, son origine et la nature de son action.

2. Le fascisme italien

L'origine du fascisme et de la question de Fiume sont du plus haut intérêt.

A un certain point de vue, on peut les considérer comme une manifestation en Italie de la réaction internationale, mais ils ont en même temps des particularités spécifiques, dont il faut chercher les raisons dans la situation spéciale de l'Italie au sein de l'Internationale européenne.

La position occupée par l'Italie dans l'Internationale est des plus caractéristiques, car, quoique

l'Italie formât partie consultative de l'Entente et participât ainsi à la victoire, elle fut, dans les domaines politique et économique, aussi éprouvée que les pays vaincus.

Ce contraste entre la gloire militaire et la misère de la situation économique en Italie donna parmi les masses prolétariennes naissance à un mouvement grandiose contre le régime bourgeois et en faveur de la révolution sociale. Mais ce même contraste engendra également un mécontentement purement national.

C'est dans ce mécontentement national qu'il faut chercher la source du fascisme italien. Il existait en Italie beaucoup d'éléments social-démocrates et petits-bourgeois qui avaient voulu la guerre et l'avaient soutenue avec enthousiasme, qui, plus «wilsoniens» que Wilson lui-même, croyaient au caractère révolutionnaire et démocratique de la guerre mondiale. Ces éléments, qui fournirent aux «interventionnistes» le gros de leurs effectifs, se scindèrent après la guerre en deux tendances. La première (dont les adeptes reçurent le nom de *rinziatori*), dirigée par Bissolati, comprenant l'injustice du traité de paix, s'efforçait de modérer les exigences excessives des nationalistes et se prononça résolument contre l'annexion du Tyrol méridional et de la Dalmatie. Dirigée par un ex-chef du Parti Socialiste Italien, Mussolini, l'autre partie des interventionnistes, composée de social-patriotes et d'anciens socialistes, soulina avec ardeur les exigences excessives du nationalisme; c'est d'elle que naquit le fascisme. Assez timide au début, cette tendance fasciste créa tout d'abord de petits noyaux d'action et d'agitation. Elle comprenait le groupe des nationalistes les plus honnêtes et les plus idéalistes, en particulier les artistes futuristes dirigés par d'Annunzio. Ce groupe dirigea son agitation contre la bourgeoisie de Giolitti et de Nitti qui occupait une position neutre, et l'accusa de ne pas savoir relier les fruits de la victoire. Le groupe Mussolini lutta contre le Parti Socialiste Italien qui, par son défaitisme pendant la guerre et sa propagande antimilitariste après la conclusion de l'armistice, sabotait la victoire et enlevait à l'Italie les forces qui lui étaient nécessaires pour obtenir de ses anciens alliés la reconnaissance de ses droits. En somme, comme nous l'avons indiqué plus haut, le fascisme, dans sa première période, était un mouvement relativement restreint: ni le gouvernement, ni la classe capitaliste ne le prenaient au sérieux; ainsi, aux élections de novembre 1919, à Milan, Mussolini ne recueillit que 4.000 voix.

Le fascisme commença à se développer au moment des événements de Fiume, lorsque d'Annunzio, à la tête d'un corps expéditionnaire composé de légionnaires et de fascistes, occupa cette ville au nom de l'Italie. Cette expédition gagna au fascisme les sympathies des nationalistes et montra aux capitalistes et aux réactionnaires les plus intelligents que dans le pays, outre le prolétariat et le socialisme, alors tout-puissants, il existait encore une autre force réelle.

Les événements de Fiume contribuèrent considérablement au développement du fascisme. Pendant que, à Fiume, les idéalistes, dirigés par d'Annunzio, donnaient libre cours à leur lyrisme na-

tionaliste, sous la conduite de Mussolini l'autre groupe des fascistes restés en Italie mitait à profit les sympathies des nationalistes. Il s'attribua les fonds recueillis pour l'expédition de Fiume et faisait de cette ville la base de ses organisations et de l'armement des bandes fascistes, qui plus tard versèrent à flots le sang du prolétariat italien dans l'intérêt du capitalisme et du militarisme.

Jusqu'en octobre 1920, les fascistes ne constituaient que de petits groupes qui, néanmoins, pouvaient escompter un succès facile dans leur lutte contre le prolétariat. A cette époque, toute la masse prolétarienne avait fait bloc autour du bolchévisme, tandis que les intellectuels, la petite bourgeoisie et les éléments semi-prolétariens n'avaient pas encore donné l'appui de leurs forces à un groupe politique quelconque.

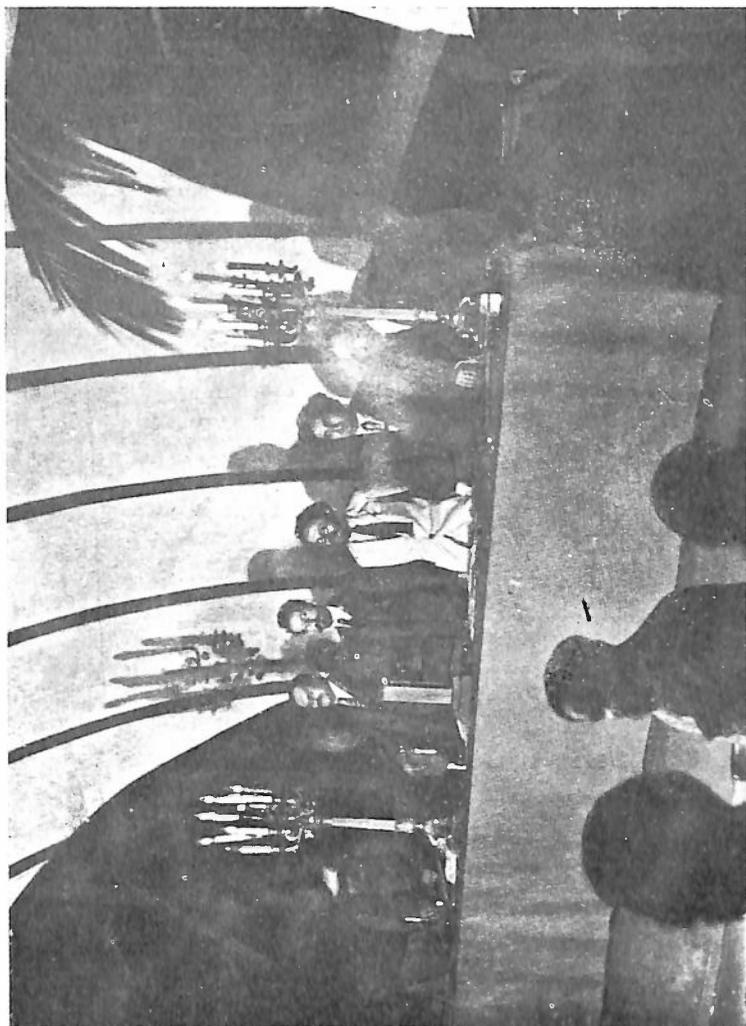
Longtemps la petite bourgeoisie resta indécise sur l'attitude à prendre envers les mouvements *socialiste et fasciste*. Une partie relativement nombreuse des éléments demi-prolétariens et des intellectuels se trouvaient, par suite de la guerre, dans une situation extrêmement pénible et embarrassante, au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue économique.

Après la guerre, le prolétariat avait opté pour le bolchévisme en politique et choisi le Parti Socialiste comme son parti. Par la création d'excellentes organisations économiques, il avait réussi à s'assurer rapidement une grande puissance politique, laquelle s'était accrue d'autant plus facilement que la bourgeoisie ne disposait que de faibles organisations politiques. En même temps, la prospérité économique du prolétariat augmentait également, car la peur forçait les industriels à céder aux exigences de la classe ouvrière.

En Italie, comme dans toute l'Europe d'ailleurs, le prolétariat des villes et la paysannerie s'étaient trouvés, par suite de la guerre, dans une situation meilleure que la classe moyenne. Cette dernière avait supporté tout le poids de l'aggravation des conditions économiques et, privée qu'elle était d'organisation économique et de parti politique, elle n'avait pu s'assurer une situation convenable par suite de la faible rétribution du travail intellectuel.

Les premiers temps, nés par une conviction sincère ou par la nécessité historique qui pousse toujours la classe moyenne à se rallier au parti le plus fort, des groupes considérables d'intellectuels et demi-prolétaires, recrutés particulièrement parmi les anciens combattants, adhérèrent au socialisme et se montrèrent disposés à participer aux actions révolutionnaires contre le régime capitaliste. Mais les organisations socialistes, dans la plupart des cas, repoussèrent ces éléments. Ne faisant aucune distinction entre les exploités et les exploités, le parti socialiste s'efforça même de provoquer l'hostilité des masses envers les intellectuels, particulièrement envers ceux qui avaient participé à la guerre. Les masses prolétariennes se détournèrent des invalides et des blessés de guerre et, dans leur haine contre les responsables du carnage mondial, tournèrent leur colère contre les victimes de la guerre.

Repoussés par les organisations politiques des socialistes et ne pouvant entrer dans les organi-



Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste. Un groupe des membres du Bureau du Congrès.

sations économiques, les représentants de la classe moyenne, voyant la situation privilégiée du prolétariat, se trouvèrent naturellement portés à ajouter foi aux calomnies des ennemis de ce dernier, lesquels allaient répétant que la misère du peuple et l'enchérissement des vivres étaient le résultat des exigences excessives de la classe ouvrière qui réclamait des salaires trop élevés.

Ce qui poussait encore la classe moyenne au fascisme, c'est que ce dernier lui apparaissait comme une protestation contre l'aristocratie ouvrière, contre les abus de la social-démocratie utilitaire et opportuniste. Il faut signaler également que les représentants du P. S. I. et des organisations ouvrières rouges, les administrations communales et régionales agissaient souvent de façon à susciter contre eux l'indignation dans les provinces italiennes où ils avaient le rôle dominant (Bologne, Reggio d'Emilie, Ferrare): c'était (au nom du bolchévisme) un système de favoritisme et d'exploitation qui ne le cédait en rien au système bourgeois.

Profitant de ces circonstances, les chefs du fascisme unis aux représentants du nationalisme et aux millionnaires, dont la guerre avait fait la fortune, commencèrent leur jeu: ils entreprirent une propagande antiprolétarienne au nom de la «grande» de l'Italie, de la nécessité pour les anciens combattants de recueillir les fruits de leurs sacrifices et de soustraire la classe des consommateurs à l'arbitraire des producteurs. D'autre part, les ouvriers métallurgistes s'emparant des usines et les paysans des terres labourables (août-septembre 1920), le gouvernement bourgeois prit peur et les capitalistes commencèrent une préparation renforcée de la réaction. L'issue heureuse de l'entreprise de Fiume et les premiers succès des groupes fascistes montrèrent au gouvernement et à la classe capitaliste qu'ils auraient avantage à utiliser le fascisme comme organisation illégale. Dès que surgirent, à Fiume et à Milan, les premières bandes de fascistes, la campagne d'agression commença dans les provinces qui s'y prêtaient le mieux, c'est-à-dire dans celles où la petite bourgeoisie était le plus comprimée: dans les provinces de Bologne et de Ferrare.

Dès le début, le fascisme, alors qu'il ne disposait encore que de tout petits groupes, apparut comme force destructrice du maximalisme socialiste italien, en même temps qu'une réaction sanglante contre la classe ouvrière. A mesure que l'on se convainquit de la facilité avec laquelle on pouvait triompher des organisations ouvrières, à mesure que l'on constatait que le révolutionnarisme italien n'était que de la phraséologie creuse et que les masses n'étaient pas du tout préparées aux actions révolutionnaires ni même à la défense révolutionnaire, le fascisme ne faisait que se renforcer. Il trouva de nombreux adhérents dans des groupes de petits bourgeois sans travail et de vagabonds, attirés par l'argent que le capitalisme dispensait généreusement aux organisations fascistes, par les avantages de toutes sortes qui leur étaient assurés, par la liberté illimitée d'action qui leur permettait de se venger facilement des affronts des socialistes et des prolétaires.

№ 18

Il y eut encore un autre facteur important, qui coupa court aux hésitations de la classe moyenne entre le prolétariat et la bourgeoisie. Pendant deux années, la grande masse de la population italienne avait attendu impatientement des socialistes qu'ils fissent la révolution, qui devait mettre fin à la tension générale des esprits et à ses craintes continuelles. Dans les débuts, les petits-bourgeois et les éléments demi-prolétaires étaient enclins à considérer le régime bolchéviste comme le meilleur régime social. Mais quand on vit que les socialistes italiens ne savaient que détruire, qu'ils n'étaient pas en état de mener le mouvement révolutionnaire au but véritable et de jeter les bases d'un nouvel ordre de choses, le nombre de ceux qui désiraient le rétablissement à n'importe quel prix, même au prix de la réaction, de l'ancien état de choses, s'accrut considérablement. Ces considérations et l'espoir d'améliorer sa situation par le rétablissement de l'ancien état de choses amenèrent la classe moyenne à soutenir le mouvement des fascistes, auquel adhérèrent bientôt des masses d'étudiants, d'officiers, d'employés et de fonctionnaires. Ce soutien consolida définitivement le fascisme, auquel participèrent des adolescents naïfs rêvant de sauver l'Italie, des gens assoiffés de gloire politique, mais aussi des criminels et des assassins alléchés par la haute paye. Le fascisme attira aussi dans ses rangs quelques prolétaires sans travail, que la faim poussa à assassiner leurs frères et, enfin, quelques ouvriers qui s'étaient auparavant insurgés et auxquels l'on fit croire qu'il n'était que juste d'être imploiyable envers les dirigeants syndicaux qui avaient trompé et vendu la classe ouvrière.

Les fascistes avaient élargi leur champ d'action et triomphé sur toute la ligne mais, depuis la fin de l'aventure de Fiume, tout élément idéaliste avait disparu de leur mouvement. Contre d'Annunzio et ses légionnaires fascistes qui se disposaient, au nom d'un nationalisme acharné, à accomplir une véritable révolution, le gouvernement de Giolitti s'arma vers la fin de l'année 1920; il donna aux troupes qui lui étaient restées fidèles l'ordre de marcher contre les détachements d'Annunzio. A ce moment, le bloc bourgeois-militariste d'Italie traversait une crise des plus graves, dont le prolétariat aurait très bien pu tirer profit. Mais, par sa politique contre-révolutionnaire le Parti Socialiste Italien, qui persuada au prolétariat d'exiger le rétablissement de l'ordre à Fiume, vint encore une fois au secours du gouvernement bourgeois.

Lors de l'agression du gouvernement contre les légionnaires de Fiume, les fascistes italiens, dirigés par Mussolini, gardèrent une neutralité déshonorante; ils profitèrent même de la disparition des fascistes idéalistes pour se consacrer exclusivement à leur activité antiprolétarienne et provoquer en Italie des troubles sanglants pendant tout le printemps de l'année 1921.

3. Les nouvelles perspectives de la crise révolutionnaire en Italie

L'utilisation du mouvement fasciste, de la réaction légale et illégale, a amené, pendant le

premier semestre de 1921, la défaite, du mouvement prolétarien en Italie, de sorte que, actuellement, la classe capitaliste et le gouvernement bourgeois sont à l'apogée de leur puissance politique et militaire.

Mais elle n'a pas amené la solution de la crise économique qui ne fait que s'étendre et s'aggraver.

D'autre part, la voie par laquelle la classe capitaliste a triomphé, c'est-à-dire l'utilisation du fascisme, a suscité au sein de la bourgeoisie de nouvelles formes d'une crise intérieure qui a revêtu un caractère des plus menaçants et des plus dangereux.

Certes, le fascisme était soutenu, dirigé et subventionné par le capitalisme industriel et agricole, et toute son activité allait au profit de ce dernier. Mais il n'en est pas moins vrai que, par son caractère, il représente une forme d'organisation de couches sociales complètement étrangères au capitalisme, une forme d'organisation de la petite bourgeoisie. On a pu, à un certain moment, dans l'intérêt du capitalisme industriel et agricole, entraîner les masses de la classe moyenne dans une lutte qu'elles espéraient devoir profiter à la petite bourgeoisie. Mais après une période d'hésitations et d'illusions, il est apparu clairement que les intérêts économiques et les aspirations politiques de la petite bourgeoisie étaient loin d'être identiques à ceux du capital industriel et agricole.

D'autre part, si les capitalistes avaient auparavant avantage à rassembler, entretenir et diriger les éléments les plus actifs et les plus violents de la classe moyenne, il semble invraisemblable qu'il puisse encore longtemps retenir les forces qu'il a déchainées et, à plus forte raison, en disposer. Au contraire, ces éléments de violence, ces éléments à demi-sauvages, sortis de la masse de la petite bourgeoisie et des demi-prolétaires, ont une tendance naturelle à franchir dans leurs actes la limite qui leur a été assignée par leurs organisateurs, ou, plus exactement, à agir dans l'intérêt économique de leur classe.

Nous avons actuellement en Italie des preuves indiscutables de ce que nous affirmons: malgré les tentatives des capitalistes et du gouvernement de les dompter, les fascistes continuent à exercer leurs violences dans les directions les plus opposées et les plus étranges (ainsi, ils se sont livrés à des voies de fait contre le parti populaire, c'est-à-dire contre le parti cléricale qui représente le parti de l'ordre). Tout dernièrement, les fascistes ont organisé dans les grandes villes d'Italie un mouvement contre la cherté des vivres et exigé que les commerçants baissent leurs prix de moitié. L'intention des perspicaces capitalistes et du gouvernement est claire: ils veulent refréner la violence qui, en fin de compte, a amené des résultats contraires à ceux qu'on en attendait; l'indignation des marchands contre les derniers exploits des fascistes est, en effet, très grande en Italie.

Nombre de communistes italiens en vue estiment que les capitalistes et le gouvernement ne désirent pas sincèrement refréner les fascistes, et que tous leurs efforts en ce sens ne sont que

de la démagogie destinée à tromper les masses; la presse communiste italienne, a soutenu à maintes reprises, que le fascisme ne devait être considéré que comme la tendance extrême droite de l'organisation capitaliste. Mais c'est là un point de vue erroné. Nous estimons que si le fascisme constituait réellement l'avant-garde de l'organisation social-capitaliste, il agirait au mieux des intérêts capitalistes, non seulement dans le domaine économique, mais aussi dans le domaine politique, c'est-à-dire que, représentant le capitalisme dans le jeu des combinaisons parlementaires ou dans les hostilités, il s'efforceraient de conquérir le pouvoir politique. Or, en politique, le fascisme se tient à l'écart des autres fractions bourgeoises; il a constitué un groupe parlementaire de 35 députés, sans liaison même avec les nationalistes; et comme jusqu'à présent il n'a point cherché à conquérir le pouvoir, il est très peu probable qu'il change de tactique à l'avenir.

Dans le domaine économique, le fascisme italien mène une bataille de rues qui ne peut en aucun cas servir les intérêts des capitalistes.

Les actes des fascistes, il est vrai, revêtent actuellement un certain caractère démagogique témoignant du désir de gagner les sympathies de la classe des consommateurs. Pourtant, dans leur nouvelle activité, les fascistes cherchent surtout à sauvegarder les intérêts matériels du groupe social qui a donné naissance aux premiers éléments de l'organisation fasciste, c'est-à-dire ceux de la classe moyenne.

Que la classe moyenne, de même que le fascisme s'efforcent en ce moment de faire pièce à l'État et au grand capitalisme, il n'y a rien là que de naturel: les masses des demi-prolétaires en effet avaient espéré que le triomphe du fascisme et de la réaction amènerait la solution de la crise économique et mettrait fin à la gêne des consommateurs; or maintenant, il ne leur reste plus qu'à constater que leurs espérances ne se sont pas réalisées et que le triomphe de la réaction a profité uniquement au capitalisme.

Les fascistes, jusqu'à l'heure actuelle, n'ont combattu aussi énergiquement les organisations prolétariennes rouges que parce qu'ils voyaient dans l'agitation ouvrière la cause de la crise économique, au lieu d'y voir le symptôme, la conséquence de cette crise. Maintenant encore, en luttant contre la cherté et contre les marchands, ils commettent la même erreur: en effet, ils combattent les manifestations et les conséquences du régime capitaliste au lieu de travailler à en saper les bases.

La position occupée, malgré les erreurs et la démagogie de ses chefs, par le fascisme ainsi que la crise traversée par le bloc bourgeois nous amènent à une constatation extrêmement importante pour le développement ultérieur de la crise révolutionnaire en Italie: l'on ne saurait considérer le fascisme comme l'extrême droite de l'organisation socialiste italienne; c'est une forme spéciale d'expression des souffrances provoquées par la crise économique et la crise morale que l'on observe actuellement en Italie. Il convient d'étudier attentivement les causes et les

manifestations de la crise à laquelle le fascisme a amené le bloc bourgeois, ainsi que la désagrégation complète des formes de l'État démocratique qu'il a provoquée en Italie. Guidés par la doctrine communiste, nous pourrions, durant cette crise, conformer notre tactique aux intérêts de la révolution prolétarienne. Une étude attentive de la situation du prolétariat et du mouvement communiste en Italie en rapport avec la situation générale du pays ne fera que confirmer ce que nous venons de dire.

La situation matérielle et morale actuelle du prolétariat italien doit être, par suite de l'état général des choses en Italie, regardée comme favorable à la révolution prolétarienne.

Il convient de ne considérer cette affirmation que comme relative.

On ne saurait se dissimuler que, à un certain point de vue, la situation du prolétariat italien présente des obstacles considérables au travail révolutionnaire. Ces difficultés, il ne faut pas en chercher la source, comme on pourrait être tenté de le faire, dans la réaction ni dans le fascisme. Elles proviennent de ce que, depuis les derniers mois, le prolétariat a commencé à manifester une méfiance absolue envers tous les partis révolutionnaires. La déception, le désespoir provoqués par la trahison du Parti Socialiste-Italien ont été si grands, qu'ils ont atteint tout le mouvement prolétarien. Il n'est pas un parti, pas un homme, capable de conquérir la confiance des grandes masses à la révolution, après la trahison honteuse du Parti Socialiste-Italien.

Tel est l'état d'esprit des masses. Mais il existe, parmi le prolétariat ouvrier et paysan, de forts groupes qui ont conservé une fidélité consciente au communisme et qui ont assez d'énergie et de foi pour se battre pour la révolution sociale. Lorsque ces groupes seront préparés techniquement à l'action directe, lorsqu'ils s'élançeront en avant, les masses italiennes ne les contrecarreront ni ne les saboteront, comme pourraient le faire les masses social-démocrates des autres pays, particulièrement celles d'Autriche allemande, mais les suivront avec enthousiasme.

Malgré la friponnerie des chefs social-démocrates, les masses prolétariennes italiennes restent fidèles à la Russie et fanatiquement dévouées aux principes soviétistes. Elles attendent uniquement le moment où elles auront une préparation révolutionnaire sérieuse, pour entrer en action et s'élançer avec enthousiasme sur les traces de la Russie soviétiste. De plus, le prolétariat italien est contraint d'entrer dans la voie révolutionnaire par sa situation économique qui ne lui laisse le choix qu'entre deux alternatives: d'une part, l'esclavage économique et politique, et de l'autre—la révolution. Actuellement, la situation réelle en Italie exclut toute possibilité de suivre le mot d'ordre social-démocrate: Bien-être du prolétariat sans mouvement révolutionnaire. Deux années durant, l'Italie a vécu de l'existence préconisée par la social-démocratie, c'est-à-dire que le prolétariat a connu une certaine prospérité matérielle sans mouvement révolutionnaire. Mais cet état de choses a disparu dès que la bourgeoisie a passé à l'offensive.

Devant la situation actuelle, le prolétariat italien a vu clairement que, sans un mouvement révolutionnaire décisif, il allait être voué, comme il y a 40 ans, à la mort par la famine et à l'esclavage. La masse prolétarienne aspire à ce mouvement révolutionnaire, qui lui permettra de se venger des infamies et des atrocités des bandes fascistes. En effet, les fascistes se sont comportés en Italie comme de véritables sauvages, exterminant au grand jour hommes, femmes et enfants. Mais ces actes ont provoqué une réaction furieuse parmi les paysans, par lesquels plusieurs fascistes ont été tués et coupés en morceaux à coups de hache. C'est surtout la paysannerie qui a soif de vengeance révolutionnaire, parce qu'elle a plus que tout autre groupe de la nation souffert du banditisme des fascistes.

La naissance et le développement du Parti Communiste Italien sont la conséquence fatale de la situation actuelle en Italie et de l'effondrement du mouvement socialiste. Il est incontestable que la création du parti communiste était absolument nécessaire pour le mouvement prolétarien révolutionnaire en Italie. Elle a permis de sauver de la ruine quelques parties de l'organisme du socialisme italien et les a préservées du maximalisme sans fondement et du pacifisme délaïstiste révolutionnaire.

Une chose seule est à regretter dans la formation du parti communiste en Italie: c'est que la scission ait été tardive, que nous ayons attendu trop longtemps, jusqu'au moment où la flamme du réformisme et du pacifisme enveloppait déjà presque tout le corps du socialisme italien. En tergiversant et en continuant de rester dans le parti socialiste, les communistes ont assumé une part de la responsabilité pour la trahison du parti socialiste envers les masses ouvrières. Les longues hésitations des chefs communistes, qui ne se décidaient pas à quitter le parti socialiste, et les fautes qu'ils ont commises, même après la scission, sont au plus haut point déplorables. La faute capitale a été commise par le camarade Gennari, Secrétaire du P. S. I., lorsque Serrali, mis en minorité au Comité du parti, parla de donner sa démission de directeur de l'*Avanti!*, il l'exhorta à conserver son poste et facilita ainsi sa propagande néfaste parmi les masses ouvrières avant le congrès de Livourne. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la campagne de l'*Avanti!* a été la cause principale de ce que les communistes sont restés en minorité, à Livourne.

La scission a creusé entre les communistes et les socialistes un abîme que ne permet pas de combler la décomposition morale du parti socialiste tout entier. Certes, en nous séparant des maximalistes et des serralistes, nous avons perdu quelques groupes révolutionnaires, mais la scission était le seul moyen de préserver le Parti Communiste Italien du danger du centrisme et de l'opportuniste.

La constitution du parti communiste s'est effectuée dans tous ses détails conformément au programme de la III^e Internationale et aux exigences de la situation en Italie. Certes, le nouveau parti a éprouvé des difficultés considérables dans la création de son organisation politique

et, dans son travail parmi le prolétariat, il s'est heurté, à chaque pas, à la puissante réaction capitaliste, aux intrigues et aux calomnies des serralistes. Le retardement de la scission et les hésitations des chefs communistes au sein du parti socialiste ont contribué à augmenter considérablement ces difficultés.

Le mouvement communiste, en Italie, ne s'est pas encore développé autant qu'on pouvait le prévoir au moment de son apparition et qu'on pouvait l'espérer eu égard à l'état d'esprit des masses prolétariennes, aux conditions objectives, à la situation économique et politique du pays, et au travail des camarades du parti. Loin de fortifier et d'étendre son influence politique et syndicale, le nouveau parti est resté stationnaire et même a perdu de son autorité parmi les masses ouvrières, comme le démontrent certains faits, tels que la perte de plusieurs chambres ouvrières et les résultats des dernières élections parlementaires. Si le mouvement italien ne se développe pas comme il le faudrait, la faute en est à l'activité pratique du Parti Communiste Italien. En tout cas, on ne saurait chercher les raisons de la lenteur du développement du mouvement communiste en Italie dans l'état d'esprit général, lequel est au plus haut point révolutionnaire, ni dans les conditions objectives et subjectives de la vie des masses qui sont fondamentalement favorables au mouvement communiste.

4. La situation générale en Italie et ses enseignements

Le tableau général de la situation en Italie confirme pleinement ce que nous avons dit au début: qu'il ne faut pas surestimer les possibilités révolutionnaires et les capacités d'action du mouvement révolutionnaire prolétarien, en Italie. En même temps, nous pouvons en tirer quelques conclusions qu'il sera utile d'analyser non seulement pour le mouvement italien, mais pour tout le mouvement communiste international.

L'examen détaillé de la situation en Italie nous a montré que la crise économique ne fait que s'aggraver et que, par suite, les conditions fondamentales nécessaires au succès du mouvement communiste existent incontestablement. En outre, la crise politique a atteint en Italie un tel degré, que l'équilibre du régime démocratique est irrémédiablement compromis.

Le dernier événement politique en Italie est la chute du cabinet Giolitti, sur lequel la bourgeoisie avait fondé toutes ses espérances, qu'elle considérait comme sa dernière planche de salut, comme le seul moyen d'assainir la vie nationale. Il a été impossible de résoudre la crise par des procédés réactionnaires, c'est-à-dire de constituer un ministère Salandri. La formation du ministère Bonomi, avec la participation de tous les partis démocratiques et le soutien indirect des socialistes, n'est pas une solution à la crise politique. Il faudra bientôt en arriver à un ministère réactionnaire (avec Salandri) ou à un ministère social-démocrate (avec Turati). En tout cas, on n'a pas réussi à trouver un point d'équilibre, et

le prolétariat italien continue, en dehors des cadres de l'État démocratique, sa voie douloureuse. La paix conclue les derniers temps entre les députés fascistes et socialistes montre à quel degré d'abjection est descendu le parti socialiste. Les communistes, les ouvriers et les paysans n'ont pas conclu la paix avec les fascistes, et la guerre civile continue en Italie. Le bloc bourgeois qui, au moment actuel, a atteint l'époque de sa puissance militaire et politique, renferme en lui un élément menaçant de crise: le fascisme, qui renversera son pouvoir politique et détruira sa vie économique.

Le mouvement prolétarien subit aussi une crise. En Italie, le temps est déjà passé où, s'appuyant sur l'enthousiasme fanatique des grandes masses populaires, on pouvait, devant la bourgeoisie faible et hésitante, espérer provoquer les événements extraordinaires qui se sont produits en Russie. En Italie, le temps n'est plus où l'on pouvait, au moyen de mouvements gigantesques (comme cela pourrait se faire maintenant en France), organiser l'arrière des masses nouvellement acquises au bolchévisme.

En Italie, comme d'ailleurs dans toute l'Internationale, le temps est venu où l'on peut et l'on doit créer une organisation rigoureuse, systématique, des avant-gardes prolétariennes, préparer les forces techniques pour la lutte révolutionnaire, pour le moment décisif où il faudra s'élaner hardiment dans la voie menant au but final. Actuellement, il est possible et nécessaire en Italie d'effectuer la préparation technique de l'avant-garde du mouvement révolutionnaire et d'entreprendre, en liaison étroite avec les grandes masses, un travail actif qui nous permettra d'atteindre notre but: d'instaurer la dictature du prolétariat.

En outre, nous pouvons tirer de la situation en Italie les déductions suivantes extrêmement importantes:

La situation en Italie montre que la solution social-démocrate de la crise capitaliste, pendant et après la guerre, est impossible et que la domination de la réaction bourgeoise est absolument impuissante à résoudre la crise économique. Cette leçon, qui nous a été donnée en particulier par les derniers événements, montre combien était erronée la tactique du parti politique du prolétariat qui, comme le Parti Socialiste Italien, s'efforçait d'éviter au prolétariat les souffrances et les sacrifices, conséquences de la lutte révolutionnaire, l'expose aux coups de la réaction et aux rigueurs de la crise sans cesse croissante. Enfin, les résultats de l'expérience italienne nous démontrent de façon péremptoire la justesse du principe fondamental, sur lequel est basé tout le programme de l'Internationale Communiste: le régime capitaliste est complètement impuissant à surmonter la crise qu'il traverse, la solution révolutionnaire de cette crise est inévitable dans l'intérêt du prolétariat, comme dans celui de l'humanité tout entière. Enfin, tout soutien direct ou indirect, fourni au capitalisme pour l'aider à se restaurer, par l'Internationale 2^e, ne fait que retarder le moment de la victoire du prolétariat et rendre cette victoire plus sanglante.

La situation en Italie nous démontre, en second lieu, l'importance extrême du *problème de la force* pour le mouvement communiste prolétarien. Les événements en Italie prouvent que, à l'époque actuelle, la solution du problème de la force est absolument nécessaire et urgente non seulement pour la conquête du pouvoir, mais pour la défense de la vie des communistes et de tout le prolétariat révolutionnaire.

La solution du problème de la force, conformément à l'expérience italienne, est encore extrêmement importante sous un autre rapport: la classe moyenne, les demi-prolétaires et quelques couches du prolétariat sont portés à accorder leurs forces et leur influence au parti qui, en apparence ou en réalité, est le plus puissant. L'expérience de l'Italie nous démontre, dans le cas présent, combien folle et criminelle est la politique du parti prolétarien qui, volontairement ou non, jette la classe moyenne dans les bras du capitalisme, lequel en fait l'instrument aveugle de ses brigandages journaliers.

La solution du problème de la force est en même temps la solution du problème de l'attraction des grandes masses du prolétariat et des demi-prolétaires dans l'orbite de la politique communiste.

L'étude du développement du mouvement communiste italien pendant ces derniers temps nous donne encore une dernière leçon essentielle.

À l'une des séances du III^e Congrès de l'Internationale Communiste, le camarade Lénine, dont on aurait pu considérer le discours comme une réponse directe au représentant du Parti Communiste Italien, a mis en lumière, de façon magistrale, la question de la tactique générale de l'Internationale. Le camarade Lénine a dit textuellement ce qui suit: «Maintenant, après trois

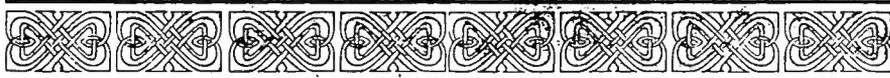
années et demie de révolution, il est honteux de discuter des tendances politiques au lieu de parler des moyens de préparer la révolution».

Par l'examen de la situation en Italie, nous avons pu constater que le développement du mouvement communiste s'était effectué de façon très inégale et avec une certaine lenteur, ce qui est en contradiction avec la tension de la situation et les conditions matérielles et morales de la vie des masses prolétariennes. La raison en est que le Parti Communiste Italien a édifié jusqu'à présent un grand nombre de théories et a beaucoup discuté sur les différentes tendances politiques, mais n'a pas travaillé suffisamment au développement tactique du programme communiste et à la technique de la préparation révolutionnaire (C'est justement parce que le Parti Communiste Italien s'est comporté ainsi dans les questions de la pratique immédiate, que les masses prolétariennes n'ont pas vu grande différence entre lui et le parti socialiste).

Voici le dernier enseignement que nous donne la situation en Italie: ce n'est que par la préparation révolutionnaire et une activité effective que le parti communiste pourra consolider son organisation et devenir véritablement (comme cela a lieu en Allemagne) un parti de masses. Tout parti qui discute trop sur les tendances politiques, qui ne s'occupe que de la solution des problèmes de l'organisation politique et professionnelle et laisse de côté ceux de la préparation technique révolutionnaire, risque de perdre le contact étroit avec les masses, de rester au point mort où l'extrémisme théorique amène la suppression de l'activité pratique, l'impuissance révolutionnaire complète.

Ardito RUSSO.





M. BORODINE.

LA GRÈVE DES MINEURS ANGLAIS ET SES ENSEIGNEMENTS

Note de la Rédaction.—Nous appelons l'attention de tous les communistes anglais sur l'excellent article du camarade Borodine. Il existe actuellement en Angleterre toutes les conditions indispensables pour que le Parti Communiste puisse devenir enfin un parti de masses. Le développement et l'issue de la grève des mineurs n'ont-ils pas préparé le terrain pour nos idées? Tout le mouvement gréviste de ces dernières années n'a-t-il pas montré à chaque pas la justesse du point de vue des communistes? Serait-il possible que, maintenant encore, nos camarades ne réussissent pas à pénétrer la masse? Est-il possible qu'il y ait encore en Angleterre un seul communiste qui ne comprenne pas que la tâche principale du parti, à l'heure actuelle, est de pénétrer les couches profondes des mineurs, des cheminots, des ouvriers des transports, etc.

Aux masses! Camarades communistes anglais, aux masses, encore aux masses et toujours aux masses!

G. ZINOVIEV.

Introduction

La grève d'un million de mineurs s'est terminée par la défaite complète de ces derniers. C'est déjà la quatrième bataille perdue depuis 1919 par les mineurs, qui ont toujours lutté, réduits à leurs seules forces, sans aucun soutien réel du reste de la classe ouvrière anglaise. Ni la Triple Alliance, ni le Congrès du Trade Union ni le Parti Ouvrier ne sont venus à leur secours, et c'est là la raison principale de leur défaite. Cette défaite confirme, une fois de plus, cette ancienne vérité: désuni, disséminé dans différentes unions et fédérations, le prolétariat ne peut contre un ennemi aussi parfaitement organisé que l'est le capitalisme, lutter avec succès non seulement pour la nationalisation d'une industrie quelconque, le contrôle ouvrier ou d'autres réformes quasi-socialistes, mais même pour le maintien du taux des salaires, déjà si minimes. En outre, elle montre à merveille quels sont encore les véritables maîtres du sort du prolétariat anglais, combien de trahisons celui-ci a encore à attendre de ses chefs. Huit millions d'ouvriers organisés, c'est-à-dire la plus grande armée prolétarienne du monde, sont complètement impuissants à défendre leur minimum de vie contre l'emprise du capitalisme. Tous ceux qui ont la moindre connaissance du mouvement ouvrier anglais comprennent parfaitement que si les chefs de la Triple Alliance ne s'étaient pas interposés entre la classe ouvrière et les mineurs, s'ils n'avaient pas contrecarré par tous les moyens la solidarité de classe du prolétariat anglais, la grève de plus d'un million d'hommes n'aurait pu se terminer par cette effroyable défaite. La Triple Alliance alors ne serait pas morte de cette mort honteuse. Mais la grève des mineurs confirme en même temps la justesse de ce vieil adage: à quelque chose malheur est bon. A chaque nouvelle trahison, à chaque nouvelle défaite, la classe ouvrière renverse plus résolument, plus rapidement les barrières qui arrêtent son élan vers la

solidarité, vers l'unité d'action dans la lutte pour le renversement définitif du capitalisme.

Le lock-out d'un million d'ouvriers, employés dans l'industrie houillère en Angleterre, était un véritable complot de la bourgeoisie contre le prolétariat. La bourgeoisie s'efforçait et s'efforce encore de porter aux ouvriers le coup de grâce en les réduisant à la misère et à la famine. Elle espère ainsi échapper au danger de la crise économique mondiale qui la menace. Le lock-out des mineurs était la première escarmouche de la campagne générale que mène la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Au lock-out des mineurs devaient succéder ceux des cheminots, des ouvriers des transports, des ouvriers du textile, des mécaniciens, etc.

Durant les deux dernières années, l'Angleterre avait commencé à perdre la prépondérance sur le marché mondial du charbon par suite du prix élevé de ses produits houillers, qui la mettait dans un état d'infériorité par rapport à la France, à l'Amérique et à plusieurs autres pays. Mais la bourgeoisie anglaise espère reconquérir à nouveau la première place en abaissant le prix de son charbon. Or, elle ne peut le faire qu'en réduisant considérablement les salaires dans l'industrie houillère. C'est là une question importante sur laquelle il convient de s'arrêter quelque peu.

Depuis le début de la guerre jusqu'en 1920, l'industrie charbonnière anglaise s'était trouvée dans des conditions exceptionnellement favorables. Le charbon anglais s'écoulait facilement à l'étranger, car le charbon allemand faisait presque complètement défaut sur le marché mondial; quant à l'Amérique, elle n'était pas encore en état de concurrencer sérieusement l'Angleterre. Pour ce qui est de la France, non seulement elle ne pouvait rivaliser avec l'Angleterre, mais elle n'était pas en état de suffire à ses propres besoins, car la majeure partie de ses houillères avaient été occupées, puis complètement détruites par les Allemands pendant leur retraite. Les départements du nord de la France étaient totalement ou en partie occupés par l'armée allemande, et les trois quarts des mines étaient aux mains des Allemands

ou sous le feu de leurs canons. Aussi le charbon anglais, très recherché, atteignait-il des prix incroyables. L'Angleterre spéculait en France, en Italie, en Scandinavie, où le prix de son charbon monta jusqu'à six et même jusqu'à douze livres sterling la tonne. La cherté du charbon eut pour résultat d'inciter à l'exportation des pays qui, comme l'Amérique et même l'Australie et l'Afrique du Sud, n'avaient jamais songé auparavant à vendre leur charbon à l'Europe.

Après le traité de Versailles, la situation de l'industrie charbonnière changea radicalement en Angleterre. Par ce traité, la France reçut deux fois plus de charbon que la guerre ne lui en avait fait perdre. Néanmoins, jusque vers la fin de l'année 1920, elle continuait à acheter du charbon à l'Angleterre. La raison en est que, malgré le traité de Versailles, le charbon que l'Allemagne devait fournir n'arrivait pas par suite des insurrections dans la Ruhr, de la désorganisation du transport, de l'insuffisance d'alimentation des mineurs et de la mauvaise volonté que l'Allemagne mettait à remplir ses obligations. Mais la menace d'occuper le bassin de la Ruhr contraignit les Allemands à livrer régulièrement la houille qu'ils étaient tenus de fournir d'après le compte des réparations. Plus tard, lorsque la France occupa la Ruhr, elle reçut encore beaucoup plus de charbon, à peu près les deux tiers de la production de l'Allemagne. Elle fut littéralement inondée de charbon, et les prix, du coup, tombèrent à 25 shillings la tonne, prix cinq fois inférieur à celui qui existait depuis le début de la guerre. Pendant que les mineurs de la Ruhr faisaient de longues journées de travail pour fournir la France de charbon, leurs camarades anglais étaient forcés ou de cesser complètement le travail, ou de consentir à des réductions de salaire. La France recevait beaucoup plus de charbon qu'il ne lui en fallait, et l'excédent de ce charbon avec le charbon belge et américain était vendu partout à des prix avec lesquels l'Angleterre, vu la faible productivité du travail dans les mines et les salaires garantis aux mineurs par le gouvernement, ne pouvait concourir. Dès 1920, l'exportation du charbon anglais de 75 millions de tonnes (1913) tomba à 25 millions. Et ainsi l'Angleterre, actuellement, perd non seulement ses marchés extérieurs mais, par suite de la réduction de sa production houillère, elle a dû réduire considérablement sa consommation intérieure. La réduction de la production entraîne également la diminution des transports maritimes, diminution qui provoque à son tour la réduction de la consommation du charbon.

Et ainsi la question du maintien de la situation sur le marché mondial est, pour l'Angleterre, la question la plus urgente à l'ordre du jour. Pour solutionner cette question, il faut avant tout abaisser le prix de revient de la production du charbon, de façon à pouvoir concourir avec les autres pays. Or, on ne peut abaisser le prix de la production dans les circonstances actuelles qu'en abaissant considérablement les salaires.

Mais agir ainsi serait déclarer ouvertement la guerre à la classe ouvrière. La bourgeoisie comprend parfaitement que la guerre contre toute la classe ouvrière organisée d'Angleterre, pour une

question aussi importante que celle des salaires, serait pour elle une entreprise des plus dangereuses car, déboulant sur le terrain économique, cette guerre pourrait rapidement amener les ouvriers à la lutte contre tout l'État bourgeois. C'est pourquoi il lui faut battre la classe ouvrière en détail, les fédérations les unes après les autres. Aussi déclara-t-elle tout d'abord la guerre à la partie la plus avancée des ouvriers, aux mineurs, et cela dans l'espérance que les chefs de la Triple Alliance, du Congrès du Trade Union, du Parti Ouvrier empêcheraient leurs organisations de venir activement en aide aux mineurs. La bourgeoisie avait bien fait son calcul.

Le moment lui paraissait on ne peut plus favorable pour déclarer la guerre aux mineurs. Par suite de la réduction de l'exportation, de grandes réserves de charbon s'étaient accumulées dans le pays dont les besoins avaient été considérablement réduits par la crise économique: l'on pouvait ainsi espérer avoir du charbon pour longtemps. En outre, le manque d'organisation de la classe ouvrière, incapable d'entreprendre du premier coup la lutte pour la défense de ses intérêts généraux ou des intérêts de chacun de ses groupes, permettait à la bourgeoisie de porter aux mineurs un coup foudroyant. Depuis 1919, la Fédération des Mineurs, seule, avait soutenu une longue lutte qui avait considérablement épuisé ses ressources pécuniaires. Nombre de syndicaux adhérant à la Fédération avaient leurs caisses à peu près vides: ainsi les mineurs du Yorkshire ne disposaient pas, au moment du lock-out, de quoi tenir plus d'une semaine. En outre, un chômage sans précédent sévissait alors dans le pays, ce dont les patrons profitèrent pour déclancher leur offensive. Le *Times* évalue la quantité des sans-travail au moment du lock-out à 1.500.000, et celui des ouvriers chômant partiellement à 750.000.

C'est l'état-major de la bourgeoisie à Downing-Street, c'est-à-dire le gouvernement anglais qui élabora le plan de la guerre, déclarée à la classe ouvrière anglaise, le 31 mars 1921, par le lock-out d'un million de mineurs. D'après ce plan, le contrôle de l'industrie houillère qui, depuis le début de la guerre, se trouvait aux mains du gouvernement, devait, bien avant la transmission du contrôle des chemins de fer aux compagnies, être confié de nouveau aux propriétaires des mines. Il fallait, en effet, ne point mettre simultanément devant la même tâche de la résistance à l'abaissement des salaires les mineurs et les cheminots, afin d'empêcher l'action combinée de ces deux groupes de la classe ouvrière et de les battre séparément.

La réduction des salaires des mineurs devait être commencée et commença en réalité, à partir du moment où les mines se trouverent sous le contrôle effectif des patrons. Le gouvernement ne pouvait prendre lui-même l'initiative de la réduction des salaires, car il était lié aux ouvriers par différentes obligations sur les conditions du travail, le tarif des salaires, etc. Violer ces obligations ne pouvait être d'aucun profit pour Lloyd-George; il lui était beaucoup plus avantageux de faire mener par une partie de la bourgeoisie,

c'est-à-dire par les propriétaires des mines, la lutte pour l'abaissement des salaires tout en gardant lui-même la neutralité. Au cas où cette lutte serait devenue sérieuse et où la classe ouvrière tout entière se serait liguée contre les propriétaires des mines, Lloyd-George, conformément son action au degré de résistance de la classe ouvrière, aurait toujours eu la faculté d'intervenir comme médiateur entre les deux parties, et s'il avait réussi à rétablir la paix dans le pays, il aurait, par là-même, considérablement accru son prestige politique. Aussi se hâta-t-il de faire passer la loi sur la suppression du contrôle dans l'industrie houillère: de cette façon, il laissait les patrons commencer eux-mêmes la campagne contre les mineurs.

Le 31 mars, les propriétaires des mines posèrent l'ultimatum aux ouvriers: ceux-ci devaient accepter une réduction, par rayons, des salaires, réduction atteignant, en certains points, 50% des salaires précédents, ou bien abandonner le travail. La Fédération des Mineurs releva le gant. Le lendemain, elle répondit par un contre-ultimatum dans lequel elle exigeait la fixation des salaires non par rayons, mais pour toute l'Angleterre, un salaire minimum pour toute l'industrie houillère et la constitution d'un fonds spécial pour assurer ce minimum dans tout le pays, car il pouvait se faire qu'un rayon quelconque, pour une raison ou pour une autre, ne fût pas en état de le payer. Pour compléter ce fonds pris sur les bénéfices des patrons, les mineurs exigeaient une subvention de l'Etat.

Il est extrêmement important, non seulement pour le prolétariat anglais mais pour le prolétariat du monde entier, de suivre pas à pas la grève des mineurs, dans laquelle furent commises tant de lâchetés et de trahisons. Par malheur, l'on ne saurait dans un article nécessairement restreint relater en détail toutes ces trahisons. Il y faudrait tout un volume, qui d'ailleurs est déjà sous presse. Nous ne signalerons que les faits les plus révoltants, pour montrer dans quelle terrible situation se trouvèrent les mineurs, obligés par les dirigeants droitiers du mouvement ouvrier de mener seuls leur lutte désespérée contre toute la classe capitaliste et le gouvernement.

II

Le premier acte de la trahison

Les mineurs se levèrent comme un seul homme, même ceux qui travaillaient à la garde des mines pour les préserver de l'inondation et des explosions. Ils étaient persuadés que la classe ouvrière d'Angleterre ne tolérerait pas le coup qui lui était porté par l'ultimatum du 31 mars, et se lèverait tout entière pour la défense des mineurs et la sienne propre. Mais les mineurs s'étaient trompés. Ce n'est pas que la classe ouvrière n'eût compris le danger immense qui la menaçait en cas de défaite des mineurs. Ceux-ci s'étaient trompés parce qu'ils n'avaient pas prévu la bassesse, l'infamie, la trahison des chefs de droite de la Triple Alliance, du Congrès du

Trade Union et du Parti Ouvrier. Les ouvriers se souvenaient encore des paroles de leurs chefs tels que Sidney Webb, qui disait que la classe ouvrière anglaise recourrait à «l'action directe», à l'insurrection ouverte, au cas où les «autres» recourraient à l'action directe contre les ouvriers, «au cas où l'on entreprendrait une attaque ouverte contre les droits économiques et politiques de la classe ouvrière». — Dans ce cas, disait Webb, la classe ouvrière peut même recourir à la révolution, à la violence». Maintes fois, depuis le début de la guerre, des attentats aux droits économiques et politiques de la classe ouvrière avaient été commis, et c'est ce qui arriva de nouveau dans la nuit du 31 mars au 1^{er} avril 1921. Que firent alors Webb, Thomas, Clynes, Henderson et les autres? De même qu'ils avaient méconnu pendant la guerre les droits politiques et économiques des ouvriers auxquels ils avaient promis le bonheur parfait sur terre, une fois la guerre achevée; de même qu'ils avaient empêché les ouvriers d'entreprendre aucune action importante après la guerre, lorsque les promesses faites n'avaient point été tenues et que, par suite de la démobilisation de l'industrie et de l'armée, des centaines de milliers de travailleurs étaient jetés sur le pavé et réduits à une existence misérable; de même que, durant des années 1919 et 1920, au cours des actions entreprises par les ouvriers pour la défense de leurs droits économiques et politiques, non seulement ils n'avaient pas dirigé la lutte du prolétariat anglais, mais l'avaient entravée de toutes les façons, — de même, en 1921, lorsque les mineurs se levèrent pour la défense de leurs revendications minima, lesquelles se réduisaient au maintien sans changement de leurs misérables salaires, les chefs droitiers firent tout pour que la classe ouvrière ne vint point en aide aux mineurs et et que la lutte de ces derniers échouât.

Lorsque les mineurs se levèrent pour la défense de leurs intérêts économiques, Thomas et Henderson se trouvaient à Amsterdam où, en compagnie de traitres de leur acabit, ils cherchaient les moyens de continuer à bernier les millions d'ouvriers qui commençaient à manifester leur mécontentement et, par endroits, leur indignation contre la clique d'Amsterdam. Dès que commença «l'attaque directe contre les droits économiques et politiques du prolétariat anglais», Thomas et Henderson laissèrent à leurs collègues de l'assemblée d'Amsterdam le soin de continuer l'œuvre de duperie internationale et retournèrent en toute hâte dans leur patrie sauver leur bourgeoisie. En effet, il aurait bien pu se faire que les ouvriers eussent compris littéralement les paroles de leurs chefs, qui avaient proclamé que «à une attaque directe contre les droits économiques et politiques de la classe ouvrière, on pouvait riposter même par la révolution, même par la violence».

Dès leur retour à Londres, le 2 avril, c'est-à-dire le lendemain de la déclaration du lock-out, Thomas et Henderson entreprirent une campagne contre l'action combinée de la classe ouvrière en faveur des mineurs. Lorsqu'on lui demanda son opinion sur la situation, Thomas répondit qu'il n'avait aucune espérance (dans la grève) et

qu'il devait voir lui-même quelle était l'attitude des masses ouvrières employées dans les autres industries. Cette dernière phrase recouvrait la plus basse hypocrisie; les masses ouvrières purent bientôt s'en convaincre. En effet, quoique l'immense majorité (98%) des cheminots se fût prononcée pour une intervention active immédiate en faveur des mineurs, Thomas fit échouer la grève. Quant à Arthur Henderson, il se plaignait de ce que la grève de l'industrie houillère eût créé une situation pénible qui, si elle se prolongeait, deviendrait bientôt une menace pour la société *tout entière*. Henderson rassurait la bourgeoisie en lui disant que l'on ferait *bientôt tentative de conciliation entre les deux camps*.

Tel fut le début de la plus infâme trahison dont, seuls, les dirigeants d'Amsterdam étaient capables. Cette trahison, dirigée contre la classe ouvrière dans son ensemble, atteignait directement les mineurs qui luttaient désespérément pour leur existence. En effet, alors que la bourgeoisie n'avait pas encore de raison de douter de l'intervention de la Triple Alliance, Thomas et Henderson lui laissèrent entendre, dès le 2 avril, que, fidèles à ses intérêts, les chefs des organisations ouvrières comprenaient parfaitement combien toute action du prolétariat en faveur des mineurs pourrait prolonger la «pénible» situation et, par suite, devenir une «menace» pour la société tout entière et que, par conséquent, on ferait une tentative de conciliation. Après ces déclarations de Thomas et de Henderson, la bourgeoisie n'eut plus de doute sur l'issue de la lutte; du coup, elle sentit le sol ferme sous ses pieds, tandis que la situation commençait à prendre une tournure défavorable pour les mineurs. La bourgeoisie comprit que, pour elle, le pire résultat de la lutte engagée, ce ne pouvait être que la conciliation promise par les chefs des ouvriers.

III

Les socialistes corporatifs à l'oeuvre

Pour permettre de bien suivre la trame de la trahison envers les mineurs, il convient de signaler, outre Thomas et Henderson, plusieurs autres personnages qui ne contribuèrent pas dans une moindre mesure que ces derniers à empêcher l'intervention des ouvriers en faveur des grévistes. Donnons la place d'honneur au secrétaire lui-même de la Fédération des Mineurs, Hodges. Quelques mots sur ce dernier nous feront connaître le caractère des nouveaux dirigeants du mouvement ouvrier anglais et nous montreront la bureaucratie socialiste à l'oeuvre. Hodges, c'est, selon l'expression des journaux bourgeois, «un jeune homme qui a brillamment commencé sa carrière», c'est-à-dire un parvenu sorti du sein des mineurs et élevé aux frais de ces derniers. Hodges, c'est le produit du *John Ruskin College* et du *Central Labour College*. Hodges est franc-maçon et socialiste corporatif; il a de «bonnes» relations dans la bourgeoisie que, avec ses plans de nationalisation de l'industrie charbonnière «dans l'intérêt de la société tout entière», il a ensorcelée à tel point

que, maintes fois dans sa presse, elle a exprimé le regret de ne pas voir un si brillant jeune homme en plus noble compagnie, au Parlement (où, d'ailleurs, tout talent se défloré bien vite). Hodges est un véritable enfant prodige: il est si jeune, et il connaît déjà toutes les ficelles de la diplomatie bourgeoise dont il singe à merveille le ton, le langage, les manières. Certes, il croit ainsi être d'une plus grande utilité à la classe ouvrière et, en particulier, à la Fédération dont il est le secrétaire. En réalité, la bourgeoisie l'utilise dans son intérêt à elle; au détriment de la classe ouvrière qu'il représente. Le meilleur exemple de la façon dont la bourgeoisie se sert de lui nous est fourni par son discours à l'assemblée «privée» de 200 députés du Parlement, où il aida à Thomas à faire échouer la grève des mineurs.

Peu avant la conférence des chefs de l'union des ouvriers des transports et l'assemblée des délégués des cheminots, convoquées par les comités exécutifs des fédérations composant la Triple Alliance en vue de décider la question de l'aide aux mineurs, Hodges, à une assemblée dans le Yorkshire, dit: «*Ce qui peut empêcher les ouvriers d'intervenir, c'est la crainte du chômage, spectre menaçant qui se dresse devant eux et leur enlève toute volonté*». Hodges ne faisait ainsi que répéter l'article de tête du *Manchester Guardian* le jour du lock-out, article dans lequel l'organe bourgeois déclarait: «La Triple Alliance, il va de soi, ne saurait rester indifférente au sort de son alliée (la Fédération des Mineurs), mais, avant de recourir à une action quelconque, elle devra tenir compte du chômage qui sévit dans le pays». Le *Times* rappelait également à la Triple Alliance «toute l'étendue du chômage». La presse bourgeoise, en effet, dressait devant la Triple Alliance le spectre du chômage; elle réussissait ainsi à effrayer cette dernière, mais non les ouvriers. Hodges ne pouvait accuser ces derniers de manquer de volonté car, au moment de l'assemblée du Yorkshire, il n'ignorait point que l'immense majorité des cheminots avait chargé ses délégués de voter l'aide sans réserve aux mineurs, *jusqu'à l'intervention, c'est-à-dire jusqu'à la grève*. Aux nombreux meetings des cheminots, qui eurent lieu entre le début de la grève et le jour où se tinrent l'assemblée des délégués des cheminots et l'assemblée des chefs des ouvriers des transports, on ne remarqua pas chez les ouvriers l'ombre même de cette peur dont parle Hodges, quand il dit que «le spectre du chômage enlevait toute volonté aux travailleurs». Au contraire, partout les masses manifestaient le plus grand enthousiasme et se déclaraient prêtes à une intervention active. A la même assemblée du Yorkshire, alors que l'on menait parmi les ouvriers une forte agitation pour et contre l'intervention, Hodges, non content, comme le faisaient les journaux bourgeois, de terrifier ces derniers par le spectre de la famine, déclara: «Nous (c'est-à-dire la Fédération des Mineurs) demanderons à la Triple Alliance le concours qu'elle peut nous fournir. Je ne sais pas exactement quel concours elle peut nous fournir, mais j'ose déclarer qu'elle nous fournira le concours qu'elle trouvera nécessaire et utile dans la crise actuelle». Et ainsi Hodges justifiait d'avance la Triple Alliance, au cas où cette

dernière refuserait d'intervenir activement en faveur des mineurs. Il donnait même à entendre que la Triple Alliance pourrait ne pas entreprendre d'action décisive.

Lorsque, à un grand meeting des cheminots à Paddington, Thomas déclara que, si les pourparlers entre les mineurs et les propriétaires des mines ne commençaient pas immédiatement, la grève serait déclarée, il fut accueilli par un tonnerre d'applaudissements. L'état d'esprit des ouvriers déplut à Thomas, et il s'écria: «Vous manifestez plus de joie dans l'attente de la grève que moi». A ce meeting, comme à beaucoup d'autres assemblées, on ne vit pas trace «du spectre du chômage qui enlevait toute volonté aux ouvriers».

Hodges, je le répète, connaissait très bien l'état d'esprit des ouvriers. Son premier devoir envers son organisation, qui était alors sous le feu croisé de la bourgeoisie et du gouvernement, était d'attirer des alliés à sa fédération, aux mineurs, mais cela, il ne le fit pas. Au contraire, il ne chercha qu'à effrayer les alliés, possibles, en dressant constamment devant eux «le spectre du chômage» et en imputant aux ouvriers «un manque de volonté». En réalité, le spectre du chômage non plus que la volonté des ouvriers n'étaient en cause. Les ouvriers avaient assez d'ardeur combattive. Mais c'était devant les chefs de la Triple Alliance, Hodges y compris, que le spectre de la révolution se dressait, leur enlevant toute volonté. Ce spectre planait au-dessus de Hodges, à l'assemblée du Yorkshire, et il le hantait pendant toute la durée de la lutte des mineurs. C'est ce spectre qui le faisait parler avec le gouvernement dans la langue des diplomates bourgeois. C'est enfin lui qui le poussa à l'assemblée des députés bourgeois au Parlement (14 avril), où il paracheva l'œuvre de Thomas en livrant les mineurs, pieds et poings liés, à la bourgeoisie.

La Triple Alliance «ne trouva pas nécessaire» de rien faire pour soutenir activement les mineurs. Elle se borna à décréter que le comité exécutif de chacune des fédérations qui lui étaient affiliées devrait convoquer une conférence de ses chefs, laquelle déciderait de la question du secours. Cinq ou six jours se passèrent avant que ces conférences ne se réunissent, ce qui donna au gouvernement la possibilité de préparer sa riposte en cas d'intervention. Puis, lorsque ces conférences se réunirent, elles se bornèrent à des discussions oiseuses sur l'aide à fournir aux mineurs. Durant quelques jours, des séances se tinrent et, en fin de compte, les membres de ces conférences s'en retournèrent chez eux, laissant aux comités exécutifs le soin de décider du sort des mineurs, c'est-à-dire de livrer la classe ouvrière à l'arbitraire des Thomas et consorts.

IV

La coquinerie de Lloyd-George et le Parti Ouvrier

La conduite des chefs de la Triple Alliance, le fait qu'ils ne s'étaient point décidés à venir immédiatement en aide aux mineurs, redonna du

courage à Lloyd-George, consolida sa position et lui permit de dicter ses conditions. Il se déclara prêt à assumer le rôle de médiateur entre les propriétaires et les mineurs, mais à la condition expresse que ces derniers continueraient d'assurer le fonctionnement des pompes nécessaire à la conservation des mines, ce «bien national». «Il faut sauver le bien national!» «Nous devons veiller aux intérêts de la nation!» Toutes ces phrases que Lloyd-George prodiguait dans ses discours en appelaient à la conscience civique des chefs de la Triple Alliance et du Parti Ouvrier. Par cette nouvelle condition: la sauvegarde des mines, Lloyd-George transférait la question sur un autre terrain, sur un terrain où il opposait les intérêts «d'un groupe de la nation», c'est-à-dire des mineurs, à ceux de la «nation tout entière».

Le Parti Ouvrier au Parlement, les Thomas, les Clynes, les Gregghin, les Henderson et consorts, non seulement ne dévoilèrent pas la manœuvre de Lloyd-George, mais soutinrent ce dernier, sachant très bien qu'exiger des ouvriers qu'ils assumassent le service des pompes, c'était faire reprendre le travail à 40% des grévistes, c'est-à-dire provoquer fatalement le krach de toute la grève. L'arme la plus forte des mineurs était justement la menace de l'inondation des mines. Quant au gouvernement, ce qui lui importait, ce n'était pas tant l'extraction du charbon que la sauvegarde des mines. Le Parti Ouvrier contribua à arracher aux mineurs leur arme la meilleure. Il craignait que «la société» ne crût qu'il approuvait «des mesures aussi révolutionnaires» que l'abandon, sans surveillance aucune, du bien national qui eût risqué ainsi de se perdre. A de telles mesures, seuls des bolchéviks pouvaient recourir; des socialistes qui se respectent ne pouvaient encourager les ouvriers à user d'un tel procédé. Le Parti Ouvrier s'occupa constamment à établir une délimitation très nette entre lui et les mineurs qui osaient recourir à des mesures aussi catégoriques, frappant au cœur même de la bourgeoisie, à la source de ses richesses. Le Parti Ouvrier avait soutenu jusqu'alors les grèves pacifiques, mais les mineurs lui servaient maintenant quelque chose de nouveau: des méthodes révolutionnaires de lutte.

Durant la grève, le Parti Ouvrier ne fit que prononcer de grandes phrases sur la pénible situation des mineurs et répéter sur tous les tons «qu'une réduction aussi soudaine, aussi forte des salaires» serait pour eux une véritable catastrophe. Tout cela, les ouvriers le savaient très bien; on en avait parlé à de grands meetings et dans toute la presse. Plus d'un million d'ouvriers, face à face avec leur adversaire parfaitement organisé, attendaient une aide rapide de leur allié, et toute l'activité du Parti Ouvrier consistait à répéter ce que tous savaient déjà, que le lock-out avait pour but «une réduction soudaine et considérable des salaires des mineurs». Ce n'était pas pour démontrer au Parti Ouvrier que le lock-out d'un million de mineurs était destiné à améliorer les conditions d'existence de ces derniers que Lloyd-George menait campagne au Parlement; c'était pour un but clair, concret: briser la résistance des mineurs, anéantir leur organisation en en-

pêchant la Triple Alliance de leur venir en aide. Il menait campagne pour élargir et creuser la brèche que les chefs de la Triple Alliance avaient faite eux-mêmes dans l'organisation en n'intervenant pas immédiatement et catégoriquement. Le Parti Ouvrier, lui, s'adressait au Parlement et au gouvernement, leur représentant qu'ils devaient faire tout ce qui dépendait d'eux pour amener un accord entre les deux parties. Lloyd-George fit si bien que le Parti Ouvrier lui-même le supplia d'assumer le rôle d'arbitre.

Lorsque la Fédération des Mineurs, quoique le Parti Ouvrier soulait plus ou moins Lloyd-George, refusa d'accepter les conditions de ce dernier, Lloyd-George proposa aux représentants des ouvriers au Parlement d'user de toute leur influence pour que la Fédération des Mineurs revint sur sa décision et créât, par là même, un terrain favorable pour les pourparlers. Si le Parti Ouvrier désirait, disait-il, son arbitrage, il devait influencer sur la Fédération des Mineurs pour que celle dernière acceptât ses conditions.

Mais peut-être la Fédération des Mineurs s'était-elle trouvée des défenseurs dans la personne des députés qui lui étaient les plus proches, comme Duncan Greghem, membre du Parti Ouvrier Indépendant et élu au Parlement par les mineurs? Duncan Greghem défendit la Fédération des Mineurs à la façon des avocats qui plaident pour un criminel. Devant toute la Chambre des Communes, il jura qu'il croyait à la démocratie, au gouvernement constitutionnel et qu'il était, plus que personne, contre tout ce qui ressemblait, de près ou de loin, à la révolution. Il disait en se frappant la poitrine: «Peut-être que je parais brutal, mais j'ai un cœur excellent». Il protestait sans fin de son attachement à la démocratie et se déclarait ennemi de la révolution. Il défendait les mineurs en s'efforçant de démontrer que ceux-ci n'avaient aucune mauvaise intention, qu'ils n'avaient jamais même songé à admettre la possibilité de la destruction des mines. Aussi le *Times* publia-t-il un article des plus élogieux pour cet admirable chef du Parti Ouvrier.

Le temps passait, et les mineurs attendaient toujours de la Triple Alliance le secours promis. Le *Times* se moquait avec raison des chefs de l'Union des transports qui attendaient ce que diraient les cheminots, et des cheminots qui attendaient ce qu'allaient dire les ouvriers des transports. Mais, quoique le secours de la Triple Alliance ne se manifestât que par de belles phrases, les mineurs, seuls, continuaient la lutte avec ténacité, sans abandonner une seule de leurs positions. Il vaud mieux mourir en luttant, disaient-ils, que mourir de faim en engraisant les propriétaires des mines.

Une telle situation ne pouvait durer. Il fallait que la Triple Alliance vint effectivement au secours des mineurs, sinon la résistance de ces derniers allait être brisée. Les chefs alors vinrent «au secours». Ce secours se manifesta sous la forme d'une proposition faite au gouvernement par Thomas. Celui-ci déclara au Parlement que le gouvernement devait modifier ses exigences premières sur la reprise du travail par les ouvriers employés aux pompes, et cette modification, qui serait pure-

ment de forme, suffirait pour amener les mineurs à entrer en pourparlers avec les patrons. Le gouvernement avait réclamé que les mineurs assurassent la sauvegarde des mines avant toute conférence entre eux et les patrons; Thomas, lui, proposa (ce qui, au fond, revenait au même) que la question de la sécurité des mines fût décidée, la première, à une conférence entre les mineurs et les propriétaires. Le but que poursuivaient en l'occurrence les chefs de la Triple Alliance et du Parti Ouvrier était très clair. Pendant que les pourparlers auraient lieu à la conférence, la Triple Alliance pourrait continuer à rester dans l'inaction, et toutes les discussions sur la grève en faveur des mineurs cesseraient du coup. En outre, les mineurs devaient être désavantagés dans ces pourparlers. Ils seraient forcés, en fin de compte, de refuser de fournir aux patrons la quantité d'ouvriers nécessaires pour la garde des mines, et ainsi la conférence échouerait par leur faute. Thomas cherchait précisément à discréditer d'une façon quelconque les mineurs afin de montrer aux cheminots que les mineurs qui s'entêtaient à ne pas vouloir «sauver le bien national» ne valaient pas la peine qu'on les soutint. Aussi Lloyd-George consentit-il à la proposition de Thomas. Les deux compères poursuivaient chacun leur but: Lloyd-George s'efforçait de démontrer au pays que le Parti Ouvrier lui-même désapprouvait les mesures révolutionnaires auxquelles les mineurs avaient recourus; Thomas, lui, s'efforçait d'empêcher la grève que la Triple Alliance pouvait déclarer pour venir en aide aux mineurs, «ces révolutionnaires éfrénés».

La proposition de Thomas acceptée, Lloyd-George convoqua chez lui le comité exécutif de la Fédération des Mineurs. Ce fut une conférence véritablement historique et dont le protocole, s'il était publié et répandu, serait pour les communistes anglais le meilleur moyen de propagande parmi les masses. Les ouvriers y verraient nettement la nature de la démocratie bourgeoise, ils en verraient toute la turpitude. Cette conférence montre aux ouvriers combien il leur faut être prudent dans leurs rapports avec la bourgeoisie, et combien il est dangereux de se laisser prendre aux belles paroles de ses représentants. Tout d'abord, Lloyd-George, très calme, d'un ton aimable au possible, parla au comité exécutif de la Fédération des Mineurs, comme s'il avait devant lui les délégués d'un Etat indépendant avec qui il traitait d'égal à égal. Il se conduisit en parfait gentleman. Il n'insistait sur rien, il n'exigeait rien, il semblait s'excuser d'avoir profité de l'occasion pour tenter de convaincre ses interlocuteurs de la justesse de son point de vue; il laissait entendre que, dans des conditions telles que celles qui étaient créées par une lutte impitoyable entre les mineurs et les patrons, tous pourparlers étaient impossibles. Il assurait ses auditeurs que les mines étaient la propriété des mineurs, que tout le monde voulait la paix et que le mieux serait de conclure une trêve. Puis, il se mit à supplier le comité exécutif de donner aux membres de la Fédération l'ordre de veiller à la sécurité des mines durant les pourparlers. Il laissa entendre que c'était la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier,

que le bien national était laissé sans surveillance par les ouvriers, mais il ne recherchait pas qui avait tort et qui avait raison; il disait seulement qu'il serait mieux de faire la paix. Tous, disait-il, nous savons par expérience que les premières tentatives sont ordinairement infructueuses et que, souvent, il semble qu'il n'y ait pas d'issue à la situation. Mais, quoi qu'il en soit, le peuple anglais dans son bon sens trouve toujours une issue quand il le veut véritablement. Après avoir bercé ses auditeurs de phrases doucereuses, Lloyd-George leur demanda de but en blanc d'assurer le service des pompes pendant que les mineurs et les propriétaires mèneraient leurs pourparlers.

Le même jour, il tint au Parlement un tout autre langage. Il se basa sur sa conférence avec le comité exécutif de la Fédération des Mineurs, pour discréditer ce dernier aux yeux de la nation. Il l'accusa de vouloir délibérément la destruction des mines afin d'amener le gouvernement à résipiscence, «fait sans précédent dans l'histoire du mouvement gréviste», en Angleterre. Il dit que la décision des mineurs de ne point laisser les ouvriers assurer le service des pompes était «un ultimatum beaucoup plus grave que la question des salaires sur laquelle on pouvait arriver à un arrangement». Du moment que les mineurs refusaient de sauver de la ruine le bien national, il ne restait plus au gouvernement qu'à prendre toutes les mesures de lutte qu'il avait à sa disposition et que réclamait la situation. Ces mesures, il les prit; il décréta la mobilisation.

Comment le Parti Ouvrier riposta-t-il aux préparatifs militaires du gouvernement contre les ouvriers? Quelle fut l'attitude du Parti Ouvrier devant la conduite insolente de Lloyd-George au Parlement? Il se hâta d'adoucir l'impression produite par le comité exécutif de la Fédération des Mineurs sur Lloyd-George, s'efforçant à démontrer à ce dernier que le comité exécutif n'avait eu aucunement l'intention de poser un ultimatum au gouvernement. Est-ce que le comité exécutif, demandait Clynes, ne s'est pas déclaré prêt à entrer en pourparlers avec les propriétaires *sans conditions préalables*? Et le premier ministre, ajoutait-il, ne trouve-t-il pas nécessaire, dans l'intérêt de la nation, de ne point entraver les pourparlers entre les deux parties?

Le procès-verbal de la séance du comité exécutif de la Fédération des Mineurs avec Lloyd-George ne fait même pas allusion au consentement, soi-disant exprimé par les mineurs, de mener les pourparlers avec les propriétaires *sans conditions préalables*. Lloyd-George avait très bien compris la position des mineurs qui déclaraient nettement, catégoriquement, qu'ils n'accepteraient aucun compromis. Le Parti Ouvrier eut tout simplement peur de la menace de Lloyd-George, qui avait déclaré que le gouvernement prendrait toutes les mesures en son pouvoir pour mettre fin à la situation actuelle. Le Parti Ouvrier voulait, coûte que coûte, une issue à la situation. Il suppliait Lloyd-George de proposer de nouveau aux mineurs d'entamer les pourparlers avec les propriétaires des mines, à condition que la question du service des pompes fût examinée en premier lieu. Mais les mineurs ne mordirent pas à l'appât.

Trois fois Lloyd-George, inspiré par la fraction parlementaire du Parti Ouvrier, leur offrit d'entrer en pourparlers avec les patrons, et trois fois ils refusèrent.

V

Le bluff de la menace et le travail des „forces pacifiques“

La tentative du Parti Ouvrier d'attirer les mineurs dans des pourparlers avec les propriétaires avait échoué. La grève continuait, et la Triple Alliance devait adopter une attitude nette envers son alliée, la Fédération des Mineurs. Il ne pouvait plus être question de se borner à parler de soutenir ces derniers. Le 8 avril, tous les pourparlers entre le gouvernement et la Fédération des Mineurs étaient terminés. Les masses exigeaient l'intervention. Dans la soirée du 8 avril, l'assemblée des comités exécutifs de l'union nationale des cheminots et de la fédération des ouvriers des transports fit savoir au gouvernement que, si les pourparlers entre les mineurs et les patrons ne commençaient pas, la Triple Alliance déclarerait la grève le 12 avril, à minuit. On accordait ainsi aux propriétaires un répit de quatre jours. Quant à la menace, elle n'avait aucune importance.

Les organes de la presse ouvrière, comme le *Daily Herald*, le *Labour Leader* et autres, accueillirent la décision de la Triple Alliance comme la mesure ultime destinée à assurer l'aide aux mineurs, et, en première page, ils annoncèrent pompeusement que la solidarité de classe avait enfin triomphé et que les ouvriers allaient soutenir les mineurs. Mais la presse bourgeoise vit du premier coup de quoi il retournait. Elle comprit la déclaration officielle de la Triple Alliance relative à la grève, non comme le prélude à une action réelle, mais comme une nouvelle proposition faite aux mineurs et au gouvernement d'entamer les pourparlers. Elle comprit cette déclaration, non comme une déclaration de guerre des ouvriers en réponse aux préparatifs militaires de Lloyd-George, mais comme une trêve précédant la conclusion de la paix. En tout cas, déclarait le *Times*, le fait de l'ajournement de la grève doit être considéré comme un succès des «forces pacifiques».

Pendant les quelques jours dont elles disposèrent, les «forces pacifiques» (Thomas, Henderson, Clynes, Hodges et les autres chefs du Parti Ouvrier et de la Triple Alliance) mirent tout en œuvre pour créer un terrain favorable aux pourparlers entre les mineurs et le gouvernement. Dès le 9 avril, c'est-à-dire dès le lendemain du jour où la décision de faire la grève avait été adoptée, ces chefs commencèrent à travailler pour établir une base de pourparlers. En effet, ils eurent ce jour-là trois entrevues avec Lloyd-George — et cela à l'insu et sans aucun mandat des mineurs, — eurent deux réunions avec le comité exécutif de la Fédération des Mineurs, plus une assemblée à la Triple Alliance, assemblée à laquelle assistèrent les membres de la fraction parlementaire du Parti Ouvrier: Clynes, Robertson, Grehem, etc. Que se passa-t-il aux entrevues avec Lloyd-George et à l'assemblée de la Triple Alliance? Nous en

sonnes réduits à des conjectures, car le procès-verbal de ces réunions ne lui pas publié. Nous savons seulement que, dès le soir du 9 avril, Thomas fit une déclaration dans laquelle il annonçait la conclusion d'un accord avec le gouvernement. D'après cet accord, on devait : 1) convoquer pour le 11 avril (c'est-à-dire pour la veille du jour où devait commencer la grève), une conférence des représentants de la Fédération des Mineurs et des propriétaires dans le but d'examiner *toutes* les points litigieux; 2) la Fédération des Mineurs devait, le même soir, informer toutes ses sections qu'elles eussent à prendre des mesures pour que leurs membres s'abstinsent de toute action pouvant nécessiter l'intervention de la force armée.

Ainsi, sans avoir sous les yeux le procès-verbal des séances, nous pouvons nous représenter la nature du travail des «forces pacifiques» de la Triple Alliance et de la fraction parlementaire du Parti Ouvrier, dans la journée du 9 avril. On s'était efforcé d'influer sur le comité exécutif de la Fédération des Mineurs, pour que celui-ci cédât au gouvernement et consentit à ce que les mineurs n'empêchassent point le travail de ceux qui devaient veiller à la sauvegarde des mines. «S'abstenir de toute action pouvant nécessiter l'intervention des forces armées», cela voulait dire: laisser les briseurs de grève assurer la garde des mines. Comparons la décision de faire la grève le 12—décision prise par le comité exécutif de la Triple Alliance, le 8 au soir—avec l'accord conclu avec le gouvernement. Tout le monde avait compris que, par sa première décision, la Triple Alliance déclarait vouloir commencer la grève si les pourparlers avec le gouvernement et les propriétaires ne commençaient point aux conditions posées par les mineurs. L'accord du 9 avril signifiait: 1) que ce n'étaient pas les mineurs, mais le gouvernement qui avait obtenu gain de cause dans la question du service des pompes; 2) que *toutes* les questions litigieuses, y compris celles de l'établissement des salaires nationaux, du fonds de secours, etc., seraient soumises à discussion. En un mot, les mineurs devaient abandonner définitivement toutes leurs positions.

La presse bourgeoise comprit très bien le sens véritable de l'accord conclu entre les chefs du Parti Ouvrier et de la Triple Alliance, d'une part, et le gouvernement, de l'autre. Le *Times* se réjouit de ce que la condition indispensable au maintien de la paix sociale fût remplie; c'est pourquoi il considérait la grève comme écartée, tout au moins pour un certain temps. «Maintenant, disait le *Times*, ce qu'il faut, c'est entretenir l'atmosphère favorable aux pourparlers». Le *Times* rend justice à Thomas pour le rôle prépondérant que celui-ci joua dans la conclusion de l'accord. L'organe bourgeois le félicita de son succès et ajouta: «Cet aveu (de l'action bienfaisante de Thomas) nous réjouit d'autant plus que tous nos efforts, à nous, tendaient également au même but. Puis il se déclare persuadé que «dans l'avenir, Thomas continuera d'entretenir l'atmosphère favorable et préviendra le danger qui menace le pays et dont il a une conscience si nette».

VI

Le résultat du travail des „forces pacifiques”

La conférence des mineurs et des propriétaires des mines eut lieu le 11 avril, sous la présidence de Lloyd-George. Ce dernier fit connaître les raisons de la suppression du contrôle sur l'industrie houillère et déclara que le principe de la subvention d'une industrie quelconque était en contradiction avec les intérêts de l'Etat. Il réduisit toutes les questions litigieuses entre les deux parties à la question du salaire, envisagé au point de vue du rendement des mines. Et ainsi les exigences fondamentales des mineurs: tarifs nationaux, fonds de bénéfices, n'avaient même plus à être discutées. Lloyd-George demanda tout d'abord aux propriétaires d'exposer les raisons qui les poussaient à vouloir abaisser les salaires, ensuite il pria les mineurs de faire une déclaration basée sur des données et des faits précis. Puis, il annonça une interruption de séance de 4 heures, qui permettrait aux deux parties d'élaborer leurs déclarations. Quand on se réunirait à nouveau, Lloyd-George exprima le désir d'examiner en détail ces déclarations, et pour cela demanda que la continuation de la conférence fût reportée au lendemain. Lloyd-George connaissait parfaitement les raisons pour lesquelles les propriétaires des mines voulaient abaisser les salaires, il connaissait également les revendications des mineurs, mais il voulait gagner du temps afin de faire échouer la grève annoncée conditionnellement pour le 12. Du moment que les pourparlers n'étaient pas interrompus, la grève ne pouvait être déclarée.

Le même jour, c'est-à-dire le 11 avril, les chefs de la Triple Alliance publièrent un manifeste dans lequel ils déclaraient que, si le gouvernement ne faisait pas aux mineurs les propositions que la Triple Alliance «trouverait possible de leur conseiller d'accepter», les chemins de fer et les transports cesseraient de fonctionner. A quoi bon un pareil manifeste, lorsque, le 8, on avait déjà décidé de se mettre en grève le 12? Par ce manifeste, la Triple Alliance annulait sa précédente décision de grève.

Le 12 avril, après plusieurs séances privées avec les mineurs et le comité exécutif de la Fédération des Mineurs, le gouvernement fit à ce dernier une proposition qui, au fond, était à peu près la même que celle des propriétaires. C'est ce que fit remarquer avec raison à Lloyd-George le président de la Fédération des Mineurs, Herbert Smith. La seule différence entre les deux propositions consistait en la promesse faite par le gouvernement de secourir les mineurs dans les rayons les plus éprouvés. Cela voulait dire que si, après la réduction générale des salaires, il se trouvait un rayon quelconque où les salaires auraient baissé plus que dans les autres rayons, c'est-à-dire où les mineurs seraient condamnés à une existence de famine, le gouvernement viendrait en aide à ces derniers au moyen de prêts. Les mineurs repoussèrent la proposition du gouvernement, et la conférence se trouva par là même dissoute.

Ainsi, la question se posa devant la Triple Alliance: La proposition du gouvernement était-elle de celles qu'elle pouvait conseiller aux mineurs d'accepter? La Triple Alliance se réunit pour examiner le rapport où le comité exécutif de la Fédération des Mineurs déclarait la proposition du gouvernement inadmissible et, peu après, Thomas annonçait que la grève, décidée pour le 12, était ajournée. *Cela signifiait que la Triple Alliance considérait la proposition du gouvernement comme admissible pour les mineurs.* Malgré cette décision de la Triple Alliance et quoiqu'ils risquaient de rester isolés, les mineurs repoussèrent la proposition du gouvernement.

VII

L'état d'esprit des masses et la continuation de la trahison

Pour bien comprendre pourquoi les chefs de la Triple Alliance décidèrent de nouveau la grève pour le 15, il est nécessaire de connaître avant tout l'attitude des masses envers la décision par laquelle la Triple Alliance ajournait la grève qu'elle avait décidée pour le 12. Malheureusement, nous ne pouvons, dans les limites de cet article, entrer dans le détail des faits prouvant indiscutablement que les chefs auraient été complètement discrédités aux yeux des masses, s'ils avaient résolu de supprimer purement et simplement la grève annoncée pour le 12. Nous nous bornerons à citer les faits les plus caractéristiques de l'état d'esprit des masses en présence de la situation.

La nouvelle de l'ajournement de la grève avait profondément déprimé les ouvriers. Ceux-ci brûlaient du désir de soutenir activement les mineurs. Ils étaient prêts à la grève et ne s'attendaient point du tout à son ajournement. Interrogé par un reporter bourgeois, le secrétaire de la section du sud du pays de Galles de la fédération des cheminots, A. Williams, auquel on demandait si les ouvriers n'allaient pas perdre patience et recourir à l'action directe malgré leurs chefs, répondit: Il y a des limites à la patience des ouvriers. Si le mécontentement qui se manifeste déjà parmi eux continue de grandir, il est difficile de prédire ce qui arrivera. Non seulement les ouvriers affiliés à la Triple Alliance se sont prononcés au cours de nombreuses meetings pour la grève immédiate, mais nombre d'organisations et associations ouvrières non incorporées à la Triple Alliance ont décidé de se joindre à eux. Les électriciens de Londres sont prêts à priver la ville de lumière, dès le début de la grève.

L'état d'esprit des masses était tel, que les chefs de la Triple Alliance ne pouvaient en aucun cas abandonner les mineurs à leur sort, après le refus de ces derniers d'accepter la proposition de Lloyd-George. Le 13 avril, malgré tous les efforts des chefs de la Triple Alliance, qui, depuis longtemps déjà, avaient établi un pont entre Downing-Street (quartier général de Lloyd-George) et Unity House (quartier général de la Triple

Alliance), l'assemblée plénière du comité exécutif de la Triple Alliance se vit contrainte de déclarer à nouveau la grève. Mais, cette fois encore, les chefs réussirent à gagner du temps et à retarder de deux jours le commencement de la grève qu'ils espéraient bien annuler à nouveau sous un prétexte quelconque. Au Parlement, Clynes exprima avec Lloyd-George l'espoir que «l'élément pacifique» arriverait encore à prendre le dessus sur l'élément guerrier. C'était alors le 13 avril; le 14, un nouveau prétexte pour la suppression de la grève était déjà trouvé. Cette fois, il fut proposé aux dirigeants de la Triple Alliance par Hodges lui-même qui, dans la nuit du 14 au 15 avril, prit la parole à une séance privée des membres de la Chambre des Communes.

VIII

Le dernier acte de la trahison

Avant d'examiner en détail cette séance «privée» des membres de la Chambre des Communes, il convient d'exposer les événements qui eurent lieu dans la journée du 14 avril. Nous comprendrons ainsi les raisons et la nature véritable de cette séance, et surtout le rôle des chefs qui firent échouer la grève.

Dans la journée du 14 avril, il se produisit quatre faits marquants: 1) l'entrevue des chefs de la Triple Alliance avec Lloyd-George, 2) la séance parlementaire, 3) la réunion privée des membres du Parlement et 4) l'assemblée du comité parlementaire du Congrès du Trade Union, du comité exécutif du Parti Ouvrier et de la fraction parlementaire dudit parti. Ces séances se succédèrent comme les scènes diverses, mais logiques du dernier acte du drame.

«Je voudrais bien savoir—écrivait le 13 avril Lloyd-George à la Triple Alliance, représentée en l'occurrence par ses «chers» Thomas et Williams—de quel droit vous avez décidé de porter à vos concitoyens un coup aussi terrible que celui de la désorganisation de tout le transport indispensable à la vie de la nation». Que répondirent alors les «chers» Thomas et Williams? Que la Triple Alliance déclarait la grève générale du même droit que la bourgeoisie déclarait la guerre au prolétariat par le lock-out, par lequel elle jetait sur le pavé et vouait à la famine plus d'un million de mineurs? Ou bien que la Triple Alliance déclarait la guerre du même droit que la bourgeoisie qui, lorsqu'elle en avait eu besoin pour mener la guerre impérialiste, avait violé tous les accords précédemment conclus avec les organisations ouvrières? Oh, que non! Les émissaires et les valets ne parlent pas sur ce ton à leurs maîtres. Thomas et Williams répondirent humblement à Lloyd-George: «Nous désirerions avoir une entrevue avec vous pour vous exposer personnellement nos raisons».

Dans la matinée du 14 avril, un groupe de personnes dirigées par Thomas, Williams et Gosling se rendaient précipitamment à Downing-Street. C'étaient les chefs des ouvriers qui allaient mettre la dernière main à leur trahison.

La délégation de la Triple Alliance n'avait même pas consulté son alliée, la Fédération des Mineurs, avant d'aller chez les représentants gouvernementaux. Elle se rendit chez Lloyd-George pour mener des pourparlers avec ce dernier, sans être mandatée par la Fédération des Mineurs. Mais, dira-t-on, la délégation se rendait chez Lloyd-George pour lui faire part de la décision qu'elle avait prise de commencer la grève dans la nuit du 15 au 16. S'il en avait été ainsi, on aurait très bien pu, à la demande écrite de Lloyd-George, envoyer une réponse écrite—si tant est que la réponse fût nécessaire. Mais elle n'était pas nécessaire. Les procès-verbaux de la séance montrent que la délégation se rendit chez Lloyd-George dans un tout autre but. Elle s'y rendit pour obtenir quelques concessions, et cela sans en être chargée par les mineurs et même à l'insu de ces derniers. Sous prétexte de remettre personnellement sa réponse à Lloyd-George, la délégation cherchait uniquement à reprendre les pourparlers avec ce dernier. Harry Gosling fut le seul qui sentit toute l'humiliation infligée à la délégation (il n'en fut pas de même de Williams, autant qu'on puisse en juger par le procès-verbal de la séance), et il dit à Lloyd-George: «Ce que je ne veux point faire, c'est examiner la justesse ou les défauts des revendications des mineurs». Mais ce remords de conscience de Gosling ne dura pas longtemps. Lui aussi, bientôt après, prit une part active à l'examen des côtés justes et des côtés faibles des revendications des mineurs.

Thomas s'efforçait de convaincre Lloyd-George que «tous les assistants» avaient jusqu'alors cherché à mettre fin à la «lutte mortelle entre les mineurs et les propriétaires». Lloyd-George le reconnut et loua même les délégués en leur disant: «Certes, vous y avez contribué».—«Maintenant encore, à la dernière minute, continua Thomas, nous désirons aussi ardemment que vous, Monsieur le Président du Conseil, prévenir ce que personne de nous ne peut se figurer ni prédire... Nous ne voulons pas la révolution... Pendant que vous élaborerez vos plans, nous ferons bonne garde autour du champ de bataille, nous empêcherons la guerre, car, quels qu'en soient les résultats, la nation en souffrira fatalement». Et, dans la crainte de n'avoir pas été assez clair, Thomas répéta: «Quel que soit le gagnant, la nation sera le perdant». Nous avons tout lieu de croire que le procès-verbal de la séance est incomplet, car il ne dit mot de la conduite de Robert Williams, dont nous ne savons s'il s'est élevé contre la conduite honteuse, contre la vénalité de Thomas. En tout cas, le fait même de la présence chez Lloyd-George de cette délégation à la veille de la déclaration définitive de la grève, à laquelle les ouvriers se préparaient dans tout le pays, et surtout la conduite de cette délégation à l'entrevue avec Lloyd-George, constitue la pire infamie qui ait jamais été commise par les plus réactionnaires des chefs ouvriers.

Lloyd-George trouva même suspectes les assurances de dévouement des chefs de l'organisation qui avaient déjà décidé d'entreprendre la lutte, et il déclara avec un soupir: «Ce qui m'affriste, c'est que les gens qui sont à la tête de la Fédé-

ration ne sont pas en réalité ses véritables directeurs, que dans les bas-fonds vous avez des éléments intransigeants, sur lesquels il est impossible d'avoir prise, des éléments qui n'aspirent qu'à la bataille et qui mettent leur empreinte sur toute la marche des événements. J'ai toujours eu l'impression que les gens avec lesquels je confère ne sont pas les mêmes que ceux avec qui j'ai affaire». Lloyd-George voulait dire par là que ce qui lui importait, ce n'était pas tant l'expression des sentiments contre-révolutionnaires et du dévouement à la nation dans les chancelleries gouvernementales, que la confirmation effective de ces mêmes sentiments dans les bureaux de la Triple Alliance. Que les chefs ouvriers prouvent par des actes leur dévouement, qu'ils prouvent que, en dépit des éléments irréductibles sur lesquels il est impossible d'avoir aucune prise, ils n'ont pas encore perdu toute influence sur les masses. Qu'ils le démontrent dans la pratique, et Lloyd-George sera rassuré: il verra que les gens avec lesquels il confère sont les mêmes que ceux avec qui il a affaire.

Ce jour-là, les chefs ouvriers firent tous leurs efforts pour dissiper les appréhensions de Lloyd-George. Ils mirent tout en œuvre pour démontrer à leur patron qu'il pouvait encore compter sur eux, qu'il pouvait les considérer comme ses agents fidèles et éprouvés, capables encore de faire bonne garde autour du champ de bataille, pour empêcher le prolétariat et la bourgeoisie d'en venir aux mains, en dépit des éléments irréductibles et inaccessibles à toute influence existant au sein des masses. Lorsque, quelques heures avant le début de la grève, Lloyd-George lut la note qui lui fut remise au Parlement, son visage, au dire d'un correspondant, se détendit et s'illumina d'un bon sourire heureux: les dirigeants de la Triple Alliance l'informaient de la suppression définitive de la grève, lui déclaraient que les éléments irréductibles et inaccessibles à toute influence n'avaient pu engager la bataille et lui confirmaient non seulement par des paroles, mais par des actes leur fidélité et leur soumission.

Lloyd-George fit au Parlement une courte déclaration sur l'entrevue qu'il avait eue dans la matinée avec la délégation de la Triple Alliance, mais il proposa l'ajournement des débats parce que, disait-il, «la délégation était en train de délibérer chez elle». Et toute discussion parlementaire serait plutôt de nature à nuire au succès de l'affaire. Le Parti Ouvrier connaissait l'existence de ces pourparlers; c'est pourquoi il ne protesta pas contre l'ajournement des débats, quoique son devoir strict fût de soutenir ouvertement la grève qui avait été déclarée en fait et devait bientôt commencer. Il ne le fit pas parce que, de même que la délégation qui s'était présentée dans la matinée chez Lloyd-George, il cherchait à faire échouer la grève. Clynes, reconnu avec Lloyd-George qu'il était nécessaire de remettre les débats à plus tard, car les pourparlers n'étaient pas encore complètement terminés (il y avait donc encore des pourparlers, des pourparlers que le comité exécutif de la Fédération des Mineurs, sauf Hodges, ignorait!). Le Parti Ouvrier savait que la continuation, ne fût-ce qu'un jour durant, de ces pourparlers secrets devait infailliblement

amener à nouveau l'ajournement de la grève; or, il serait évidemment impossible de la déclarer une troisième fois. Les débats furent encore ajournés, parce qu'il fallait déblayer le terrain pour une autre séance, pour la séance «privée» des membres de la Chambre des Communes, à laquelle la Fédération des Mineurs devait elle-même fournir le prétexte de la suppression de la grève. A cette séance il fallait se préparer en toute hâte, car elle devait avoir lieu presque aussitôt après l'ajournement des débats parlementaires.

Elle eut lieu dans la soirée du même jour, dans une des salles du Parlement. Y assistaient environ 200 députés, qui avaient manifesté soudain un grand désir de connaître le différend qui mettait aux prises les propriétaires et les mineurs. Durant les deux semaines du lock-out, les conditions et les exigences des deux parties avaient été discutées dans la presse, à des meetings et à de nombreuses séances du Parlement. Or, il paraissait que les députés ne connaissaient pas le fond du différend et que c'était maintenant seulement qu'ils avaient résolu de se mettre au courant. Le président de l'association des propriétaires des mines fit aux députés l'amabilité de leur exposer «le fond du différend». Le correspondant du *Daily Herald* rapporte que les conditions de l'ultimatum des propriétaires des mines firent sur tous les auditeurs une impression «pénible». Ils furent stupéfaits et résolurent à l'instant même de faire appeler non pas Herbert Smith, le président de la Fédération, mais Hodges, Hodges, le secrétaire, afin d'entendre de sa bouche l'exposé du point de vue des mineurs (d'où l'on pouvait conclure que, depuis le début du lock-out, le Parti Ouvrier n'avait point pris la peine de faire connaître le point de vue des mineurs aux membres du Parlement). Quelqu'un téléphona à Hodges qui arriva immédiatement (comme tout s'arrangeait facilement, ce jour-là!). Le même correspondant du *Daily Herald* dit que Hodges fit une forte impression sur tous les députés. En réalité, après avoir laissé Hodges parler tout à son aise, on lui posa des questions préparées à l'avance, auxquelles on le pria de donner des réponses écrites de sa propre main. Tout ce que voulaient les députés, c'était la réponse suivante de Hodges: «Nous sommes prêts à examiner la question des salaires (mais non des salaires nationaux et du fonds de secours national), à condition que l'accord ne soit que provisoire». Voilà ce qui, en réalité, produisit une forte impression sur tous les députés présents. C'était tout ce qu'il leur fallait. C'était là le «piège» dans lequel Hodges était soi-disant tombé. C'était une nouvelle proposition émanant non pas des mineurs, ni de la Fédération des Mineurs, ni du comité exécutif, mais une proposition privée de Hodges. Néanmoins, les chefs de la Triple Alliance profitèrent de cette proposition privée comme prétexte pour mettre fin à la grève.

La nouvelle proposition de Hodges n'émanait point du comité exécutif de la Fédération des Mineurs; ce qui le prouve, c'est que ce dernier exigea la démission de Hodges. Par là il démontrait qu'il ne donnait pas dans le «piège» tendu par les chefs de la Triple Alliance et du Parti Ouvrier. La meilleure preuve de ce que le comité

exécutif de la Fédération des Mineurs ne se solidarisait aucunement avec l'acte de Hodges nous est fournie par la lutte héroïque que ce comité, isolé et trahi, soutint pendant plus de deux mois.

Le même soir et dans l'édifice où s'était tenue la séance «privée» des membres de la Chambre des Communes, une autre assemblée encore eut lieu. Ce fut la dernière des quatre assemblées historiques qui terminèrent le dernier acte du drame du mouvement ouvrier anglais. Y assistaient: le comité parlementaire du Congrès du Trade Union, le comité exécutif du Parti Ouvrier et la fraction parlementaire du Parti Ouvrier. Quelque étrange et grotesque que cela puisse paraître au lecteur, toujours est-il que cette assemblée avait été convoquée dans «le but de soutenir» la Triple Alliance dans la «lutte imminente». Au moment de cette séance, la Triple Alliance était déjà complètement épuisée, elle était déjà à l'agonie, prête à rendre le dernier soupir, et c'est à ce moment-là seulement que les chefs du mouvement ouvrier professionnel et politique entreprenaient de la soutenir. Nous sommes même portés à croire que la Triple Alliance était déjà morte, qu'il ne restait plus rien d'elle que son ombre, lorsque les chefs adoptèrent la résolution suivante: «Convaincue du bien-fondé des revendications des mineurs, la conférence promet son soutien à la Triple Alliance; elle s'adresse à toutes les sections du mouvement ouvrier et à tous les citoyens ayant à cœur les intérêts de la société et les exhorte à résister fermement aux menées (de qui?) dirigées contre les ouvriers». En tout cas, ce qu'il y a de sûr, c'est que cette résolution fut imprimée (le 15) en même temps que le nécrologe de l'organisation que s'efforçaient de secourir les chefs du mouvement professionnel et politique ouvrier.

Le 15 avril couronna l'une des plus infâmes trahisons qui aient jamais été commises dans le mouvement ouvrier anglais. C'est avec une violente indignation, un sentiment de profond dégoût pour les chefs qui l'ont trahi, que le prolétariat se souviendra de ce jour. Certes, le prolétariat anglais avant de pouvoir s'affranchir définitivement de l'influence de ses chefs sera encore à maintes reprises trahi et vendu par ces derniers.

Ce jour-là, la Triple Alliance est morte. Que sa mort soit pleurée par ceux pour lesquels elle était une source de profits, par la bourgeoisie pour laquelle des organisations de cette espèce ont toujours été l'appui le plus sûr dans sa lutte contre la classe ouvrière. Que sa mort soit pleurée par les idéologues petits-bourgeois du Parti Ouvrier, du Parti Ouvrier Indépendant, du groupe Fabian, de la bureaucratie socialiste, auxquels cette organisation aidait à entretenir dans les masses ouvrières l'illusion que la classe ouvrière pourrait pacifiquement, dans les cadres de l'ancien régime bourgeois, construire l'édifice du socialisme. Que sa mort soit pleurée par ceux qui redoutent de voir, en même temps que la Triple Alliance, disparaître les illusions et l'asservissement du prolétariat, par ceux qui redoutent la croissance de la conscience de classe parmi les ouvriers, pour lesquels sonnera bientôt l'heure de l'émancipation définitive.

Nous, nous enjambrerons ce cadavre, pour aller rejoindre les mineurs qui, seuls, ont soutenu leur lutte héroïque, et cela non seulement dans leur propre intérêt, mais dans celui de la classe ouvrière anglaise tout entière. Nous dirons aux mineurs: Dans votre lutte vous vous êtes trouvés isolés, non pas parce que le sentiment de la solidarité de classe faisait défaut à la classe ouvrière anglaise, mais parce que celle-ci n'était pas organisée et fondue en un bloc unique, et c'est ce qui a permis et permet encore à ses chefs de faire échouer toute manifestation active de la solidarité de classe.

IX

Conclusion

La situation du prolétariat anglais est, à l'heure actuelle, affreuse. Les sans-travail et les ouvriers chômant partiellement se comptent par millions. L'insuccès de toutes les actions entreprises par les ouvriers depuis la conclusion de l'armistice, et notamment l'échec de la grève des cheminots en 1919, des grèves des mineurs en 1919-1920, et particulièrement en 1921, lorsque la bourgeoisie commençait sa campagne pour la réduction générale des salaires, posent devant la classe ouvrière anglaise la question angoissante de l'avenir. Dans la presse, dans des brochures et des livres spéciaux, aux meetings de masses, partout on étudie la même question: où est donc l'issue à la situation dans laquelle se trouve actuellement le prolétariat anglais?

Les masses qui cherchent une réponse à cette question, en arrivent fatalement à cette conclusion: que la cause de leur impuissance devant leur ennemi organisé réside dans l'absence de mouvement ouvrier véritable, c'est-à-dire de mouvement de tout le prolétariat. Quoique le nombre des ouvriers organisés en Angleterre se monte à environ huit millions, le prolétariat anglais en tant que classe n'est pas du tout organisé. Sans liaison organique, juxtaposés dans des organisations fictives comme la Triple Alliance ou même le Congrès du Trade Union, les différents syndicats et fédérations ne sont pas maintenant, surtout après l'échec de la dernière grève des mineurs, des organisations capables de lutter pour l'obtention de réformes à caractère socialiste, comme la nationalisation de l'industrie, réformes ardemment discutées dans la presse et au sein des masses ouvrières, pendant toute la durée de l'année 1919, et soutenues par les chefs syndicaux eux-mêmes, mais même de lutter contre l'abaissement des salaires à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre.

Si, jusqu'à l'heure actuelle, les ouvriers anglais ont considéré la Triple Alliance, le Congrès du Trade Union et le Parti Ouvrier comme des organisations exprimant les intérêts du prolétariat tout entier, l'échec de toutes les actions qu'ils ont entreprises pendant ces trois dernières années a dû convaincre même les couches les plus retardataires de la classe ouvrière que, en somme, il n'existe pas en Angleterre d'organe qui unisse véritablement le prolétariat, qui exprime réellement ses intérêts et qui lutte effectivement contre

l'ennemi puissamment organisé. Le fait que les unions ouvrières susmentionnées ou plutôt les unions de chefs ouvriers ne sont pas en état de défendre la classe ouvrière contre l'abaissement des salaires, à plus forte raison de réaliser la nationalisation, ce fait, disons-nous, a considérablement discrédité ces organisations.

Les nombreuses résolutions adoptées aux grands meetings qui eurent lieu par tout le pays, après la trahison des chefs de la Triple Alliance envers les mineurs, ont montré clairement que la classe ouvrière anglaise est nettement hostile à toutes ces organisations à noms pompeux, comme la Triple Alliance, le Congrès du Trade Union, etc. Mais l'affluence des ouvriers envers les dites organisations se manifeste de deux manières différentes. Les uns accusent les chefs de trahison et exigent leur démission, mais ne veulent pas toucher aux organisations présidées par ces chefs et ne comprennent pas la nécessité de les reconstruire entièrement. Les autres, au contraire, attribuent l'échec de toutes les actions ouvrières principalement au caractère même de ces organisations; ils croient que si même la Triple Alliance voulait agir, que si même le Congrès du Trade Union voulait entreprendre une lutte active contre la classe capitaliste, ils ne pourraient pas le faire par suite de la décentralisation du mouvement ouvrier et parce que ces organisations ne sont que des unions volontaires et autonomes de chefs, ne pouvant entreprendre une action commune qu'avec le consentement de chacune de leurs fractions autonomes. En outre, en admettant même qu'une fraction autonome consentit à entreprendre une action, elle devrait à son tour, étant elle-même une fédération englobant de nombreux syndicats, obtenir le consentement de ces derniers.

C'est pourquoi ces organisations doivent subir une transformation radicale, être entièrement reconstruites sur la base du centralisme.

Jusqu'ici toutes les aspirations à l'union effective de la classe ouvrière, depuis l'usine jusqu'à l'organe central unique du prolétariat organisé, se sont heurtées à une résistance acharnée des chefs innombrables, petits et grands, dont l'intérêt était d'entretenir dans le prolétariat l'illusion qu'il était uni et que ses organes de groupement étaient pour les mineurs, les cheminots et les ouvriers du transport, la Triple Alliance et, pour toute la classe ouvrière, le Congrès du Trade Union et le Parti Ouvrier, et que dans des cas exceptionnels seulement on pouvait procéder à la création d'organes tels que le Comité des Pourparlers, dans la grève en 1919, des cheminots ou le Conseil d'Action contre la guerre avec la Russie. En réalité, tous ces chefs entretenaient et soutenaient la confusion inextricable qui règne encore dans tout le mouvement ouvrier anglais. A très peu d'exceptions près, les chefs sont contre l'idée de la centralisation dans le mouvement ouvrier, et c'est parfaitement compréhensible. Avec la décentralisation ils peuvent plus facilement faire échouer toute action générale du prolétariat, action dont ils ont une peur folle. A examiner la situation en Angleterre pendant les deux dernières années, on voit que si le prolétariat anglais tout entier avait pris part à l'action, si par exemple il avait

soutenu la grève des cheminots en 1919, ou celles des mineurs en 1919, 1920 et au début de 1921, les conséquences pour le développement du mouvement révolutionnaire en Angleterre en auraient été immenses. Thomas et Henderson s'en rendaient parfaitement compte; aussi, pendant la dernière grève des mineurs se hâtèrent-ils de quitter Amsterdam pour prévenir l'action combinée des ouvriers anglais et des mineurs car, disaient-ils, cette action «aurait plongé le pays dans un chaos auquel il n'y aurait eu d'autre issue que la révolution». Et ainsi, ces chefs exprimaient ouvertement leur pensée. Ils s'efforçaient par tous les moyens de prévenir «les conséquences possibles...»

Les dirigeants des organisations susmentionnées méfiaient tout en œuvre pour empêcher la réalisation de la centralisation dans le mouvement ouvrier. Maintenant, chaque fois qu'une action des ouvriers se termine par un échec, les chefs syndicaux allèguent pour se disculper que, si la Triple Alliance ou le Congrès du Trade Union ne sont pas intervenus, la faute n'en est pas à eux, mais à la constitution même de ces organisations, qui ne leur permet pas d'agir sans le consentement de leurs parties constitutives. S'il existait un organe central de tout le mouvement ouvrier anglais, les Thomas, les Henderson et consorts, qui certainement seraient à la tête de cet organe central, ne pourraient plus, tout au moins dans les premiers temps, trouver d'excuse à leur trahison à la cause ouvrière. Alors tout le mécontentement des masses se reporterait sur l'organe central, et les dirigeants auraient beaucoup plus de peine à dissimuler leur trahison qu'ils n'en ont maintenant avec le chaos qui règne dans le mouvement ouvrier anglais.

A l'heure présente, la seule question qui intéresse la masse entière du prolétariat anglais, ce n'est pas la nationalisation ni le gouvernement ouvrier (cette dernière question revêlera, certes, un caractère de brûlante actualité au Congrès Syndical et dans la suite), mais la lutte pour les salaires, la lutte contre le chômage et la nécessité d'une réorganisation fondamentale sur la base du centralisme de tous les organes de la classe ouvrière et, en particulier, du Congrès du Trade Union. Sans une reconstruction fondamentale de cette dernière organisation, les grandes masses ouvrières ne se représentent pas la possibilité d'une lutte couronnée de succès même pour les salaires, à plus forte raison pour la nationalisation, le contrôle ouvrier, etc. La question des salaires exige l'institution d'un état-major général du travail (General Staff of Labour).

Les chefs du mouvement ouvrier anglais ne sont jamais restés sourds à la voix des masses. Ils ont toujours réagi sur les diverses manifestations de l'état d'esprit des ouvriers, sur les aspirations de ces derniers, mais ils ont toujours réussi à canaliser dans l'opportunisme cet état d'esprit et ces aspirations qu'ils n'ont pas laissés se développer et prendre les formes de la lutte de classe. Lorsque, avant la guerre, il se manifesta chez les mineurs, les cheminots et les ouvriers des transports une forte tendance en faveur de l'union pour la communauté d'action, les chefs

firèrent bon accueil à cette tendance et créèrent la Triple Alliance, mais ils la créèrent de telle façon, ils lui donnèrent une telle forme et de tels statuts que, malgré son nom pompeux, elle ne pouvait rien faire et ne fit rien en réalité pendant toute son existence jusqu'à sa fin honteuse. Le Congrès du Trade Union est né également des revendications des masses qui voulaient une expression réelle de leur solidarité de classe. Ce Congrès, jusqu'à présent, n'a été d'aucune utilité réelle à la classe ouvrière; il se réunit seulement une fois par an, prend toutes sortes de résolutions et se clôture sans apporter aucun résultat.

Maintenant également, les chefs accueillent favorablement l'exigence sans cesse croissante d'une grande partie du prolétariat de constituer un état-major général. Mais comme toujours, ils se borneront à changer les noms des organisations désuètes et hors de service; ainsi, au lieu de Comité Parlementaire du Congrès du Trade Union, ils mettront: Conseil Général du Congrès du Trade Union, et ainsi de suite. Cela ne changera rien à l'affaire. Ils n'appliqueront pas sur tout le front du travail les principes de la centralisation. Contre ces principes ils lutteront par tous les moyens qu'ils auront à leur disposition.

Mais au prochain Congrès du Trade Union, la question de la centralisation ou de la décentralisation dans le mouvement ouvrier anglais sera la plus importante, celle qui suscitera la lutte la plus acharnée. Deux camps seront aux prises: d'un côté, les chefs, petits et grands, qui assisteront au Congrès, d'office ou en qualité de délégués, et de l'autre, les délégués des masses.

Les premiers soutiendront l'ancienne décentralisation, l'ancien chaos, tout en proposant de nouveaux noms pour les vieilles organisations; les seconds, au contraire, lutteront pour le centralisme effectif sur tout le front et pour la création d'un état-major général.

Se tenir à l'écart de la campagne qui précèdera le Congrès du Trade Union et qui a déjà probablement commencé, rester à l'écart des travaux et de la lutte du Congrès ouvrier, ne pas prendre nettement position sur une question aussi importante que la centralisation dans le mouvement ouvrier équivaudrait, pour les communistes, à perdre les chances qui leur sont offertes de devenir un parti de masse, de prendre la direction du courant qui, dans la classe ouvrière anglaise, bataille résolument pour le centralisme. Actuellement, ce courant est sans direction, sans organe de propagande et d'agitation, sans indication pratique sur la manière dont il faut et dont on pourrait mener la lutte, avant comme après le Congrès. Les seuls organes qui puissent et doivent assumer ce travail sont: 1) le Parti Communiste de Grande-Bretagne, sous la direction idéologique et avec le soutien de l'Internationale Communiste, et 2) les organes de l'Internationale Syndicale.

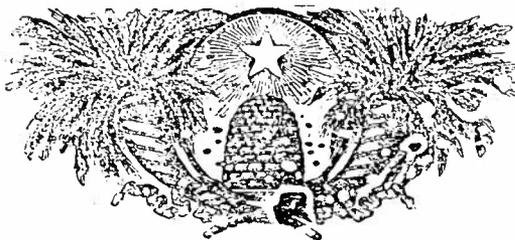
Notre parti, en Angleterre, n'a pas encore compris toute l'importance de son travail et ne lui a pas encore accordé une attention suffisante; il n'arrive pas encore à établir un lien étroit avec

les grandes masses et à devenir véritablement un parti de masse.

La raison pour laquelle le Parti Communiste Anglais n'a pas encore accordé l'attention qui conviendrait à la campagne en faveur du mouvement ouvrier, est que quelques camarades anglais se représentent difficilement que les communistes puissent soutenir l'idée de la centralisation du mouvement ouvrier, centralisation qui doit infailliblement se manifester par la création d'organes centraux entièrement composés d'opportunistes et de traîtres, et que les communistes puissent aider les Thomas, les Henderson et consorts à prendre le pouvoir dans l'état-major général du travail. Mais le meilleur argument que l'on puisse opposer à ce point de vue des camarades anglais est celui que Lénine et Zinoviev ont maintes fois développé lorsqu'ils demandaient la constitution d'un gouvernement composé de membres du Parti Ouvrier. Ce gouvernement ne ferait que discréditer les chefs traîtres et les opportunistes, pousserait encore davantage les masses à gauche, et donnerait l'impulsion au mouvement révolutionnaire. Il est plus que probable que le mouvement révolutionnaire devra passer en Angleterre par l'étape du gouvernement du Parti Ouvrier avant de devenir véritablement révolutionnaire. Il en est ainsi pour le centralisme sur tout le front du travail, à commencer par les comités unifiés d'usines pour finir à l'état-major général du travail de tout le mouvement ouvrier (que l'on ne peut actuellement, en Angleterre, distinguer du mouvement politique des ouvriers), centralisme sans lequel tout mouvement révolutionnaire est en ce moment impossible, en Angleterre. C'est

pourquoi, dans l'intérêt du mouvement révolutionnaire, il est indispensable que le parti soutienne de toutes ses forces et même dirige le mouvement des masses ouvrières vers le centralisme sur toute la ligne, vers la création d'un état-major général, et cela sans se laisser troubler par le fait que, pendant un temps encore, le pouvoir sera aux mains des chefs opportunistes et leaders traîtres. Les ouvriers attendent de l'état-major général la solution de toutes les questions qui les touchent le plus vivement, comme la question des salaires. C'est là une illusion, nous en convenons, mais cette illusion a envahi et continue à envahir des masses de plus en plus nombreuses. C'est pourquoi il nous faut contribuer de tout notre pouvoir à la faire disparaître. Nous savons que l'état-major général ne supprimera point les conditions objectives qui engendrent le chômage, la baisse des salaires, etc., et que, tôt ou tard, cet état-major sera renversé par les masses ouvrières qui l'auront constitué. Mais les masses doivent comprendre que l'état-major général (des opportunistes et des traîtres) ne donnera pas aux ouvriers ce que ces derniers en attendent, ne justifiera pas les espérances qu'ils ont fondées sur lui, ce dont les masses se convaincront bientôt après sa création. En attendant, la question du centralisme et de la création d'un état-major général du travail est à l'ordre du jour, et tôt ou tard cet état-major sera constitué. Notre tâche consiste à accélérer le processus de sa formation, afin de franchir au plus vite cette étape pour pouvoir continuer notre route en avant.

M. BORODINE.





FRAINA.

LA SITUATION EN AMÉRIQUE

Quoique très nette, la situation actuelle en Amérique est pourtant des plus compliquées. La crise économique est extrêmement grave, le commerce extérieur baisse, mais le capitalisme américain n'en est nullement ébranlé. Le nombre des sans-travail atteint quatre à cinq millions; cependant, pas la moindre énergie, pas la moindre action révolutionnaire. Une bataille acharnée se livre en ce moment entre le Capital et les syndicats, mais c'est le Capital qui est l'agresseur; les syndicats, eux, restent sur la défensive à laquelle ils semblent s'être définitivement résignés. La furieuse réaction nationaliste et les répressions sauvages, qui sévissent dans le pays, n'ont pu faire sortir les masses de leur inertie. Le monopole comprime le peuple plus fortement que jamais, mais, plongée jusqu'au cou dans l'impérialisme, la *petite bourgeoisie* ne fait pas entendre la moindre protestation. En dépit ou peut-être à cause de la crise industrielle, le capitalisme américain se prépare à une offensive économique et financière mondiale, mais cette offensive est continuellement remise et ne se traduit pas par des actes. Quelques symptômes de la désagrégation prochaine commencent à se manifester, la concentration des forces révolutionnaires s'effectue, mais ce ne sont là, jusqu'à présent, que des facteurs potentiels dans le développement de la révolution prolétarienne.

Comment expliquer la complexité de cette situation, en apparence si simple? Par le fait que, dans les conditions où se trouve l'Amérique; l'explosion de la crise dépend presque entièrement de la tournure que prendront les événements dans le reste du monde.

L'attitude de l'Amérique est celle de «l'observation vigilante». Elle attend le développement des événements dans le domaine de l'industrie, du commerce, des finances et de la révolution. L'impérialisme américain a conquis le pouvoir mondial, mais ce pouvoir n'est pas solide, car le monde tout entier est ébranlé par la crise économique et la révolution prolétarienne.

D'où la politique double de l'Amérique: d'une part, le désir d'étouffer la révolution mondiale, désir qui se manifeste par les répressions contre les communistes américains et le boycottage de la Russie soviétiste; d'autre part, le désir de reconstituer économiquement et financièrement le monde, ce à quoi tendent les préparatifs lents, mais systématiques, à l'immixtion dans les affaires européennes (malgré le refus d'entrer dans la Société des Nations).

I.

La situation économique de l'Amérique avant et après la guerre

Avant la guerre, l'industrie américaine était renommée pour sa capacité de production. Grâce à l'emploi généralisé des machines, à une réglementation minutieuse de la production, à l'intensification et à la division du travail, elle produisait beaucoup et à bon marché. Quoique le prix de la main-d'œuvre fût plus élevé qu'en Allemagne et en Angleterre, l'Amérique pouvait concurrencer avec succès ces pays. Dans la production du fer et des produits manufacturés en général, les États-Unis occupaient la première place parmi les différents pays du monde; en outre, ils exportaient des quantités énormes de produits agricoles et de matières brutes. Mais, ni dans le commerce, ni dans l'industrie ils n'avaient encore l'hégémonie mondiale.

Ce fut la guerre qui consacra définitivement l'hégémonie économique de l'Amérique.

Pendant les deux premières années de la guerre (avant la participation de l'Amérique), l'Entente dut acheter des produits industriels et agricoles à l'Amérique. Pour faire face aux demandes de ses clients européens, celle-ci accrut considérablement sa production. L'Entente réclamant une quantité formidable de munitions de guerre et d'articles manufacturés de toutes sortes, l'industrie de l'acier et du fer se développa prodigieusement en Amérique, où les usines se multiplièrent avec une rapidité extraordinaire; quant à l'industrie agricole, elle dut fournir également les alliés de produits alimentaires: ce fut alors pour elle véritablement le règne de l'âge d'or. De l'agonie et de la mort de l'Europe les États-Unis se firent une source de bénéfices fabuleux.

Ce développement extraordinaire de l'industrie (et, par suite, du capital d'exportation) transforma la puissance potentielle mondiale de l'Amérique en une force réelle. Mais comme l'hégémonie mondiale était l'enjeu de la guerre, l'Amérique ne pouvait rester neutre; elle fut obligée, en fin de compte, d'y participer.

Mais, quoique l'Amérique eût créé une armée de quatre millions d'hommes, sa participation à la guerre porta surtout un caractère industriel. Sous l'influence du gouvernement, toute l'industrie du pays fut mobilisée et dut servir exclusivement à la guerre. Mais la mobilisation prévoyait aussi les

besoins de la période qui suivrait la guerre; chaque entreprise industrielle se constituait ou s'agrandissait de façon à pouvoir être facilement adaptée à la production du temps de paix. Ainsi, l'Entente manquant de moyens de transport, le gouvernement américain construisit une grande quantité de navires, de sorte que, actuellement, les Etats-Unis possèdent une industrie de constructions navales plus développée que celle de l'Angleterre, dont ils menacent la suprématie commerciale.

Avant la guerre, l'Amérique n'exportait que très peu de capitaux; en réalité, elle en importait même, et le chiffre de ses dettes atteignait environ 3 milliards de dollars. Les deux premières années de la guerre suffirent à changer radicalement cette situation et, au moment présent, les Etats-Unis sont le créancier de tous les autres pays du monde, pour une vingtaine de milliards de dollars au total.

La guerre qui détruisit l'appareil économique de l'Europe (sauf celui de l'Angleterre, qui n'est qu'affaibli) vivifia, développa et perfectionna celui des Etats-Unis. Elle épuisa les réserves de capitaux en Europe, mais les augmenta en Amérique. Ce fut un changement sans précédent dans la situation économique.

Au moment de la conclusion de l'armistice (novembre 1918), l'Amérique se trouva être le pays produisant le plus de richesses et possédant le plus de capitaux. Devant elle s'ouvraient des perspectives infinies: elle détenait la suprématie mondiale dans les domaines financier et économique.

Dans la grande bataille que l'Angleterre et l'Allemagne s'étaient livrée pour la domination du monde, le vainqueur était l'Amérique.

L'Amérique était la principale force mondiale. C'est ce que Wilson marquait déjà dans les termes du pacte de la Société des Nations. Mais la Société des Nations se heurta en Amérique à la résistance acharnée de deux grands courants qui, dans leur ensemble, englobaient l'immense majorité des Américains. Une partie de la population était opposée à la Société des Nations, dans laquelle elle voyait la consolidation de l'hégémonie de l'Angleterre; l'Amérique, disait-on, ne devait pas agir au détriment de sa puissance, elle ne devait pas se mettre sous la dépendance d'une force quelconque, susceptible d'entraver le développement ultérieur de sa puissance; il lui fallait, en particulier, conserver son indépendance pour la lutte contre l'Angleterre, qui tenterait inévitablement de reconquérir son hégémonie. Pour une autre partie de la population, la puissance mondiale de l'Amérique devait s'exprimer uniquement dans le domaine des affaires, dans le domaine du commerce et de l'industrie.

Pendant que, entraîné par Clémenceau dans le fourbillon verlineux de la politique réactionnaire du gouvernement français, Wilson luttait pour la Société des Nations et qu'un groupe infime de républicains menait une politique nettement impérialiste, la majorité des Américains se laissaient aller à des rêves séduisants: Nous avons gagné la guerre, se disait-on, nous en avons re-

liré des bénéfices immenses, l'Europe nous doit une masse d'argent, et il faudra qu'elle paye; comment payera-t-elle, c'est son affaire; quant à nous, nous allons continuer à produire et à vendre pendant que l'Europe sera occupée à rassembler le paiement de sa dette. Ce point de vue gagna rapidement en influence et, lorsque le Sénat américain eut rejeté la participation de l'Amérique à la Société des Nations, il prit définitivement le dessus. Heureux de sa prospérité, indifférent à la situation tragique du monde à l'agonie, le pays se renferma en lui-même et, étouffant de bien-être matériel, les Américains, repus, gorgés, condescendirent, tout en restant sur le terrain pratique (c'est pourquoi la Russie Soviétiste ne reçut rien), à jeter à l'Europe en détresse quelques os à ronger.

Mais les Américains s'étaient grossièrement trompés dans l'appréciation des principaux facteurs de la situation mondiale. Ils avaient compté que l'Europe se relèverait rapidement et s'arracherait les marchandises que, seuls, ils pouvaient lui fournir.

L'année 1919 sembla justifier leurs prévisions. La balance du commerce extérieur de l'Amérique accusa un bénéfice de 4 milliards de dollars; l'Europe en détresse, manquant de tout, engageait son avenir pour satisfaire aux besoins de sa vie courante. Mais en 1920, les symptômes de la baisse du commerce commencèrent à se manifester. La balance commerciale se solda par un bénéfice de 3 milliards de dollars seulement (les exportations, comparativement à l'année 1919, avaient augmenté de 300 millions de dollars, mais les importations de 1.375.000.000). Encore ces chiffres sont-ils illusoire, car leur élévation s'explique en partie par la hausse générale des prix. Si l'on se base sur les prix de 1919, il faut reconnaître qu'en 1920 le commerce extérieur de l'Amérique a diminué de 700 millions de dollars. Quant aux exportations en Europe, elles sont tombées, à elles seules, de 700 millions de dollars par rapport aux prix de 1920, mais cette somme doit être considérablement augmentée si l'on se réfère aux prix de 1919.

A noter en outre, que pour permettre les échanges commerciaux on a dû fournir à l'Europe, dès la conclusion de l'armistice, des crédits très étendus qui, maintenant, se montent à 4 milliards de dollars.

Dès 1919, des symptômes d'une crise économique imminente se manifestaient; l'industrie américaine produisant beaucoup plus qu'elle ne pouvait écouler, il lui avait fallu réduire sensiblement sa production. Le développement extraordinaire des opérations financières et du crédit, ainsi qu'une baisse de 25% sur les prix de gros, faillit provoquer la crise. La liquidation était dans l'air, la panique financière commençait. Mais cette panique fut prévenue par l'application du «système de la Réserve Fédérale» (système d'union bancaire établi par l'administration de Wilson et réalisant le rêve longtemps caressé d'une «Banque Centrale», unique pour tout le pays).

Telle était donc la situation en 1920: réduction du commerce extérieur, symptômes de pa-

rique financière, fermeture des usines, diminution des bénéfices des chemins de fer, réduction des transports maritimes et chômage.

Malgré ces prodromes menaçants, les milieux commerciaux continuaient leur politique d'isolement. Le mot d'ordre général était: «Laissons l'Europe se débrouiller seule et occupons-nous de faire des affaires».

Mais il était impossible de «faire des affaires». L'industrie américaine avait une énorme capacité de production, mais la capacité d'achat de l'Europe était extrêmement limitée. Comme cette dernière ne pouvait payer, les maisons américaines commencèrent à lui rogner les crédits. L'Europe payait tout en or, affaiblissant d'autant son encaisse métallique, seule garantie de sa solvabilité; en Amérique, la quantité d'or avait tellement augmenté que les commerçants américains se demandaient avec inquiétude ce qu'ils allaient bien pouvoir en faire. La situation devenait presque catastrophique. Les usines commençaient à fermer leurs portes; la moitié de la flotte de commerce restait inutilisée, le chômage croissait dans des proportions effrayantes. Dans l'espace de six mois (novembre 1920-mai 1921), le commerce extérieur de l'Amérique était tombé de 50%, et cela presque exclusivement par suite de la réduction des échanges commerciaux avec l'Europe.

II.

Caractère et buts de l'impérialisme américain

C'est dans ces conditions que le président Harding fut élu et entra en fonctions. Durant la campagne électorale, on supposait que l'avènement au pouvoir du parti républicain—parti de l'expansion et de l'impérialisme américains—marquerait le début d'une ère de politique extérieure «libérale». Mais la pression des facteurs économiques et politiques, qui avait forcé Wilson à devenir impérialiste (sinon en paroles, du moins en actes), contraignit Harding à mener une politique conforme aux intérêts de la puissance mondiale que représentait l'Amérique. L'impérialisme qui sévissait aux Etats-Unis ainsi que la crise mondiale avec toutes ses conséquences obligèrent le président Harding à mener en fait (sauf dans la question de la Société des Nations) la même politique extérieure que son prédécesseur. La seule différence, c'est que Wilson pontifiait constamment et n'employait que le style noble, tandis que le nouveau président s'exprime dans le jargon de l'homme d'affaires américain...

Les gens qui se figurent que ce sont les phrases et les mots d'ordre qui déterminent la politique d'une nation avaient fondé de grandes espérances sur le président Harding. Mais ils furent cruellement déçus. On pensait que Harding allait mener une politique «d'isolation», mais le 24 mai, à une réunion d'industriels et de banquiers, il fit la déclaration suivante: «Les Etats-Unis n'ont jamais pu et ne pourront jamais conserver l'isolation politique. La guerre a fait de

nous les créanciers du monde entier»... On croyait que Harding allait immédiatement renouer les relations commerciales avec la Russie; mais la note du secrétaire d'Etat, Hughes, au gouvernement soviétiste montra clairement que, de même que Wilson, Harding était opposé à la reprise de ces relations. On se disait que, sous une forme ou sous une autre, Harding allait venir en aide à l'Allemagne (de quelle façon, on ne le savait pas encore exactement); ce fut le contraire qui arriva, si l'on en juge par les sommes extorquées à l'Allemagne par l'Entente pour payer ses dettes à l'Amérique. On pensait que Harding répudierait le traité de Versailles, mais ce traité défend la domination du capitalisme en Europe et est dirigé contre la révolution prolétarienne. C'est pourquoi il sera, sous une forme ou sous une autre, ratifié par le gouvernement de Harding (à l'exclusion des clauses relatives à la Société des Nations), qui se bornera à y introduire les réserves et les modifications de détail exigées par les intérêts de l'Amérique. On croyait que Harding allait «boycotter» l'Europe; le nouveau gouvernement américain, au contraire, s'imposait obstinément dans les affaires de l'Europe, et si cette dernière ne veut pas ou ne peut pas aller à l'Amérique pour ses achats et paiements, l'Amérique ira à elle.

L'indétermination, les oscillations de la politique extérieure des Etats-Unis proviennent de ce que la guerre a trop rapidement gratifié l'Amérique de l'hégémonie économique et financière: les Américains n'ont pas eu le temps d'élaborer une politique mondiale déterminée et, dans leur politique actuelle, ils continuent de se baser sur leur situation géographique et des considérations purement mercantiles.

Avant la guerre, l'impérialisme américain poursuivait surtout des buts nationaux; dans les questions de politique mondiale, il ne sortait pas des limites fixées par la doctrine de Monroe: «L'Amérique aux capitalistes américains». L'impérialisme américain s'était constitué après la guerre civile (1861-1865), au moment de la construction des grandes voies ferrées traversant tout le continent et ouvrant l'Ouest à l'exploitation capitaliste. Durant 20 ans, l'Ouest fut pour l'impérialisme américain une sorte de colonie; la situation des émigrants y était la même que celle des peuples coloniaux. Les Etats-Unis ne connaissaient alors que les formes purement nationales de l'impérialisme: le monopole, la domination du capital financier, le capitalisme d'Etat, l'exploitation intensive du travail. Quant aux formes internationales de l'impérialisme, elles ne se développèrent qu'assez lentement. Même la guerre impérialiste avec l'Espagne (1898), l'annexion des îles Philippines et le percement du canal de Panama ne parvinrent pas à donner à l'impérialisme américain une politique internationale déterminée. Quelque étrange que cela puisse paraître, la dernière guerre même n'a point créé cette politique qui, jusqu'à présent, n'a été conçue que par un tout petit groupe.

Mais la politique ne peut rester longtemps indépendante de l'économie. L'Amérique a atteint à l'hégémonie mondiale, et celle-ci tend invinciblement

blement à se développer. Lentement mais sûrement, l'Amérique élabore une politique mondiale, à tendance agressive et impérialiste. L'impérialisme américain est un colosse qui, des pieds s'appuyant fortement sur l'Amérique du Sud, étend un bras pour saisir la Chine et l'Asie, et l'autre pour saisir l'Europe.

On peut considérer l'Amérique latine (Mexique, Amérique Centrale et Amérique du Sud) comme la base coloniale de l'impérialisme américain. Les Etats-Unis exercent un protectorat politique sur Cuba, un protectorat militaire sur toutes les républiques de l'Amérique Centrale, et se disposent à conquérir le Mexique. Quant à l'Amérique du Sud, elle se trouve sous la domination du capital américain.

Avant la guerre, l'Angleterre et l'Allemagne, en dépit de la doctrine de Monroe, avaient dans l'Amérique du Sud des intérêts plus considérables que les Etats-Unis. Mais actuellement tout est changé: l'Allemagne a été expropriée, l'influence de l'Angleterre est ébranlée, et la suprématie, tout au moins la suprématie commerciale, appartient incontestablement aux Etats-Unis. En 1910, le commerce des Etats-Unis avec l'Amérique latine était de 689 millions de dollars, en 1912 de 818 millions de dollars, en 1915 de 1 milliard de dollars, et en 1920 de 3.378.185.567 dollars (1.940.144.950 dollars de plus qu'en 1919). Les cinq premiers mois de 1921 accusent, il est vrai, une diminution, mais insensible.

Cependant, la puissance des Etats-Unis en Amérique latine ne se mesure pas seulement au chiffre des affaires. Ce qui est beaucoup plus important, c'est l'exportation des capitaux et des machines destinés à mettre en valeur les vastes territoires encore incultes de l'Amérique latine. Les Etats-Unis sont un immense réservoir de capital disponible; ils produisent une énorme quantité de machines, et tout cela doit être exporté. Il faut encore tenir compte d'un facteur important: le naphte. Les Etats-Unis avec le Mexique détiennent en fait le monopole du naphte. Or, la possession des sources de naphte est, à l'heure actuelle, une condition nécessaire de l'hégémonie mondiale. C'est pourquoi les Etats-Unis s'efforcent de mettre la main sur les sources de naphte du Mexique; ainsi que des autres pays de l'Amérique latine. En outre, les Etats-Unis importent actuellement une quantité énorme de matières brutes, dont l'Amérique latine est également abondamment pourvue.

Tout nous montre que l'Amérique latine marche en ce moment vers la fusion industrielle et financière avec les Etats-Unis. Cette «avance au Sud» joue en ce moment dans l'histoire de l'Amérique le même rôle que celui qu'a joué, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'«avance à l'Ouest».

La doctrine de Monroe est devenue le mot d'ordre politique de cette «avance au Sud»; on l'utilise pour contester le droit des puissances étrangères (sauf des Etats-Unis) aux concessions de naphte ou autres dans les républiques de l'Amérique latine, et cela sous le prétexte que ces concessions sont un danger pour l'indépendance politique de ces républiques.

Le président Harding mène une politique systématique de consolidation et d'agrandissement de la domination économique des Etats-Unis en Amérique latine. Le programme qu'il développe prévoit le contrôle industriel, financier et, en cas de nécessité, militaire sur l'Amérique latine, qui devient ainsi une base solide pour l'impérialisme des Etats-Unis dans sa lutte pour le maintien et l'extension de sa puissance mondiale. C'est ainsi que naguère le contrôle de l'Europe Centrale, jusqu'à la Turquie y comprise, devait former la base de la domination mondiale de l'Allemagne.

La politique traditionnelle de l'Amérique en Chine était la politique de «la porte ouverte», c'est-à-dire la politique de l'égalité des droits et des avantages économiques pour toutes les nations. Cette politique fut en partie abandonnée en 1915 par Wilson qui, par le traité Lansing-Ishii, reconnut que la contiguïté des territoires japonais et chinois conférerait au Japon des «droits spéciaux» en Chine. Cet acte eut le don de provoquer la fureur des impérialistes contre Wilson.

A l'heure actuelle, l'Amérique n'a pas d'intérêts particulièrement importants en Chine, où le commerce est peu développé et le besoin des capitaux relativement faible. Mais la Chine développe rapidement son commerce, et sa force potentielle est immense. L'éveil économique de la Chine est inévitable; ce pays doit certainement, dans l'avenir, absorber une quantité énorme de capitaux et de produits métallurgiques. C'est pourquoi les Etats-Unis (malgré le traité Lansing-Ishii et le consentement donné par Wilson de céder le Chan-toung au Japon) mènent en ce moment une lutte intensive pour empêcher l'hégémonie du Japon en Chine. Les rapports entre l'Amérique et le Japon deviennent de plus en plus tendus; dans les deux pays, il existe de puissants partis menant une agitation directe en faveur de la guerre.

L'hégémonie sur la Chine est une nécessité pour l'impérialisme japonais; le Japon impérialiste doit ou s'agrandir ou périr. Mais, dans une lutte purement industrielle et financière contre l'Amérique qui le surpasse infiniment par ses ressources industrielles et financières, le Japon est voué d'avance à la défaite. Les Etats-Unis préparent une offensive économique en Chine. En réponse, le Japon s'arme fiévreusement et consolide son influence politique en Chine.

Dans cette lutte pour la Chine, le différend ne peut être franché pacifiquement, car la Chine, nécessaire en ce moment au Japon, deviendra bientôt — quand tous les autres marchés seront saturés — aussi nécessaire à l'Amérique pour l'exportation de son capital et l'écoulement de ses produits.

La lutte pour la Chine entre l'Amérique et le Japon deviendra inévitablement une lutte pour la suprématie dans l'Océan Pacifique. Mais si cette lutte se transforme en guerre, elle deviendra une lutte pour la suprématie mondiale, lutte dans laquelle l'Angleterre, par suite de sa rivalité avec l'Amérique, sera fatalement entraînée.

Une guerre américano-japonaise ne peut pas avoir d'influence immédiate sur la politique de l'Internationale Communiste; mais si la révolution

prolétarienne se développe plus rapidement, cette guerre (dans laquelle seront entraînés l'Angleterre et les autres pays) deviendra inévitable et aura une importance immense pour l'Internationale.

Les rapports de l'Amérique avec l'Europe sont déterminés avant tout par la créance qu'elle a sur cette dernière. Quelle est la dette de l'Europe? Elle atteint 18 milliards de dollars et se répartit comme suit: emprunts consentis par le gouvernement américain à l'Angleterre, à la France, à l'Italie et à la Belgique (avec le paiement des intérêts)—11 milliards de dollars; autres emprunts et crédits commerciaux—3 milliards; crédits commerciaux, accordés depuis la conclusion de l'armistice—4 milliards.

La stabilité de la situation économique de l'Amérique dépend du remboursement de ces dettes et de ces crédits. Le paiement peut être effectué uniquement en marchandises, par voie commerciale ou par placement de capitaux. Le paiement en or est impossible: l'Europe en possède trop peu. En outre, l'Amérique détient presque la moitié de tout l'or de la terre et éprouve de ce fait un certain marasme financier. «Il serait mieux», déclarait récemment le président Harding, «que cet or fût resté dans les coffres-forts de l'étranger, où il garantirait la stabilité des cours et du marché des changes, absolument indispensable pour le commerce international». Ce dont il s'agit, en effet, c'est de restaurer l'industrie et le commerce de l'Europe, dont l'état est presque désespéré. L'Amérique possède un puissant appareil de production, elle a des navires pour transporter ses produits; mais tout cela est inutile, car le consommateur n'est pas en état d'acheter; il s'agit donc de venir financièrement en aide à ce dernier.

L'Europe doit payer en marchandises. Mais les milieux commerciaux de l'Amérique, de même que le congrès, sont encore sous l'influence des anciennes idées protectionnistes: ils voudraient le relèvement des tarifs douaniers. La question suscite des disputes acharnées, mettant à nu les extraordinaires contradictions internes qui sont le propre de l'impérialisme.

D'autre part, les milieux commerciaux américains commencent à comprendre que le rétablissement du commerce normal ne sera possible que si l'on accorde à l'Europe de nouveaux crédits, encore plus considérables que les précédents. Il s'est formé des sociétés pour la commandite du commerce extérieur. Le Conseil du Commerce Extérieur a adopté, le 7 mai, la résolution suivante:

«Le rétablissement des conditions normales dépend en grande partie du développement du commerce extérieur. Les Etats-Unis devront maintenant augmenter suffisamment leurs importations et leurs exportations pour triompher du chômage et permettre aux nations qui sont les débitrices des Etats-Unis de faire face à leurs obligations. L'issue à la situation actuelle est dans le crédit à long terme, dont l'Europe a un besoin si pressant et qu'il nous faudra lui fournir à des conditions avantageuses. Tant que ce crédit ne sera pas accordé, ce sera, en Europe et chez nous, le marasme économique.»

De sa propre initiative, le gouvernement de Harding a déjà esquissé le programme du crédit commercial à fournir à l'Europe. Mais ce projet s'élabore lentement, car l'Amérique cherche à profiter de ce nouveau crédit pour imposer à l'Europe son hégémonie industrielle et financière.

L'Amérique exerce déjà un contrôle financier sur l'Europe. Lorsque les nouveaux crédits seront accordés, ce contrôle deviendra beaucoup plus rigoureux, d'autant plus que les Américains ont engagé des capitaux énormes dans les entreprises industrielles européennes, dont ils ont acheté une partie. En outre, l'Amérique devra, pour ces nouveaux crédits, recevoir des garanties, et ces garanties seront surtout les entreprises industrielles les plus importantes, qui lui permettront (comme cela a déjà lieu en Autriche) de mettre la main sur les richesses naturelles de l'Europe. Si l'Europe se relève au point de vue industriel et s'acquille envers l'Amérique, l'argent provenant du paiement de ses dettes constituera un capital disponible, dont la majeure partie sera de nouveau engagée dans l'industrie européenne et renforcera ainsi la domination de l'Amérique. C'est là un fait dont les conséquences ont commencé à se faire sentir même avant la nouvelle politique de Harding, et qui a été signalé par un publiciste de la *Fortnightly Review* de Londres: «Il n'est pas impossible, écrit celui-ci, que la vente des entreprises européennes aux Américains fasse de l'Europe la vassale, sinon la colonie des Etats-Unis.»

Si cette tendance continuait à se développer jusqu'à ses conséquences logiques extrêmes (nous laissons pour le moment de côté des facteurs tels que l'Angleterre et la Russie soviétique), l'Europe, privée de toute initiative et de toute indépendance, deviendrait la tributaire de l'impérialisme américain, l'esclave de l'Amérique. Financièrement et industriellement, elle se transformerait en une colonie où les employeurs se trouveraient sous le joug du capital américain, et les ouvriers sous le double joug du capital européen et du capital américain.

Dans cette lutte pour l'hégémonie mondiale, l'Europe sera fatalement vaincue. C'est ce qu'a mis en lumière un savant français, A. Demarçon qui, dans son ouvrage, *Le Déclin de l'Europe*, écrit: «Nul ne peut contester que l'hégémonie de l'Europe, qui a détenu la suprématie jusqu'à la fin du XIX^e siècle, soit en train de passer à d'autres pays. Nous assistons à un déplacement du centre de gravité mondial. Ce changement extraordinaire a déjà eu pour résultat de faire de l'Europe, qui a été la mère de tant de colonies, le champ de la colonisation américaine. Aucun pays européen, le plus arriéré comme le plus avancé, ne pourra se soustraire à l'influence de cet état de choses.»

Il y a deux ans, il semblait que l'Europe fût destinée à devenir la colonie de l'Angleterre. Mais maintenant, d'après le publiciste de la *Fortnightly Review*, l'Angleterre elle-même est menacée de tomber sous le protectorat de l'Amérique... C'est l'Amérique qui est en ce moment le plus grand fournisseur de capitaux, c'est New-York qui, au lieu de Londres, devient le banquier mondial. L'Amérique est actuellement le plus grand

fournisseur de marchandises; elle augmente sans interruption ses exportations d'articles manufacturés. Or c'est justement sur ce genre d'exportations qu'était basée naguère la domination de l'Angleterre (de 1880 à 1890, les exportations américaines de produits manufacturés représentaient 15%, pendant les années qui précéderent la guerre elles atteignaient 30%, pendant et après la guerre 50% de l'exportation mondiale totale). En même temps, la puissante flotte commerciale, construite par l'Amérique pendant la guerre, menace la suprématie navale de l'Angleterre (d'autant plus que dans le commerce avec l'Orient, le Canal de Panama prend une importance prépondérante sur le canal de Suez). Mais ce qui est le plus grave pour l'Angleterre, c'est que la productivité du travail croît incessamment en Amérique, tandis qu'en Angleterre elle ne fait que baisser (un ouvrier américain produit trois fois plus qu'un ouvrier anglais). L'Amérique est en passe de prendre la place de l'Angleterre et de devenir le producteur et le marchand mondial par excellence, le maître des transports maritimes et du crédit mondial.

La lutte entre l'Angleterre et l'Amérique se manifeste dans toutes les parties du monde, mais elle revêt un caractère particulièrement aigu en Europe. L'Europe devient l'arène d'un grand conflit: sera-t-elle la colonie de l'Angleterre ou celle de l'Amérique? La France s'imagine pouvoir défendre l'Europe de l'hégémonie qui la menace, en concluant des accords militaires et politiques avec les Etats nouvellement formés (Pologne), mais ces derniers ainsi que la France elle-même se trouvent sous la dépendance de l'Angleterre et de l'Amérique. Maintenant que la guerre qui a épuisé l'Europe est finie et n'est plus, par suite, un facteur décisif, maintenant que la politique française a subi une défaite complète, la France, de même que toute l'Europe capitaliste, est destinée à devenir la colonie de l'Angleterre ou de l'Amérique. Instinctivement, en quelque sorte, Lloyd-George apprécie justement la situation. Ses derniers actes (tel son discours sur la situation en Haute-Silésie) indiquent qu'il considère le problème européen comme un problème économique et financier, tandis que la France - et la Pologne en cherchant la solution dans des combinaisons politiques et des mesures militaires. Lloyd-George veut en finir avec cette agitation militaire et politique, afin que l'Angleterre puisse en toute sécurité restaurer sa production et entreprendre la lutte suprême pour la domination du monde.

Cette lutte décidera du sort de l'Angleterre. La défaite de cette dernière serait pour elle une

régression qui équivaldrait à l'effondrement total. Mais une nation puissante ne saurait renoncer à sa suprématie sans recourir à la force des armes. Et ainsi, ce sera une nouvelle guerre mondiale, dont les principaux participants seront l'Angleterre, l'Amérique et le Japon.

Dans cette guerre, l'Europe est vouée d'avance au rôle de victime. Dans les cadres du capitalisme, l'Europe ne peut avoir ni indépendance, ni initiative.

Mais, au point de vue historique, il n'existe au fond que deux grandes puissances mondiales: l'Amérique, avec les innombrables contradictions de son impérialisme, et la Russie soviétiste qui personnifie tous les facteurs contribuant à la révolution prolétarienne.

L'Amérique, en tant que force impérialiste mondiale, s'efforce de soumettre le monde à son pouvoir. Durant les sept dernières années, elle a augmenté sa richesse nationale de 50 milliards de dollars; elle dispose d'immenses ressources naturelles et s'efforce d'étendre encore sa domination sur de nouveaux pays; force économique puissante, elle fait, dans le domaine économique, la loi au monde entier.

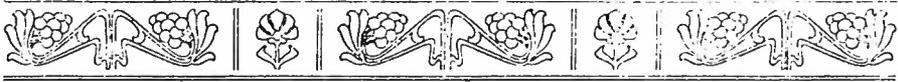
En tant que force révolutionnaire mondiale, la Russie soviétiste s'efforce de libérer le monde par la révolution prolétarienne. Meurtrie, affamée, persécutée par le monde capitaliste, la Russie soviétiste a su pourtant, grâce à sa politique révolutionnaire, échapper au danger de devenir une colonie de l'Angleterre et de l'Amérique. La Russie révolutionnaire peut passer des compromis, faire des concessions, mais par tous ses actes elle appelle le monde à la révolution prolétarienne.

La Russie soviétiste a su échapper à la menace de la colonisation; bien plus, elle continue son offensive révolutionnaire, et c'est là un fait d'une importance historique mondiale.

La révolution mondiale est devenue un duel formidable entre l'Amérique bourgeoise et la Russie soviétiste. L'Amérique représente toutes les forces de l'impérialisme, lesquelles tendent à la «restauration» du capitalisme; la Russie représente toutes les forces du communisme révolutionnaire, tendant à la destruction du capitalisme. L'Amérique a partout à sa disposition la totalité des forces du capitalisme qu'elle se soumet progressivement; la Russie soviétiste dispose des forces révolutionnaires de tous les pays (particulièrement de l'Europe et de l'Asie) et, peu à peu, libère le monde.

FRAINA.





William HAYWOOD.

LE TRAVAIL DES ENFANTS ET LA PHILANTHROPIE AMÉRICAINE

Le régime capitaliste, aux États-Unis, cherche à dissimuler ses turpitudes sous le voile de la philanthropie. La Croix Rouge, l'Association des leu-nesses chrétiennes, les sociétés de bienfaisance distribuent des dons dans huit pays différents du monde. Les enfants, dans ces malheureux pays, sont assistés aux frais des enfants des États-Unis.

Mais, ces secours que dispensent avec une telle prodigalité les richards américains ne sont que le produit du labeur de leurs millions d'esclaves, réduits actuellement à des sulaires de famine et privés de l'accès à la terre, aux fabriques et aux usines qu'ils ont construites et outillées eux-mêmes.

C'est parce qu'elles ont produit de trop grandes richesses, que les masses ouvrières sont condamnées au chômage par leurs exploiters.

Et pendant que des machines qui sont le dernier mot de la technique rouillent et s'abiment, les ouvriers végètent et dépérissent dans l'inaction.

Des centaines de milliers d'enfants meurent de faim aux États-Unis. Le chômage n'en est pas la seule cause; les enfants meurent de faim même quand leurs parents ont du travail. L'auteur de ces lignes se souvient d'une grande grève dirigée contre le frust américain de la laine et du coton à Lawrence, et à la direction de laquelle il participa. Pour tenir plus longtemps, il fut décidé alors d'envoyer des centaines d'enfants de grévistes dans les autres villes.

Arrivés aux lieux de leur résidence provisoire, ces enfants furent examinés par des médecins en vue qui reconnurent qu'ils souffraient tous, sans exception, de l'insuffisance d'alimentation et, par suite, dépérissaient lentement, et pourtant leurs parents, avant la grève, avaient constamment du travail et produisaient des quantités énormes de lainages et de colonnades, mais ils étaient payés plus mal que les derniers ouvriers dans n'importe quel pays du monde. Voilà pourquoi leurs enfants mouraient de faim.

Les marchandises que fabriquaient ces ouvriers provenaient de la matière brute extraite, par le travail des enfants, dans les plantations de coton des États du Sud. Dans ces États, la loi n'interdit pas le travail des enfants en bas âge aux plantations et aux usines. On a vu des pétitions signées par des enfants de sept ans, qui usaient leur santé pour des maîtres inhumains; mais ces derniers jouissent d'une influence considérable à la Cour Suprême des États-Unis, et les neuf canailles sans cœur et sans âme constituant cet

organe qui incarne la sagesse d'un peuple de 100 millions d'hommes ont décidé que la loi limitant l'âge des enfants employés dans des entreprises quelconques était incompatible avec la constitution. Comment concevoir qu'il existe au monde un mouvement qui, se proclamant socialiste, ose soutenir consciemment une telle constitution?

La Fédération Occidentale des Mineurs a, la première, adopté une décision interdisant aux enfants de moins de seize ans le travail à l'intérieur des mines et leur attribuant un salaire égal à celui des ouvriers adultes. Cette Fédération n'admet pas l'apprentissage. Si l'adolescent est d'âge à travailler, il doit recevoir un salaire égal à celui des ouvriers adultes.

Il est triste de constater que l'organisation des houilleurs, qui englobe presque un demi-million d'hommes, n'a absolument rien fait pour protéger le travail des enfants. Les houilleurs des États-Unis emploient toute une armée de jeunes garçons. On se sent véritablement le cœur serré en assistant au défilé de cette longue théorie de gamins, sales, noirs, mornes, en haillons, qui, leur journée de travail terminée, se traînent péniblement chez eux avec le petit panier où ils ont apporté leur frugal repas.

Il existe, à la Nouvelle-Orléans, une honorable société qui porte le nom de Compagnie *Violette*; elle s'occupe de la mise en boîte des crevettes et utilise principalement le travail des enfants. Chaque année, on amène de New-York et des autres villes à la Nouvelle-Orléans des masses d'orphelins qui sont embauchés par la Compagnie *Violette*. Ces enfants sont frappés par un mal spécial à leur profession: les réactions chimiques provoquées par les crevettes leur rongent complètement la chair des doigts. Les patrons ne s'en sont pas souciés jusqu'au moment où ils ont remarqué que l'acide qui rongait les doigts des enfants corrodait également les boîtes de conserves. Et ce sont ces empoisonneurs d'enfants dans leur pays qui se posent en bienfaiteurs de l'enfance à l'étranger.

Les actionnaires des fabriques de boîtes de conserves à New-York, bien connus également par leurs généreuses donations, ne sont pas plus humains envers les enfants, qui sont la source de leurs bénéfices. Durant la saison de la mise en boîtes, ils obligent des enfants de 9 à 10 ans à travailler jusqu'à seize heures par jour.

Les gantiers de l'Etat de New-York ont libéralement installé dans les écoles primaires des machines, et les enfants sont obligés de faire un appren-

lissage qui dure toute la première période de leurs études scolaires, ce dont ils sont généreusement récompensés par l'octroi de certificats spéciaux. Mais ces fabriques ne sont pas les seules à priver consciemment les enfants de leur droit à l'instruction. A New-York, dans plusieurs écoles, les enfants reçoivent une éducation strictement professionnelle et se spécialisent dans la fabrication d'un seul petit objet. Il va de soi que l'on ne fait pas cela dans l'intérêt des enfants, mais dans celui de leurs maîtres, les capitalistes, qui ensuite les utiliseront.

Mais le record de l'exploitation des enfants a été battu par le trust du tabac. Il a réussi à faire adopter un arrêté portant que, dans le Connecticut, les vacances scolaires seraient prolongées jusqu'à la fin de la récolte dans les plantations de tabac. Il donne ainsi généreusement aux enfants la possibilité de travailler de longues heures dans les champs de tabac pour un salaire misérable et d'amasser ainsi des richesses pour les rois du tabac.

Si nous avons donné ces quelques exemples du travail des enfants aux Etats-Unis, c'est pour que les travailleurs et leurs enfants des autres

pays, dans la détresse, lesquels sont secourus par l'Amérique, sachent d'où leur vient en réalité ce secours. Ce sont les ouvriers et, en partie, les adolescents qui, inconsciemment, aident leurs camarades des autres pays. Si les ouvriers américains recevaient le fruit complet de leur travail, ils donneraient à ceux qui sont dans le besoin beaucoup plus que ne le font les capitalistes.

S'ils pouvaient connaître la vérité sur la Russie et sur son peuple, sur la Russie, où des millions d'hommes meurent maintenant de faim, s'ils savaient que, dans ce pays, il est interdit aux enfants de travailler avant l'âge de seize ans, s'ils savaient que tous les enfants reçoivent l'instruction gratuite et que toutes les valeurs créées par le prolétariat servent à la satisfaction des besoins de ce dernier et non au profit des capitalistes, alors ils videraient leurs entrepôts de marchandises, leurs greniers de blé et mettraient tout en œuvre pour aider à la résurrection de la Russie. La révolution russe deviendrait alors leur propre révolution.

William HAYWOOD.





Sen KATAYAMA.

LE JAPON ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

Dirigé par une bande supérieurement organisée de capitalistes avides, le Japon actuel est redouté de tous les pays de race blanche, et les Japonais sont la nation la plus méprisée et la plus détestée de la terre, surtout aux États-Unis, au Canada, en Australie et dans les autres possessions britanniques. L'accès de plusieurs pays leur est même interdit, surtout s'ils appartiennent à la classe ouvrière.

Les appréhensions de ces pays ne sont pas complètement dénuées de fondement, car le Japon, où domine l'impérialisme et le capitalisme, est pour eux un rival des plus dangereux. Mais le mépris que professe le prolétariat de ces pays envers les Japonais et les ouvriers japonais ne saurait se justifier. Certes, le Japon impérialiste contemporain constitue pour les autres nations impérialistes un danger, au même titre que la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais ce n'est point là une raison suffisante pour motiver la haine du prolétariat de ces pays envers le prolétariat japonais. Pour des travailleurs conscients, l'attitude des étrangers envers les ouvriers japonais est absolument injustifiable.

D'après les données du dernier recensement de 1920, sur les sept millions de Japonais fixés à l'étranger, il n'y en a environ qu'un demi-million qui vivent dans les pays anglo-saxons. Les États-Unis et leurs possessions ne renferment que 250.000 Japonais, dont une grande partie aux îles Hawaï. Travaillant pour la plupart dans les plantations de cannes à sucre, ces émigrants japonais ont été attirés par les capitalistes américains eux-mêmes aux îles Hawaï, avant l'annexion de ces dernières à l'Amérique. Le reste des émigrants japonais est dispersé par tout le globe. Serait-il possible que le séjour de 250.000 Japonais sur le territoire des États-Unis, parmi un peuple de plus de 100 millions d'hommes, puisse, comme on le prétend, donner lieu à une sanglante collision de races?

Tout dernièrement, les Chinois et les Coréens ont adhéré au mouvement antijaponais: ils auraient, soi-disant, une raison plausible de haine envers les Japonais qui les oppriment durement au point de vue politique.

Mais, même dans ce cas, leur aversion et leur haine ne devraient pas être dirigées contre le prolétariat japonais, qui est lui-même la victime impuissante de l'impérialisme et du capitalisme actuels et qui mérite plutôt la pitié que la haine. Ne serait-il pas mieux d'unir nos forces nationales

et internationales pour mettre fin à cette aversion et à cette haine, instaurer dans tous les pays des gouvernements ouvriers et nous unir en une fédération universelle des républiques communistes? L'action du prolétariat d'un pays contre le prolétariat d'un autre est un véritable suicide, car il entraîne l'affaiblissement du prolétariat. C'est justement ce que recherchent les éléments capitalistes et militaristes, qui s'efforcent d'utiliser le prolétariat de chaque pays comme chair à canon contre le prolétariat des autres pays. C'est ainsi que les chefs opportunistes du mouvement ouvrier entretiennent soigneusement les haines nationales parmi les travailleurs des différents pays, afin de permettre aux capitalistes d'exploiter plus facilement les ouvriers et de préparer de nouvelles guerres. L'ouvrier est la perpétuelle victime, tantôt du capitalisme, tantôt de l'impérialisme. Non contentes d'exciter les penchants nationalistes et chauvinistes du prolétariat, les classes dominantes des pays impérialistes et capitalistes s'efforcent de développer en lui les instincts les plus bas de la haine de race et les préjugés xénophobes pour le préparer, dans leur intérêt personnel, à une nouvelle guerre. C'est ce que l'on fait en Amérique, au Canada, en Australie et dans les colonies britanniques. Le prolétariat de langue anglaise de ces pays, auquel on inculque constamment l'idée égoïste de la prééminence de la race blanche sur toutes les autres races, est la proie des préjugés et des haines de race. Voilà pourquoi, dirigé par les leaders de la II-e Internationale comme Hilquitt, Berger, Sam. Gompers et autres, ce prolétariat, pendant et après la guerre mondiale, a même contribué au développement du capitalisme et de l'impérialisme.

Une des tâches les plus importantes de la III-e Internationale consiste à déraciner ce préjugé de la supériorité des blancs et à faire disparaître cette haine aveugle contre les autres races pour les remplacer par le communisme mondial vérifiable.

Notre but principal, conformément aux principes de l'Internationale Communiste et du système soviétiste, doit être de détruire l'impérialisme et le capitalisme international.

Le renversement de l'impérialisme profitera non seulement aux Coréens et aux Chinois, mais aussi au prolétariat japonais; sa destruction dans les possessions anglaises fera le bonheur de toute une série de peuples et de races. Le sort des nègres du Mexique, de Cuba, de Haïti, de Saint-

Domingue, des Philippines et de l'Amérique Centrale est intimement lié au renversement de l'impérialisme en Amérique.

Mais on ne saurait entendre par là la destruction d'une force impérialiste d'un pays donné par une force impérialiste d'un autre pays; un tel procédé, comme l'a démontré clairement la dernière guerre, ne fait que renforcer l'impérialisme, en particulier dans les pays victorieux, et accroître en fin de compte les souffrances du prolétariat du pays vainqueur comme du pays vaincu. En régime capitaliste, la destruction d'une hydre capitaliste provoque toujours la croissance d'une autre. C'est pourquoi la destruction de l'impérialisme doit constituer la tâche générale du prolétariat mondial, lequel doit se coaliser contre le pouvoir impérialiste de tous les pays. C'est à quoi doivent tendre le mouvement et la propagande communistes dans tous les pays.

Pour réaliser ce mouvement communiste, il faut avant tout examiner le caractère de l'impérialisme dans chaque pays en particulier et son attitude envers le prolétariat. Durant plus de cent ans, le prolétariat anglais a été sous la protection de l'impérialisme anglais. En résultat, la majorité du prolétariat anglais était favorable à cet impérialisme dont il profitait.

En effet, ce n'était pas sans motif que les ouvriers anglais reconnaissent que leur sort était intimement lié à la prospérité de l'impérialisme. C'est pourquoi les masses ouvrières anglaises ne voulaient même pas du socialisme de la II^e Internationale, à plus forte raison des principes communistes de la III^e Internationale. Elles comprenaient parfaitement que tout le mécanisme industriel était basé sur l'impérialisme mondial. Et ainsi, l'existence et la prospérité de l'impérialisme anglais conditionnaient le développement du commerce et de l'industrie. Aussi les ouvriers anglais ont-ils approuvé la dernière guerre mondiale et ne se sont-ils pas opposés, en 1899, à la guerre du Transvaal.

C'est pourquoi actuellement ils tolèrent le massacre du prolétariat irlandais par les soldats anglais. Mais le prolétariat anglais se convaincra tôt ou tard que la III^e Internationale est la force qui doit mettre fin à l'impérialisme anglais, et le moment viendra, s'il n'est pas déjà venu, où il comprendra que dans l'Inde se lève déjà l'aurore du communisme. Peu à peu, l'Inde échappe aux griffes de l'impérialisme britannique et se rapproche de la Russie communiste.

Le prolétariat anglais comprendra bientôt qu'il ne doit plus, à l'avenir, permettre l'exploitation de l'Inde ou des autres colonies par l'impérialisme anglais. Celui-ci a dû se courber devant l'autorité de la III^e Internationale et signer lui-même son arrêt de mort lorsque, après avoir épuisé les moyens de répression les plus barbares, il a été obligé d'avouer son impuissance devant la petite Irlande et, peu après (16 mars 1921) de conclure un traité de commerce avec la Russie soviétique. Considéré du point de vue actuel, l'impérialisme britannique, qui n'est qu'un épisode dans l'histoire du progrès mondial, est le produit du capitalisme contemporain avec lequel il devra

partager le sort de tous les empires, c'est-à-dire s'écrouler.

L'impérialisme américain diffère quelque peu de l'impérialisme britannique par suite de la diversité des conditions économiques des deux pays. Le premier dispose de richesses naturelles inépuisables, tandis que le second n'a presque rien que du charbon et du fer. L'Angleterre est obligée de subvenir à ses besoins vitaux par des importations de ses colonies ou de l'étranger. C'est pourquoi la question coloniale est pour l'impérialisme anglais une question vitale, en connexion étroite avec la dépendance économique de l'Angleterre des autres pays. Pour l'Amérique, la question coloniale n'a qu'une importance secondaire. Tandis que les colonies ne sont nécessaires à l'Amérique que comme débouchés commerciaux, elles constituent pour l'Angleterre des débouchés pour ses produits, mais aussi des marchés où elle s'approvisionne. L'impérialisme américain, quoique beaucoup moins soutenu par son prolétariat que l'impérialisme anglais, devient, surtout les derniers temps, de plus en plus âpre dans sa chasse aux colonies. Actuellement, tous les pays impérialistes s'efforcent d'avoir leurs marchés à eux. La seule différence qui existe entre l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain, c'est que le premier agit ouvertement, fièrement et souvent agressivement, tandis que le second s'efforce de masquer ses appétits par la fameuse doctrine de Monroe, doctrine des plus élastiques et qui se prête à toutes les interprétations de ses partisans et des hommes d'Etat. Grâce à cette doctrine, l'impérialisme américain a déjà réglementé les intérêts économiques de toute l'Amérique Centrale, du Mexique et de plusieurs autres petits pays latins, de l'Amérique du Sud, et maintenant il va concentrer en Chine et dans l'Océan Pacifique sa lutte pour les marchés.

Dans son ensemble, le prolétariat américain, au point de vue révolutionnaire, retarde fortement sur le prolétariat des pays européens, et il continuera d'en être ainsi tant qu'il sera sous la direction de chefs jaunes comme Sam. Gompers et consorts. Au fond, le prolétariat américain est enclin à l'opportunisme au même degré que ses leaders (au point de vue révolutionnaire, c'est le prolétariat le moins conscient du monde). Cet opportunisme se manifeste non seulement dans la vie syndicale, mais dans tous les mouvements sociaux importants, sans en excepter le mouvement socialiste et même le mouvement communiste. Il a sa source dans les conditions historiques et dans le système d'éducation en vigueur aux Etats-Unis. Dès l'école primaire, on répète sur tous les tons aux enfants qu'ils peuvent arriver aux plus hauts postes, y compris la présidence. Chaque pédagogue raconte avec fierté à ses élèves que tel ou tel président n'était qu'un pauvre tailleur, que tel autre a grandi dans une humble chaumière, ou que lui-même, le maître, a été autrefois berger, gardien, etc. On fait miroiter devant les enfants les exemples les plus séduisants de virtuosité politique. Mais l'école n'est pas le seul facteur de l'éducation opportuniste des Américains; la vie américaine fournit dans les sphères commerciales et industrielles des

exemples concrets et séduisants, qui entraînent la jeunesse ambitieuse dans la voie de l'opportunisme. La croissance extrêmement rapide du capitalisme, dont le nouvel enrichissement du pays a favorisé le développement, a contribué à augmenter dans une proportion considérable le nombre des millionnaires et des milliardaires dont une grande partie sont des parvenus qui, hier encore, n'étaient que de simples ouvriers, des balayeurs de rues ou des revendeurs de journaux. Dans les écoles, partout, à tout bout de champ, les pédagogues bourgeois montrent à leurs élèves, en l'illustrant par des exemples, à quelle brillante situation un jeune homme sérieux et travailleur peut arriver, en Amérique. Ce système erroné d'éducation empoisonne la jeunesse américaine à laquelle il inculque l'opportunisme. En Amérique, c'est la course générale à l'argent et aux honneurs. L'Américain se fait gloire de son «bon sens» qu'il comprend comme la faculté de passer rapidement d'une occupation à une autre. Ce bon sens comporte également la faculté de changer d'opinion selon son intérêt. Ainsi, après avoir franchi la *Mason and Dixon Line*, un excellent républicain devient pour la période des élections générales un parfait démocrate, tout en continuant à rester républicain pour la période des élections présidentielles. En Extrême-Orient et particulièrement en Chine, la souplesse de l'Américain est chose notoire. Aujourd'hui il est missionnaire et prêche l'évangile, demain il est marchand, et après-demain il sera officier, journaliste, espion ou n'importe quoi. Les Américains tirent avantage de cette souplesse et de cette extraordinaire faculté d'adaptation qu'ils possèdent, en effet, au plus haut degré.

C'est pourquoi notre mouvement communiste se développe si lentement en Amérique, malgré le travail acharné de plusieurs camarades russes et la diffusion (après que l'organisation est devenue clandestine) d'une foule de brochures destinées à vulgariser l'activité des bolchéviks. Après la brutale agression de janvier 1920, le nombre des membres du parti a considérablement baissé. Il n'est presque plus resté que des étrangers, lutteurs éprouvés, qui avaient milité dans les organisations clandestines de leurs pays.

L'ouvrier américain est opportuniste par son tempérament et son tour d'esprit: il n'a que faire de la théorie du communisme, il se contente d'un haut salaire et de la direction des Gompers. Dominé par ses préjugés et par sa haine de tout ce qui est asiatique et particulièrement des «maudits japonais», le prolétariat américain reste indifférent à la recrudescence des armements et soutient son gouvernement bourgeois; bien plus, il approuve les manifestations les plus hostiles du président de la Fédération Ouvrière Américaine, Gompers, contre l'unique gouvernement ouvrier au monde: contre la République soviétique Russe. Voilà où en est arrivé le prolétariat américain sous la conduite de ses leaders réactionnaires, tels que Gompers et consorts, auxquels le parlementarisme américain, avec sa réglementation et sa structure compliquées, offre toutes possibilités de réprimer les tendances révolutionnaires au sein de la Fédération Ouvrière Américaine. Ces tendances

révolutionnaires étaient soutenues principalement par les étrangers, mais, comme ceux-ci pour la plupart étaient venus en Amérique pour y faire fortune, ils ne restaient fermes au poste que tant qu'ils avaient la possibilité de s'enrichir; c'est ce que l'on a pu observer en tout cas jusqu'à la révolution bolchéviste russe... Maintenant tous les meilleurs camarades de la II^e Internationale, tels Hilquit, Boudin, Debs, Ab. Cahn et beaucoup d'autres, ont renoncé à l'action révolutionnaire et sont passés dans le camp de la réaction ou bien se sont retirés dans la vie privée. Il faut entendre les raisonnements du sage et clairvoyant professeur américain, Nearing, ou du spirituel Hilquit, lorsqu'ils font la leçon au prolétariat américain:

«La grande République soviétiste et la III^e Internationale ou le parti bolchévik, ce sont là deux choses tout à fait différentes: nous sympathisons à la République soviétiste, mais nous luttons contre les bolchéviks et la III^e Internationale. Si les bolchéviks pénétrent en Amérique, ajoute Hilquit, je prendrais un fusil et j'irais combattre contre eux».

Et ainsi, tant que Hilquit et sa clique dirigeront le parti socialiste, l'impérialisme américain aura encore de beaux jours. Dans ces conditions, il faudra encore plusieurs années au prolétariat de la République impérialiste Américaine pour devenir une classe révolutionnaire consciente, mais il est à redouter que dans l'intervalle une nouvelle guerre mondiale n'éclate, qui sera subventionnée et dirigée par le tout-puissant capitalisme américain.

L'impérialisme et le capitalisme japonais sont chose nouvelle. Le Japon les a empruntés à l'Occident après la révolution de 1868.

Jusqu'à cette époque, le Japon était un pays fermé, dont l'accès était interdit aux étrangers aussi bien qu'aux Japonais qui avaient eu le malheur d'émigrer. Mais, il y a soixante ans, le Japon a dû céder devant la menace des canons américains et ouvrir ses frontières. Depuis lors, il s'est mis à adopter les mœurs et les coutumes de l'Occident et, naturellement, l'impérialisme et le capitalisme.

Ainsi donc, l'impérialisme japonais est de date récente. Il est né à peu près vers la fin de la guerre sino-japonaise de 1894-1895, jusqu'à laquelle le Japon était encore sous le joug des puissances étrangères. Ce joug était d'origine américaine; il avait été inventé par l'ambassadeur américain au Japon, Townsend Harris, et était basé sur le principe de l'*extra-territorialité*. Tout citoyen étranger pouvait insulter, voler et tuer les Japonais: il n'était point soumis aux lois ni à la justice japonaises. Le Japon n'avait pas le droit de juger et de punir les étrangers coupables de meurtre; ceux-ci étaient déferés aux tribunaux de leurs propres consuls, qui souvent n'avaient jamais été jugés et ignoraient complètement les lois. Aussi, les crimes des étrangers restaient-ils la plupart du temps impunis.

Mais ce n'étaient pas là les seules restrictions à l'indépendance du Japon, qui ne pouvait réglementer lui-même son commerce extérieur. Le Japon ne pouvait appliquer les tarifs douaniers

ordinaires aux marchandises importées de l'étranger, pour lesquelles les droits de douane ne devaient pas dépasser 5% de la valeur totale du produit imposé.

La Chine est actuellement à peu près dans la même situation que le Japon, il y a 25 ans. Aucun étranger, sauf les citoyens de la République soviétique Russe, ne peut être jugé, quoi qu'il fasse en Chine, par les autorités locales. C'est là une des conséquences de l'impérialisme qui a pénétré en Chine, et le prolétariat de ce pays doit s'efforcer de renverser non seulement l'impérialisme japonais, mais aussi l'impérialisme anglais et américain.

Après avoir terminé victorieusement la guerre, le Japon obtint, tout d'abord de la Grande-Bretagne, ensuite des autres puissances, la révision des capitulations. Jusqu'à la guerre, avec le Japon, on peut dire que la Chine dormait. Construite sous la direction des Allemands, sa flotte était la plus puissante de l'Extrême-Orient, alors que la flotte japonaise n'était encore qu'un jouet. La population de la Chine était dix fois plus considérable que celle du Japon, et son territoire vingt fois plus étendu.

Pourtant le Japon gagna la guerre, et c'est alors qu'il entra pour la première fois dans la voie de l'impérialisme et du capitalisme, s'attirant ainsi le mépris et la haine du monde entier. C'est par suite de sa politique impérialiste que le Japon a récolté l'aversion générale. Par bonheur, le prolétariat japonais a compris ces derniers temps les méfaits de l'impérialisme qu'il s'efforce maintenant de renverser.

La guerre entreprise par le Japon en 1904 contre la Russie tsariste, le fut au nom de l'impérialisme.

Elle donna à nos camarades l'occasion d'inaugurer une agitation systématique contre la guerre et les mit en rapports avec les camarades russes. Dans *l'Ouvrier Japonais* que je rédigeais alors, je publiai un appel des prolétaires japonais à leurs camarades russes, dont je crois devoir citer ici un passage:

«Chers camarades, nos gouvernements se sont déclarés la guerre pour satisfaire leurs appétits impérialistes, mais nous, nous ne pouvons être séparés par des questions de race, de territoire ou de nationalité. Nous sommes frères, et nous n'avons aucune raison de lutter les uns contre les autres. Vos ennemis, ce sont notre impérialisme et notre soi-disant patriotisme, et non le peuple japonais. Votre peuple, nous en sommes persuadés, nourrit à notre égard les mêmes sentiments que ceux que nous avons pour lui.

«Le patriotisme et le militarisme, voilà nos ennemis communs; tous les socialistes du monde sont unanimes à l'affirmer. Nous, socialistes, nous devons combattre ces deux fléaux. L'occasion est actuellement on ne peut plus favorable, et nous espérons que vous ne la laisserez pas échapper».

Les camarades russes répondirent éloquentement dans *l'Iskra*, où ils firent un parallèle entre notre appel et la protestation de Liebknecht et Bebel contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine. «Dans le cœur chauviniste des deux pays, écri-

vaient-ils, leur voix a résonné comme l'annonce d'un monde meilleur qui aujourd'hui ne se dessine encore que dans l'imagination du prolétariat conscient, mais qui demain deviendra une réalité. Nous ne savons pas quand viendra ce «demain», mais nous, socialistes du monde entier, nous nous efforçons par tous les moyens d'accélérer son arrivée. Aujourd'hui, nous ne faisons encore que creuser la fosse pour le misérable régime social actuel et organiser les forces qui le coucheront définitivement dans cette fosse».

La guerre russo-japonaise n'apporta au Japon victorieux qu'une recrudescence de misère, un surcroît d'impôts, la démoralisation générale et la domination du militarisme. Tous les maux causés par cette guerre retombèrent, en fin de compte, sur le prolétariat. La vie devint plus pénible; les conséquences de la guerre furent à peu près les mêmes pour le prolétariat japonais que celles de la dernière guerre mondiale pour le prolétariat de tous les pays, victorieux ou vaincus. Le gouvernement japonais opprima encore plus durement le peuple, et le mouvement ouvrier subit un temps d'arrêt. Mais le pire, ce fut le renforcement du militarisme qui pesa d'un poids intolérable sur tout le prolétariat. Telle était la situation du peuple japonais, lorsqu'éclata la guerre de 1914-1918.

Le peuple et, à plus forte raison, le prolétariat japonais ne prirent aucun intérêt à la guerre de 1914-1918; la seule chose qui les intéressa, ce fut la révolution russe qui amena, avec le renversement du tsar, celui du militarisme et du capitalisme. Après la défaite du kaiser allemand, de son armée invincible et de la culture allemande tant prônés par les impérialistes japonais, le peuple japonais perdit définitivement confiance en l'armée et en toute la politique militariste. L'influence et le prestige de l'armée, créée et consolidée durant de longues années par la ténacité des militaristes, s'écroulèrent comme un château de cartes. La foi au militarisme et à l'impérialisme étant tombée, le prestige du mikado disparut complètement.

Tels sont les faits qui doivent être pris en considération si l'on veut avoir une idée juste de la nature de l'impérialisme japonais.

Pourtant, le militarisme japonais n'est pas en décroissance. Par suite de la guerre européenne, le Japon, de débiteur, s'est transformé en créancier des autres pays, et l'industrie de guerre, sous le rapport matériel comme sous le rapport financier, y a considérablement renforcé le militarisme. Des armements considérables sont à l'ordre du jour, et la clique impérialiste est entièrement satisfaite des résultats de la dernière guerre, car elle a pu réaliser le désir qu'elle caressait depuis si longtemps d'accroître son armée et sa flotte. Mais ce n'est là que le côté extérieur de la situation, et le nouvel état d'esprit du peuple ne laisse pas d'inquiéter les impérialistes japonais. Le peuple est tellement dégoûté de la politique militariste, que l'Académie Militaire et l'École Navale ont peine à recruter des élèves. Il n'en était jamais ainsi auparavant. Il fallait, au contraire, instituer des concours pour l'entrée dans ces établissements. La carrière militaire n'est donc plus en

faveur parmi la jeunesse bourgeoise; quant à la jeunesse prolétarienne, elle n'a jamais manifesté de goût pour la vie de caserne. Cette indifférence de la jeunesse de la classe aisée pour le métier militaire a d'autant plus affecté les militaristes japonais que des officiers jeunes et des mieux doués ont commencé à abandonner leur profession. C'était là un symptôme alarmant pour les impérialistes, serviteurs fidèles du mikado. En effet, si pour le recrutement de la simple chair à canon on pouvait encore recourir à la contrainte, il est impossible par contre de recruter de force les officiers: ceux-ci appartenant aux classes supérieures de la société, il ne saurait être question de les enrôler de force. Quoi qu'il en soit, les autorités militaires, impuissantes à empêcher l'abandon de leur métier par les jeunes officiers de l'armée et de la marine, ont édicté un nouveau règlement, d'après lequel les officiers quittant leur métier sans motif sérieux sont privés de leur grade, de leurs prérogatives, et n'ont droit à aucune pension. Néanmoins, ces arrêtés rigoureux autant qu'arbitraires n'ont eu que très peu d'influence sur les officiers, ce qui montre dans quel discrédit l'état militaire est tombé parmi la jeunesse japonaise.

L'enthousiasme d'autant du peuple japonais pour le militarisme et l'impérialisme a complètement disparu. Aussi faut-il chercher ailleurs les raisons des armements considérables du Japon. A considérer la situation internationale, l'on constate que, malgré leur faiblesse relative en comparaison des flottes américaine et anglaise, l'armée et la flotte japonaises n'en inspirent pas moins des craintes sérieuses aux pays capitalistes. En effet, l'Occident ne peut faire fi des forces militaires et maritimes du Japon, car ce dernier est actuellement le pays le plus puissant en Extrême-Orient. Si on lui laisse la liberté complète, son armée et sa flotte pourront facilement paralyser tout mouvement libéral en Extrême-Orient. Et cela constitue également une menace pour notre mouvement. De plus, si nous prenons en considération l'ambition insatiable de la caste impérialiste japonaise qui dispose du sort d'un peuple de 70 millions d'hommes, nous en arriverons à la conclusion que l'impérialisme japonais constitue actuellement la menace la plus grave pour le mouvement communiste en Extrême-Orient.

Ne serait-il pas dans l'intérêt du mouvement communiste que l'impérialisme japonais fût vaincu par une autre puissance: par l'Amérique ou par l'Angleterre, par exemple? Non! Car, dans ce cas, ce serait l'impérialisme américain ou l'impérialisme anglais qui s'installerait en Extrême-Orient à la place de l'impérialisme japonais. Un tel résultat pourrait satisfaire Gompers et sa Fédération Américaine du Travail, ou encore ceux qui croient à la domination providentielle de la race blanche sur le monde entier. Mais le prolétariat mondial n'en retirerait aucun profit. Nous ne voulons pas nous trouver dans la situation du pêcheur, choisi comme arbitre par le pêcheur du roi et ses adversaires, lesquels en fin de compte s'accorderont pour enlever sa rétribution à l'arbitre. Nous devons par nos propres forces, par les forces révolutionnaires du prolétariat du monde

entier, détruire l'impérialisme japonais ainsi que l'impérialisme des autres pays. Je voudrais souligner ici que, pour vaincre l'impérialisme nippon, le prolétariat japonais a besoin du soutien de l'armée rouge de la révolution internationale. A cette condition seulement, le prolétariat japonais pourra devenir le facteur principal de son émancipation. Ce n'est qu'en soutenant effectivement le prolétariat anglais, par exemple, que nous arriverons à détruire l'impérialisme britannique. Pour que le prolétariat japonais puisse jouer le principal rôle dans la destruction de l'impérialisme dans son pays, il est nécessaire de développer en lui la conscience de classe, la conscience révolutionnaire, et de lui assurer le soutien du prolétariat des autres pays.

Si le point de vue que je soutiens est juste—ce dont je ne doute pas un instant,—le III-e Congrès de l'Internationale Communiste doit s'efforcer de résoudre la question du révolutionnement du prolétariat japonais et de l'aide effective que doivent fournir à ce dernier les prolétariats chinois et coréen. Avec une aide internationale tant soit peu active, il sera facile de museler l'impérialisme japonais, et, dans ce cas, la position du prolétariat sera considérablement renforcée. D'ailleurs, ce qui confirme mon point de vue, c'est que le prolétariat japonais se développe rapidement et constitue déjà une classe consciente. Il a commencé à sortir de sa torpeur en août 1918, au moment des émeutes, dites «émeutes de riz». A cette époque, il n'y avait au Japon d'autres organisations prolétariennes plus ou moins importantes que le *You-Ai-Kai* jaune et l'Union des Ouvriers du Livre; nous avons maintenant, au Japon, de trois à quatre cent mille ouvriers organisés, parmi lesquels un grand nombre de camarades conscients.

Jusqu'à ces derniers temps, l'organisation You-Ai-Kai était considérée comme une organisation jaune, mais depuis le début de l'année courante son aile gauche, qui sympathise à la III-e Internationale, a acquis une grande influence et se transforme rapidement en une organisation rouge. Luttant contre les restrictions légales apportées à leur situation, les ouvriers japonais défendent tenacement leurs positions et, comme je l'ai déjà dit, renforcent leurs organisations. Ces dernières sont concentrées surtout dans les rayons industriels, où les grèves révolutionnaires sont devenues un fait journalier. Leur but principal est le renversement du capitalisme, comme le montre la résolution adoptée au grand meeting des sans-travail, organisé l'automne passé par la Fédération des Unions Ouvrières d'Osaka, dans les environs de cette ville.

Le 10 décembre 1920, après une propagande de 4 mois pour la formation d'une Ligue Socialiste proposée par 30 de nos camarades les plus populaires, l'Assemblée Constituante de cette Ligue devait se tenir à Tokio. Connaissant les manœuvres de la police, les initiateurs de la Ligue transformèrent le meeting préliminaire, qui eut lieu la veille (9 décembre), en une assemblée régulière qui approuva les statuts et le règlement de la Ligue Socialiste. Et ainsi, la police royale fut jouée et la Ligue régulièrement reconstituée,

juste 14 ans après sa dissolution. La Ligue Socialiste a été régulièrement constituée conformément au projet primitif, puisqu'elle comptait dans ses rangs plus de mille membres. Considérant que le manifeste de cette ligue présente un certain intérêt pour le Congrès, je reproduis textuellement.

Manifeste

«Notre but est de détruire de fond en comble le régime capitaliste actuel.

Ce que nous voulons, c'est détruire l'appareil de la civilisation bourgeoise: ses institutions, ses habitudes, sa science, son art et les autres attributs du système capitaliste.

Pour créer des conditions de vie équitables, vraiment humaines, nous instituerons un régime social où il n'y aura plus ni castes, ni riches, ni pauvres. Cela veut dire que la nourriture, le vêtement et l'habitation seront assurés à tout travailleur. Ce que nous voulons, c'est l'Internationale, c'est l'union libre, pacifique, juste, fraternelle de tous les membres de la société, et c'est là l'idéal de notre conception de la vie humaine.

Nous nous reconnaissons le droit d'employer tous les moyens de lutte contre le système capitaliste et ses attributs.

Considérant que, dans la lutte de classes actuelle, notre force réelle se base sur les ouvriers, nous nous efforcerons d'éveiller à l'action, d'organiser et de discipliner la classe ouvrière.

Après avoir réalisé l'union du prolétariat du Japon et des possessions japonaises, nous irons fermement, courageusement de l'avant pour créer de nouvelles formes sociales, une nouvelle organisation, une nouvelle «civilisation prolétarienne».

Le manifeste est rédigé en termes modérés afin que l'on puisse mener ouvertement la propagande. La Ligue Socialiste n'a pas toutes les garanties légales que lui auraient souhaitées ses initiateurs; néanmoins, ce n'est pas une organisation secrète. Malgré les restrictions dont elle est l'objet, elle organise des meetings publics et convoque ouvertement ses membres. D'après les communications que j'ai reçues, elle se développe peu à peu, quantitativement et qualitativement. D'après les dernières nouvelles, le nombre de ses membres dépasse 3.000...

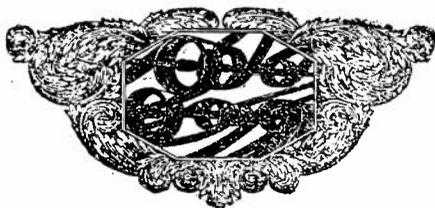
L'impérialisme de chaque pays doit être renversé par le prolétariat de ce pays lui-même; ce dernier doit agir sous la direction du Parti Communiste, lequel s'appuie sur l'Internationale Communiste. Sinon, le renversement du capitalisme serait chose impossible pour un pays comme le Japon qui vit sous le pouvoir d'un impérialisme, déjà en décomposition il est vrai, mais encore puissant et soutenu par le Capital national et international.

L'écroulement de l'impérialisme et du capitalisme japonais provoquera du même coup la révolution sociale en Extrême-Orient. Dès que l'Extrême-Orient sera en notre pouvoir, l'impérialisme anglais se disloquera et, après l'écroulement de ce dernier, l'impérialisme américain ne saurait tenir longtemps.

Vive la République Soviétiste Ouvrière Russe!
Vive l'Internationale Communiste!
Vive la Révolution sociale mondiale!

Sen KATAYAMA.

Mexico.





LA RUSSIE SOVIÉTISTE ET LA RÉVOLUTION EN POLOGNE

Pendant les quelques mois de son existence sans gloire (novembre 1918—janvier 1919), le gouvernement «ouvrier et paysan» du socialiste Moratchevski a su réaliser deux mesures: *premièrement*, il a procédé au désarmement des ouvriers, pendant que les uhlands et les gendarmes de Pilsudski détruisaient les organisations prolétariennes révolutionnaires et réprimaient durement les ouvriers et les paysans qui avaient tenté de réaliser la liberté de grève; *deuxièmement*, après avoir ainsi déblayé la voie à la contre-révolution capitaliste, il a donné à cette dernière la seule forme possible en ce temps: la forme démocratique. Mais pour mieux protéger cette contre-révolution déguisée en démocratie, il a transmis intact à ses successeurs le code des lois tsaristes contre les crimes d'Etat, lois que les tribunaux polonais appliquent avec un zèle dépassant de beaucoup celui des gendarmes de l'ancien régime. Ces exploits accomplis, le gouvernement de Moratchevski, sans tenter d'opposer aucune résistance, a cédé la place au gouvernement ouvertement bourgeois de Paderevski. Après avoir protégé ainsi la contre-révolution à l'intérieur, les dirigeants du Parti Socialiste Polonais, désireux de frayer la voie à la contre-révolution extérieure, se sont étancés à de nouveaux exploits. Ce sont eux qui, les premiers, se sont mis à crier que la Pologne était menacée par «l'impérialisme» bolchéviste, que les bolchévistes se préparaient à envahir la Lithuanie et la Russie Blanche, et qu'il fallait à tout prix libérer ces pays du «joug» bolchéviste. Et ainsi, ils préparaient le terrain pour une agression militaire contre les Républiques soviétistes de Lithuanie et de Russie Blanche. Et, pendant que les chefs du P. S. P. déclaraient aux masses ouvrières polonaises que l'on ne pouvait réaliser l'émancipation du prolétariat au moyen des baïonnettes, les uhlands et les gendarmes de Pilsudski «libéraient» les masses ouvrières de Lithuanie et de Russie Blanche en leur enlevant le droit à la terre et aux usines que leur avait conférées la révolution soviétiste, et restauraient la domination des grands seigneurs terriens.

Les clameurs des socialistes contre l'impérialisme bolchéviste, leurs déclarations sur la nécessité pour la classe ouvrière d'arriver, dans chaque pays, à son émancipation sans le secours des baïonnettes étrangères, n'empêchèrent pas le Conseil du Parti Communiste Polonais de publier, en février 1919, une résolution constatant et soulignant que «le devoir et le droit de la classe ouvrière de chaque pays est d'aider activement

les ouvriers des autres pays dans leur lutte révolutionnaire... et que, par suite, l'aide armée du prolétariat russe—au cas où la jeune révolution polonaise en aurait besoin—ne saurait être considérée comme une invasion ou comme la réalisation de tendances impérialistes en opposition avec l'essence même du gouvernement socialiste. Cette aide ne tendrait point à des annexions territoriales; elle ne serait point une guerre nationaliste, mais simplement la réalisation de la solidarité internationale du prolétariat révolutionnaire».

En Allemagne comme dans les autres pays, où le Capital avait déjà depuis longtemps formulé ses tâches impérialistes, l'histoire avait précédé les *Scheidemänner* à jouer le rôle d'agents de l'impérialisme et de la guerre capitaliste. Le rôle des *Scheidemänner* en Pologne fut différent. Avant et pendant la guerre, la bourgeoisie polonaise avait soutenu les intérêts impérialistes des différentes puissances qui se partageaient la Pologne. La paix conclue, elle se trouva soudain dans un Etat «indépendant» mais complètement ruiné, sans industrie et sans commerce, où il lui était impossible de créer immédiatement son propre impérialisme. Cette tâche incombait à la classe des intellectuels petits-bourgeois auxquels la tradition de la Pologne féodale fournissait tous les éléments d'une expansion bourgeoise sous la forme d'une fédération de la Pologne, de la Lithuanie, de l'Ukraine et de la Russie Blanche en union avec tous les pays détachés de la Russie, «de Helsingfors à Tiflis», fédération qui devait se trouver sous l'hégémonie de la Pologne. Cette expansion, comme on le voit, dépassait de beaucoup les rêves les plus osés de la «démocratie nationale». Et ainsi, le rôle des «socialistes» en Pologne fut encore plus honteux qu'en Allemagne: les *Scheidemänner* polonais devinrent les champions de l'impérialisme pour lequel ils forgèrent des armes et élaborèrent des mots d'ordre. Après avoir «délivré» la Lithuanie et la Russie Blanche de la révolution sociale et les avoir abandonnées à l'arbitraire des démocrates de l'ancienne armée tsariste, tels que les généraux Listovsky, Ivachkevitch, Balakhovitch et autres, il ne restait plus aux chefs du P. S. P. qu'à formuler les tâches de la «libération» de l'Ukraine. C'était vers la fin de 1919, alors que les républiques soviétistes, après avoir écrasé Denikine, consacraient toutes leurs forces à l'œuvre de la reconstitution économique du pays. Le travail était devenu l'Évangile des gouvernements soviétistes; tout l'enthousiasme des partis communistes de Russie et d'Ukraine s'était reporté sur

la lutte «contre le froid et la faim, les poux et le typhus». Les armées destinées à la guerre se transformaient en armées de travail; presque toutes les unités militaires avaient été enlevées du front polonais et transférées à l'Est, sur le front économique. En même temps, les gouvernements soviétistes proposaient la paix aux seigneurs polonais auxquels ils offraient, à l'est de la Pologne, des territoires assez vastes pour satisfaire largement les appétits démesurés des national-démocrates. Croyant s'être assuré ainsi la paix avec la Pologne, les républiques soviétistes de Russie et d'Ukraine avaient reporté toutes leurs forces sur la lutte pacifique, sur le front économique. Les hommes politiques des Soviets ne savaient pas que le pouvoir en Pologne appartenait alors, non pas au Capital en désagrégation dirigé par les national-démocrates, mais à un bonapartisme aventurier représenté par Pilsudski, l'homme de la petite bourgeoisie du Parti Socialiste Polonais, à un bonapartisme dont les visées impérialistes laissaient loin derrière elles les ambitions des national-démocrates.

C'est justement ce moment que les leaders du P. S. P. jugèrent le plus favorable pour une nouvelle campagne de mensonges et de calomnies contre les républiques soviétistes. Par tous les moyens, ils s'appliquèrent à discréditer ces républiques aux yeux des ouvriers, préparant ainsi le terrain moral pour la «libération» de l'Ukraine. Pendant que la diplomatie secrète de Pilsudski concluait un traité avec Petlura et préparait une agression militaire contre Kiev, les chefs du P. S. P. représentaient sous les couleurs les plus sombres «l'asservissement» des ouvriers russes enrôlés de force dans les armées du travail et, comme des soldats, transférés de front en front, selon les exigences de la stratégie économique. Les armées du travail se conciliaient-elles avec le socialisme? Marx et Engels, il est vrai, avaient, dans le *Manifeste Communiste*, réclamé, «le travail obligatoire pour tous» et «l'organisation d'armées industrielles». Mais les chefs du P. S. P. qui, avec Pilsudski, se font gloire d'avoir créé le militarisme polonais (organisation des tirailleurs galiciens, les *Legions*) comprennent parfaitement la nécessité du service militaire et des armées militaires dans l'État capitaliste et, pour ce service militaire, pour cette armée destinée à servir les intérêts du Capital et à restaurer la domination des junkers polonais dans les pays «libérés», ils font litige de l'honneur de leur propre parti et n'épargnent point le sang du peuple polonais. Mais l'obligation du travail et les armées de travail ne constituent-elles pas une «infraction aux principes du socialisme?» demande hypocritement le P. S. P.

Les dirigeants du Parti Socialiste Polonais acclamaient encore le chef «victorieux» qui revenait de Kiev, que la campagne d'Ukraine se transformait en déroute et que les troupes polonaises dans leur fuite désordonnée reculaient jusque sous les murs de Varsovie.

Ce fut alors un nouveau concert d'imprécations contre l'invasion bolchéviste; de nouveau les social-patriotes se mirent à répéter sur tous les foins aux masses que l'armée rouge des ou-

vriers et des paysans russes n'avait pas le droit d'apporter le socialisme dans un autre pays à la pointe de ses baïonnettes. De nouveau on proclama que la classe ouvrière de chaque pays devait elle-même s'affranchir du joug capitaliste et ne pas recourir aux armées étrangères.

Il faut avouer qu'il se trouva même des communistes polonais, peu nombreux il est vrai, pour adhérer à ce dogme des social-patriotes, mais sans lui donner le sens contre-révolutionnaire que lui prêtaient les leaders du P. S. P.

L'affirmation que le prolétariat doit se libérer lui-même sans l'aide d'une intervention étrangère est une véritable hypocrisie dans la bouche des partisans du P. S. P., comme le prouve toute leur politique, avant et après la guerre mondiale. Le cynisme de nos social-patriotes est véritablement stupéfiant: ils considèrent comme leur plus grand mérite le fait d'avoir attendu l'explosion de la guerre mondiale pour entrer dans les rangs de l'armée austro-allemande, afin d'apporter sa libération à la Pologne à la pointe des baïonnettes de Lüdendorff; ils ont créé leur Pologne avec l'aide des armées de la France impérialiste; avec enthousiasme ils ont acclamé le «glorieux chef», qui s'efforçait d'appliquer leur programme fédératif impérialiste et voulait libérer l'Ukraine au moyen des baïonnettes polonaises; et après cela, ils osent s'élever contre la libération de la Pologne par les forces armées des Soviets! Mais notre tâche n'est point de signaler le cynisme des politiciens social-nationalistes. Lorsque les partisans du P. S. P., qui avaient autrefois accepté avec joie l'aide du kaiser, votaient au sein l'alliance avec l'Entente qui tendait alors un «cordon barbelé» autour de la Russie soviétiste, ils prouvaient qu'ils n'attribuaient aucune importance à la nationalité des baïonnettes et que ce qu'il leur fallait, c'était uniquement l'alliance des «socialistes» polonais avec la contre-révolution internationale, d'où qu'elle vint: de Lüdendorff ou de l'och. C'est pourquoi, quand le P. S. P. proclame que, dans chaque pays, la classe ouvrière doit arriver elle-même par ses propres moyens à sa libération, cela veut dire—les actes des social-patriotes le prouvent surabondamment—que, au moyen des baïonnettes révolutionnaires étrangères, on ne peut enlever la terre et les usines aux capitalistes et aux junkers mais que, par contre, on peut et on doit avec l'aide des baïonnettes de la contre-révolution étrangère rétablir la domination des capitalistes et des junkers dans chaque pays.

Que ce «principe» de la non-intervention fût dans la bouche de tous les *Scheidemänner* allemands, au moment où l'armée rouge arrivait aux frontières de la Prusse Orientale commençant à pénétrer dans le couloir de Dantzig, provoquant l'enthousiasme du prolétariat allemand et jetant l'épouvante parmi les junkers, cela n'a rien d'étonnant. Mais ce qui est étonnant, c'est que dans la presse communiste et la fraction communiste au Reichstag allemand il se soit trouvé des camarades pour s'incliner devant cette formule du social-patriotisme international. Et pourtant l'occasion était belle, pour les communistes allemands, de dévoiler l'hypocrisie de leurs *Scheidemänner*.

Publiquement, dans la presse, au Reichstag, il fallait dire à ces derniers: Vous ne voulez pas de baïonnettes étrangères? Qui donc, si ce n'est vous, a bûni, au début de la guerre, les baïonnettes du kaiser et cherché à persuader les ouvriers allemands, entraînés dans le carnage mondial, qu'ils allaient délivrer la Pologne du joug étranger et la Russie de l'oppression tsariste? Qui donc a accepté avec reconnaissance les services de Foch lorsqu'il aidait votre Noske à fusiller les ouvriers et à étouffer la révolution allemande? Si vos baïonnettes impérialistes pouvaient servir à délivrer la Russie, les baïonnettes soviétistes russes ne peuvent-elles également servir à délivrer l'Allemagne de ses bourreaux, de ses Noske? L'ouvrier allemand, qui a devant lui vos détachements organisés par les officiers de Guillaume et derrière lui les bandes armées de Foch prêtes à lui porter le coup de grâce, accueillerait certainement avec enthousiasme les divisions soviétistes rouges, si elles devaient ou pouvaient pénétrer en Allemagne. Et il aurait tout autant le droit de le faire que les ancêtres démocrates de votre bourgeoisie allemande, qui attendaient avec impatience et acclamaient avec enthousiasme les bataillons de la grande Révolution française avec l'aide desquels ils espéraient secouer le joug féodal, ou que les démocrates hollandais qui appelaient à leur aide l'armée du général Pichegru, laquelle, en 1794, occupa en effet les Pays-Bas.

Et quoique les armées de la grande Révolution française eussent bientôt cessé de porter à la pointe de leurs baïonnettes «la paix aux chaumières et la guerre aux palais», quoiqu'elles fussent déjà devenues les armées du premier Empire, le héros lui-même de Jérôme (L'Incendie) comprenait toute l'importance du rôle des troupes françaises dans l'Espagne moyenâgeuse lorsque, après avoir entendu le manifeste de Napoléon abolissant le servage, il s'écria: «C'est avec notre sang, captif espagnol, que la constitution est écrite!» Et ce n'est point la sentimentalité démocratique impuissante des seigneurs patriotes polonais, mais le glaive de Napoléon qui, à Varsovie, dicta en 1807 à la Pologne le premier article de sa constitution: «Le servage est aboli!» Lorsque l'armée rouge soviétiste franchit l'année dernière les frontières de la Pologne, Pilsudski, le gouvernement et le *sejm* promirent aux ouvriers et aux paysans polonais monts et merveilles. Le *sejm* confectionna à la hâte le statut, dit «Statut de juillet» pour l'application de la réforme agraire, lequel fut signé par un homme adversaire déclaré de cette réforme, le professeur Bouyak, alors ministre de l'Agriculture. Ce n'est qu'après que l'armée rouge eut été repoussée et que les capitalistes et les junkers polonais furent remis de leurs craintes que le professeur Bouyak eut le courage de critiquer ce qui avait été fait dans un moment de panique. Dans ses *Remarques critiques sur notre réforme agraire*, il écrit: «Par une ironie du sort, ma signature figure au bas du Statut de juillet, qui est loin de correspondre à mes conceptions fondamentales». Les soldats de l'armée rouge soviétiste pourraient s'écrier: «C'est avec notre sang que ce statut en faveur des paysans déshérités a été

écrit, c'est parce que nous avons versé notre sang que ces déclarations solennelles et ces promesses d'entretenir pendant la guerre les familles des volontaires et d'assurer à ces derniers du travail après la guerre ont été faites. C'est parce que nous avons été vaincus, ouvriers polonais, qu'on vous a indignement trompés, c'est parce que nous avons été vaincus que vous, paysans sans terre, vous n'avez même pas obtenu les maigres avantages que vous promettait la réforme agraire». Lorsque Pilsudski marchait sur Kiev pour «délivrer» l'Ukraine, il était accompagné d'une bande de gendarmes et de junkers, effroi des paysans qui s'enfuyaient dans les bois ou allaient tomber sous les balles des seigneurs polonais. Lorsque l'armée rouge dans sa contre-offensive marcha sur Varsovie, seuls les capitalistes et les junkers s'enfuirent; les paysans, eux, restèrent sur leurs terres dont ils devinrent les maîtres. Puis ce fut «le miracle de la Vistule», le retour des seigneurs dans leurs domaines et les fusillades en masse des ouvriers et des paysans.

Et ainsi, les baïonnettes soviétistes «étrangères» et les baïonnettes capitalistes «nationales» sont, dans l'esprit de la classe ouvrière, les symboles de la révolution et de la contre-révolution; dans l'esprit des classes possédantes, les symboles de «l'agression» contre le droit sacro-saint de propriété capitaliste et de la résistance à cette agression. Pour les intellectuels à l'imagination pervertie par l'hypocrisie social-patriote, les baïonnettes de Pilsudski dirigées contre l'Ukraine soviétiste sont le symbole du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; quant aux baïonnettes prolétariennes dirigées contre la Pologne capitaliste, elles sont la négation de ce droit.

Si le principe, d'après lequel chaque pays doit faire sa révolution uniquement par ses propres forces, n'était pas une conception métaphysique abstraite, dépourvue de tout fondement et ayant contre elle l'expérience de l'histoire, ce principe, dis-je, devrait aussi avoir sa réciproque, c'est-à-dire que tout pays devrait faire chez lui sa contre-révolution uniquement avec les forces contre-révolutionnaires de ses propres classes. Mais si même dans le camp de la contre-révolution il se trouvait un seul protagoniste de cette absurdité, il serait accueilli par des rires de mépris. Lorsque, dans sa quatrième année, le *sejm*, par la constitution du 3 mai 1791, osa, pour mettre fin à l'anarchie, porter une légère atteinte aux droits des seigneurs, ceux-ci, réunis dans la Confédération de Targovitz, n'hésitèrent pas à prier l'impératrice Catherine d'envahir leur patrie. Les émigrés français, eux-aussi, se rassemblaient sous la protection des baïonnettes de toute l'Europe féodale, à laquelle ils demandaient d'aller rétablir l'ordre dans la patrie des jacobins. Ce n'est pas par les forces de la bourgeoisie nationale, mais par les baïonnettes allemandes que la révolution sociale a été étouffée, en Finlande et en Lettonie. Si les bandes de l'amiral Horthy peuvent faire peser sur la Hongrie la terreur la plus effroyable, ce n'est pas grâce aux forces de la contre-révolution hongroise, mais grâce à l'armée roumaine soutenue par les Alliés.

La Pologne contre-révolutionnaire de Pilsudski aurait déjà depuis longtemps été renversée par les ouvriers et les paysans polonais alliés à la révolution russe, si elle n'avait pas été soutenue militairement par l'impérialisme français qui en a fait son chien de garde en Orient. Il est hors de doute que, si à la place de la Pologne capitaliste il surgissait aujourd'hui un État prolétarien polonais, une république soviétiste polonaise, Pilsudski et Daszinski n'auraient rien de plus pressé que de faire la paix avec Roman Dmowski et d'aller supplier les gouvernements capitalistes du monde entier d'entrer en campagne contre la Pologne prolétarienne. C'est ainsi que les socialistes-révolutionnaires, les cadets et les monarchistes russes font antichambre dans toutes les cours royales et dans tous les ministères de l'Europe et implorent une expédition contre la patrie des ouvriers et des paysans révolutionnaires.

Devant l'évidence de ces faits, alors que tout le cours de l'histoire nous démontre que toute grande révolution est fatalement accompagnée de guerres contre-révolutionnaires et révolutionnaires, on se demande avec stupefaction comment il a bien pu venir à l'esprit même d'un seul communiste que la révolution était indépendante et devait se suffire à elle-même dans chaque pays. C'est là une fiction qui, entre les mains des social-démocrates il est vrai, peut devenir un instrument commode de duperie, mais qui, chez des révolutionnaires, ne peut être qu'extrêmement nuisible. Quelles sont, dans le domaine de la politique, les conséquences pratiques de cet extraordinaire principe? On permet aux républiques soviétistes de se défendre dans les limites de leurs territoires contre l'agression des bandes capitalistes du monde entier, mais on leur interdit de franchir les frontières de leur ennemi. Les bourgeois révolutionnaires français n'ont jamais appartenu à cette race de songe-creux; dès le début la guerre contre la coalition de l'Europe féodale, ils ont occupé la rive droite du Rhin, ils ont marché sur Mayence et sont allés battre la contre-révolution en Allemagne et en Belgique même, non seulement par la force armée mais par l'abolition, sur le territoire de l'ennemi, de tous les privilèges féodaux. Les bandes de mercenaires polonais, tchéco-slovaques et autres à la solde de l'Entente ne se sont pas gênées pour venir attaquer les républiques soviétistes sur leur propre territoire. Mais lorsque Pilsudski, le conducteur le plus sûr—quoique parfois indocile—de la Bourse de Paris et du militarisme français en Orient, organise sur le territoire de la Pologne les bandes contre-révolutionnaires d'égorgeurs de Balakhovitch, Pérémlykine et Pellura pour les lancer sur l'Ukraine et la Russie Blanche, les républiques soviétistes doivent attendre tranquillement que ces bandes, sur l'ordre de Pilsudski ou des chefs de l'état-major français, franchissent leurs frontières. Après quoi, l'armée rouge aura le droit de chasser ces bandits, mais à une condition, c'est qu'elle ne franchisse pas elle-même les frontières ethnographiques de la Pologne.

Il faut reconnaître que le Parti Communiste Ouvrier Polonais n'a jamais donné dans cette sentimentalité politique. Celle-ci, en effet, est

uniquement le lot des intellectuels petits-bourgeois dont l'imagination se construit un monde irréal, où ils peuvent se réfugier loin des affreuses réalités de la guetre de classes, de la révolution et de la contre-révolution. C'est pourquoi le Parti Communiste en Pologne n'a jamais admis même l'idée de ce principe, d'après lequel les républiques soviétistes ne pourraient combattre la contre-révolution internationale armée que sur leurs propres territoires. Dès le début de l'organisation des forces soviétistes armées, il a appris aux ouvriers polonais à considérer ces forces comme l'armée de la révolution internationale et à regarder l'armée blanche polonaise comme son ennemi. C'est ce qu'il n'a cessé de répéter dans ses journaux et ses feuilles volantes, pendant l'offensive de Pilsudski en Ukraine et la contre-offensive de l'armée rouge en Pologne. Dans tous les combats de la révolution contre l'impérialisme mondial, les communistes polonais ne se sont jamais souciés des frontières ethnographiques ou autres. La contre-révolution internationale, elle non plus, ne s'est pas embarrassée de frontières quelconques lorsqu'il lui a fallu écraser la révolution soviétiste, en Russie ou en Ukraine, en Esthonie ou en Lituanie, en Bavière ou en Hongrie.

Mais la révolution sociale a toujours accompagné l'armée rouge. Cette révolution sociale, peut-on la porter dans un pays quelconque à la pointe des baïonnettes?

On le peut, et cela pour les mêmes raisons et sous la pression de la même nécessité que celle qui forçait les armées de la grande Révolution française à franchir les frontières et à ébranler les fondements du féodalisme en Europe.

Nous dirons plus: Cela, on peut le faire avec beaucoup plus de succès que ne l'a fait l'armée des sans-culottes français. Et—ce qui est infiniment plus important—les circonstances peuvent obliger les régiments de l'armée rouge à aller très loin dans cette voie, avec une garantie complète de succès.

En effet, la grande révolution bourgeoise est séparée de la grande révolution prolétarienne par plus d'un siècle de développement du marché capitaliste mondial, qui a uni le monde entier en un organisme économique unique. D'où il résulte *prémiairement*, que le monde bourgeois, qui ne peut subsister que par l'accumulation du capital dans les limites de plus en plus élargies du marché mondial, ne saurait rester indifférent devant ces étendues immenses, peuplées de millions d'hommes et riches en ressources naturelles de toutes sortes, que sont les républiques soviétistes—lesquelles ont arrêté sur leurs territoires le processus d'accumulation du capital. Le monde bourgeois doit tendre au renversement du régime soviétiste. Il ne saurait exister longtemps en face des grandes républiques prolétariennes: à lui ou à elles de disparaître. Grâce à l'héroïsme de leur prolétariat, à l'énergie extraordinaire et à la politique perspicace de leurs dirigeants, les républiques soviétistes ont résisté trois ans à la pression militaire et économique du monde capitaliste et ont conquis enfin, au prix de souffrances effroyables, malgré la faim et le froid, une paix relative sur les fronts extérieurs. Néanmoins, le monde capitaliste ne peut souffrir longtemps à ses côtés

l'existence des républiques soviétistes. Si la révolution du prolétariat européen ne vient déjouer ses plans, il sera obligé, sous une forme ou sous une autre, de recommencer les hostilités. Alors l'armée rouge quittera le front économique et entrera de nouveau en campagne. — Où et quand s'arrêtera-t-elle? Cela dépendra du développement de la révolution dans les pays européens.

Deuxièmement, pour ce qui est de la situation internationale et des chances de succès, il est permis d'affirmer que le développement du capitalisme a créé pour la grande révolution russe des conditions bien meilleures que celles qui existaient à l'époque de la grande révolution française. A la fin du XVIII^e siècle, la France était mûre pour la révolution bourgeoise, mais le reste de l'Europe ne l'était pas. La Russie, en particulier, était alors la citadelle inexpugnable de la féodalité européenne. Aussi, les guerres révolutionnaires françaises ne portèrent-elles pas tous leurs fruits; les débris du féodalisme subsistèrent dans plusieurs pays d'Europe jusqu'à la dernière grande guerre impérialiste. Maintenant, au contraire, toute l'Europe est mûre pour la révolution sociale tandis que la Russie, au point de vue de développement de la technique et de l'organisation des forces de production, est le pays européen le moins préparé pour la révolution prolétarienne — qu'elle a cependant accomplie. Aussi l'Europe féodale a-t-elle pu envoyer ses bataillons contre la France révolutionnaire sans rencontrer aucune résistance de la part de ses sujets, tandis que l'intervention active des ouvriers européens a obligé les gouvernements des Etats capitalistes à renoncer à envoyer leurs propres armées contre les républiques soviétistes et les a contraints à soudoyer des troupes de mercenaires en Pologne ou à soutenir, dans différents pays, les bandes des contre-révolutionnaires russes.

Lorsque Pilsudski envahissait l'Ukraine, Tchitchérine dans ses appels en faveur de la paix ne déclarait-il pas au prolétariat international que «la classe ouvrière de chaque pays doit faire elle-même sa révolution»? En effet, c'est ce qu'a proclamé au nom des gouvernements soviétistes Tchitchérine, c'est ce qu'ont dit publiquement Lénine et Trotsky, c'est ce que désiraient et désirent ardemment les républiques soviétistes. Mais, dans leurs déclarations, les dirigeants russes ne s'inspiraient pas de cette vague, idéologie pacifiste à laquelle ils ont toujours été et sont encore complètement étrangers. Ils ne s'inspiraient pas non plus des motifs qui poussaient, au moment de l'avance de l'armée rouge, la *Rote Fahne* et la fraction communiste au Parlement allemand à rassurer les *Scheidmänner* et à leur persuader que la classe ouvrière allemande ne voulait point de l'aide armée des Soviets, car elle saurait accomplir elle-même sa révolution. Cette révolution, le prolétariat allemand pouvait-il la faire après l'expérience de la révolution hongroise, et lorsqu'il avait derrière lui, à l'Occident, Foch et devant lui, à l'Orient, les mercenaires polonais?

Lorsque les troupes tchèques et roumaines se ruèrent sur la Hongrie soviétiste, l'armée rouge ne vint pas au secours de cette dernière. Était-ce

parce qu'elle considérait que le prolétariat hongrois devait faire lui-même sa révolution? Certes, non! Bien au contraire. Le secours de l'armée rouge n'eût pas seulement sauvé la Hongrie soviétiste, il eût décidé du sort de la révolution en Tchéco-Slovaquie et en Roumanie et donné le signal de la révolution européenne. Mais l'armée rouge était alors occupée tout entière à repousser ses ennemis à l'intérieur de la Russie et ne pouvait fournir aucun secours à la Hongrie. Affamé, épuisé, manquant de tout, le prolétariat russe voulait constamment la paix afin de pouvoir se mettre au travail productif et récolter les fruits de sa victoire. Toujours il espérait que la révolution européenne allait éclater, car il avait lui-même besoin de son aide. Les notes susmentionnées, où Tchitchérine affirmait que la classe ouvrière de chaque pays doit faire elle-même sa révolution, signifiaient que le prolétariat russe réclamait le secours de ses frères européens et ne pouvaient rien signifier d'autre dans la bouche d'un communiste russe. Par contre, ces mêmes déclarations, dans la bouche d'un communiste allemand ou polonais, ne pouvaient que renforcer d'une façon inattendue la position de Lloyd-George, qui affectait la plus profonde indignation de ce que l'armée rouge eût osé franchir les frontières ethnographiques de la Pologne.

Ceux qui avaient raison, ce n'étaient pas ces communistes-là, c'étaient Lloyd-George et toute la clique des impérialistes qui redoutaient l'instauration du régime soviétiste en Pologne. Le prolétariat allemand, lui aussi, avait raison lorsqu'il applaudissait avec enthousiasme à la marche des divisions soviétistes et se demandait, mais avec un tout autre désir, si l'armée rouge s'arrêterait aux frontières de la Pologne ou de l'Allemagne, ou continuerait sa marche en avant. L'enthousiasme, l'effervescence révolutionnaire du prolétariat européen, l'aide de plus en plus active qu'il fournissait à la Russie en arrêtant le transport des munitions de guerre destinées à la Pologne contre-révolutionnaire, étaient des plus naturels. La révolution est tellement mûre en Europe, que l'écho du pas cadencé des bataillons soviétistes peut suffire à la faire éclater.

Weygand d'un côté et Wrangel de l'autre, cette fois-ci encore, ont sauvé la contre-révolution polonaise. Mais sans la marche extraordinairement rapide des armées rouges sur Varsovie et leur retraite précipitée, cette guerre, qui révolutionnait de plus en plus non seulement les ouvriers, les paysans et les soldats, mais encore une partie considérable du P. S. D. et des radicaux des milieux intellectuels, aurait amené l'instauration du régime soviétiste en Pologne. La Pologne soviétiste, c'eût été non seulement le renversement de l'impérialisme de l'Entente à l'intérieur de ce pays, mais la destruction de la forteresse que représente pour l'Entente, en Orient, la Pologne Blanche préposée à la défense du traité de Versailles. Le régime soviétiste en Pologne, c'eût été pour l'Entente le coup mortel qui aurait provoqué l'explosion de la révolution mondiale.

La forteresse polonaise de la contre-révolution mondiale est restée intacte et, malgré la paix de

Riga, continue de menacer les républiques soviétistes et, par suite, la révolution européenne. Cette forteresse tombera-t-elle sous les coups du prolétariat polonais, sa chute sera-t-elle provoquée par la révolution allemande, ou bien, par une nouvelle et folle expédition de Pilsudski contre l'Ukraine soviétiste, l'avenir nous le montrera bientôt.

En tout cas, il est une chose certaine: c'est que Pilsudski n'a pas renoncé à son plan de «libérer» l'Ukraine et la Russie Blanche. Ce qui le prouve, ce sont les articles de la presse polonaise à sa solde et l'attitude de ses partisans au *sejm*. Contraints de voter la ratification du traité de Riga, ces derniers ont souligné d'une façon significative que la Pologne n'avait pas encore réussi à réaliser ses buts en Orient. Après la catastrophe de Kiev, il est vrai, la majorité du *sejm* s'est détachée de Pilsudski; quant à la bourgeoisie polonaise qui considère la France impérialiste comme sa protectrice, elle a obligé Pilsudski à renoncer à son «indépendance», à sa «liberté d'action» dans le domaine de la politique, extérieure et des expéditions militaires, et lui a ordonné de se soumettre aux ordres de Foch. Pilsudski a dû aller à Paris et transmettre la direction de la politique polonaise extérieure et le commandement de l'armée polonaise au grand état-major français. Mais la forteresse polonaise de l'impérialisme français n'en est pas devenue pour cela une menace moins dangereuse pour la Russie soviétiste. Auparavant, Pilsudski préparait ses aventures militaires avec les chefs du P. S. P. qui préconisaient la réorganisation de l'ancienne «Union de la Pologne, de la Lithuanie et de la Russie» sous la forme d'une fédération de la Pologne, de la Lithuanie, de la Russie Blanche et de l'Ukraine, et allaient même jusqu'à demander la formation d'une fédération englobant tous les pays détachés de l'ancien em-

pire russe et qui serait sous l'hégémonie du capital polonais. Mais ce dernier est encore trop faible pour satisfaire, ne fût-ce qu'en imagination, les appétits impérialistes que manifestent les intellectuels petits-bourgeois. C'est pourquoi il a préféré en finir avec «la liberté d'action» de Pilsudski dans le domaine de la politique militaire. Mais, de ce que la politique polonaise est maintenant dirigée par le président du Conseil des ministres français il n'en résulte nullement que cette politique, malgré la désorganisation et l'épuisement de la Pologne, sera moins offensive, moins belliqueuse; en effet, l'impérialisme français, acculé à une impasse, est en ce moment le plus belliqueux et le plus aventurier de l'Europe. Si malgré l'état catastrophique des finances polonaises et du budget français, Foch organise actuellement en Pologne une puissante armée, ce n'est pas seulement pour paralyser l'Allemagne, c'est aussi pour préparer une nouvelle guerre contre la révolution russe. Sous la direction de l'aventureuse politique française, l'aventurier Pilsudski se verra peut-être contraint de renoncer à ses projets de «fédération», mais ce à quoi il ne renoncera jamais, c'est à ses aventures.

Les républiques soviétistes n'auront pas longtemps à jouir de la paix et, si la révolution européenne ne leur vient pas en aide, l'armée rouge sera bientôt forcée d'abandonner ses instruments de travail et de reprendre ses armes.

Et si la révolution prolétarienne éclate en Europe?

«La révolution en Europe donnera aux bataillons rouges du prolétariat russe le signal de la marche sur l'Occident»¹⁾.

¹⁾ Extrait des thèses présentées par le Comité Central du Parti Communiste Ouvrier Polonais à la II^e conférence du parti.





K. KILBOM.

LA LUTTE ENTRE AMSTERDAM ET MOSCOU DANS LE MOUVEMENT PROFESSIONNEL SUÉDOIS

Dans le mouvement professionnel suédois il existe, comme on le sait, trois courants distincts: celui des réformistes, celui des syndicalistes et celui des ouvriers à tendances révolutionnaires. Les syndicalistes ont une organisation à eux: la C. O. S. (Centrale Ouvrière Suédoise); quant aux réformistes, ils sont toujours à la tête de l'Organisation Nationale Suédoise qui englobe environ 250.000 membres. En dehors de l'Organisation Nationale, on compte encore environ 70.000 hommes, pour la plupart fonctionnaires d'Etat, adoptant la plate-forme réformiste. A l'heure actuelle, le nombre des membres de l'organisation syndicaliste se monte, d'après les données de la direction, à 30.000. Les révolutionnaires, qui appartiennent pour la plupart au Parti Communiste, mènent leur travail à l'intérieur des organisations réformistes. Mais la C. O. S. renferme également beaucoup de membres appartenant au Parti Communiste et sympathisant à l'Internationale Syndicale Rouge.

La lutte au sein du mouvement professionnel suédois débuta en 1909 par la grève générale des syndicats. Si cette grève ne se termina pas par l'écrasement complet du mouvement, comme le voulaient les patrons, elle n'amena pas non plus la victoire du prolétariat. Elle fut l'occasion d'une agitation intense contre les chefs réformistes: ceux-ci furent accusés de trahison, on leur reprocha de manquer de capacités organisatrices, d'avoir enlisé le mouvement professionnel et de l'avoir mis sous la dépendance complète des socialistes de droite. Toutes ces accusations étaient basées sur des preuves irréfutables. Mais l'opposition eut pour unique résultat l'élimination de différents éléments qui se réunirent pour former la C. O. S.

Dans les années qui précédèrent la grève générale, la classe ouvrière suédoise avait reporté le centre de gravité de sa lutte dans le domaine de la politique. Croyant aveuglément au parlementarisme, elle espérait arriver au socialisme par la voie des institutions parlementaires. Pendant la période de 1910 à 1920, les «succès politiques» se suivirent sans interruption. Au Parlement comme dans les administrations municipales, l'influence des ouvriers grandissait chaque jour; par contre, leur situation économique ne faisait qu'empirer, surtout pendant les premières années de la guerre. Il est à remarquer que, d'après les données offi-

cielles, le prix des vivres, de 1914 à 1920, a augmenté de 170%, tandis que la hausse des salaires n'a atteint que 104%. Et ainsi, dès 1920, les ouvriers durent constater que, malgré leurs succès politiques, ils avaient subi une défaite économique complète. Le niveau du bien-être matériel s'était considérablement abaissé. Il s'abaissera encore davantage cette année. En Suède, comme dans les autres pays, les patrons prenant prétexte de la crise—conséquence inévitable du régime capitaliste, accentuée d'ailleurs par la guerre mondiale—que traversait l'industrie, exposèrent un plan général de réduction des salaires. Ils ne voulurent point prendre en considération le fait que, durant la période de hausse des prix, les salaires avaient moins monté que le prix des vivres et que la baisse des salaires allait maintenant précéder celle du prix des produits de première nécessité. Les ouvriers, il va de soi, sont toujours désavantagés. Dans toutes les branches de l'industrie, les réductions de salaires proposées variaient de 20% à 50%. Les chefs réformistes soutinrent presque ouvertement les exigences patronales. En tout cas, ils ne firent pas la moindre tentative de résistance. Les dirigeants des organisations scandinaves convoquèrent, il est vrai, à Stockholm, en janvier de l'année courante, une assemblée à laquelle ils discutèrent la question de la solidarité de tactique des ouvriers scandinaves dans leurs rapports avec les patrons, mais les dirigeants des organisations nationales suédoise et danoise furent les premiers à violer les obligations qu'ils avaient assumées. Ce fut, particulièrement en Suède, une véritable défection sur presque toute la ligne. Ces faits, ainsi que les fréquentes trahisons des social-patriotes au Parlement, arrivèrent peu à peu à modifier complètement le point de vue des ouvriers sur la lutte de classes. Quant à la foi aveugle au parlementarisme, elle a fait place, dans certains milieux, à la négation complète de l'utilité de l'activité parlementaire. Dans tous les autres domaines de la politique, une apathie complète a envahi les ouvriers. Les masses ont presque entièrement perdu confiance en leurs propres forces.

Pourtant, en Suède, comme dans les autres pays, le nombre des adhérents des organisations professionnelles a augmenté. Chaque jour, ces organisations ont vu affluer à elles de nouvelles masses d'ouvriers. Mais ce succès n'a été qu'ap-

parent. Les sujets de mécontentement des conditions de vie n'ont point disparu. Au contraire, au fur et à mesure du développement de la lutte ils sont devenus plus manifestes pour la grande majorité des syndiqués.

Le bureaucratisme des chefs réformistes syndicaux et leurs tendances à profiter de la centralisation du pouvoir pour contrecarrer l'action des ouvriers contre l'abaissement des salaires amenèrent le prolétariat à réclamer la décentralisation du pouvoir au sein des syndicats, ce qui était en opposition radicale avec la décentralisation organique réclamée par les syndicalistes. Les ouvriers posèrent encore une nouvelle exigence: ils demandèrent la modification immédiate, sur le principe de production, des formes d'organisation. En effet, le principe de la structure des syndicats par métiers avait pour résultat de forcer un groupe quelconque d'ouvriers luttant contre les patrons, à lutter en même temps contre ceux de leurs camarades qui, dans l'hypothèse la plus favorable, restaient dans la neutralité, mais qui, parfois aussi, devenaient de véritables briseurs de grèves. Maintenant déjà, on voit apparaître quelques faibles tendances à la transformation de toutes les organisations corporatives en une organisation de classe unique, embrassant tout le pays. On voudrait créer une organisation nationale, divisée en groupes industriels et en sections de production et basée sur les fédérations locales partout existantes, et non sur les différentes unions de métiers et corporations.

Le principe qui entravait la liberté du mouvement professionnel, c'est-à-dire le principe des contrats collectifs conclus avec les patrons pour une durée déterminée et obligatoires pour tous les ouvriers d'un syndicat donné et qui avait été rigoureusement observé jusqu'à présent par les chefs réformistes syndicaux, avait eu pour résultat de lier complètement les mains aux ouvriers, de leur enlever toute liberté d'action au moment décisif. Aussi, ceux-ci réclamèrent-ils la suppression des contrats collectifs et leur remplacement par des contrats libres, ou, tout au moins, l'établissement d'un tarif fixe pour la main-d'œuvre, ce qui affranchirait dans une certaine mesure le mouvement ouvrier.

La question de l'unité de l'organisation, telle que la concevait la droite du Parti Socialiste—dont les membres, lorsqu'ils étaient au pouvoir, avaient créé les conditions qui les obligent maintenant à jouer le rôle de briseurs de grèves—ainsi que la question du mouvement professionnel, furent l'objet de discussions passionnées. Jusqu'à l'heure actuelle, les syndicaux adhéraient aux organisations de la droite socialiste en qualité d'organisations locales et fournissaient ainsi à ces dernières un soutien économique des plus précieux. Mais une campagne énergique, menée par les syndicats les plus révolutionnaires, priva les sections syndicales du droit d'entrer en bloc dans un parti quelconque. Cette mesure affaiblit considérablement la droite socialiste. Il convient de mentionner, en passant, que le Parti Communiste n'a jamais admis que l'adhésion individuelle à son organisation.

Enfin,—et c'est là le point le plus important—les organisations économiques et la lutte économique étant considérées comme le noyau vital de toute la lutte de classes, on résolut de s'attacher en premier lieu à transformer les syndicats en organisations révolutionnaires de la lutte des classes.

Le mouvement professionnel suédois avait, jusqu'à la Révolution, suivi religieusement les traces du mouvement allemand. L'action syndicale était considérée comme un palliatif à la lutte des ouvriers, et la transmission du pouvoir aux représentants de ces derniers dans le Parlement bourgeois devait, croyait-on, instaurer le bonheur parfait sur la terre. Les organisations professionnelles avaient uniquement pour tâche de défendre les intérêts de leurs membres dans les cadres du régime capitaliste existant. Par malheur, on ne se demandait pas comment la transformation de la société pourrait bien s'effectuer avec le droit de propriété capitaliste sur les moyens de production, le contrôle et la direction de la production.

Partant du principe que l'on ne peut modifier le caractère réformiste du mouvement syndical que par une action organisée, l'opposition avait déjà fait, durant l'hiver 1916—1917, une tentative de serrer les rangs. À Pâques 1917, une organisation nouvelle se forma qui prit le nom de: «Opposition Professionnelle Suédoise» et qui se donna pour tâche de travailler au sein de l'Organisation Nationale et des syndicats réformistes afin de les révolutionner. Des programmes furent élaborés et envoyés aux intéressés; mais, pour différentes raisons, les résultats obtenus furent infimes ou même nuls. Pourtant les sujets de mécontentement n'avaient point disparu; ils s'accroissent même en 1917—1918, et la tendance à la réorganisation du mouvement professionnel se fortifia considérablement. Aussi, en automne 1918, une nouvelle organisation surgit-elle, dont le but était également de travailler à l'intérieur des organisations professionnelles. C'était la «Fackliga Propaganda Förbundet» (Union Professionnelle de Propagande). Sur son initiative, des clubs politiques affiliés au Parti Communiste furent créés près les syndicats, en différents points du pays. Quelques syndicats adhèrent partiellement à cette union, portant ainsi le nombre de ses membres à 7.000 environ.

Le programme adopté au Congrès, en mars de l'année courante, a été en partie adapté aux conditions spéciales de la Suède, mais dans sa composition on a utilisé les leçons des différentes révolutions et, avant tout, celles de la Révolution russe. Ce programme pouvant intéresser les militants révolutionnaires des syndicats des autres pays, nous en donnons ci-dessous le texte intégral:

«Considérant que le mouvement professionnel économique, lequel constitue la lutte pour l'émancipation du prolétariat, doit non seulement mener cette lutte dans le but d'améliorer la situation économique et sociale de la classe ouvrière dans les cadres du régime communiste, mais doit encore s'assigner pour tâche principale la préparation de la socialisation dont il sera le facteur principal, l'Union Professionnelle de Propagande décide de travailler en accord avec le programme

et la politique du Parti Communiste, de se conformer aux décisions de la III^e Internationale pour transformer le mouvement professionnel politique en un mouvement de lutte de classes révolutionnaire et d'adhérer à l'Internationale Syndicale Rouge. Dans ce but, elle s'emploiera à :

- «1. Faire de la propagande pour fondre en seul bloc, tout en conservant l'unité d'organisation du précédent mouvement professionnel, tous les syndiqués adoptant la plate-forme révolutionnaire et socialiste;
- «2. Elaborer pour chaque syndicat des statuts qui lui permettront d'être constamment sur la plate-forme révolutionnaire de la lutte de classes et interdiront aux différents syndicats et à leurs sections d'adhérer en bloc à un parti politique quelconque;
- «3. Restaurer et défendre la liberté du mouvement professionnel, et cela en remplaçant les contrats collectifs, ainsi que les contrats à long terme, par des contrats «à l'amiable»;
- «4. Faire disparaître tout ce qui, dans le mouvement professionnel, entrave la lutte révolutionnaire des syndicats, ferme les yeux aux ouvriers sur la nécessité de reconstruire sur des bases communistes l'Etat actuel;
- «5. Accroître les ressources des organisations professionnelles afin de faciliter les grèves générales, les grèves de sympathie, l'obstruction, le sabotage, le boycottage effectif, l'enregistrement des membres, la coopération sociale: tout cela, dans le but d'amener la destruction du capitalisme;
- «6. Abolir toutes les mesures corporatives et professionnelles à caractère restrictif et créer une organisation nationale sur la base nettement établie du principe de production; unifier les organisations locales sur les bases fédératives, tout en stipulant que l'action générale combinée de tous les ouvriers est indispensable pour la lutte sociale;
- «7. Faire de l'agitation pour arriver à la suppression de toutes les formes d'organisation restrictives, instituées par l'Etat comme par les particuliers pour entraver la solidarité d'action des ouvriers;
- «8. Démasquer et réfuter toutes les idées et tentatives de réaliser la socialisation en régime capitaliste, lesquelles ne font que retarder l'établissement du régime communiste;
- «9. Lutter pour le contrôle ouvrier effectif sur l'industrie, l'agriculture, les établissements de crédit, les voies et communications et, en général, sur toute la vie industrielle; préparer la socialisation de l'industrie par l'instauration de conseils d'industrie, composés exclusivement des ouvriers eux-mêmes et destinés à être la base du régime socialiste;
- «10. Pour réaliser ce programme, l'Union de Propagande se déclare prête à travailler avec les organisations économiques et politiques marchant dans la voie révolutionnaire. Cette collaboration s'effectuera sur la base des principes communistes et de la reconnaissance de la dictature du prolétariat comme stade préparatoire à l'institution du communisme».

Ce programme fut débattu dans une foule de syndicaux. Des centaines de réunions eurent lieu, auxquelles on discuta sur la tactique révolutionnaire et le réformisme au sein du mouvement professionnel. Dans les syndicaux, l'opposition réclamant la réalisation dudit programme croisait de jour en jour. Déjà au grand Congrès des ouvriers métallurgistes (été 1919), l'opposition était en majorité et, quoique hétérogène (elle se composait de socialistes de gauche et de droite, pluri-*l'*hostiles au mouvement syndical, et d'une fraction des membres de l'Union de la Jeunesse), elle tendait à la transformation sociale par la révolution. Cette opposition réussit à faire élire plusieurs de ses membres à la direction du syndical. Cette même année, elle obtint également la prépondérance dans la direction du syndicat des typographes.

Ce qui contribua considérablement à la formation d'un front unique contre les réformistes, ce fut que l'Union Communiste de la Jeunesse ainsi que le Parti Communiste prirent une conscience claire de la nécessité de réorganiser le mouvement professionnel. Au congrès de l'Union de la Jeunesse, en 1914, quelques-uns des membres de cette dernière se prononcèrent, au cours des débats sur le mouvement professionnel, pour la réorganisation fondamentale de ce dernier dans les cadres de l'ancien mouvement, c'est-à-dire dans l'esprit du mouvement syndicaliste, et non dans l'esprit socialiste. Ce même congrès intercala dans les statuts de l'Union un nouveau point portant que chacun de ses membres devrait appartenir à une union professionnelle, partout où faire se pourrait.

Le congrès de 1917, auquel la question du mouvement professionnel fut examinée sous toutes ses faces, adopta la résolution suivante:

«Considérant que les actions de masses extra-parlementaires sont, de nos jours, le complément indispensable à l'action parlementaire dans la lutte de classes—cette action étant, en effet, insuffisante pour amener la classe ouvrière à la victoire—le congrès décide de rappeler à tous ses membres la nécessité de collaborer au mouvement professionnel dans l'esprit du socialisme révolutionnaire dont la tactique et les méthodes de lutte doivent, devant la puissance et la cruauté croissantes du capitalisme, s'élargir et se radicaliser de plus en plus.

«Actuellement, les ouvriers suédois se trouvent dans la nécessité impérieuse d'utiliser intégralement tous les moyens de la lutte professionnelle. Il conviendra tout d'abord d'exiger l'augmentation des salaires, tout en veillant à ce que le minimum de vie soit supérieur à ce qu'il était avant la guerre, ainsi que l'application de la journée de 8 heures. En outre, la classe ouvrière doit dans ses revendications, à la satisfaction desquelles la conjoncture actuelle est éminemment favorable, s'appuyer sur la force économique que représente son mouvement professionnel».

Enfin, le congrès de 1919 arrêta que «les buts de l'Union étaient» entre autres «d'introduire dans le mouvement professionnel la tactique révolutionnaire, et cela non seulement dans le but

de défendre les intérêts journaliers des ouvriers, mais aussi dans le but de concourir à la lutte pour la réalisation du socialisme, c'est-à-dire pour la remise de la production aux mains des travailleurs».

Au sein du Parti Communiste, on se rendit compte également que, sans la transformation des organisations professionnelles, aucune activité révolutionnaire n'était possible. La situation du mouvement communiste en Suède serait incomparablement meilleure si, au lieu du travail politique restreint qu'elle mena jusqu'en 1919, l'opposition avait commencé plus tôt à travailler dans les syndicats. Une preuve éclatante de la justesse de cette affirmation nous est fournie par la Norvège, où nos camarades, dès les années 1910-1911, menèrent une opposition systématique dans les syndicats, à peu près sur les bases de l'opposition actuelle en Suède. En Norvège, les révolutionnaires ont ainsi acquis la prépondérance non seulement dans la droite du parti socialiste, mais dans toute l'organisation nationale. En Suède, comme on le sait, l'opposition a dû quitter le parti des socialistes de droite et former un nouveau parti; c'était là, en effet, la seule issue possible si, dans notre lutte pour la révolution, nous ne voulions pas être forcés d'abandonner nos dernières positions. Si le centre de gravité, au lieu de se trouver dans le domaine politique, avait été dans le domaine professionnel, il est plus que probable que nous aurions eu, en Suède, des résultats tout autres que ceux qui se manifestèrent au congrès de la droite socialiste, en 1917. Cette année-là, après des pourparlers prolongés avec les chefs de l'Union de Propagande Professionnelle, le congrès du parti communiste adopta la résolution suivante, laquelle réglait pour l'avenir les rapports entre les deux organisations sur des bases conformes aux principes du communisme:

«Saluant le congrès du parti, lequel marque l'aspiration croissante de la classe ouvrière à la lutte des classes, à la transformation révolutionnaire recherchée de plus en plus par le mouvement professionnel, à l'organisation des grandes masses ouvrières, nous constatons que ce congrès, résultant de la conviction profonde des masses et de la nécessité de renverser le capitalisme, est en même temps la preuve que l'idée préconisée par le parti communiste, de la nécessité de l'élaboration de méthodes de lutte contre le capitalisme et de la révolution sociale, acquiert de plus en plus de force.

«La diffusion des idées révolutionnaires au sein des organisations professionnelles est le résultat d'une agitation intelligemment menée ainsi que des conditions particulières où se trouvent les syndiqués et de l'état d'esprit spécial régnant chez ces derniers. C'est pourquoi, il convient tout d'abord de créer une organisation spéciale de propagande qui devra travailler au sein des organisations professionnelles réformistes et élaborer un programme révolutionnaire approprié.

«Le congrès s'associe entièrement à l'Union Professionnelle de Propagande. Il la considère comme une organisation surgie spontanément du développement du mouvement révolutionnaire, et

ayant pour but d'attirer les ouvriers syndiqués à l'œuvre d'éducation socialiste et à la lutte révolutionnaire. Pour l'élucidation des rapports entre le Parti et l'Union, le congrès du Parti propose au congrès de l'Union de Propagande:

«1. De reconnaître les décisions de la III^e Internationale et le programme du parti comme principes directeurs de son activité.

«2. De créer dans les clubs communistes, existant près chaque syndicat, un centre d'organisation de l'Union et d'obliger chaque club à adhérer à l'organisation locale du parti.

«3. D'accorder à ladite organisation le droit de déléguer un représentant dans chacun des différents clubs locaux, ainsi que dans les organisations de district et dans le Comité ouvrier du parti, ainsi que d'avoir son représentant à la direction de l'Union de Propagande, tous ces représentants ayant voix délibérative et droit d'interpellation.

«En cas d'acceptation par le congrès de l'Union de Propagande des conditions ci-dessus, le congrès du parti décide: de charger la direction future de soutenir par tous les moyens l'activité de l'Union de Propagande, d'obliger expressément tous les membres du parti à organiser dans chaque syndicat un club communiste près l'organisation locale du parti ou l'Union Professionnelle de Propagande; en outre, d'accorder à la direction centrale de l'Union de Propagande, lors de la discussion au sein du Comité ouvrier du parti de questions intimement liées au mouvement professionnel, le droit de déléguer un membre avec voix consultative et voix d'interpellation».

Ce mouvement d'opposition au sein des organisations professionnelles ne pouvait manquer de provoquer les attaques acharnées de la presse, de la bourgeoisie et de la droite socialiste. Mais les plus furieux, ce furent les chefs réformistes. De la défensive ils passent maintenant à l'offensive. La campagne débuta par la décision adoptée au congrès international des ouvriers des métaux à Berne. Nos réformistes furent soutenus par leurs congénères français et allemands, qui luttaient dans leurs pays contre les partisans de Moscou. Pourtant, ils ne se sont pas résolus jusqu'à présent à supprimer l'opposition. A une de leurs assemblées, en avril, les représentants de l'organisation nationale accusèrent l'Union de Propagande de chercher à provoquer la scission — reproche que l'on pourrait avec justice retourner aux réformistes — et firent, en outre, sur les décisions adoptées par le dernier congrès, un rapport détaillé qui se terminait ainsi:

«Constatant que l'Union Professionnelle de Propagande adopte une attitude illégale et hostile à l'égard de l'Organisation Nationale, représentante véritable du mouvement professionnel, et que ladite Union se propose de subordonner le mouvement syndical aux directives politiques de Moscou, la représentation exige catégoriquement de tous les syndicats qu'ils renoncent à soutenir l'activité de l'Union de Propagande».

Fait caractéristique: les indépendants (Vennerströmmer) volèrent d'enthousiasme cette résolution

Bientôt après, la représentation du syndicat conservateur des ouvriers municipaux des villes entraînait en scène. Dans sa séance de mai, elle déclara ouvertement, par la décision suivante, la guerre à l'Union de Propagande:

«Il peut être établi maintenant avec certitude que le Parti Communiste est une filiale de l'Internationale de Moscou et, comme telle, obligé d'introduire comme principe directeur dans chaque syndicat le principe du bolchévisme; ce principe doit mener à la révolution mondiale, qui donnera le pouvoir à la classe ouvrière et rendra possible l'établissement de la dictature de cette dernière. Sur cette base et conformément aux conditions imposées pour l'adhésion à ladite internationale, il a été formé une organisation dénommée: «Union Professionnelle de Propagande» dont la tâche est de créer des clubs communistes dans chaque syndicat afin de propager la doctrine bolchéviste, de gagner les syndicats au Parti Communiste et de propager les méthodes syndicalistes de lutte.

«Comme nous sommes complètement solidaires du mouvement professionnel socialiste suédois, lequel, par l'intermédiaire de l'Organisation Nationale, adhère à l'Internationale d'Amsterdam, internationale odieuse à celle de Moscou, et comme, par ses principes, ce mouvement socialiste est essentiellement démocratique et se refuse à effectuer la révolution sociale par la force, notre représentation arrête et déclare ce qui suit:

«1. Notre syndicat est en désaccord fondamental avec le Parti Communiste et l'Union de Propagande Professionnelle sur le but politique et les méthodes de lutte.

«2. Contre lesdits partis et unions une agitation et une propagande intenses devront être menées au moyen de rapports dans toutes les sections, d'articles dans la presse et de tous autres moyens à élaborer par la direction de notre syndicat».

C'est au grand congrès du syndicat des cheminots, vers la fin du mois de mai, que les adhérents de l'Internationale d'Amsterdam escomptaient nous porter le coup le plus fort. La majorité des membres et ce syndicat avaient adhéré en bloc à l'Union de Propagande, particulièrement au nord de la Suède. Les cheminots étaient en général mécontents de l'activité de la direction qui tenait en main toutes les affaires de leur syndicat. Aussi les réformistes jugèrent-ils plus avantageux pour eux de n'exposer que des revendications modestes. La résolution suivante fut soumise au congrès:

«Quelques sections du syndicat ayant décidé d'adhérer à l'Union de Propagande Professionnelle, le III-e congrès du syndicat des cheminots suédois déclare catégoriquement que l'appartenance de ses membres à l'Union de Propagande, instituée pour provoquer la scission dans le mouvement ouvrier, est incompatible avec la qualité de membre du syndicat des cheminots ou avec l'exercice de fonctions quelconques au sein dudit syndicat.

«Le congrès propose à la direction du syndicat d'instruire exactement toutes les organisations et sections des buts et tâches des organisations professionnelles et de dévoiler la tendance

à la scission dans les syndicats, préconisée par l'Union de Propagande.

«Le congrès est d'avis que les organes du syndicat doivent publier des éditions où seront exposés les points de vue susmentionnés».

Le rapport provoqua des débats prolongés; nos camarades démontrèrent nettement quels étaient les véritables fauteurs de la scission dans les syndicats. Malgré tous les efforts des réformistes, le congrès décida d'interdire à ses sections l'adhésion en bloc à l'Union de Propagande, mais autorisa l'adhésion des syndiqués groupés en noyau ou en club.

Telle est la situation à l'heure actuelle. Les partisans d'Amsterdam se préparent au congrès de l'Organisation Nationale convoqué pour cet été, et les résolutions que nous venons de reproduire ne sont, selon toute probabilité, que le prélude à une lutte plus sérieuse. En attendant, le chômage augmente sans cesse. Vers la fin de mai, on comptait en Suède environ 90.000 sans-travail et plus de 100.000 ouvriers chômant partiellement. Par suite d'un arrêté pris au moment où la droite socialiste était au pouvoir, les secours distribués auparavant par l'Etat et les municipalités aux sans-travail ont cessé. Les caisses des syndicats sont presque vides. Tout indique que, par suite de sa liaison étroite avec le capitalisme, le réformisme est tombé avec ce dernier dans une impasse d'où réformistes et capitalistes ne savent comment se tirer. Et ainsi nous avons tout lieu de croire que l'attaque qu'ils méditent contre nous se terminera par leur défaite. Un des nombreux faits justifiant notre pronostic, c'est l'adhésion récente du syndicat des ouvriers forestiers et agricoles suédois aux principes fondamentaux de l'Internationale Syndicale Rouge.

Certes, la lutte dans laquelle le mouvement professionnel suédois sera un des moyens de renversement du capitalisme ne peut manquer d'être acharnée. Les réformistes ont pour cela tous les moyens et en profitent sans vergogne. L'opposition n'a pour elle que sa foi révolutionnaire et la conscience que le capitalisme et, avec lui, le réformisme touchent à leur fin. La conquête des organisations professionnelles à la cause de la révolution n'est donc plus qu'une affaire de temps. Et si l'Internationale Syndicale Rouge, à son congrès de juin, sait assouplir ses formes d'organisation, elle facilitera par là même l'œuvre de la transformation radicale des organisations professionnelles, et, groupant les grandes masses des syndiqués en une armée unique qui sera celle de la révolution mondiale, elle portera le coup de grâce aux adeptes de la II-e Internationale d'Amsterdam. La révolution est presque impossible sans la lutte des organisations professionnelles pour le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat. Actuellement les communistes doivent surtout travailler au sein des organisations professionnelles, là où se trouvent les masses, là où l'on peut gagner leur confiance à force de dévouement et de travail éclairé. C'est ce que s'efforce de faire en Suède l'Union de Propagande Professionnelle.

Karl KILBOM



M. TSKHAKAÏA.

LA GÉORGIE SOUS LA BOTTE DES MENCHÉVIKS

La lutte entre le démocratisation traître des menchéviks et le démocratisation prolétarien véritablement révolutionnaire des bolchéviks a commencé dès la naissance de ces deux courants dans le mouvement ouvrier de la Russie à laquelle la Géorgie était alors rattachée. Depuis l'année 1903, durant toute la révolution de 1905 et plus tard, les menchéviks géorgiens, qui représentaient une fraction considérable et influente du menchévisme russe, n'eurent qu'un désir: entrer sur le terrain de la légalité et se faire tolérer par l'autocratie tsariste. Toujours ils prêchèrent la collaboration pleine et entière avec la bourgeoisie libérale («campagne des *zemstvos*», bloc avec les cadets, participation aux organes législatifs, à la Douma d'Empire, aux conseils municipaux, aux *zemstvos*, en compagnie des seigneurs et des grands propriétaires fonciers, etc.). Quoiqu'ils fussent dans le même parti que nous, ils étaient plutôt nos ennemis—les ennemis d'une ligne de conduite vraiment prolétarienne, d'une ligne fermement socialiste et révolutionnaire—que nos amis, que des camarades. En effet, comme le montrent toute leur action et leur presse pendant les 18 dernières années, les menchéviks ne menèrent jamais contre les cadets une polémique, une agitation aussi violente et haineuse que celle qu'ils dirigèrent contre nous. Et, certes, jamais les ennemis de classe avérés du prolétariat, les cadets et les gens de la «bande noire» ne furent aussi nuisibles et aussi dangereux pour la révolution que les menchéviks en général, et que les menchéviks géorgiens en particulier. En effet, en qualité de socialistes, ils étaient considérés comme les amis des ouvriers et des paysans et, tels des loups déguisés en agneaux, pouvaient nous déchirer à belles dents, nous, qu'ils représentaient comme des anarchistes blanquistes, des conspirateurs, des antimarxistes, des «romantiques» de la révolution, etc. Dans un pays comme la Géorgie, où les paysans et la petite bourgeoisie formaient l'immense majorité de la population, ils devaient avoir fatalement plus de succès que nous, socialistes «irréductibles» et «intransigeants», que nous, bolchéviks, qui soutenions constamment le point de vue de la lutte révolutionnaire de classes. Voilà pourquoi, durant la période de la Douma (1906-1917) et au début de la révolution de 1917 (de mars à octobre), ils furent partout en majorité, même dans les soviets ouvriers et paysans.

Ce qu'ils voulaient, c'était obtenir la succession de tsarisme, à n'importe quel prix, même s'il eût

fallu pour cela renoncer au développement ultérieur de la révolution, à la réalisation du programme minimum... Mais pour conserver la confiance des masses et continuer à se faire passer pour des socialistes et des révolutionnaires, les menchéviks se posaient constamment en «démocrates-révolutionnaires», défenseurs des conquêtes de la révolution contre l'anarchie prolétarienne dont nous, bolchéviks, nous étions soi-disant, depuis le début, les héritiers.

Naturellement, ils ne s'étaient jamais «préparés» à la révolution. Leur chef, Noé Jordania, qui, avec ses acolytes, Tsérébelli, Tchekidzé, Guéguetchkori, Tchekenkéli, Ramichvili et autres, parcourait maintenant l'Europe, fait antichambre chez les impérialistes anglais et français et prépare même, semble-t-il, une intervention, poussa un soupir de soulagement lorsque survint la réaction de Stolypine et assumait la tâche de liquider la révolution. Adversaire déclaré de tout mouvement illégal, de tout parti clandestin, il fut, pendant la guerre impérialiste de 1914-1918, «jusqu'aboutiste» plus encore que Plékhanof, dont il se considère, sans en avoir aucunement le droit, comme l'élève. Ainsi que les autres menchéviks géorgiens, il sut toujours se trouver de bonnes petites sinécures dans les Doumas d'Empire, dans les conseils municipaux et dans les *zemstvos*... Et par tous les moyens, jusqu'à la provocation et à la trahison y comprises, les menchéviks géorgiens entravèrent le travail révolutionnaire des petits groupes de bolchéviks échappés par miracle aux conseils de guerre et aux dragonnades des bourreaux tsaristes qui avaient nom: Stolypine, Gourko, Gorémykine. Ils brûlaient nos proclamations, même celles du 1-er mai, combattaient la journée de huit heures et l'instauration de la république démocratique en Russie. Ils ne s'attendaient pas à la révolution et ils ne s'y trouvèrent pas préparés lorsqu'elle éclata à Pétrograd, à Moscou et dans les autres villes de Russie, en février et mars 1917.

Mais il était une chose à laquelle ils s'étaient bien préparés: ils étaient passés maîtres dans l'art de capter la confiance des masses ouvrières et paysannes. Durant dix ans (1907-1917), par leurs discours et leurs écrits, ils avaient, par un réformisme et un opportunisme gagné-petit, gagné le coin le plus révolutionnaire de la Russie tsariste: la Géorgie, la glorieuse cité de Batoum, la Gourie révolutionnaire et Tiflis, la cité ouvrière révolutionnaire. Certes, la situation, c'est-à-dire la

réaction, et ensuite la guerre favorisaient l'œuvre trahissante qu'ils accomplissaient aux côtés des agents de la réaction et de la bourgeoisie dont la bienveillance leur était assurée.

Dès qu'ils eurent reçu par télégramme, de leur agent à la Douma, Tchekidzé, la nouvelle de la révolution, Jordania et sa compagnie qui n'avaient jamais rien fait pour la révolution, mais qui l'avaient au contraire entravée par tous leurs écrits et tous leurs actes, commencèrent leur propagande dans les villes et les villages de la Géorgie (au début dans tout le Caucase, jusqu'au moment où ils durent s'embouteiller dans leur Géorgie «indépendante»). C'est grâce à nous, menchéviks, disaient-ils aux ouvriers et aux travailleurs géorgiens, que le peuple a obtenu les bienfaits de la liberté; à Pétrograd même, nous avons notre homme, l'homme indispensable à la révolution, votre glorieux député à la Douma d'Empire, Karl Tchekidzé lui-même, etc. Certes, les masses, que les menchéviks avaient travaillées pendant des dizaines d'années, étaient toutes disposées à les croire et elles les crurent en effet, car les menchéviks pullulaient littéralement dans les villes et dans les villages, tandis qu'on ne voyait presque pas les bolchéviks, dont bien peu avaient échappé à la terreur blanche qui avait suivi la révolution de 1905.

Les masses ouvrières et paysannes, en grande majorité, crurent, en 1917, à Jordania et à sa clique. Aux élections (aux institutions locales et parusses), elles leur donnèrent presque toutes leurs voix. Mais comment le menchévisme géorgien, comment les Tchekidzé, Tserételli et Jordania récompensèrent-ils les ouvriers et paysans qui avaient eu le malheur de leur accorder leur confiance? C'est ce que nous verrons plus loin.

Les bienfaits de la révolution de mars de 1917 furent acquis sans lutte aucune, à Tiflis comme dans toute la Géorgie d'ailleurs. Les menchéviks géorgiens avaient reçu par télégraphe la nouvelle de la victoire de la révolution à Pétrograd et à Moscou. Bouleversés par des événements aussi inattendus que le renversement de Nicolas II et la création des soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, Jordania et Ramichvili coururent immédiatement chez Nicolas Nicolaévitch, oncle du tsar et gouverneur du Caucase, pour le consulter sur la conduite à tenir. Le grand duc, qui n'était pas plus mal informé qu'eux de ce qui se passait à Pétrograd et qui se sentait en mauvaise posture, se réjouit de la visite de nos deux compères, leur allongea des fauteuils et les loua du calme et de la sagesse dont ils faisaient preuve en l'occurrence, car, disait-il, on ne savait trop quelle tournure les événements allaient prendre, tout pouvait changer du jour au lendemain. Pourtant, il leur confirma avec tristesse le renversement de son neveu...

Mais la foule faisait entendre sa voix. Les bolchéviks qui, enfermés dans les prisons, devaient, justement à ce moment-là, être déportés en Sibérie et au nord de Russie, furent délivrés et se mirent immédiatement à l'œuvre: ils arrêtèrent les gendarmes, les policiers et les agents

tsaristes, et les remplacèrent par des citoyens libres qui assumèrent les fonctions de miliciens et de commissaires.

Ce furent eux qui convoquèrent les premières grandes assemblées d'ouvriers et de soldats... Et ainsi, des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans s'organisèrent à Tiflis, dans la Géorgie, puis dans la Transcaucasie et enfin dans tout le Caucase.

Dirigés par Jordania, Guéguetchkori et Ramichvili, les menchéviks s'efforçaient alors d'atténuer les divergences de vue qui les séparaient des bolchéviks. Cette tactique leur était des plus avantageuses, car dans toutes les institutions électives ils étaient en majorité, non seulement parce que les masses avaient confiance en eux personnellement, mais surtout parce qu'elles pensaient qu'il n'y avait plus aucune différence entre les fractions et les partis; le temps était venu, croyait-on, où tout le monde allait pouvoir être heureux, du moment que le maudit tsar et ses créatures, les «pomiestchiks», avaient disparu.

Les menchéviks s'installèrent dans le palais de Nicolas Nicolaévitch qu'ils laissèrent tranquillement partir dans le train impérial, rempli des richesses volées au peuple. A la foule rassemblée sur la place ils tinrent de grands discours dans lesquels ils promirent monts et merveilles. Seulement il ne fallait pas troubler l'ordre, il fallait aller au front, souscrire à l'emprunt de la liberté de Kérensky, Milioukof et Tserételli et en toutes choses se conformer fidèlement à ce que diraient les représentants du gouvernement provisoire au Caucase, c'est-à-dire les coadjuteurs de Milioukof, de Kérensky et du prince Lvof, obéir à leurs agents, le cadet Kharlamof et le menchévik Tchkenkéli, ce dernier commissaire extraordinaire du gouvernement provisoire russe au Caucase...

Les illusions sur la démocratie, le socialisme, la révolution dont, pendant des dizaines d'années de réaction, les menchéviks avaient nourri les masses se fortifiaient parmi le peuple géorgien.

Et, lorsque dans les questions de principe nous commençâmes à nous séparer de plus en plus des menchéviks, ceux-ci, coalisés avec les socialistes-révolutionnaires, les dachnaks arméniens, les social-fédéralistes géorgiens et les moussavafistes de l'Azerbeïdjan, entreprirent une propagande effrénée contre nous, veillant surtout à ce que notre presse et nos agitateurs ne pénétraient pas sur le front ni dans les casernes...

Mais le temps lui-même travaillait pour nous... Ils l'avaient prévu, et plus l'on approchait d'octobre 1917, plus la clique menchéviste dirigée par Guéguetchkori et Jordania tournait le gouvernail à droite et se ralliait aux nationalistes avérés et aux rapaces genre Markof II et Pourichkévitch. Mais pour donner le change aux masses ouvrières et paysannes ils conservaient la façade, c'est-à-dire la phraséologie social-démocrate, la phraséologie révolutionnaire.

Lorsque survint la révolution d'Octobre, ils organisèrent un commissariat transcaucasien; c'était la rupture définitive, complète avec la Russie révolutionnaire... Jordania allait de Tiflis à Batoum, à Poti et dans les autres localités de la Géorgie et lançait des manifestes où il invitait les soldats

géorgiens à sortir de l'armée russe et à s'organiser en régiments nationaux.

Les soldats, en effet, s'organisèrent, mais au grand effroi des menchéviks, il se trouva que, comme leurs frères russes, ils étaient «contaminés» par le bolchévisme, c'est-à-dire pris du désir, commun aux ouvriers et aux paysans russes, de chasser les seigneurs des campagnes, la bourgeoisie des villes, d'instaurer le pouvoir soviétiste, et de commencer la révolution communiste pour la dictature du prolétariat.

A Tiflis et dans d'autres localités de la Géorgie (par exemple à Gori), les régiments nationaux invitaient non des menchéviks, mais des agitateurs bolchévistes, et, à de grands meetings, adoptaient les résolutions bolchévistes réclamant la fin de la guerre et l'union avec la Russie.

L'un de ces régiments nationaux à Tiflis arrêta pour quelques heures le commissaire extraordinaire lui-même, le menchévik Tchkenkéli, qui était venu faire de l'agitation en faveur des théories nationalistes et engager les soldats à se soumettre aux menchéviks, détenteurs légitimes du pouvoir au Caucase et en Géorgie en particulier.

A Gori, un régiment tout entier avec armes et bagages défila par la ville, puis opéra lui-même sa dislocation, et les soldats qui le composaient regagnèrent leurs foyers.

Revenus des différents points de la Russie, les soldats du front répandaient dans les campagnes la vérité bolchéviste sur le pouvoir soviétiste en Russie. A Tskinali et dans l'Ossétie méridionale, qui est considérée comme une partie de la Géorgie, les insurrections se succédaient sans discontinuer. Il en était de même dans le district de Zouchetsk, traversé par la grande voie militaire passant par Kazbek.

En Géorgie occidentale également, durant toutes les années 1918 et 1919, ce furent des insurrections populaires dans presque tous les bourgs importants et dans tous les districts, sans exception, du gouvernement de Koutaïs. Des soulèvements éclatèrent en Imérétye, à Salchkhéri (district de Chorapanski), à Bagdati (district de Koulais), dans toute la Ratcha et particulièrement dans le district de Litchkoum où le pouvoir révolutionnaire se maintint durant trois mois. Dans tous ces endroits, les paysans pauvres, sous la direction des ouvriers avancés et des soldats en armes, se soulevaient, s'efforçant de s'emparer des grands centres, c'est-à-dire des villes comme Koutaïs, Pofl, etc. Il en était de même en Mingrétie, où en 1918 et 1919, de nombreuses insurrections de masses se produisirent dans les districts de Schaks et de Zougdihi... Des insurrections eurent lieu également sur le littoral de la mer Noire, à Soukhoum (Abkhasie), où le pouvoir soviétiste réussit même à se maintenir quelque temps... Quoiqu'elle fût occupée par les Turcs et les Allemands et ensuite par les Anglais et les Français, protecteurs des menchéviks, la région de Batoum fut également le théâtre de nombreuses insurrections.

Ce fut la Gourie (révolutionnaire pourtant pendant la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905), patrie de Jordania et de presque tous les chefs des menchéviks géorgiens, qui resta

le plus longtemps fidèle à ces derniers. Mais vers la fin de l'année 1919 et au commencement de 1920, elle leur échappa aussi et se souleva.

Telle était la situation en Géorgie occidentale. Nous avons oublié de mentionner les nombreux soulèvements partiels qui eurent lieu pendant les 4 dernières années en différents points du gouvernement de Tiflis (Géorgie orientale), en Kakhétie, dans les districts de Tlavsk et de Signaksk, ainsi que dans ceux de Tiflis, de Bortchalinsk et de Tionetsk (gouvernement de Tiflis).

En un mot, il n'est pas un coin de la Géorgie qui ne devint le théâtre d'insurrections continuelles lorsque les masses ouvrières et paysannes comprirent le mensonge de la politique menchéviste, politique essentiellement nationaliste, bourgeoise et féodale, dirigée contre le prolétariat. Les masses laborieuses virent quelle sombre réalité recouvrait la fière devise de l'indépendance nationale et de la résurrection de l'antique Colchide, de la glorieuse Géorgie.

Le refus de signer la paix de Brest-Litovsk, la rupture avec la Russie, les négociations séparées avec les impérialistes et le gouvernement turc, à la disposition desquels le pays tout entier fut mis, ouvrirent les yeux aux ouvriers et aux paysans de la Géorgie... Le nationalisme bourgeois et l'impérialisme des menchéviks se trouvèrent dévoilés. D'autant plus que ceux-ci, tout en récusant en paroles la guerre civile, la faisaient aux paysans et aux ouvriers de leur pays avec l'aide des impérialistes étrangers.

Les menchéviks qui avaient organisé contre nous, bolchéviks, une garde ouvrière, soi-disant rouge, la transformèrent bientôt, sous l'influence de leurs patrons les impérialistes, en une garde «populaire»; mais le peuple, que cette garde mitraillait et canonisait, lui donna le nom de garde noble, de garde blanche, marquant ainsi avec justesse le caractère de classe de la lutte des menchéviks géorgiens contre les paysans et les ouvriers révolutionnaires soulevés.

Depuis la fin de l'année 1917 jusqu'au moment de l'instauration du pouvoir soviétiste, c'est-à-dire jusqu'en février 1921, la guerre civile, plus ou moins violente, continua sans arrêt dans toute la Géorgie. Cette guerre mettait en présence deux partis: l'un, composé de la majorité des paysans et des ouvriers révolutionnaires les plus conscients des villes, luttant, pour employer le langage d'alors, «pour la terre, la liberté et un meilleur sort», c'est-à-dire pour le pouvoir soviétiste, pour l'union avec les ouvriers et les paysans russes et, par l'intermédiaire de ces derniers, avec toute l'Internationale Rouge; l'autre, celui des bourgeois et des grands propriétaires, sous la direction des menchéviks, contrecarrait l'action du premier. Après une lutte de 4 ans, la Géorgie ouvrière et paysanne est enfin arrivée à son but: en février et mars 1921, elle a vaincu les menchéviks et la clique bourgeoise et seigneuriale et, en contact et en union fraternelle avec la République Fédérative des Soviets Russe et l'Internationale Communiste, a instauré chez elle le pouvoir soviétiste.

La période qui précéda immédiatement le coup d'État en Géorgie avait montré la complète fail-

lite politique et économique des menchéviks. Le peuple s'en était bien rendu compte, surtout après l'instauration, en 1920, du régime soviétiste en Azerbeïdjan et en Arménie.

Pendant les journées de février-mars 1921, partout, sur tous les points de la Géorgie, aux frontières de l'Arménie, à celles du Caucase septentrional et du côté de l'Azerbeïdjan, le peuple se souleva. Au nord, l'insurrection eut lieu dans deux directions: vers le Kazbek (Géorgie orientale), les montagnards géorgiens se soulevèrent, et vers le col de Mémissonsk (gouvernement de Koutaïs), la Ratcha et le district de Letchkoun prirent les armes... La Mingrélie, l'Abkhassie et même la Gourie se soulevèrent. Tout le pays se couvrit de comités révolutionnaires; partout l'insurrection fut dirigée par le comité révolutionnaire central géorgien, c'est-à-dire par le parti communiste géorgien et son comité central. Dans ce pays que le Isarisme avait mis 60 ans à pacifier, l'armée rouge appelée par les ouvriers et les paysans insurgés de Géorgie triompha en trente jours. Les villes et les villages furent occupés presque sans coup férir. En deux ou trois endroits seulement, une poignée de nobles, assistés de quelques spéculateurs qui avaient lié leur sort à celui du menchévisme géorgien, se balfirent avec rage. Mais leur résistance fut de courte durée, l'issue de la lutte ne pouvait être douteuse.

Oui, la Géorgie est devenue soviétiste, grâce à la faillite économique et politique des menchéviks, qui trompaient le peuple et trahissaient les intérêts des ouvriers et des paysans. Sous l'influence de la propagande et de l'agitation ininterrompues menées par l'organisation illégale, par les noyaux du Parti Communiste Géorgien en liaison étroite avec le Parti Communiste Russe, le bandeau lomba enfin des yeux des masses prolétariennes. L'assertion que la Géorgie a été conquise par l'armée bolchéviste russe est en contradiction avec tous les faits et avec l'aveu des menchéviks eux-mêmes, quelques semaines avant leur renversement.

Voici les faits: la Russie soviétiste avait conclu avec la Géorgie un accord analogue à celui qu'elle avait passé avec les États baltes (Estonie, Lettonie, etc.), et il n'était nullement de son intérêt de chercher à occuper de nouvelles régions, alors qu'elle avait tourné toutes ses forces sur le front économique et prouvé à maintes reprises à tous ses voisins ses intentions pacifiques, alors qu'elle était occupée à l'œuvre gigantesque de la consolidation du front économique, de la reconstitution du pays et du rétablissement des relations commerciales avec l'Occident d'où elle pouvait recevoir les marchandises qui lui étaient nécessaires.

Voilà pourquoi elle avait envoyé une mission en Géorgie. Le but de cette mission était économique bien plus que politique. Elle devait régler les rapports entre les deux nations et, en premier lieu, rétablir les échanges commerciaux avec la Géorgie et, par l'intermédiaire de cette dernière, c'est-à-dire par la mer Noire, avec l'Orient et l'Occident.

Quelques semaines déjà avant la catastrophe qui trappa les menchéviks géorgiens, le chef lui-

même du gouvernement menchéviste, M. Noé Jordania, avait prévu l'inévitabilité de la révolution que signalaient également les journaux menchévistes et bourgeois: *La Lutte*, *l'Erta*, *La Géorgie*, *La Parole*, etc. Et ainsi, l'armée rouge qui se trouvait dans les régions frontalières de la Géorgie et que les paysans et les ouvriers révoltés appelèrent à leur secours ne fut pas une armée conquérante, mais une armée émancipatrice: elle fut, pendant les journées de février et de mars, l'appui moral et politique et l'inspiratrice des ouvriers et des paysans géorgiens insurgés. Elle leur conféra l'assurance que, après la lutte de quatre années qui leur avait coûté tant d'efforts et de sacrifices, cette insurrection qu'ils entreprenaient serait la dernière, qu'elle serait couronnée de succès, c'est-à-dire que le régime soviétiste serait instauré dans la Géorgie et que leur pays pourrait s'unir avec la Russie et toutes les républiques soviétistes voisines. Seuls, les théoriciens bourgeois, qui mènent une lutte à mort contre nous, communistes, peuvent soupçonner la Russie soviétiste de tendances annexionnistes.

Peu nous importe que MM. Tchkhédzé, Tséréfelli, Jordania et consorts, qui parcourent l'Europe occidentale et font antichambre chez Pilsudski et les laquais de Millerand et de Lloyd-George, cherchent, en dénaturant l'histoire, à prouver qu'ils avaient créé un régime démocratique idéal et fait de la Géorgie un véritable paradis terrestre que leurs maîtres mêmes, les héros de la II^e Internationale, Kautsky, Renaudel, madame Snowden, etc., avaient daigné visiter: leurs efforts seront vains, la vérité éclate aux yeux de tous. En novembre et décembre 1920, à la veille de la révolution géorgienne, Jordania lui-même dans ses rapports avouait ouvertement que la catastrophe avait déjà commencé, qu'il n'y avait plus aucune issue—à moins que l'on ne trouvât un élixir de longue vie, une pierre philosophale quelconque (il entendait par là une sorte de retour au capitalisme d'avant-guerre ou l'instauration d'un nouveau capitalisme démocratique).

Mais l'alchimie et l'astrologie ont fait leur temps. Par leur politique traîtresse envers les ouvriers et les paysans géorgiens et envers la Russie soviétiste, les menchéviks géorgiens avaient eux-mêmes signé leur arrêt de mort. Aussi ont-ils péri d'une mort sans gloire, de la mort la plus honteuse.

Ils n'avaient pas voulu établir des rapports loyaux et sincères avec la Russie soviétiste dont la mission resta en Géorgie jusqu'aux derniers jours de la révolution. Ils menaient la politique la plus jésuitique qui puisse se concevoir, faisant de Tiflis le nid des gardes-blancs et des contre-révolutionnaires, ennemis acharnés de la Russie soviétiste... Par tous les moyens en leur pouvoir, ils mettaient des bâtons dans les roues à la politique économique de la Russie soviétiste et n'exécutaient aucune des clauses du traité conclu au début du mois de mai avec cette dernière.

Ils dépouillèrent complètement leur pays d'où ils emmenèrent sur des bateaux français tout ce qui restait de précieux après l'occupation des impérialistes allemands, turcs, anglais et français, leurs protecteurs successifs. Ils allèrent jusqu'à

emporter toute la quinine, sachant bien que l'absence de ce produit, dans un pays où sévit la malaria, vouait les malheureux paysans et ouvriers à la souffrance et à la mort. Ils enlevèrent tout l'or qui se trouvait dans les caisses de l'Etat et dans les dépôts privés, ils firent main basse sur tous les brillants et objets de valeur des églises et des monastères, ils emmenèrent tout ce qui restait de blé, de sucre, de marchandises, en un mot, tout ce dont ils réussirent à s'emparer dans leur fuite « héroïque » de Tiflis à Batoum, où ils allèrent se mettre sous la protection des torpilleurs français. Avec les richesses volées au peuple géorgien, Ramichvili et Jordania, Guéquetchkori et Tchekéidzé s'embarquèrent sur des bateaux français qui les conduisirent à Constantinople. De là, ils se rendirent en Europe Occidentale pour y mener avec les autres contre-révolutionnaires russes, sous la direction des impérialistes français, une campagne d'agitation en faveur de l'intervention et préparer de nouvelles guerres contre les républiques soviétistes.

Le peuple les accompagna de ses malédictions. A Batoum, ils furent même abandonnés par les débris de leur armée. Cette armée qui, à Tiflis, se composait de 30.000 soldats avait littéralement fondu pendant la retraite sur Batoum. Lorsqu'elle arriva dans cette ville, elle n'était plus que de 3.500 hommes. Des régiments entiers étaient passés aux insurgés ou s'étaient dispersés et avaient regagné leurs foyers. Jordania, Guéquetchkori, Tchekéidzé et leurs coadjuteurs ayant proposé à ces 3.500 hommes de les emmener avec eux en Europe occidentale, 20 seulement acceptèrent. Et pourtant ils leur avaient promis la solde et l'équipement pour 5 années d'avance! Les autres se jetèrent contre les kémalistes qui avaient été appelés à Batoum par les menchéviks, en débarrassèrent la ville, firent sortir les bolchéviks de prison, élurent un comité révolutionnaire qui fut le premier comité révolutionnaire de Batoum, et proclamèrent ainsi dans cette ville le pouvoir soviétiste avant l'arrivée même de l'armée rouge.

Quoique le Comité Révolutionnaire Central Géorgien eût accordé à maintes reprises l'amnistie complète à tous ses adversaires, politiques, les chefs des menchéviks qui avaient terminé si honteusement leur carrière politique ne se décidèrent pas à rester dans le pays, craignant évi-

demment que, malgré l'impunité que leur assureraient les décrets bolchévistes, la fureur du peuple ne leur fit expier leurs forfaits... Et ils se sont enfuis emportant les dernières richesses de ce peuple auquel, durant tant d'années, ils n'avaient cessé de protester de leur fidélité et de leur amour et qu'ils avaient si indignement trompé.

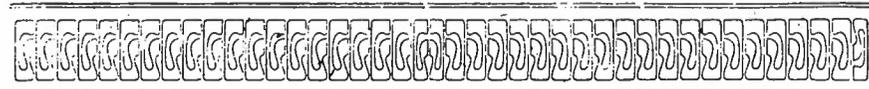
Maintenant, avec le bien volé aux ouvriers et aux paysans géorgiens, ils mènent joyeuse vie à Constantinople, à Berlin, à Rome, à Paris à Bruxelles, à Varsovie et dans les autres grandes villes où séjournent les garde-blancs russes. Comme ces derniers, ils s'occupent d'intrigues, rêvent d'intervention, lancent même « des appels aux prolétaires et aux organisations ouvrières du monde entier » et en calimini proposent leurs services à Lloyd-George, à Késon, à Millerand, à Briand et aux autres impérialistes pour ourdir de nouvelles intrigues contre les républiques soviétistes.

Mais leurs espoirs et leurs efforts sont vains... Encore toute meurtrie et épuisée par la sanglante guerre civile qu'elle a soutenue durant quatre ans contre les traîtres menchéviks et les brigands impérialistes européens leurs protecteurs, la Géorgie ouvrière et paysanne ne reviendra jamais à eux... Et le titre de « ex-gouvernement socialiste de Géorgie » qui figure dans l'appel imprimé à Londres ne sauvera pas plus ces gens du verdict de l'histoire que des subterfuges analogues n'ont, à la fin de l'année 1917, sauvé Kérensky, Milioukof et le prince Lvof.

Que fait le pouvoir soviétiste en Géorgie? demandent en ricanant les menchéviks. Certes, il n'est pas facile de restaurer un pays qui a été dépouillé de tout, qui a été dévasté de fond en comble. Le peuple le comprend; c'est pourquoi il supporte avec patience les souffrances les plus dures, car il connaît maintenant la démocratie bourgeoise et ses « bienfaits »; il sait par expérience qu'elle ne peut lui donner qu'un esclavage analogue à celui dans lequel l'Inde est plongée.

Lentement mais sûrement, la Géorgie soviétiste avance dans la voie du relèvement économique sous la direction ferme du Parti Communiste Géorgien, membre de la grande famille qui a rassemblé tous les travailleurs sous le drapeau rouge de l'Internationale Communiste.

Mikha TSKHAKAIA.



L'ACTIVITE DU COMITE EXECUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE APRES LE III-e CONGRÈS

Depuis le III-e Congrès de l'Internationale Communiste, le Comité Exécutif a tenu 3 séances, et le Petit Bureau (Présidium du Comité Exécutif) — 11. Aux premières séances, le Comité Exécutif a pris des résolutions relatives à l'application des décisions du Congrès et à la réorganisation du Comité Exécutif. En même temps, il a adopté toute une série de décisions politiques d'une grande importance pour le mouvement communiste.

Questions générales d'organisation

A sa première séance, l'Exécutif a procédé à la formation du Petit Bureau, auquel ont été élus les camarades suivants: Zinoviev, en qualité de président élu par le Congrès, Boukharine, Gennari, Heckert, Radek, Bela-Kun et Souvarine. Secrétaires: Humbert-Droz, Kuusinen et Racozzi.

Le Comité Exécutif a élu une Commission internationale de Contrôle pour l'Occident. Présidente: Clara Zetkine. Membres: Köhnen (Allemagne), Sirola (Finlande), Valetsky (Pologne), Bordiga (Italie), Friis (Norvège), Vaillant-Couturier (France).

Au Secrétariat International Féminin sont élues les camarades suivantes: Zetkine, Kollontai, Kasparof, Colliard (France) et Herla Sturm (Allemagne).

Le Comité Exécutif a décidé d'éditer une *Correspondance internationale pour la presse*, bihebdomadaire au début et qui paraîtra en langues allemande, française et anglaise. La *Correspondance* sera, les premiers temps, un organe d'information pure. Elle aura pour but: d'informer la presse communiste sur le mouvement politique, professionnel et coopératif dans les différents pays, de mettre en lumière les questions de politique générale et de consolider la liaison internationale entre les partis.

Le Comité Exécutif publiera des bulletins officiels bimensuels contenant exclusivement des documents officiels sur son travail. La revue: *L'International Communiste*, traitera les questions fondamentales de la théorie communiste et de la politique courante.

En accord avec le Secrétariat Général de l'Internationale Syndicale, le Comité Exécutif a réglé, conformément aux décisions du Congrès, les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale.

L'Exécutif de l'Internationale Communiste sera représenté par trois membres aux séances de l'Internationale Syndicale qui, elle aussi, aura trois de ses membres aux séances de l'Exécutif de l'Internationale Communiste.

A sa séance du 26 août, le Petit Bureau a décidé de changer son nom en celui de: «Présidium du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste».

Questions de politique générale

L'Exécutif s'est occupé surtout de trois questions d'une très grande importance internationale: celle du rapprochement entre la II-e Internationale et l'Internationale 2^{1/2}, celle de la conférence de Washington et celle de l'assistance aux affamés de la Russie soviétiste.

A propos du rapprochement entre la II-e Internationale et l'Internationale 2^{1/2}, l'Exécutif a lancé aux travailleurs du monde entier un appel, où il indique que l'unité de la classe ouvrière n'est pas dans les accords que passent entre eux les chefs, mais qu'elle ne peut être créée que par les actions révolutionnaires.

Dans la question de la conférence impérialiste de Washington, convoquée pour étudier les possibilités de désarmement et résoudre les questions relatives à la domination sur l'Océan Pacifique, le Comité Exécutif a adopté comme directives pour les partis communistes les thèses déjà publiées. Il a nommé une commission spéciale, chargée de préparer et de convoquer une conférence des peuples et des partis communistes d'Extrême-Orient, laquelle aura lieu en même temps que la conférence des impérialistes de Washington. Cette conférence sera le premier congrès politique des travailleurs d'Extrême-Orient: son importance ne sera pas moindre que celle du congrès des peuples de l'Orient qui s'est tenu l'année dernière à Bakou.

La conférence aura lieu au mois de novembre et s'occupera des mêmes questions que la conférence de Washington. Il a été décidé également de publier un recueil consacré aux questions d'Extrême-Orient.

Au sujet de la question de l'assistance aux populations affamées de la Russie soviétiste, l'Internationale Communiste, en accord avec l'Internationale Syndicale, a lancé trois appels et adopté toute une série de mesures d'organisation; l'Exécutif a donné des instructions spéciales pour

l'organisation de l'agitation et de la propagande, la tenue de la comptabilité des sommes reçues, la création d'un organe central dans chaque pays, ainsi que la participation des coopératives à l'œuvre de l'assistance aux populations affamées. Pour faciliter la propagande, il a été créé à Berlin un centre international qui, sur la question de l'assistance aux affamés, publiera une *correspondance* spéciale pour la presse. Cet organe fournira de la matière pour la propagande à 450 journaux. Par son intermédiaire, des pourparlers ont été engagés avec l'Internationale Syndicale d'Amsterdam au sujet de la participation de celle dernière à l'œuvre de l'assistance.

Le Comité Exécutif a invité les ouvriers du monde entier à donner leur salaire d'une journée de travail à leurs frères russes affamés et à organiser l'aide à la Russie soviétiste, indépendamment des gouvernements bourgeois et des organisateurs de la Croix-Rouge.

Dans un appel spécial, l'Exécutif a appelé l'attention de la classe ouvrière de l'Europe sur le danger de «l'offensive de famine» de la bourgeoisie et dévoilé les desseins contre-révolutionnaires que cache l'aide, bourgeoise à la Russie (L'Exécutif publie un compte-rendu spécial de son activité dans l'œuvre de l'assistance aux affamés).

Questions spéciales à chaque pays

Depuis le Congrès, l'Exécutif et le Petit Bureau ont eu à s'occuper des questions politiques et des questions d'organisation presque pour chaque section. Dans le présent compte rendu, il ne sera fait mention que des sections les plus importantes.

Allemagne

Pour le V. K. P. D., la tâche principale était de liquider définitivement le conflit déjà réglé au III-e Congrès et de fixer une nouvelle ligne politique. L'Exécutif a adressé au congrès du parti allemand une lettre détaillée, dans laquelle il a montré la nécessité d'élargir et d'approfondir l'influence du parti sur les masses. «Se basant sur une analyse minutieuse de la situation politique, l'Exécutif a signalé au V. K. P. D. que l'enchérissement de la vie et les nouvelles mesures fiscales adoptées en Allemagne lui offrent de nouvelles possibilités de tactique et lui permettent de se rapprocher des masses et d'éveiller en elles l'esprit révolutionnaire. L'Exécutif s'est prononcé contre toutes les maladies infantiles de gauche, très analogues à l'otzovisme, dont les symptômes continuent à se manifester dans le parti.

Conformément à la décision du III-e Congrès, le Comité Exécutif avait adressé aux membres du K. A. P. D. un appel où il leur soulignait encore une fois la nécessité de renoncer au sectarisme politique et de fusionner avec le grand parti communiste de la classe ouvrière allemande: le V. K. P. D. Mais depuis lors, le K. A. P. D. s'est éloigné encore davantage du communisme marxiste et, dans son sectarisme, a glissé de plus en plus

vers la contre-révolution. Prenant en considération cette dernière évolution du parti en question, l'Internationale Communiste a formulé son point de vue dans la résolution suivante:

«Après le III-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste, le Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne (K. A. P. D.) a publié plusieurs brochures officielles, notamment de Hermann Gorter, et a fait paraître dans son organe: *Kommunistische Arbeiter Zeitung* une série d'articles officiels qui obligent le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste à compléter les décisions du III-e Congrès mondial.

«Dans ces publications, les chefs du K. A. P. D. ont adopté une position nettement contre-révolutionnaire. Et ainsi, non seulement ils se sont mis de pair avec des gens comme Laufenberg, Otto Rühle et autres qui avaient été auparavant exclus par le K. A. P. D. lui-même, mais ils les ont de beaucoup dépassés par leur ton réactionnaire, qui ne diffère pas sensiblement de celui d'un calomniateur tel que Dittman.

«Le III-e Congrès mondial a exigé du K. A. P. D. qu'il entrât dans le Parti Communiste Unifié d'Allemagne et se soumit à la discipline prolétarienne internationale. Maintenant les faits qui viennent de se produire obligent l'Exécutif à compléter cette exigence. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste cesse tout rapport avec les dirigeants actuels du K. A. P. D.: les Gorter, Schröder et autres; il renonce à envoyer un représentant au congrès du K. A. P. D. convoqué pour le 12 septembre, et se refuse à toute explication avec le K. A. P. D., tant que ledit parti ne se prononcera pas ouvertement contre les idées contre-révolutionnaires exprimées dans le journal et les brochures susmentionnés.

«Le Comité Exécutif est persuadé que les derniers actes des chefs du K. A. P. D. ouvriront définitivement les yeux aux ouvriers révolutionnaires qui restent encore dans ce parti, et les amèneront à rompre complètement avec tous ceux qui trahissent la révolution prolétarienne mondiale.»

Angleterre

Le 5 septembre, le Congrès du Trade Union Anglais s'est réuni à Cardiff. Depuis la conclusion de l'Armistice, il n'y avait pas eu en Angleterre une assemblée aussi nombreuse de représentants ouvriers que celle qui se tient actuellement à Cardiff. Le Congrès s'est réuni dans des circonstances exceptionnelles. Le chômage sévit dans le pays; chaque jour il augmente, et des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé. Partout la bourgeoisie réduit les salaires, et, même dans leur lutte défensive, les ouvriers subissent défaite sur défaite. En ce moment, le prolétariat est complètement impuissant à arrêter l'offensive générale de la bourgeoisie. A une période aussi pénible, il est évident qu'il tourne ses regards vers les organisations ouvrières, dont il attend qu'elles prennent l'initiative de le mener au combat.

Jusqu'à présent, les organes dirigeants du prolétariat, la Fédération Générale des trade unions,

la Triple Alliance, le Parti Ouvrier, le Congrès du Trade Union n'ont pas été des organes groupant le prolétariat pour l'action commune. Quoique agissant en groupes nombreux, les ouvriers n'ont jamais entrepris que des actions séparées; jamais ils n'ont combiné une grande action simultanée, jamais les corporations en lutte n'ont été soutenues par le reste du prolétariat organisé dans les syndicats; aussi la bourgeoisie n'a-t-elle pas eu de peine à les battre en détail.

Toutes ces organisations à noms pompeux se sont montrées entièrement incapables de diriger le prolétariat dans la lutte de classes contemporaine. Tels de vieux navires livrant bataille à des cuirassés modernes, elles ont péri l'une après l'autre sans faire le moindre mal à leur adversaire. Tel a été le sort de la Triple Alliance; quant à la Fédération Générale des Trade Unions d'Appleton, elle est en ce moment à l'agonie. En ce qui concerne le Parti Ouvrier, il n'a, durant les dernières années, fait que du mal à la classe ouvrière. Il a été à la hauteur de sa «tâche» lorsqu'il s'est agi d'aider la bourgeoisie anglaise dans sa guerre de rapine contre une autre bourgeoisie pillarde; mais il s'est mis à la remorque de cette même bourgeoisie lorsque les ouvriers sont entrés en lutte ouverte, directe contre leurs exploités. Il suffit d'observer la conduite du Parti Ouvrier au Parlement pendant la grève des mineurs au début de l'année courante, pour se convaincre combien nous avons raison de dire que ce parti n'a été utile qu'à la bourgeoisie et n'a rien fait pour le prolétariat.

Quant au Congrès du Trade Union, cette organisation ou plutôt cette agglomération d'organisations, n'a pas été jusqu'à présent un centre de groupement et un organe de direction pour le prolétariat anglais. Ledit Congrès se réunit chaque année et prend une foule de résolutions, qui n'engagent en rien les organisations affiliées et qui, par suite, ne sont pas mises à exécution. Durant la lutte des cheminots et des mineurs, il n'a pas donné signe de vie, et maintenant que la bourgeoisie s'est ruée sur la classe ouvrière, dont elle abaisse partout les salaires, il se révèle complètement impuissant à défendre le prolétariat.

Et ainsi, quoique 8 millions d'ouvriers soient affiliés aux syndicats, le prolétariat anglais en tant que classe n'est point organisé. Il n'a pas une organisation de classe qui veuille et puisse diriger cette armée prolétarienne, la plus nombreuse du monde, nous ne disons pas dans sa lutte pour la destruction définitive du régime capitaliste, mais simplement dans sa lutte pour le maintien des salaires.

Peu avant la session annuelle du Congrès du Trade Union, le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a adressé aux ouvriers anglais un manifeste dans lequel il leur explique les causes des défaites continuelles qui les ont amenés à la situation désespérée où ils se trouvent actuellement. Le manifeste part de ce fait qu'au fond il n'existe pas en Angleterre de mouvement ouvrier unifié, qu'il n'y a pas de mouvement du prolétariat dans son ensemble, qu'il y a seulement des mouvements de groupes isolés d'ouvriers: chemi-

nots, mineurs, mécaniciens, ouvriers du textile, etc. L'action de tel ou tel groupe ouvrier ne devient pas immédiatement pour tout le prolétariat une question pratique exigeant une solution de la part de ses organes dirigeants. Le manifeste indique qu'il n'y a pas jusqu'à présent, en Angleterre, un organe spécial chargé de diriger et d'unifier la lutte de la classe ouvrière tout entière. Le manifeste ne se borne pas à critiquer l'union fictive actuelle du prolétariat; il donne un programme dont seule la réalisation, dans les circonstances présentes et vu la situation générale, peut tirer le prolétariat anglais du chaos d'organisation dans lequel il se débat maintenant. Le manifeste invite les ouvriers à s'unir étroitement dans un système d'organisation ayant à sa base les comités de fabriques et d'usines et les conseils ouvriers locaux (qui sont actuellement décentralisés et par suite complètement impuissants) et à sa tête un état-major général du travail. Puis le manifeste met le prolétariat anglais en garde contre les organisations à noms pompeux qui, en réalité, maintiennent et accroissent le chaos et la décentralisation dans le mouvement ouvrier.

En même temps, le manifeste donne au Parti Communiste Anglais une ligne directrice pour son travail immédiat, qui doit consister à aider le prolétariat à sortir de la désorganisation et du chaos actuels et à faire bloc pour former une armée véritable, unique, puissante. A cet effet, le parti devra entrer en liaison avec les grandes masses. L'unification sur tout le front du prolétariat anglais: telle est la tâche immédiate, la plus urgente, à laquelle le parti devra consacrer toutes ses forces. Et ainsi, le parti pourra devenir un véritable parti de masse.

France

Le Parti Communiste Français constitue actuellement l'une des sections les plus importantes de l'Internationale Communiste. Au III-e Congrès mondial il avait envoyé 11 délégués représentant deux tendances intérieures qui maintenant ont déjà fusionné. Dans toutes les questions fondamentales proposées à l'examen du Congrès, la délégation française a fait preuve d'une complète unanimité. Après le Congrès, quelques décisions ont dû être prises par l'Exécutif sur les affaires du parti français. Elles ont été adoptées en accord complet avec les représentants du parti. Aucun des conflits prédits par les longuetistes ne s'est produit.

L'Exécutif a décrété la dissolution, dans un délai de trois mois à compter de la fin du Congrès mondial, du «Comité de la III-e Internationale». Ce Comité, comme on le sait, avait été jusqu'à présent un organe représentant la fraction de gauche du parti français, cette fraction qui, pendant la guerre, s'appelait «groupe de Zimmerwald» et qui avait ensuite pris le nom de fraction communiste. Ce groupe n'a cessé de lutter contre les social-traitres comme Renaudel et les opportunistes comme Longuet et enfin, en décembre de l'année dernière, au congrès de Tours a conquis l'énorme majorité au sein du parti. Le

parti ayant adhéré à la III-e Internationale et s'étant débarrassé, par la scission, de ses éléments réactionnaires, le Comité de la III-e Internationale n'a plus aucune raison d'être. Jusqu'au III-e Congrès, le Comité existait en qualité d'organe intérieur de contrôle, mais après que le parti français a participé au III-e Congrès il n'a plus besoin d'organe de contrôle puisque, comme tous les autres partis, il est maintenant contrôlé par l'Exécutif. C'est pourquoi, en accord avec les camarades Souvarine, Vaillant-Couturier et Lorient, représentants du Comité de la III-e Internationale, et avec tout le reste de la délégation française, l'Exécutif a prononcé la dissolution dudit Comité, dont les organes: *le Bulletin Communiste et la Bibliothèque Communiste* devront être transmis au parti. Le Comité Exécutif a proposé au parti français de renforcer le contrôle sur la presse et d'interdire à ses membres de collaborer aux journaux qui ne se trouvent pas sous le contrôle du parti. Cette décision est motivée par le fait que, en France, la coutume s'est établie parmi les membres du parti de publier des articles dans des organes de la presse qui ne les acceptent que pour augmenter leur prestige et les utiliser ensuite contre le communisme. La transformation du Parti Socialiste Français en parti communiste doit amener de profondes modifications dans ses méthodes de travail. Les camarades français, venus à Moscou, ont reconnu avec le Comité Exécutif qu'il convenait de condamner l'ancienne méthode et d'instaurer une discipline plus sévère parmi les communistes français.

Le Comité Exécutif a adopté également une résolution liquidant définitivement l'incident Lafont. Comme on le sait, ce camarade, député au Parlement, avait été expulsé l'année dernière de Russie. Cette mesure avait été provoquée par la conduite équivoque de Lafont qui, se rendant en Russie, avait fait un séjour en Pologne où il avait rendu visite aux représentants du Parti Socialiste Polonais avec lesquels il était en relations d'amitié. Le Comité Exécutif estime que la conduite de Lafont, à ce moment-là, ne reflétait que les contradictions intérieures, caractéristiques alors, de l'ancien parti français, et que, par suite, le camarade Lafont, qui, depuis le congrès de Tours, s'est conduit en communiste fidèle et discipliné, devra être à l'avenir rétabli dans tous ses droits de membre du parti. A cet effet, le Comité Exécutif a demandé au gouvernement soviétique de rapporter sa décision sur l'expulsion de Lafont et a déclaré l'incident clos.

Italie

La situation au sein du Parti Socialiste Italien a retenu également l'attention du Comité Exécutif. L'Internationale Communiste n'a pas renoncé un instant à attirer à elle les masses ouvrières qui, après le congrès de Livourne, sont restées dans le Parti Socialiste Italien, par suite de la conduite équivoque de ce parti qui avait décidé d'en appeler au III-e Congrès de son exclusion de l'Internationale Communiste. Le III-e Congrès

a confirmé aux représentants du parti la résolution du II-e Congrès et exigé l'expulsion des réformistes, expulsion dont il a fait la condition indispensable de l'admission du parti à l'Internationale Communiste. La délégation italienne s'est engagée à faire tout son possible pour amener le parti à se soumettre aux décisions du congrès. Depuis son retour en Italie, ladite délégation s'efforce de tenir sa promesse. Mais Serrati, qui avait machiné tout le congrès de Livourne, manœuvre de nouveau contre l'Internationale Communiste. Le parti devant tenir en octobre prochain son congrès à Milan, Serrati a obtenu du Comité Central que la question de l'adhésion à l'Internationale Communiste ne fût pas débattue au commencement du congrès, comme l'une des questions principales, mais ne figurât qu'à la fin de l'ordre du jour comme question secondaire. L'Exécutif a adressé au prolétariat italien un appel où il signale le danger que lui font courir ses chefs réformistes et proteste contre la politique équivoque de Serrati. Selon sa coutume, Serrati a utilisé cet appel contre l'Internationale Communiste et la délégation revenue de Russie. L'Exécutif ne se laissera pas entraîner dans une polémique vaine avec Serrati. Pour mettre fin à la campagne démagogique de ce dernier, le Comité Exécutif a envoyé un télégramme dans lequel il fixe exactement son point de vue dans la question italienne et rappelle que la seule condition que le III-e Congrès ait posée à l'admission du parti est l'exclusion des réformistes. Si la fraction des maximalistes remplit cette condition, le principal obstacle à l'admission du Parti Socialiste Italien sera levé. D'autre part, le Comité Exécutif a envoyé en Italie un de ses représentants qu'il a chargé de mener des pourparlers au sujet de l'admission du Parti Socialiste Italien dans l'Internationale Communiste. Ce représentant s'efforcera d'attirer l'attention des ouvriers sur la question de l'adhésion et d'obtenir que cette question soit la question dominante dans tous les débats et travaux du congrès. Le Comité Exécutif suit avec le plus vif intérêt le développement de la crise italienne et se tient prêt à intervenir dans l'esprit des décisions du III-e Congrès.

Tchéco-Slovaquie

Le Comité Exécutif a proposé au Parti Communiste Tchéco-Slovaque et au Parti Communiste Allemand—lequel a, jusqu'à présent, une organisation indépendante—de convoquer avant le 1-er novembre un congrès d'unification et d'élire une commission paritaire chargée de préparer ledit congrès, de résoudre les questions d'organisation—très compliquées par suite des conditions nationales—et de diriger le processus du fusionnement et de la collaboration des deux partis. L'élection de cette commission a eu lieu immédiatement après la décision de l'Exécutif. Dans cette commission, les groupes de communistes tchèques, allemands, hongrois, polonais et petits-russiens de Tchéco-Slovaquie sont représentés à raison d'une voix par nationalité.

Autriche

A plusieurs de leurs séances, le Comité Exécutif et le Petit Bureau se sont occupés de l'assainissement du parti autrichien. Le conflit qui avait surgi dans le parti à la suite des événements de mars en Allemagne a été liquidé. Ce conflit avait été provoqué par la rédaction de l'organe central du parti qui, malgré la décision du Comité Central, s'était déclaré solidaire de la tendance Lévi. Comme ladite rédaction a déclaré actuellement accepter le point de vue de la résolution adoptée par le congrès sur les événements de mars, le conflit est définitivement liquidé.

Hongrie

La renaissance du mouvement ouvrier en Hongrie a provoqué parmi les membres du parti Communiste Hongrois, réduits à l'action clandestine ou contraints à l'émigration, quelques divergences de vue sur les questions de tactique et d'organisation, divergences qui ont fait l'objet d'un examen attentif d'une commission spéciale du Comité Exécutif. Une fraction des membres du parti communiste marquait une tendance à la liquidation de la révolution; quant à l'autre, elle témoignait d'une certaine indécision révolutionnaire. Le Comité Exécutif a nommé un Comité Central Provisoire, qu'il a chargé de la centralisation des noyaux communistes en Hongrie ainsi que de l'organisation des émigrés et qui restera en fonctions jusqu'à la convocation de la prochaine conférence du parti, laquelle aura lieu dès que faire se pourra. D'accord avec les deux fractions, la Commission a fixé également la ligne tactique du travail en Hongrie. En outre, le Comité Exécutif a décidé d'interrompre la parution du journal: *Le Communisme*, publié par le Parti Communiste Hongrois en langue allemande.

Belgique

Dirigée par Jacquemotte et Massard, l'opposition du Parti Ouvrier Belge, après de longues hésitations, a, quelques semaines avant le III-e Congrès, abandonné le parti de Vandervelde et formé en Belgique un second parti communiste, à peu près aussi nombreux que le petit parti dirigé par Van Overstraeten. Le Comité Exécutif a accepté provisoirement ce second parti dans l'Internationale Communiste, mais a proposé aux deux partis belges de fusionner dans un délai de deux mois à compter de la fin du congrès. Les pourparlers seront dirigés par un représentant du Comité Exécutif. Le congrès d'unification doit être convoqué dans le courant de septembre.

Espagne

Il s'est formé dans ce pays une situation analogue à celle qui existe en Belgique. Une scission s'est produite dans le parti réformiste espagnol, dont plus de 3.000 ouvriers se sont détachés pour constituer un Parti Communiste Ouvrier. Et ainsi, il existe maintenant en Espagne un second parti

communiste. L'Exécutif a admis provisoirement dans l'Internationale Communiste avec voix consultative le Parti Communiste Ouvrier et, comme il l'avait fait pour la Belgique, a proposé aux deux partis de fusionner. La commission de l'unionnement, qui sera dirigée par un représentant de l'Exécutif, doit convoquer un congrès dans le courant de septembre.

Suisse

Au congrès qui avait eu lieu en décembre de l'année dernière, la gauche du parti social-démocrate avait opéré sa scission et formé un Parti Communiste Suisse. La droite n'avait obtenu la majorité que grâce à la manœuvre de Grimm qui avait mis aux voix une résolution portant l'adhésion à l'Internationale Communiste, à condition que fussent révisés les 21 conditions. La conférence de Vienne n'était soi-disant qu'une tentative collective de réviser les 21 conditions et, si possible, d'adhérer à l'Internationale Communiste. Ayant obtenu ainsi la majorité au congrès du parti, le Comité Central conclut une alliance avec les partis centristes viennois, entreprit une lutte ouverte contre le communisme, exclut du parti les adeptes de l'Internationale Communiste et se rangea nettement du côté des menchéviks russes contre la révolution russe. Néanmoins, les ouvriers trompés par la résolution de Berne sont mécontents de cette politique réactionnaire et, actuellement, à la veille du congrès de Lucerne qui doit ratifier l'adhésion du Parti Social-Démocrate à l'Internationale de Vienne, il s'est formé une nouvelle gauche qui s'oppose à cette adhésion et réclame l'entrée dans l'Internationale de Moscou. Pour soutenir cette opposition, le Comité Exécutif a adressé aux ouvriers révolutionnaires du Parti Social-Démocrate un appel où il les félicite de vouloir démasquer la duperie du congrès de Berne et les invite à fusionner avec le Parti Communiste Suisse.

Finlande

Dans le Parti Communiste Finlandais il s'est manifesté, durant les deux dernières années, des divergences de vue sur les questions de tactique. Le Présidium de l'Internationale Communiste s'est efforcé d'aider à la liquidation de ces divergences. Ces divergences étaient en partie l'expression des différents courants qui se manifestaient dans le développement du parti et qui cherchaient, par des déviations provisoires à droite ou à gauche, une voie permettant de passer du point de vue communiste ultra-radical, qui avait régné jusqu'alors dans le parti finlandais, au marxisme révolutionnaire. D'autre part, des divergences avaient surgi au sujet de l'attitude du centre du parti envers l'opposition anarchique, qui s'était développée l'année dernière dans les rangs des émigrés révolutionnaires finlandais résidant en Russie et avait amené l'assassinat de quelques dirigeants du parti.

Déjà avant le III-e Congrès, le Présidium de l'Internationale Communiste par son représentant, le camarade Zinoviev, dirigeait en fait le Comité

Central du Parti Communiste Finlandais et, par différentes mesures d'organisation, préparait la consolidation du parti. Depuis le congrès, le Présidium est représenté au Comité Central du Parti Communiste Finlandais par le camarade Radek. Nous sommes maintenant fondés à croire que le travail préparatoire de l'Internationale Communiste et des dirigeants finlandais aura pour résultat, au prochain congrès du Parti Communiste Finlandais, l'unification de toutes les forces communistes de la Finlande. En effet, les thèses sur les questions principales qui devront être soumises à l'examen dudit congrès ont été élaborées en plein accord par les deux tendances.

Amérique du Sud

Après ses pourparlers avec les délégués du Parti Communiste Argentin et un examen détaillé de toutes les données sur la lutte de ce parti, le Comité Exécutif a admis le Parti Communiste Argentin dans l'Internationale Communiste et lui a proposé de créer un centre de propagande pour soutenir et développer le mouvement dans toute l'Amérique du Sud. C'est en 1918 déjà que ce parti, le dernier admis dans l'Internationale Communiste, s'était séparé du parti social-démocrate. Il avait alors pris le nom de «Parti Socialiste International». Sous ce nom, il avait mené une agitation énergique: tout d'abord, contre la guerre et les social-patriotes et ensuite, pour la révolution russe et contre le réformisme. Le parti a un quotidien à Buenos-Ayres et compte 5.000 membres. Déjà au mois de mai 1918, le parti avait voté l'adhésion à l'Internationale Communiste et, depuis le mois de décembre 1920, il porte le nom de Parti Communiste. Grâce à sa propagande, les partis communistes uruguayen et chilien ont également décidé d'adhérer à l'Internationale Communiste. Nous avons résolu de profiter du retour du délégué argentin dans son pays pour nouer des relations avec ces deux partis et leur proposer de présenter toutes les données relatives à leur activité.

Australie

Comme les deux partis communistes existant en Australie ne sont séparés par aucune diver-

gence de principes, de programme, ni de tactique, le Comité Exécutif leur a proposé de fusionner à la fin de mois de janvier de l'année 1922. La fusion doit être réalisée à la conférence générale des deux partis. La représentation des communistes australiens au Comité Exécutif est supprimée jusqu'à la constitution d'un parti unique.

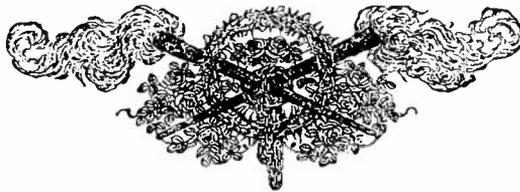
Proche Orient

Le Comité Exécutif a nommé une commission spéciale pour la réorganisation du Parti Communiste Turc et le réenregistrement de ses membres. Quant à la Perse, le seul parti reconnu dans ce pays par le Comité Exécutif est le Parti Communiste de l'Iran.

Mouvement ouvrier juif

Les éléments communistes de l'Union Mondiale des Ouvriers Juifs: *Poalei Zion*, ont exclu récemment de leur sein les éléments centristes et social-traitres. L'organisation communiste *Poalei Zion* a demandé officiellement à être reçue dans l'Internationale Communiste. Le Comité Exécutif y a consenti à condition que l'Union Mondiale des Ouvriers Juifs, *Poalei Zion*, prononçât sa dissolution et convoquât à cet effet, dans un délai de 5 mois, un congrès du parti. La dissolution devra être mise à exécution dans un délai de deux mois à compter de la fin du congrès où elle sera décidée et les membres de l'ex-Union Mondiale devront entrer dans les différentes sections de l'Internationale Communiste. Les autres conditions d'admission sont: l'acceptation sans réserve des thèses des deuxième et troisième Congrès de l'Internationale Communiste et la rupture radicale avec les tendances et les théories sionistes. En outre, les camarades juifs doivent se prononcer contre les tendances colonisatrices juives en Palestine, dont le but principal est de servir les intérêts de l'impérialisme anglais.

Une commission spéciale a étudié la question de l'admission du *Jedischer Arbeiter Bund* Polonais. Sur son rapport, le Comité Exécutif a proposé au *Bund* de rompre avec les éléments centristes.



ASSASSINAT DE COMMUNISTES ROUMAINS

Les communistes enfermés dans la prison de Vacaresti avaient formé le projet de s'évader. Informée de leur dessein, l'administration installa dans les cellules des communistes ses agents qui devaient s'offrir à faciliter l'exécution de ce plan. En outre, dans un but de provocation, le service de surveillance fut sensiblement diminué à l'intérieur, mais considérablement renforcé à l'extérieur. Dans la nuit où les prisonniers réussirent à franchir l'enceinte de la forteresse, la garde, armée de fusils et de mitrailleuses, ouvrit le feu contre eux. Plusieurs communistes furent tués, entre autres *Boris Stéfanof*, membre du Parlement, *D. Fabian*, ex-rédacteur en chef du *Socialismul*, *Vassia (Vassilescu)*, directeur de l'édition socialiste (communiste), *K. Popovitch*, secrétaire de la Commission Générale des Syndicats Roumains, *Stenberg*, etc.

BIBLIOGRAPHIE

1. *Constitution of the Socialist Labour Party of the United States of America adopted at the Eleventh National Convention, New-York, July, 1904, amended at the National Conventions, New-York, 1908, 1912, 1916, 1920—30 pages, in 16.*
2. *The S. L. P. and The S. P.—The Difference between the Socialist Party and the Socialist Labour Party.—Publ. by the Nat. Exec. Comm., S. L. P.—4 pages, grand in 4°.*
3. *Socialist Party, Fusion, Compromise and Political Trading.—Price 10 cents—publish. 1920, Nat. Exec. Comm. S. L. P., 45 Rose St., New-York, N. Y., 16 pages in 8.*
4. *The Mines to the Miners!—A Call to Action (Revised Edition).—Price 5 cents, 1919; 16 pages in 8.*
5. *Railway Workers wake up!—A Call to Action.—Price 5 cents, 1921; 16 pages in 8.*
6. *Unemployment.—4 pages in 8.*
7. *Industrial Prologue—Is that to be the Fruit of „the War for Democracy?“—4 pages in 4°.*
8. *The Labour Faker in Panic.—4 pages in 4°.*
9. *The Russian Soviet Republic of Workers and Peasants—Who and What are the Bolcheviki?—4 pages in 4°.*
10. *The Russian Soviets and the American Socialist Labour Party.—Price 10 cents, 1919.—29 pages in 8.*

Les éditions susmentionnées du Comité Exécutif Central du Parti Ouvrier Américain mettent en lumière la position de ce dernier dans les différentes questions du mouvement ouvrier et donnent en même temps une représentation, incomplète, il est vrai, mais vivante de ce parti qui « par sa théorie et par ses principes de reconstitution de la société est plus que tous les autres partis et organisations américains, proche des bolchéviks russes ». C'est à une caractéristique comparative du bolchévisme russe et du bolchévisme américain qu'est consacrée la brochure *The Russian Soviets and the American Socialist Labour Party*, laquelle souligne—ce qui a été déjà reconnu par le camarade Lénine lui-même—que ce sont les Américains qui ont formulé les premiers l'idée du pouvoir soviétique. Cette idée a été préconisée et développée dans le schéma de l'unionisme industrialiste par le défunt Daniel de Léon, chef du Parti Socialiste Ouvrier.

Le statut du parti nous fait connaître sa structure. Un court précis de son histoire durant les 25 dernières années nous est fourni dans la feuille dont nous avons donné le

titre au N° 2 de la liste ci-dessus. Dans cette feuille, nous trouvons l'exposition des principales différences entre le Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire et le Parti Socialiste Réformiste, formé en 1899 par la fusion avec la social-démocratie de Debbis d'un groupe d'opportunistes qui avaient abandonné le Parti Socialiste Ouvrier. Les divergences de vue entre ces deux partis sont des plus profondes et se manifestent dans toutes les questions de la politique courante (question syndicale, presse du parti, système fiscal, autonomie des différents Etats, revendications urgentes) et dans la question fondamentale de la reconstitution de la société. Les procédés de marchandages politiques appliqués par le Parti Socialiste, surtout pendant les campagnes électorales, sont dévoilés dans la brochure N° 3. Cette brochure justifie documentairement l'appréciation sur Marx Hilquitt et ses pareils, faite par le président de l'Internationale Communiste, qui a déclaré que ces « chefs » de la classe ouvrière ne faisaient que la trahir.

Les brochures N° 4 et 5 sont des appels à l'action adressés aux mineurs et aux cheminots et préconisent les mots d'ordre: « Tous les instruments de production au peuple tout entier! » et « A bas l'esclavage du salariat! »

C'est ce dernier mot d'ordre qui fait également le fond du tract sur le chômage. Le tract N° 7 démontre la nécessité, après les conséquences funestes de la « guerre pour la démocratie », de la création d'une puissante organisation politique et économique de la classe ouvrière « sur une base ouvertement révolutionnaire », organisation dont le but direct sera la destruction du régime capitaliste. Le tract N° 8 décrit les conditions dans lesquelles les ouvriers américains, qui tolèrent encore dans leurs syndicats des bureaucrates déloyaux, sont obligés de mener la lutte économique. La lettre du président du syndicat des mineurs sur l'exclusion (dudit syndicat) des membres du Parti Socialiste Ouvrier témoigne d'une certaine amélioration de la situation après ce rapport: en effet, la bureaucratie syndicale commence à s'inquiéter de la croissance des idées révolutionnaires parmi les masses ouvrières, croissance qui se manifeste par le développement de l'influence du Parti Socialiste Ouvrier sur le prolétariat.

P.

Table des matières

	Page		Page
A nos lecteurs	4355	W. PIK. Le Conflit au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne (V. K. P. D.)	4507
G. ZINOVIEV. La Tactique de l'Internationale Communiste	4357	BELA-KUN. Du Sectarisme à la Contre-Révolution (Sur le Parti Communiste ouvrier d'Allemagne)	4515
Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste (Discours prononcé par G. Zinoviev à l'Ouverture du Congrès)	4377	ARDITO ROSSO. La Crise révolutionnaire en Italie, ses perspectives, ses enseignements	4535
N. LÉNINE. La Tactique du Parti Communiste Russe (Discours prononcé au III-e Congrès)	4385	M. BORODINE. La Grève des Mineurs anglais et ses enseignements	4553
A. LOZOVSKY. Le premier Congrès international des Syndicats révolutionnaires	4401	L. FRAINA. La Situation en Amérique	4581
V. VOÛOVITCH. Le deuxième Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes	4423	W. HAYWOOD. Le Travail des Enfants et la Philanthropie américaine	4593
J. LEKAÏ. Le Bilan du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes	4427	Sen KATAÏAMA. Le Japon et la Révolution sociale	4597
L. CHATSKINE. Les Unions communistes de la Jeunesse et les Partis communistes	4435	N. La Russie soviétiste et la Révolution en Pologne	4605
N. LÉNINE. Impérialisme et Capitalisme	4447	K. KILBOM. La Lutte entre Amsterdam et Moscou dans le mouvement professionnel suédois	4621
K. RADEK. Aperçu de Politique mondiale	4453	M. TSKHAKAÏA. La Géorgie sous la Botte des Ménéchévics	4631
V. MILIOUTINE. La Famine en Russie soviétiste	4469	L'Activité du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste après le III-e Congrès	4641
E. VARGA. Revirement dans la Politique économique de la Russie soviétiste	4481	Assassinat de Communistes roumains	4653
F. G. Le Congrès du Parti Communiste Allemand	4499	BIBLIOGRAPHIE	4655

ILLUSTRATIONS:

Une Séance plénière du Congrès (2 gravures).—Le Bureau du Congrès.

Groupe de délégués des pays balkaniques et autres.